THE COMMAND AND GENERAL STAFF COLLEGE

LIBRARY

Fort Leavenworth, KS 66027-6900

Call Number _____

CGSC Label 13
1 Jan 85 Edition of 11 Dec 72 is obsolete.

87-2179

CE SCHOOLS

RY

October 17, 1927

Received _____

M-U-A-4 5095

Accession Number _____

356.10

Class Number _____

Accession Card
Author Card
Title Card } _____

Published Under "New Books Received" } R. C. M. W. No. _____

For Review See: R. C. M. W. No. _____

Title Cards Completed _____

For Translation See Class _____

99—G. S. Schs., Fort Leavenworth—8-15-27—25M

LIBRARY
THE GENERAL SERVICE SCHOOLS
FORT LEAVENWORTH, KANSAS

ÉTUDE SYNTHÉTIQUE

DES PRINCIPALES

CAMPAGNES MODERNES [1]

---

(1) Un atlas de croquis des différents théâtres d'opérations, s'adaptant exactement au texte de l'*Etude synthétique des principales campagnes modernes*, a été établi par M. le capitaine Cavaillès, professeur d'histoire à l'Ecole militaire d'infanterie.

TOUS DROITS DE REPRODUCTION, DE TRADUCTION ET D'ADAPTATION
RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS.

356.10

Lieutenant-Colonel DESCOINS

ÉTUDE SYNTHÉTIQUE

DES PRINCIPALES

Campagnes Modernes

A L'USAGE DES CANDIDATS

aux différentes Écoles militaires

5e ÉDITION

PARIS
Henri CHARLES-LAVAUZELLE
Éditeur militaire
10, Rue Danton, Boulevard Saint-Germain. 118
MÊME MAISON A LIMOGES

1913

PRÉFACE

L'histoire militaire n'est pas un *but*, c'est un *moyen*. Elle n'est pas la satisfaction platonique d'une curiosité rétrospective, mais la recherche des enseignements du passé pour les appliquer à l'avenir.

Cette recherche ne peut être faite d'une manière complète que par la discussion, par la méditation détaillée des ordres donnés et de la manière dont ils ont été exécutés.

Pour pouvoir se livrer à un travail de cette nature, l'officier a besoin d'avoir constamment à sa portée un *canevas* dans lequel il puisse placer les enseignements qu'il tirera lui-même de l'étude des différentes campagnes. L'objet même de l'histoire militaire indique que ce canevas ne doit être ni un résumé, ni une nomenclature de faits, mais une *synthèse* d'idées. Tel est l'esprit dans lequel a été rédigé notre travail, dont le seul mérite est de présenter la synthèse des *opinions* formulées sur les principales campagnes modernes dans les ouvrages militaires considérés comme classiques.

ÉTUDE SYNTHÉTIQUE

DES PRINCIPALES

CAMPAGNES MODERNES [1]

CAMPAGNE DE 1792 [2]

Invasion de la Champagne.

Causes de la guerre.

La cause déterminante des guerres de la Révolution est l'intervention à main armée des puissances monarchiques de l'Europe qui, redoutant l'avènement d'un nouvel ordre de choses, veulent tenter de raffermir le trône de France ébranlé par les premières manifestations des idées révolutionnaires.

Situation générale.

A la suite de l'arrestation de Louis XVI à Varennes et des mesures prises à son égard par l'Assemblée constituante, le roi de Prusse et l'empereur d'Allemagne signent à Pilnitz (4 août 1791) une convention aux termes de laquelle ils s'engagent à envahir la France si Louis XVI ne recouvre son entière liberté, l'Assemblée constituante dissoute, les émigrés rétablis dans leurs biens et honneurs.

---

(1) Les premières éditions de ce travail étaient précédées d'un avant-propos exposant dans ses grandes lignes l'évolution de la tactique jusqu'à la Révolution française. Il nous a paru qu'un tel sujet, traité avec le développement qu'il comporte, serait plus à sa place au frontispice d'un autre de nos ouvrages paru sous le titre : *Une année d'instruction tactique des cadres*.

(2) Capitaine Cavaillès, *Atlas spécial de croquis*. Planche I (croquis A).

L'Assemblée législative (1) répond à ce défi en sommant la Prusse de dissiper les rassemblements d'émigrés qui se forment à proximité de la frontière et en constituant trois armées (2). Celles-ci, sous les ordres respectifs de Luckner, Lafayette et Rochambeau, se réunissent le long de la frontière, *en cordon*, de Bâle à Dunkerque (3).

De leur côté, les souverains étrangers se préparent à la guerre. Dès les premiers mois de l'année 1792, l'Autriche envoie des troupes dans les Pays-Bas (4) et sur le Rhin. La Prusse et le Piémont lèvent des troupes.

De plus, la convention de Pilnitz se transforme (7 février 1792) en un traité d'alliance conclu à Berlin entre l'Autriche et la Prusse pour « réprimer les troubles de France et de Pologne ».

Les projets hostiles des puissances signataires sont retardés pendant quelque temps par la mort du souverain autrichien. Son neveu et successeur François prend, en attendant son élection à l'Empire, le titre de « roi de Bohême et de Hongrie ». Dès son avènement au trône, il prétend, par la voie diplomatique, imposer à la France le rétablissement de certaines prérogatives de la royauté abolies par la Constitution nouvelle.

L'Assemblée législative ne peut admettre cette intervention et, le 20 avril 1792, la guerre est déclarée au roi de Bohême et de Hongrie.

C'est « la guerre de vingt-cinq ans, la plus terrible, la plus glorieuse de notre histoire ».

---

(1) L'Assemblée constituante termine ses travaux le 30 septembre 1791 et est remplacée par l'Assemblée législative.
(2) De 40 à 50.000 hommes chacune.
(3) De plus, une quatrième armée, sous Montesquiou, doit surveiller les Alpes.
(4) Alors possession autrichiene.

Premières opérations.

Le général Dumouriez, ministre des affaires étrangères, conçoit le projet d'envahir les Pays-Bas, toujours remuants sous la domination autrichienne, où il existe déjà un parti nombreux qui incline vers la république et où l'on espère, par suite, provoquer un soulèvement.

A cet effet, Lafayette et Rochambeau prennent l'offensive (fin avril 1792); mais, dès les premiers engagements, deux colonnes françaises sont prises de panique et se replient en criant à la trahison. Cet incident détermine l'arrêt des autres colonnes.

Fort heureusement, les Autrichiens ne profitent pas de leur facile succès : ils se proposent d'attendre l'arrivée des Prussiens pour commencer les opérations.

Du côté français, Rochambeau donne sa démission, et les trois armées n'en forment plus que deux : celle du Nord, sous Lafayette, occupe la région entre l'Escaut et la Meuse, le centre à Maubeuge; celle dite du Centre, sous Luckner, a le gros de ses forces au nord de Metz et des détachements jusqu'en Haute-Alsace.

Jusqu'au mois d'août, les hostilités vont se borner à des engagements partiels et sans importance (1).

A l'intérieur, la nouvelle des défaites subies par les troupes de Rochambeau accentue le mouvement révolutionnaire.

Bientôt la Prusse et le Piémont se déclarent contre la France.

Une armée prussienne, sous le duc de Brunswick, se rassemble à Coblentz : le 11 juillet, l'Assemblée législative déclare la Patrie en danger et ordonne une levée de volontaires.

---

(1) Du côté français, ce répit est mis à profit pour *l'instruction des troupes* qui se présenteront dans des conditions bien meilleures lorsque les opérations recommenceront.

Au milieu de l'effervescence causée par cette déclaration, tandis que les terreurs et les défiances populaires semblent légitimées par les revers à l'extérieur et les troubles politiques à l'intérieur, arrive à Paris un manifeste arrogant que le duc de Brunswick publie pour annoncer son entrée en campagne.

Cette proclamation du général prussien sert d'appel aux armes. Elle provoque contre la royauté, accusée de complicité avec l'ennemi, une explosion de colère qui se traduit par l'insurrection du 10 août : le roi est suspendu de ses fonctions et l'Assemblée décrète la formation d'une « Convention nationale ».

Forces des coalisés, leurs projets.

Au mois d'août 1792, les coalisés prennent l'offensive. Le duc de Brunswick est le généralissime de leur armée, dont la force principale est constituée par les troupes prussiennes.

Les coalisés comptent autant, pour leurs succès, sur la désorganisation des armées françaises que sur leurs propres moyens. Aussi commettent-ils la faute de ne pas *préparer* la campagne qui va s'ouvrir. Cette erreur *militaire*, jointe aux dissentiments *diplomatiques* (1) entre les souverains alliés, aura sa répercussion sur les opérations qui présenteront à la fois de la lenteur et du décousu.

Le *but* des coalisés étant de rétablir Louis XVI sur son trône, il en résulte que l'*objet* de leurs opérations militaires est d'*aller à Paris*. A cet effet, leurs forces se réunissent en trois masses : un centre et deux ailes. Le *centre*, sous les ordres directs de Brunswick (2), se rassemble dans la ré-

(1) Le roi de Prusse veut rendre à Louis XVI son pouvoir et s'en faire un allié. Le cabinet de Vienne ne porte *qu'en apparence* secours au roi détrôné et serait très désireux que les circonstances amènent une diminution de la puissance française.

(2) Composé en majeure partie de Prussiens (environ 40.000 hommes), auxquels se joint un détachement autrichien commandé par Clairfayt.

gion de Coblentz, d'où il partira pour aller tout d'abord s'emparer des places de la Meuse, de Verdun à Givet. Ce premier résultat acquis, on marchera sur Paris, soit immédiatement, soit ultérieurement, suivant la résistance éprouvée et l'état des esprits en France. Dans ces mouvements, le *centre* sera flanqué, à droite et à gauche, par des corps autrichiens. Celui de droite, venu des Pays-Bas (1), assiégera en premier lieu nos places de la Flandre; celui de gauche (2), déjà sur le Rhin, investira nos forteresses alsaciennes.

Caractères des armées belligérantes.

Les armées belligérantes présentent, sous le rapport de la valeur des troupes et de la constitution des cadres, des différences qu'il est essentiel de ne pas perdre de vue.

Le contingent autrichien est formé de troupes braves, aguerries par leurs récentes campagnes contre les Turcs.

L'armée prussienne est celle qu'a formée le grand Frédéric. Rompue à la discipline la plus rigoureuse, orgueilleuse de luttes et de victoires jusqu'alors sans exemple dans les annales modernes, fière du génie militaire du roi qui a été son général, elle possède la réputation d'être la première de l'Europe.

Il faut remarquer toutefois que les méthodes de guerre de Frédéric ont subi, dans l'esprit de ses élèves, une déformation qui va les vouer à l'insuccès.

Prenant des *procédés d'instruction* pour le but de la guerre, imbus de la doctrine de l' « économie des directions », faisant à l'art militaire des applications intempestives des sciences mathématiques, les généraux prussiens « étayent leurs combinaisons sur des lignes et des points. Uniquement topographes, ils ignorent que le

(1) Sous les ordres du duc de Saxe-Teschen.
(2) Sous les ordres du prince de Hohenlohe.

terrain ne vaut que par les troupes qui l'occupent et que la masse multipliée par la vitesse renverse les dispositions géométriques les mieux calculées ».

En résumé, troupes excellentes, états-majors très instruits, mais pénétrés d'une science artificielle, faussée dans ses applications, dont il leur faudra tout d'abord se débarrasser pour comprendre les principes qui régissent la guerre moderne et les appliquer, plus tard, avec succès.

Du côté français, nous trouvons des régiments minés par la désertion et l'émigration, énervés par une longue paix, mal instruits, mal disciplinés, sans union entre eux, sans confiance dans leurs chefs et des bataillons de volontaires à peine exercés à manier un fusil, sans équipement, sans habits et sans chaussures.

Les troupes de ligne sont désorganisées dans leurs cadres par l'émigration de 12.000 officiers. Elles sont troublées dans leur discipline par les agitations révolutionnaires, menacées dans leur existence même par un parti qui veut leur substituer la garde nationale. Enfin, la France n'a, depuis trente ans, fait d'autre guerre que celle de la Révolution d'Amérique où quelques régiments seulement ont été employés.

Les bataillons de volontaires ont été créés en 1791. Ils ont apporté dans l'armée l'esprit des clubs. Les facilités que leur recrutement spécial leur laisse pour quitter le service semblent les encourager à la désertion (1).

(1) Après nos premiers revers de 1792, 60.000 volontaires rejoignent leurs foyers, malgré les prières et même les menaces de l'Assemblée. Il faut remarquer qu'ils étaient libres de rentrer dans leurs foyers en prévenant deux mois à l'avance le capitaine de leur compagnie. Il ne faut pas oublier non plus que, parmi les *volontaires*, seuls ceux de 1791 méritent ce nom. Ceux de 1792 sont, en réalité, des *réquisitionnés*. En 1793, on appliquera encore le nom de volontaires à des hommes réquisitionnés sous peine de mort.

Pendant les deux premières campagnes de la Révolution, ils seront presque indisciplinables.

Quant aux généraux et aux officiers, ils n'ont pour la plupart ni l'expérience que donne la guerre, ni le savoir que donne l'étude. Mais, en face du danger d'un démembrement analogue à celui de la Pologne, ils comprendront que le salut de la France réside uniquement dans l'extermination de ses adversaires; ils comprendront que la guerre ne se fait pas avec des formules, mais « à coup d'hommes ». Bientôt instruits à l'école de la réalité, ils substitueront à la doctrine de l' « économie des directions » la pratique de l' « économie des forces » (1).

Enfin, chefs et soldats sont animés du sentiment le plus élevé qui puisse exalter une armée, l'amour de la Patrie, poussé jusqu'au paroxysme. De plus, apôtres ardents des idées qui ont amené la Révolution française, ils marchent avec l'inébranlable conviction de prosélytes qui doivent détruire par le fer et par le feu tout ce qui s'oppose à l'établissement de leurs croyances, avec la foi la plus absolue dans la mission qu'ils considèrent comme leur : renverser les trônes des tyrans et apporter aux peuples de l'Europe la *liberté* dans les plis du drapeau français.

Invasion du territoire, combat de Fontoy (19 août).

L'armée du duc de Brunswick pénètre le 19 août sur le territoire français et bouscule à Fontoy l'avant-garde de Luckner. Celui-ci se replie sur Metz. Il est immédiatement destitué et remplacé par Kellermann. En même temps,

(1) Cette éducation ne se fera pas en un jour. Le maréchal Bugeaud a dit, avec raison, en parlant des premières campagnes de la Révolution (séance du 6 février 1834 à la Chambre des députés) : « C'est le système de guerre que suivaient les étrangers qui a sauvé la France; et ce système était un tâtonnement perpétuel qu'on appelait faussement méthodique. »

Lafayette (1) est relevé de son commandement et Dumouriez est mis à la tête de l'armée du Nord. Dumouriez se propose de reprendre son projet d'invasion dans les Pays-Bas, estimant qu'une offensive de ce côté aura pour effet d'arrêter net le mouvement des coalisés. Mais le gouvernement lui prescrit de couvrir avant tout et directement la route de Paris.

D'autre part, son armée, privée de toute direction par le départ de Lafayette, s'est repliée sur Sedan avant même d'avoir combattu; enfin, après leur succès de Fontoy, les alliés marchent sur Longwy, qui capitule après quelques heures de bombardement, et investissent Montmédy; le gros de l'armée prussienne assiège Verdun, la dernière place forte sur la route de Paris; l'aile gauche alliée investit Thionville. Pour couvrir le siège de Verdun contre les forces françaises qui lui sont signalées à Sedan, Brunswick envoie vers Stenay un fort détachement, commandé par Clairfayt.

Dans ces conditions, Dumouriez se résigne à la défensive. Il se propose de barrer à son adversaire la route de Paris, en occupant les défilés de l'Argonne.

Ces défilés sont au nombre de cinq : les Islettes, la Chalade, Grand-Pré, la Croix-aux-Bois et le Chêne-Populeux. Dans la marche qu'il devra faire pour les atteindre, Dumouriez, partant des environs de Sedan, prêtera le flanc à

(1) Lorsque la nouvelle de l'insurrection du 10 août arriva à l'armée du Nord, Lafayette se prononça contre elle et obtint de Luckner la promesse de marcher avec lui sur Paris. Mais, décrété d'accusation par l'Assemblée, se sentant bientôt abandonné de ses soldats, il s'enfuit, fut arrêté par les avant-postes ennemis et fait prisonnier par eux. Quant à Luckner, bien qu'il se fût hâté de désavouer Lafayette, son origine étrangère, son âge et le peu de confiance que l'on avait dans ses talents militaires lui firent au même moment retirer le commandement, d'ailleurs tout nominal, qu'il exerçait sur l'armée du Centre. Il fut envoyé à Châlons pour instruire des bataillons de volontaires.

l'ennemi et particulièrement au détachement de Clairfayt. Aussi Dumouriez charge-t-il un détachement, aux ordres de Dillon, d'attaquer Clairfayt. Mais Dillon ne comprend pas sa mission. Au lieu de manœuvrer pour *immobiliser* son ennemi, il se contente de prendre avec lui un contact suivi d'une escarmouche sans importance et de se replier. De son côté, Clairfayt, ayant une mission de *couverture*, estime qu'il n'a pas à bouger si on ne l'attaque pas. Il reste donc immobile à Stenay.

Ceci permet à Dumouriez d'effectuer sans incident la marche qui, de Sedan, l'amènera aux défilés de l'Argonne, et d'occuper ces défilés : son gros au centre, dans la région de Grand-Pré, un détachement d'aile droite tenant les Islettes et la Chalade, des détachements d'aile gauche occupant la Croix-au-Bois et le Chêne-Populeux. Ces dispositions offrent le vice capital de toutes les dispositions *linéaires :* on est faible partout, et un effort de l'ennemi sur un point quelconque de la « ligne » suffit à la rompre.

Pendant ce temps, Dumouriez a obtenu que Kellermann quittât l'Alsace avec une partie de l'armée du Centre (1) et lui a donné rendez-vous vers Sainte-Menehould. Les dispositions de Dumouriez pour la défense de l'Argonne sont prises dans les premiers jours de septembre.

Bataille de Valmy (20 septembre 1792).

D'autre part, Verdun capitule le 2 septembre. Au lieu de profiter de ce succès pour marcher sans retard sur Paris, Brunswick perd huit jours en tergiversations, permettant ainsi à Dumouriez de s'organiser à loisir.

Exactement renseigné sur les mouvements et sur les emplacements des forces françaises, le généralissime des

(1) Les forces françaises qui restent en Alsace sont sous le commandement de Custine.

alliés forme le projet (1) d'obliger son adversaire à la retraite en menaçant sa ligne de communications.

A cet effet, il fait exécuter des démonstrations devant les défilés occupés par le centre et la droite de Dumouriez; puis, ayant attiré de ce côté l'attention du général français, il dirige son avant-garde (Clairfayt), suivie bientôt par le gros, vers les passages que défendent nos détachements de gauche, avec mission de s'en emparer.

Le 13 septembre, les Prussiens occupent la Croix-au-Bois et le Chêne-Populeux.

Dumouriez ne se déconcerte pas. Au lieu de reculer jusqu'à la Marne comme y compte son adversaire, il pense « avec juste raison qu'une victoire dénoue les situations les plus embrouillées et qu'en réalité le danger d'être tourné ne commence qu'avec la défaite ».

Il concentre ses forces près de Sainte-Menehould. Kellermann vient se joindre à lui.

« Brunswick, dont l'armée a suivi la route de Vouziers à Châlons jusqu'à Somme-Py, est extraordinairement surpris de constater la présence de l'armée française du côté de Valmy, à quelques kilomètres à l'ouest de Sainte-Menehould. Dumouriez a laissé, en effet, un détachement devant Clermont, face à l'est, et, avec le gros de ses forces, il fait face à l'ouest.

« L'étonnement du général en chef prussien est tel, en présence du renversement de toutes les idées admises en matière d'art militaire, qu'il ne peut se résoudre à tenter sérieusement le sort des armes.

« Le 20 septembre, l'armée prussienne se déploie, tournant le dos à Paris, en face des 50.000 hommes de Dumouriez et de Kellermann réunis et engage l'action.

« C'est une simple canonnade, prélude d'un armistice

(1) Conforme à la doctrine de l' « économie des directions » si en honneur au XVIII[e] siècle.

qui met fin provisoirement aux hostilités de la Prusse contre la France (1). »

A la suite de la bataille de Valmy, le duc de Brunswick se décide à la retraite. Le roi de Prusse y est d'ailleurs résolu, en raison des événements de Pologne (2), dans lesquels il est obligé d'intervenir.

Les Prussiens repassent donc la frontière. Leur retraite n'est du reste pas inquiétée (3).

Dumouriez, en effet, ne croit pas les jeunes troupes qui viennent de repousser l'attaque ennemie en état d'entreprendre une poursuite assez rapide et énergique pour détruire l'armée de Brunswick. Il juge préférable de harceler simplement celle-ci jusqu'à la frontière sans risquer de compromettre par une offensive téméraire les résultats déjà acquis. Il abandonne cette tâche à Kellermann en l'appuyant momentanément avec une faible partie de son armée, tandis que lui-même va reporter le gros de ses forces sur la frontière du Nord,

---

(1) Colonel Bonnal, *Conférences de 1892-93*.

Si les troupes françaises de Valmy avaient été manœuvrières et si Dumouriez avait eu la notion de l'*économie des forces*, celui-ci aurait pu réunir une *masse* et produire sur un point quelconque de la ligne longue et mince formée par les Prussiens ce que Napoléon appellera un *événement* et qu'on nomme aujourd'hui « attaque décisive ». Il en serait résulté pour les armes françaises une éclatante victoire.

Mais les idées sur l'*économie des forces* ne naîtront que plus tard.

(2) Les Russes ont envahi la Pologne, de concert avec l'Autriche, pour y renverser la Constitution de 1791. Le roi de Prusse se considère comme la dupe de l'empereur François II et ne songe plus qu'à prendre sa part de la Pologne.

(3) Les historiens pensent généralement qu'une convention secrète d'évacuation, ratifiée par le pouvoir exécutif et par les commissaires de l'Assemblée nationale, fut conclue entre Dumouriez et l'ennemi. Il faut voir dans cette convention un *effet* et non une *cause*. Dumouriez considère que le danger n'est plus du côté des Prussiens, il veut aller sans tarder là où la situation lui paraît menaçante.

en vue de la conquête de la Belgique qu'il n'a jamais cessé de considérer comme l'objectif principal à atteindre (1).

Opérations des troupes françaises d'Alsace.

Tandis que se déroulent les événements qui aboutissent à la bataille de Valmy, Custine, à la tête des forces françaises d'Alsace (2), a pris l'offensive, s'est emparé de Worms, de Spire. Il occupe ensuite Mayence (21 octobre). Il donne alors à l'armée du duc de Brunswick des craintes sérieuses pour sa ligne de retraite : il suffirait, en effet, à Custine d'occuper Coblentz pour priver l'armée prussienne du seul pont qu'elle puisse utiliser pour franchir le Rhin. Mais Custine n'y songe pas. Il se borne à occuper Francfort et à propager dans la région avoisinante les idées de la Révolution.

Opérations sur les Alpes (3).

A la fin de septembre 1792, le général Montesquiou, avec la majeure partie de l'*armée des Alpes*, envahit la Savoie, tandis qu'un détachement, sous le général Anselme, entre dans le comté de Nice.

La conquête de la Savoie et du comté de Nice se fait pour ainsi dire sans coup férir.

Conquête de la Belgique.

Situation sur la frontière du Nord.

Au moment où, après Valmy, Dumouriez prend la détermination de conquérir la Belgique, la situation sur notre frontière du Nord est la suivante : le corps

(1) Il est vrai qu'à ce moment la guerre *offensive* devient une nécessité. On manque d'argent pour payer et nourrir l'armée et l'on compte sur *le succès* pour s'en procurer.

(2) Armée du Rhin.

(3) Planche II (croquis B).

autrichien du duc de Saxe-Teschen a pris l'offensive à la faveur du départ des troupes françaises appelées derrière l'Argonne, a occupé quelques villes et entrepris le siège de Lille. Cette place forte oppose la plus énergique résistance. Aussi, à la nouvelle des succès de Dumouriez en Champagne et surtout à l'annonce que des troupes françaises sont dirigées vers les Pays-Bas, le duc de Saxe-Teschen se décide-t-il à lever le siège de Lille et à repasser la frontière (8 octobre).

Le duc s'attend à être, à bref délai, renforcé par le corps autrichien de Clairfayt (1) ; les forces françaises à ce moment dans le Nord lui paraissent peu redoutables; il ne suppose pas, enfin, que Dumouriez veuille tenter, à cette époque de l'année, une entreprise aussi vaste que la conquête des Pays-Bas.

Aussi, vers le milieu d'octobre, établit-il ses troupes en *quartiers d'hiver*, disséminées entre Tournay et Mons, le long de la frontière française.

Du côté français, il n'y a sur la frontière du Nord, au commencement d'octobre 1792, en dehors des garnisons des places fortes, que quelques milliers d'hommes — des volontaires en majeure partie — réunis et encore à peine organisés, sous le commandement du général La Bourdonnaye. Ces troupes portent la dénomination d'*armée du Nord* (2).

Projets de Dumouriez

Dumouriez fait accepter par la Convention le plan général suivant pour les opérations prochaines sur toutes les frontières :

(1) Qui vient d'opérer sous les ordres de Brunswick et que celui-ci renvoie dans les Pays-Bas après Valmy.

(2) La Convention décrète, à la date du 1er octobre 1792, une nouvelle répartition des armées, dans laquelle les troupes de Dumouriez portent le nom d'*armée des Ardennes*, et celles de Kellermann celui d'*armée de la Moselle*.

PROPERTY OF U. S. ARMY

1° Achever la conquête de la Savoie et du comté de Nice, de façon à atteindre la limite naturelle des Alpes; se tenir ensuite sur la défensive;

2° Conserver une attitude expectante sur les frontières de la Suisse et dans la Haute-Alsace;

3° Envoyer des renforts à Custine, aventuré vers Francfort, et assurer ses communications;

4° Porter Kellermann, à la suite de l'armée prussienne, sur Coblentz pour favoriser les opérations de Custine;

5° Opérer sous les ordres de Dumouriez la jonction des armées du Nord et des Ardennes. Ces deux armées réunies envahiront la Belgique.

L'idée maîtresse de ce plan est la suivante : on peut rompre la coalition en dirigeant l'effort principal des armées françaises soit contre la Prusse, soit contre l'Autriche. Agir contre la Prusse amène à porter la guerre en Allemagne, c'est-à-dire à englober dans les hostilités les puissances germaniques.

Au contraire, en localisant la guerre sur le théâtre des Pays-Bas, l'Autriche, isolée, peut être plus facilement vaincue.

Cette idée est juste assurément. Ce qui l'est moins, c'est que Dumouriez escompte, pour réussir, que les soldats français seront accueillis en Belgique comme des libérateurs. Il pense aussi qu'une fois notre limite naturelle, le Rhin, conquise de ce côté, nous aurons « dans la liberté de nos voisins une barrière plus solide que celle des places fortes et moins dispendieuse ».

L'erreur de Dumouriez sur l'état des esprits en Belgique a une influence fâcheuse sur la conduite des opérations militaires.

Les Autrichiens sont disséminés « en cordon » le long

de notre frontière. En concentrant ses efforts, Dumouriez pourrait obtenir des résultats décisifs.

Au lieu de cela, il multiplie les points d'invasion pour favoriser l'insurrection de la Belgique.

Bataille de Jemmapes (6 novembre 1792).

A gauche, l'armée du Nord, sous La Bourdonnaye, envahit la Flandre maritime. A droite, l'aile droite de l'armée des Ardennes, sous le général Valence, doit suivre la Meuse jusqu'à Namur et empêcher la jonction de Clairfayt avec le duc de Saxe-Teschen. Mais Valence ne pourra commencer son mouvement que dans quelques jours et ne réussira d'ailleurs pas à empêcher la jonction des deux corps autrichiens.

Enfin, au centre, Dumouriez, avec le gros des forces françaises, réuni dans la région de Valenciennes, marche, dès les derniers jours d'octobre, dans la direction de Mons.

Il rencontre à Jemmapes (6 novembre) le gros de l'armée autrichienne devant laquelle il déploie ses forces front contre front.

La bataille se réduit pour notre part à une attaque générale préparée par une violente canonnade et exécutée avec la plus grande énergie. C'est *par hasard* que l'effort principal se porte sur le village de Jemmapes, situé à l'extrémité de la droite autrichienne.

Il en résulte pour les armes françaises une victoire peu décisive, à la suite de laquelle l'armée autrichienne bat en retraite.

Dumouriez ne cherche pas à compléter son succès par une nouvelle victoire. A la suite de l'ennemi, il entre à Mons, à Bruxelles, à Liège et dans les derniers jours de novembre met le siège devant Maestricht.

En même temps, La Bourdonnaye s'avance jusqu'à Anvers, et Valence jusqu'à Namur.

Dumouriez ne dépasse pas Maestricht et fait prendre

à ses troupes leurs quartiers d'hiver en avant de la Meuse. Cette détermination peut étonner si l'on considère :

1° Qu'elle est contraire au plan primitif de Dumouriez;

2° Qu'il suffirait à Dumouriez de quelques jours de marche pour balayer la rive gauche du Rhin et assurer le succès de la campagne suivante qui nous sera si défavorable.

On peut cependant l'expliquer dans une certaine mesure par l'état de dénûment de l'armée française.

Depuis le commencement de la campagne, nos troupes ont vécu de réquisitions.

Elles pourraient peut-être vivre encore de la même manière jusqu'à ce que l'ennemi soit rejeté au delà du Rhin.

Cependant, par un retour plus ou moins conscient à la doctrine de ses jeunes années, Dumouriez n'ose s'engager au delà de Maestricht, jugeant cette place dangereuse pour ses communications.

Dumouriez est, enfin, aux prises avec des difficultés d'ordre politique et administratif qui réclament sa présence à Paris.

La victoire de Jemmapes produit en Europe une impression profonde. Elle montre « que la France possède un instrument non seulement de défense, mais d'attaque... Dès lors une phase nouvelle peut s'ouvrir pour la Révolution et la guerre d'*expansion* succéder à la guerre d'*indépendance* ».

Opérations en Allemagne.

Après Valmy, l'armée du Centre (Kellermann) suit dans leur retraite les Prussiens jusqu'à la frontière.

Puis, extrêmement réduite par le départ de renforts envoyés à Dumouriez en Belgique et par la désertion d'un grand nombre de volontaires, elle s'arrête à hauteur de Sarrelouis. Kellermann, dont l'arrêt sur la Sarre est qualifié de coupable inaction, est remplacé par Beurnonville. Ce dernier, dont l'armée porte maintenant le nom d'armée de la Moselle, reçoit l'ordre de s'emparer de Trèves, pour tirer vengeance de l'Electeur qui a favorisé les premiers rassemblements d'émigrés. Il livre dans ce but des combats indécis, est obligé de renoncer à la conquête projetée, et finalement se retire sur la Sarre.

CAMPAGNE DE 1793 [1]

Opérations dans les Pays-Bas et sur la frontière du Nord.

Causes de la guerre

A la suite de la campagne de 1792, la Convention, exaltée par les succès remportés par nos armes, veut propager en Europe les principes de la Révolution française.

Elle décrète (19 novembre 1792) qu'elle accordera « secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté », proclamant ainsi la rupture avec l'Europe monarchique.

Quelques semaines plus tard (21 janvier 1793), l'exécution de Louis XVI décide tous les gouvernements européens à s'armer contre la France.

Une nouvelle coalition se forme : l'Angleterre en est l'âme.

En effet, le peuple anglais a, depuis le commencement de la Révolution française, manifesté sa sympathie pour les idées nouvelles. L'aristocratie anglaise, ayant à sa tête le ministre Pitt, se sentant menacée, lance l'Angleterre dans la guerre contre la France.

Afin de rejeter sur nous l'initiative et, par suite, la responsabilité de la guerre, Pitt fait, par des émissaires à sa solde, persuader aux membres influents de la Convention que la déclaration de guerre sera le signal de la Révolution anglaise.

(1) Planche I (croquis A).

La Convention donne dans le piège et, le 8 février 1793, déclare la guerre à l'unanimité.

L'Angleterre entraîne à sa suite la Hollande (1), l'Espagne (2), le Portugal (3), le roi de Naples (4), le pape (5), le roi de Sardaigne (6), les puissances germaniques (7), la Prusse et l'Autriche. Elle s'assure de la Russie en lui laissant toute latitude pour agir contre la Pologne. Seuls la Suède, le Danemark, la Suisse, Venise et la Turquie restent neutres.

La campagne dans le Nord peut se subdiviser en plusieurs phases :

1re phase : Offensive de Dumouriez.

Projets d'opérations.

Le plan général des opérations à exécuter par les armées françaises est élaboré par Dumouriez. Il consiste à envahir la Hollande tandis que, sur toutes les autres frontières, nos armées resteront sur la défensive ou conserveront le terrain acquis. Mais Dumouriez, trompé par des rapports qui lui représentent la Hollande prête à s'insurger contre son stathouder, commet la faute qu'il a déjà commise pendant la campagne précédente. Au lieu de marcher avec toutes ses forces réunies contre le gros des forces adverses pour les détruire et avoir ensuite la liberté de ses mouvements, il multiplie les points d'invasion pour favoriser l'insurrection.

(1) Liée à l'Angleterre par des traités antérieurs.
(2) L'Espagne n'a pas d'autre motif d'entrer dans la coalition que le désir de venger la mort de Louis XVI.
(3) Devenu colonie anglaise depuis le traité de Methwen.
(4) Insulté récemment dans sa capitale par une flotte française.
(5) Inquiet de la situation du clergé en France.
(6) Auquel la République française vient d'enlever Nice et la Savoie.
(7) Irritées contre la France par l'expédition de Custine. Dans la confédération germanique, le Hanovre est gouverné par le roi d'Angleterre.

Quant au plan des coalisés, il ne vaut pas mieux que celui de Dumouriez. Ses bases sont les suivantes :

1° L'armée impériale commencera par rejeter les Français sur la rive gauche de la Meuse, afin de dégager Maestricht. Cela fait, l'armée impériale prendra position derrière la Meuse, ajournant la délivrance de la Belgique jusqu'à la prise de Mayence;

2° L'armée prussienne, renforcée par un corps autrichien, va chercher à battre Custine en rase campagne pour investir ensuite Mayence;

3° Aussitôt cette place prise, l'armée impériale franchira la Meuse pour reconquérir la Belgique, à moins qu'on ne puisse obtenir ce résultat par une invasion en France (1).

Le généralissime de l'armée coalisée est le prince de Saxe-Cobourg (2).

Le duc de Brunswick est toujours à la tête de l'armée prussienne.

Situation au début des opérations.

Dans les Pays-Bas et sur le Rhin, la situation des belligérants au début des opérations est celle qui résulte des opérations de la fin de l'année 1792. De part et d'autre, les armées en présence ont reçu des renforts. Une armée anglaise sous le duc d'York, une armée hollandaise sous le prince d'Orange et les contingents des Etats germaniques entreront ultérieurement en campagne.

Premières opérations.

Les forces françaises de Belgique, sous les ordres de Dumouriez, portent le nom de grande armée du Nord

(1) Ce plan est tout à fait conforme à l'esprit de la guerre du XVIII[e] siècle. Tout y est subordonné au souci des communications.

(2) Le prince de Saxe-Cobourg a pour mentor le colonel Mack, que nous retrouverons dans des campagnes ultérieures et qui finira par capituler à Ulm.

et sont partagées en trois armées qui reçoivent chacune un objectif spécial : l'armée de Hollande, sous le commandement direct de Dumouriez, doit traverser le Biesboch et marcher sur Amsterdam, par Rotterdam.

Les armées *de Belgique* (général Miranda) et *des Ardennes* (général Valence) doivent tout d'abord chercher à s'emparer de Maestricht.

Dès que Dumouriez aura franchi le Biesboch, Miranda, laissant Valence continuer le siège de Maestricht, marchera sur Nimègue, où Dumouriez viendra le rejoindre ensuite par Utrecht.

Dumouriez occupe quelques places fortes ennemies et arrive sur le Biesboch; mais, tandis qu'il s'occupe de réunir les moyens de passage nécessaires pour franchir ce bras de mer, il apprend les insuccès des armées de Belgique et des Ardennes.

Celles-ci, en effet, ne peuvent s'emparer de Maestricht.

Elles sont, au contraire, surprises par le prince de Cobourg, et, après plusieurs combats malheureux, obligées de battre en retraite. Elles se retirent sur Louvain où elles s'arrêtent pour couvrir le pays en attendant l'arrivée de Dumouriez qui, laissant à un de ses sous-ordres le commandement de l'armée de Hollande (1), vient se mettre à la tête des armées de Belgique et des Ardennes.

Bataille de Nerwinden (18 mars 1793).

Dumouriez commence par remettre de l'ordre dans ses troupes, en pleine désorganisation déjà. Il prend des mesures sévères contre certains agents révolutionnaires qui, par leurs exactions, ont exaspéré les habitants de

(1) Après le départ de Dumouriez, l'armée de Hollande se replie sur Anvers dans un désordre complet. Dumouriez eût mieux fait de la joindre aux armées de Belgique et des Ardennes pour opérer contre Cobourg, *toutes forces réunies*.

la Belgique, et les ont incités à se livrer à des représailles sur nos soldats, puis il marche contre l'armée du prince de Cobourg dans l'intention de la rejeter au delà de la Meuse.

Il la rencontre à Nerwinden (18 mars).

Dumouriez se propose d'aborder la gauche ennemie et de la culbuter en pivotant autour de sa propre gauche (1). De son côté, le prince de Cobourg a conçu une manœuvre identique à celle de Dumouriez et porte d'emblée son principal effort sur notre gauche. Mais les troupes ennemies ont sur les nôtres, en majeure partie composées de volontaires, la supériorité de l'instruction et de la discipline. Elles ont aussi la supériorité du nombre.

Notre gauche, écrasée par des forces supérieures, cède le terrain, rendant impossible le mouvement que Dumouriez est proposé d'exécuter avec sa droite. Les troupes françaises battent en retraite.

Trahison de Dumouriez.

A partir de ce moment, la conduite de Dumouriez est dictée par des considérations politiques. De connivence avec l'ennemi, il rappelle l'armée de Hollande, évacue la Belgique, ramène ses troupes dans les camps de Maulde et de Bruille et se propose de marcher sur Paris pour y rétablir la royauté. Il fait arrêter et livre aux Autrichiens les commissaires de la Convention envoyés pour s'assurer de sa personne. Mais, au moment où il se dispose à exécuter ses projets de contre-révolution, ses soldats refusent de le suivre. Il se réfugie dans les rangs ennemis, végétera vingt ans à l'étranger et mourra dans l'exil.

Situation au mois d'avril 1793.

A l'époque où Dumouriez fait défection, notre situation sur le Rhin est la suivante : Custine, qui, à la fin

(1) Encore *l'économie des directions*. Retenir de cela le danger de vouloir « manœuvrer » un ennemi avant de lui avoir enlevé sa liberté de manœuvre par un combat de front destiné à le « fixer ».

de l'année 1792, a occupé Landau, Spire et Mayence, a été, vers le milieu de mars 1793, obligé d'abandonner la garnison de Mayence à ses propres forces et de se replier derrière la Lauter (1).

L'armée de la Moselle a dû se replier sur la Sarre.

2e phase : Période critique, commandement de Dampierre, Custine et Kilmaine.

La situation est critique; car, d'une part, Cobourg, renforcé des contingents anglais, hanovrien et hollandais, est en mesure de marcher sur Paris, tandis que les forces prussiennes et autrichiennes d'Allemagne se porteront de Trèves, Mayence et Germersheim sur la Sarre et la Lauter; d'autre part, à l'intérieur, l'insurrection de la Vendée obtient ses premiers succès et les troubles éclatent en Corse (2).

Heureusement pour la France, le plan d'opérations de Cobourg est « aussi méthodique que peu dangereux ». Il consiste, avant toute marche offensive, à développer ses forces en cordon le long de la frontière française, depuis la mer jusqu'à la Moselle, et à faire le siège de toutes les places fortes de la frontière (3). Malgré les succès partiels qu'il obtiendra tout d'abord, il perdra de la sorte un temps précieux et laissera aux

(1) Custine donne alors sa démission, qui n'est pas acceptée; il est envoyé à l'armée du Nord.

(2) Ces différents événements ont comme conséquence que la Convention décrète (6 avril 1793) la formation d'un Comité de salut public, investi de pouvoirs presque illimités. Elle décide aussi qu'un certain nombre de ses membres seront envoyés aux armées avec le titre de *Représentants du peuple*, pour contrôler les actes des généraux, surveiller les administrateurs et encourager le patriotisme des soldats.

(3) Conformément à l'esprit de la guerre au XVIIIe siècle, Cobourg n'ose pas laisser ces places derrière lui, de peur de voir ses convois menacés ou pillés par leurs garnisons.

armées républicaines tout le loisir de se réorganiser et de recevoir des renforts.

Le « Camp de César ».

Le général Dampierre succède à Dumouriez. Après avoir réorganisé ses troupes dans la région de Bouchain, il se porte en avant et livre sur toute la frontière une série de combats partiels. Il est tué au cours de l'un d'eux.

Son armée (1) se retire vers Valenciennes. A la suite de combats malheureux, elle est obligée de se replier derrière l'Escaut, entre Bouchain et Cambrai, au lieu dit *Camp de César*. L'ennemi met le siège devant Valenciennes et devant Condé. L'état de désorganisation des forces françaises nous oblige à abandonner ces deux places à leurs propres ressources.

Aussi, dès que Custine est nommé au commandement de l'*armée du Nord* (2), s'empresse-t-il de proposer un plan consistant à dégarnir la Lorraine, de manière à pouvoir frapper un coup décisif sur le théâtre d'opérations du Nord. Mais le gouvernement préfère envoyer en Vendée les troupes de l'*armée de la Moselle* que Custine désirait faire venir en Flandre. Il en résulte que le nouveau général se trouve dans l'impossibilité d'entreprendre des opérations actives. Il s'occupe donc de réorganiser, d'instruire et de discipliner son armée. Son origine noble et l'ascendant qu'il ne tarde pas à prendre sur ses troupes, le rendent bientôt suspect au gouvernement révolutionnaire. Appelé à Paris, il est arrêté, condamné à mort et exécuté (3).

Son successeur, Kilmaine, est attaqué par Cobourg. Ce dernier, estimant la « position » du camp de César inabor-

(1) Sous le commandement provisoire du général Lamarche.
(2) Voir la note 1 de la page précédente.
(3) La nouvelle de la reddition de Mayence sert de prétexte pour décider son procès.

dable de front, la tourne vers le sud. Kilmaine ne juge pas son armée assez manœuvrière pour courir les risques d'une bataille. Il se replie, sans incident sérieux, derrière la Scarpe, entre Douai et Arras. C'est là qu'il apprend que, devenu suspect en raison de son origine étrangère (1), il est remplacé par Houchard (2).

Tandis que ces événements se déroulent, Valenciennes et Condé ont capitulé.

A ce moment, par suite des troubles intérieurs qui divisent la France, soixante-cinq départements restent seuls fidèles au gouvernement révolutionnaire. Le Midi se soulève, Lyon soutient un siège contre les troupes de la Convention, Toulon vient d'être livré aux Anglais.

La levée en masse.

Pour parer au danger, la Convention fait un nouvel acte d'énergie : elle décrète (23 août) la levée en masse et la réquisition de tous les moyens actifs ou passifs susceptibles d'être utilisés pour la guerre.

Le système divisionnaire.

Au sein du Comité de salut public, la direction des affaires militaires est confiée au capitaine du génie Carnot (3).

Afin de donner aux opérations tout le caractère d'énergie et de rapidité que doivent avoir des opérations offensives, Carnot fait décider dans les armées françaises la suppression des tentes, augmentant ainsi la mobilité des troupes en diminuant les bagages à leur suite. Il fait également rompre avec le système administratif qui consistait à alimenter les troupes à l'aide d'approvisionnements venus de l'arrière et qui donnait à la

(1) Kilmaine est d'origine irlandaise. Il sera replacé en 1795 dans les cadres de l'armée.

(2) 16 août.

(3) Carnot, en mission aux armées du Nord, comme représentant du peuple, y a fait preuve des plus hautes capacités militaires, ce qui motive la confiance qui lui est témoignée par le gouvernement.

garde des communications une importance capitale dans la conduite de la guerre : la réquisition sur le pays sera désormais le mode de subsistance normal des troupes françaises.

Vivre par réquisition amène la nécessité de « se diviser pour vivre ». Cette nécessité conduit à organiser les armées en un certain nombre de groupes autonomes qui prennent le nom de *divisions* (1). Les divisions sont composées des trois armes; elles sont pourvues des services leur permettant de stationner, de marcher et d'opérer *isolément*, au moins pendant quelques jours.

« L'unité divisionnaire, *ainsi créée pour satisfaire à des nécessités* d'ordre administratif, devient le point de départ d'une *révolution imprévue* dans l'art des opérations et des batailles. »

On a vu que, jusqu'à présent, les chefs d'armée ont été indépendants les uns des autres. L'adoption du système divisionnaire va encore exaspérer le défaut d'unité qui en résulte.

Faute d'un commandement supérieur suffisamment ferme, les divisions d'une même armée auront une tendance à agir sans liaison entre elles et à « faire une guerre d'escarmouches, ne pouvant donner tout au plus que des succès partiels sans influence sérieuse sur l'issue de la lutte ».

« Mais, par contre, les divisionnaires *apprendront la guerre* et les divisions acquerront une *valeur propre*, un esprit guerrier qui contribueront puissamment au progrès général des troupes françaises. »

Cette école va leur être singulièrement facilitée par les fautes commises par nos ennemis.

---

(1) Leur effectif est de 12 à 15.000 hommes environ.

3e phase : Campagne de Flandre, commandement de Houchard et Jourdan, bataille de Wattignies.

Après la capitulation de Valenciennes, les alliés commettent la faute de se séparer. Tandis que le duc d'York, avec les contingents anglais et hollandais, va faire le siège de Dunkerque, objet des convoitises de l'Angleterre, Cobourg investit le Quesnoy.

Du côté français, Houchard, qui vient d'être investi du commandement de l'armée du Nord (1), *se propose de profiter de cette situation pour attaquer successivement les deux masses ennemies avec le gros des forces françaises* (2). Ce plan ayant été adopté par le gouvernement, Houchard, laissant un détachement devant Cobourg, attaque les Anglo-Hollandais.

Bataille de Hondschoote (6, 7, 8 septembre 1793)

Malheureusement, l'*exécution* du projet d'opérations ne répond pas à sa *conception*. L'attaque française est décousue. Elle aboutit à une série de combats heureux, mais non décisifs, qui porte le nom de bataille de Hondschoote, et dont le résultat est cependant de faire lever le siège de Dunkerque. Quelques jours après, un nouveau combat heureux, à Menin, décide les Anglo-Hollandais à repasser la frontière.

Déroute de Courtray (15 septembre 1793).

Houchard estime alors que ses troupes ne sont pas en état de continuer les opérations. Il se propose de les ramener derrière la Scarpe en se couvrant contre les Autrichiens par une flanc-garde. Celle-ci rencontre, vers Courtray, un corps autrichien. Il se produit, dans l'armée française, une déroute inexplicable autrement que par l'im-

(1) Houchard vient de l'armée de la Moselle.
(2) Projet très remarquable comme conception, car il est fondé sur l' « économie des forces ».

pressionnabilité de troupes nouvellement levées et formées.

Houchard est traduit devant le tribunal révolutionnaire, condamné et exécuté.

Il a pour successeur Jourdan (1).

Bataille de Wattignies (15 et 16 octobre 1793).

Le 11 septembre, le Quesnoy a capitulé. Cobourg se propose alors de s'emparer de Maubeuge dont la possession lui paraît indispensable pour ses opérations ultérieures et qu'il investit dans les derniers jours de septembre.

De son côté, Jourdan, qui a reçu de la Convention l'ordre formel de chercher *avant tout* à débloquer Maubeuge, laisse une partie de ses forces en Flandre pour surveiller le duc d'York (2), et groupe vers Guise le gros de son armée. Puis il se met en marche dans la direction de Maubeuge.

Il en résulte une rencontre à Wattignies, victoire française (3) à la suite de laquelle Cobourg lève le siège de Maubeuge et se retire derrière la Sambre.

Dès l'annonce de la marche de Jourdan, Cobourg a prescrit au duc d'York de le rallier. La droite ennemie se trouve ainsi dégarnie. D'autre part, au lendemain de Wattignies, Jourdan prescrit aux divisions laissées en Flandre de prendre l'offensive. York se hâte de revenir sur ses pas. Il se livre alors de ce côté une série de combats partiels, sans liaison entre eux et dont le résultat final n'est pas à notre avantage.

D'autres opérations décousues ont lieu dans les pre-

(1) Auprès de qui Carnot est détaché par le Comité de salut public.

(2) Campé dans les plaines d'Ypres et de Tournay.

(3) Ce qui caractérise la bataille de Wattignies c'est que, pour la première fois, s'établit sur le champ de bataille la distinction entre les troupes chargées de *fixer* l'ennemi et celles chargées de l'attaque décisive.

miers jours de novembre pour obéir aux injonctions du Comité de salut public, qui a prescrit d'attaquer les deux ailes de l'ennemi vers Charleroi et Courtray. Elles n'amènent aucun résultat et, sur le témoignage de représentants accrédités, le Comité doit rapporter les ordres donnés. Jourdan n'en est pas moins destitué (1).

Du reste, les armées belligérantes sont dans un état de fatigue qui ne leur permet guère de continuer les hostilités : elles prennent leurs quartiers d'hiver de part et d'autre de la frontière.

Caractères de la campagne de 1793 dans le Nord.

Ce qui caractérise la campagne de 1793 dans le Nord c'est, après la trahison de Dumouriez, le décousu des opérations résultant à la fois du défaut d'organisation ou de discipline parmi les troupes et du régime de terreur auquel les chefs sont soumis, ce qui les fait hésiter devant les déterminations décisives. Néanmoins, sous l'impulsion d'un organisateur comme Carnot et de généraux possédant une réelle valeur militaire, non seulement les imperfections s'atténuent peu à peu dans le courant de la campagne, mais aussi et surtout la tactique et la stratégie prennent décidément une orientation nouvelle répondant aux circonstances et à laquelle la bataille de Wattignies donne la sanction de la victoire.

(1) Plus heureux que ses prédécesseurs, il échappe à une condamnation.

Opérations en Allemagne et sur la frontière du Rhin.

On a vu plus haut (p. 28) quelle est, au printemps de 1793, la situation des forces françaises en Allemagne.

Sur ce théâtre d'opérations, nous avons toujours comme adversaires l'armée prussienne de Brunswick, qui a reçu de sérieux renforts, et, de plus, une armée autrichienne sous les ordres de Wurmser.

De leur côté, nos armées *du Rhin* et *de la Moselle* sont en pleine période de réorganisation. Aussi n'entreprennent-elles aucune opération décisive, au grand mécontentement de la Convention, qui change à plusieurs reprises les chefs de ces deux armées.

Les combats livrés par les troupes françaises ont, d'une manière générale, pour objet le déblocus de Mayence. Ce but n'est pas atteint : la place capitule vers la fin de juillet.

Les généraux ennemis pourraient alors, en coordonnant leurs efforts, obtenir des succès certains. Mais la mésintelligence règne entre eux. Wurmser, d'après les plans du cabinet de Vienne, voudrait s'emparer de l'Alsace, pour en faire une possession autrichienne. Brunswick n'ignore pas ces projets, nourris en secret depuis l'époque où Louis XIV a réuni l'Alsace à la France.

Il n'est pas disposé à prêter la main à un accroissement de territoire en faveur d'une puissance, rivale naturelle de la Prusse en Allemagne.

Les opérations sont donc divergentes : d'un côté, Brunswick est en face de l'armée de la Moselle; de l'autre, Wurmser est en face de l'armée du Rhin. Après

la chute de Mayence, il se livre entre l'armée prussienne et l'armée du Rhin une série de combats qui obligent l'armée de la Moselle à se retirer définitivement derrière la Sarre.

Quant à l'armée autrichienne, elle investit Landau (1) et s'empare d'une ligne de retranchements destinés à défendre la Lauter et connus sous le nom de « lignes de Wissembourg ». Après ce succès elle poursuit l'armée du Rhin, qui rétrograde jusqu'à Saverne et Strasbourg.

On découvre alors un complot ourdi dans la noblesse alsacienne, où Wurmser a de nombreuses attaches, et ayant pour objet de livrer Strasbourg aux Autrichiens (2).

La Convention décide de placer l'Alsace sous un régime exceptionnel : elle y envoie deux de ses membres réputés pour leur énergie révolutionnaire, Saint-Just et Lebas. Ceux-ci sont investis de pouvoirs illimités.

Sous leur impulsion, les opérations militaires vont prendre un nouveau caractère.

Au commencement de novembre, l'armée du Rhin est sous les ordres de Pichegru, l'armée de la Moselle est commandée par Hoche.

Ces deux armées ont eu le temps d'instruire leurs troupes de nouvelle levée, et en particulier leurs « volontaires » ; elles comprennent une forte proportion d'anciens soldats, elles sont très suffisamment préparées à entreprendre activement les opérations.

Au début, les deux armées françaises agissent chacune pour son propre compte. L'une et l'autre prennent l'offensive. Pichegru, par une série de combats heureux, repousse les Autrichiens jusqu'à la Sauer. De son

(1) Planche I (croquis B).
(2) Wurmser était d'origine alsacienne.

côté, Hoche franchit la Sarre. Les Prussiens battent en retraite jusqu'à Kaiserslautern, où ils soutiennent avec succès l'attaque de l'armée de la Moselle.

Combat de Kaiserslautern (17 novembre 1793).

Hoche, voyant néanmoins que son armée déborde la droite des Autrichiens opposés à l'armée du Rhin, laisse une partie de ses forces sur la défensive vers Deux-Ponts et Pirmasens et, avec le reste, se propose d'agir sur le revers oriental des Vosges, de concert avec Pichegru.

Il culbute, à Frœschwiller et à Wœrth, la droite autrichienne.

La Convention reconnaît alors que le seul moyen d'obtenir des succès décisifs est de réaliser sur ce théâtre d'opérations l'unité de commandement (1) : elle place Pichegru sous les ordres de Hoche.

Deux jours après sa nomination, le nouveau général donne l'ordre d'une bataille destinée à décider de l'issue de la campagne.

Combat du Geisberg (26 décembre 1793).

Débordé sur la Sauer, Wurmser s'est replié en avant de la Lauter. C'est là qu'il est attaqué par l'armée française. Cette affaire porte le nom de « combat du Geisberg ». Elle se termine par la reprise des lignes de Wissembourg. Les Autrichiens battent en retraite et repassent le Rhin à Philipsbourg.

L'armée prussienne, craignant pour ses communications, se retire de son côté vers Mayence.

A la fin de décembre, l'armée de la Moselle occupe Kaiserslautern. Landau est débloqué et les armées françaises prennent leurs quartiers d'hiver.

---

(1) Cette unité de commandement ne sera toutefois pas réalisée sans provoquer des dissentiments personnels entre les deux généraux. Hoche, tout en exerçant le commandement supérieur, continue à commander l'armée de la Moselle.

CAMPAGNE DE 1794 [1]

Caractère de la campagne.

« La campagne de 1794 marque le point culminant de cette longue série ascendante d'efforts gigantesques et continus, aboutissant, après deux années de luttes incessantes, au triomphe définitif de la France sur une coalition qui, sous des dehors protecteurs pour la dynastie déchue, semble avoir surtout visé l'abaissement des maisons de Bourbon et d'Autriche au profit spécial de l'Angleterre et de la Prusse.

» Les succès éclatants qui couronnent cette campagne sont dus, moins à la capacité transcendante des chefs qu'à la vigueur déployée par les pouvoirs législatif et exécutif, à l'énergie indomptable, à l'incessante activité et à l'esprit de solidarité et d'offensive des généraux, à la confiance inébranlable et à la ferme volonté de vaincre qui les animent ainsi que leurs troupes. »

Situation générale.

A la suite de la campagne de 1793, la Prusse et l'Espagne paraissent disposées à se retirer d'une coalition où elles se voient les dupes de leurs alliés; la Hollande, le Piémont, l'Autriche sont lassés de leurs défaites. *Mais l'Angleterre ne veut pas désarmer :* elle veut continuer la lutte, de peur que « la démagogie ne mette ses rêves séditieux à la place de la Constitution britannique »; elle escompte aussi l'abaissement de la France pour s'assurer l'empire des mers.

L'Angleterre donne donc à la Prusse des subsides pour lever des troupes et entraîne de nouveau dans la

(1) Planche I (croquis A).

coalition l'Autriche, l'Espagne, la Hollande et le Piémont. Au commencement de l'année 1794, les coalisés sont prêts à entrer en campagne avec des forces considérables.

De son côté, la France va jeter dans la balance l'appoint de toutes les ressources que peuvent produire le territoire et la nation; grâce à la « levée en masse », elle pourra opposer aux coalisés des forces sensiblement équivalentes aux leurs (1).

En dépit des difficultés intérieures (2), la République va « s'assurer du champ de bataille » (3).

Situation militaire.

Au commencement d'avril 1794, la situation militaire est la suivante (4) :

a) France. — Les forces de la République sont réparties en onze armées : *l'armée du Nord*, sur la frontière de Dunkerque à Avesnes; *l'armée des Ardennes*, d'Avesnes à Longwy; *l'armée de la Moselle*, de Longwy à Bitche; les armées du Rhin, des Alpes, d'Italie, des Pyrénées orientales, des Pyrénées occidentales, des côtes de la Rochelle et des côtes de Cherbourg.

A la tête de ces armées sont des généraux nommés par le *Comité de salut public* (5) et auxquels sont

(1) Le total des forces françaises mises en jeu sur les différents théâtres d'opérations est d'environ *un million* d'hommes.

(2) Le régime de la Terreur bat son plein. Le pouvoir est aux mains du *Comité de salut public;* la France est couverte d'un réseau de comités révolutionnaires. Les Anglais continuent à soutenir les Vendéens en jetant sur les côtes de Bretagne des armes, de la poudre et de l'argent.

(3) Danton à la Convention.

(4) Cette situation résulte de l'emplacement des troupes à la fin de l'année précédente, au moment de la prise des quartiers d'hiver.

(5) Le Comité de salut public impose aux généraux ses plans de campagne. Ce procédé ne peut lui réussir que parce qu'il a su s'entourer d'un comité militaire dirigé par Carnot et parce que ce comité n'indique aux généraux que le but général à atteindre en leur laissant le soin de l'exécution.

adjoints des *représentants du peuple* chargés « d'exercer sur eux la surveillance la plus active ».

L'amalgame.

Au début de 1794, la Convention décrète l'amalgame, c'est-à-dire l'incorporation des volontaires dans les troupes de ligne.

L'infanterie reste organisée en demi-brigades (1), formées par la réunion d'un bataillon de ligne et de deux bataillons de volontaires. L'amalgame, destiné à rendre l'armée plus homogène, ne sera achevé que vers la fin de l'année 1794.

Grâce à cette organisation nouvelle, grâce au souffle patriotique qui anime toute la nation, grâce aussi à la discipline rigoureuse établie par le commandement et par les représentants du peuple, on voit, dans les rangs de l'armée républicaine, les plus nobles passions se développer à tous les degrés de la hiérarchie.

« Jamais les armées n'ont été plus obéissantes ni animées de plus d'ardeur; c'est l'époque des guerres où il y a eu le plus de vertu parmi les troupes (2). »

b) Coalisés. — Les coalisés fractionnent leurs forces comme il suit sur notre frontière du Nord et sur le Rhin :

Une armée principale (Anglais, Allemands, Autrichiens, Hanovriens, Hollandais) entre le Quesnoy et l'Escaut, sous les ordres du prince de Cobourg.

Un corps autrichien devant Namur et Charleroi, sous le commandement du prince de Kaunitz.

Un corps autrichien est chargé de la défense du Rhin de Bâle à Mannheim.

(1) Chaque demi-brigade comprend, en outre, une compagnie de canonniers.

(2) Soult.

Une grande partie des forces allemandes se rassemble à Mayence, sous les ordres du prince de Hohenlohe.

Projets des deux partis. — Du côté français, le projet des opérations est élaboré par Carnot. Il présente ceci de particulier que, pour la première fois, apparaît l'idée d'un *plan d'ensemble* dont le *but* est la *destruction de l'ennemi.* A cet effet, les armées de la République devront agir offensivement « *mais non plus partout avec la même étendue de moyens* ». On admet que les grands coups devront être frappés sur la frontière du Nord. C'est donc l'application du principe de l'*économie des forces.* Il faut remarquer toutefois que, si Carnot a la conception d'une application de ce principe dans la répartition des effectifs sur les différentes frontières, par contre, il s'en écarte en ce qui concerne le projet des opérations à exécuter sur la frontière du Nord. Là, il se propose de rester sur la défensive au centre et d'agir offensivement avec les deux ailes. Il raisonne comme si l'ennemi n'était pas doué de mobilité et ne prévoit rien pour l'*immobiliser* en vue de permettre le développement d'une manœuvre.

Cobourg aurait donc toute facilité pour couper en deux les forces françaises et en accabler successivement les deux tronçons. Mais les coalisés sont encore loin d'une semblable notion de la guerre. Leur projet d'opérations sur la frontière du Nord, élaboré par le général autrichien Mack, consiste à rester sur la défensive aux deux ailes et à prendre l'offensive avec le centre, en vue de s'emparer tout d'abord de la « position centrale » de Landrecies pour se porter ensuite sur Paris.

Théâtre d'opérations du Nord.

L'*armée du Nord* est sous les ordres de Pichegru (1), qui a auprès de lui les représentants Saint-Just et Lebas.

Premières opérations. — Les hostilités commencent à la fin de mars. L'armée principale des coalisés refoule le centre français et investit Landrecies. Il en résulte que le centre et la droite de l'armée du Nord se trouvent séparés. Plusieurs combats sont livrés pour en rétablir la jonction et secourir Landrecies. Nos attaques, toujours décousues, échouent.

Pichegru ne discerne pas le motif de ces échecs. Au lieu de rassembler toutes les forces disponibles pour percer sur un point décisif la longue ligne des alliés, ce qui serait l'application du principe de l'*économie des forces*, il cherche son salut dans l'*économie des directions*.

Diversion en Flandre de la gauche française. — Il se propose de faire envahir par sa gauche la Flandre maritime, comptant ainsi tourner la droite des coalisés, compromettre leurs communications et, par suite, les amener à la retraite. Le mouvement de la gauche française doit être facilité par une attaque générale sur tout le front non seulement de l'armée du Nord, mais aussi de l'armée des Ardennes, qui vient d'être mise sous les ordres de Pichegru.

Cette marche d'un corps français relativement restreint comme effectif entre la mer et une armée ennemie très supérieure en nombre est extrêmement hasardée; il suffirait d'un mouvement résolu des coalisés pour jeter ce corps à la mer et lui faire éprouver un désastre.

(1) Pichegru, à la fin de 1793, était à la tête de l'armée de la Moselle. Il remplace, au début de 1794, Jourdan, qui commandait l'armée du Nord pendant la campagne précédente.

Les coalisés ne savent pas profiter de cette situation et les événements vont faire tourner à notre avantage la diversion en Flandre de la gauche française.

Combat de Troisvilles (26 avril.

En effet, l'attaque générale sur le front ne réussit pas. Elle donne lieu au combat de Troisvilles, malheureux pour nos armes. Quelques jours après, Landrecies capitule.

Cependant notre gauche (deux divisions aux ordres respectifs de Moreau et de Souham) entame son mouvement, occupe Menin et remporte, à Courtray, un avantage marqué sur la droite des coalisés.

Offensive française par les deux ailes. — Les succès de la gauche et les revers du centre décident Pichegru et Carnot à abandonner tout à fait le centre pour agir exclusivement sur les ailes.

A cet effet, ne laissant au centre, vers Guise, qu'un détachement de faible effectif, Pichegru renforce sa droite qui, jointe à l'armée des Ardennes, va opérer sur la Sambre. Il envoie de plus un autre détachement vers Lille pour assurer les communications de Moreau et Souham. De sa personne, Pichegru se portera, selon les circonstances, à l'une ou à l'autre aile.

En même temps Carnot prend des dispositions pour renforcer, à l'aide de troupes venues du Rhin et des Vosges, l'effectif qui va agir sur la Sambre. Ces dispositions exigent quelque temps pour être mises à exécution et nous en verrons ultérieurement l'effet.

La droite française, aux ordres des généraux Desjardins et Charbonnier, qui sont eux-mêmes sous la « direction » des représentants Saint-Just et Lebas, échoue dans plusieurs tentatives pour franchir la Sambre (combats de Grandreng, Péchaut et Marchiennes, première quinzaine de mai).

Pendant ce temps, notre gauche a remporté dans les environs de Courtray un nouvel avantage sur la droite des coalisés.

Inquiets des échecs éprouvés de ce côté, les alliés se proposent alors d'anéantir notre droite et élaborent, dans ce but, un projet qu'ils nomment emphatiquement « plan de destruction ». Le « plan de destruction ».

D'après ce plan, une faible partie des forces alliées reste sur la Sambre, tandis que la majeure partie est formée en six colonnes qui se dirigent concentriquement sur Tourcoing, de manière à attaquer la gauche française que l'on suppose « en position » entre Menin et Courtray.

Ces colonnes, agissant sans liaison, sont battues séparément par Moreau et Souham dans une série de combats dont le plus important est celui de Tourcoing. Combat de Tourcoing (18 mai).

Les alliés battent en retraite.

Pichegru, qui, à la nouvelle des premiers échecs de sa droite, s'est dirigé de sa personne de ce côté, est revenu en hâte vers sa gauche à l'annonce des mouvements occasionnés par le « plan de destruction ».

Il arrive une fois la bataille gagnée, mais ne sait pas profiter des succès acquis.

Il laisse aux alliés le temps de se reformer derrière l'Escaut et, quand il se décide à reporter sa gauche en avant, il éprouve à Pont-à-Chin un échec qui l'oblige à rétrograder. Combat de Pont-à-Chin (23 mai).

Estimant alors qu'il ne parviendra pas à forcer la position des coalisés, Pichegru se propose de les attirer sur un autre champ de bataille. A cet effet, il met le siège devant Ypres, dont il s'empare au bout de quelques jours après avoir repoussé à Hooglède une attaque d'un corps ennemi (Clairfayt) venu au secours de la place. Combat d'Hooglède (17 juin).

Opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse. — Mais c'est maintenant sur la Sambre que les événements décisifs vont se dérouler. On n'a obtenu aucun résultat de ce côté tant qu'on s'est borné à rechercher le succès par la *direction* de l'attaque.

Il n'en sera plus de même maintenant que Carnot, ne laissant sur le Rhin et les Vosges que les forces strictement nécessaires, a réuni les troupes retirées de ces frontières à l'aile droite de l'armée du Nord et à l'armée des Ardennes pour en former l'armée de *Sambre-et-Meuse*, dont le commandement est donné à Jourdan (1).

L'armée du Nord, réduite à son aile gauche, est toujours sous les ordres de Pichegru.

Du côté des coalisés, la répartition des forces va subir une importante modification.

A l'annonce de la formation de l'armée de Sambre-et-Meuse, Cobourg, *craignant pour ses communications*, ramène vers Charleroï le gros des coalisés. Il ne restera en présence de *l'armée du Nord* que les contingents anglo-hanovriens sous le duc d'York (ceux-ci restent en Flandre parce que leurs intérêts immédiats les retiennent sur ce théâtre d'opérations) (2) et un faible détachement autrichien, sous Clairfayt, chargé de couvrir de ce côté la frontière des Pays-Bas autrichiens : Anglais et Autrichiens opèrent sans aucune liaison entre eux.

Premiers mouvements de l'armée de Sambre-et-Meuse.

L'armée de Sambre-et-Meuse, réunie dans la région de Maubeuge, franchit la Sambre.

(1) Jourdan, tombé précédemment en disgrâce, s'était vu retirer le commandement de l'armée du Nord et se trouvait à la tête de *l'armée de la Moselle*.

(2) Ces diversités d'intérêts ont d'ailleurs créé des mésintelligences entre les généraux alliés.

Elle échoue une première fois devant Charleroi, mais répare quelques jours plus tard cet insuccès en s'emparant de la place.

Cobourg, revenu sur la Sambre avec le gros des forces coalisées, tente de reprendre la ville. Il en résulte une rencontre : c'est la bataille de Fleurus.

Bataille de Fleurus (25 juin 1794).

L'armée de Sambre-et-Meuse est établie en demi-cercle au nord de Charleroi, les deux ailes appuyées à la Sambre. Cet ordre de bataille, avec une rivière à dos, serait dangereux vis-à-vis d'adversaires habiles. Mais les coalisés persévèrent dans leur système d'attaques décousues et la victoire reste à Jourdan après une lutte acharnée.

Conquête de la Belgique. — A la suite de notre succès, les coalisés battent en retraite pour ne pas compromettre leurs communications. Ils se proposent de se concentrer en avant de Bruxelles, pour couvrir cette ville.

Mouvements de l'armée du Nord.

De son côté, Pichegru a formé un projet dont l'exécution pourrait donner de sérieux résultats. Il se propose de profiter de ce que ses deux adversaires (York et Clairfayt) sont séparés pour les battre l'un après l'autre et venir ensuite rejoindre Jourdan.

Mais le Comité de salut public n'accepte pas ce plan. Désireux de faire faire un débarquement dans l'île de Walcheren pour soulever la Hollande, il veut faire contribuer l'armée du Nord à la réussite de ce projet. Pichegru reçoit donc l'ordre de s'emparer des ports de la Flandre occidentale.

Pichegru fait occuper Ostende, Bruges et Gand. Sachant alors que Jourdan s'avance vers Bruxelles, il veut s'attribuer l'honneur de l'occupation de cette capitale et se hâte de jeter un détachement dans la ville que les alliés viennent d'évacuer.

Marche de l'armée de Sambre-et-Meuse.

En effet, après la bataille de Fleurus, les coalisés se sont mis en retraite poursuivis par Jourdan qui livre à leur arrière-garde plusieurs combats heureux. Les coalisés considèrent alors comme impossible leur projet de concentration en avant de Bruxelles. Ils décident d'abandonner la ville et de se retirer plus au nord.

Occupation de Bruxelles.

C'est ainsi que, le 10 juillet, l'avant-garde de l'armée de Sambre-et-Meuse entre à Bruxelles où sont déjà depuis la veille quelques troupes de l'armée de Pichegru.

Les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse se trouvent donc réunies. Ce serait le moment d'entamer avec toutes les forces françaises une poursuite énergique contre le gros des forces coalisées.

Mais le Comité de salut public prescrit aux généraux de cesser toute poursuite jusqu'à la reprise des places françaises conquises par les alliés pendant les opérations précédentes (1). Cette détermination prête à la critique, car le meilleur moyen de reprendre les places en question était de détruire les forces ennemies dans une bataille décisive.

De plus, le Comité décide de continuer à faire opérer les deux armées françaises indépendamment l'une de l'autre.

La marche vers le Rhin. — Les places occupées par les alliés tombent entre nos mains après quelques jours de résistance et, à la reprise des opérations, l'armée du Nord se dirige vers Anvers pour continuer l'invasion des provinces maritimes, tandis que l'armée de Sambre-et-Meuse reprend l'offensive contre la principale armée coalisée.

(1) Landrecies, Le Quesnoy, Valenciennes et Condé.

Cette armée est maintenant commandée par Clairfayt (1).

Opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Jourdan franchit la Meuse.

Clairfayt se propose d'arrêter sa marche vers le Rhin, en défendant successivement les affluents de droite de la Meuse.

Bataille de l'Ourthe (17, 18 septembre).

Il en résulte une première rencontre sur l'Ourthe (17 et 18 septembre), à la suite de laquelle les alliés, battus, se replient derrière la Roer.

Bataille d'Aldenhoven (2 octobre).

Ils y sont attaqués de nouveau et battus le 2 octobre (bataille d'Aldenhoven).

Tandis qu'une partie de l'armée poursuit alors l'ennemi vers le Rhin, qu'elle atteint à Coblentz (2), une autre partie met le siège devant Maestricht.

Cette place capitule dans les premiers jours de novembre et sa prise termine la campagne pour l'armée de Sambre-et-Meuse.

Opérations de l'armée du Nord.

De son côté, Pichegru a en face de lui les contingents anglo-hanovriens du duc d'York et les troupes hollandaises qui se sont séparées du gros de l'armée alliée pour défendre leur territoire.

Anglais et Hollandais opèrent sans liaison entre eux.

L'armée du Nord ne rencontre pas de résistance sérieuse. Partie d'Anvers, elle longe jusqu'à la Meuse la frontière de Hollande dont elle investit les places fortes.

Celles-ci tombent successivement entre nos mains.

L'armée du Nord franchit la basse Meuse au milieu d'octobre et atteint le Wahal à Nimègue, dont elle s'em-

(1) Cobourg, à la suite de ses échecs, s'est démis de son commandement.

(2) L'armée de Sambre-et-Meuse se trouve alors avoir opéré sa jonction avec les armées de la Moselle et du Rhin, dont les opérations sont résumées ci-après.

pare. Quelques combats la rendent maîtresse de la rive gauche du Wahal, de Nimègue à la mer.

Nos troupes sont alors dans le dénuement le plus complet. Un arrêt dans les opérations paraît s'imposer d'autant plus que le stathouder de Hollande fait à ce moment des propositions de paix.

Mais le Comité de salut public *tient à conquérir la Hollande* et ne veut traiter qu'à Amsterdam.

En raison de la nature du pays et de la facilité avec laquelle les habitants peuvent le défendre en tendant des inondations, la conquête de la Hollande est une opération à peu près impossible sauf lorsque les cours d'eau sont pris par les glaces et, par suite, franchissables partout.

Or, l'hiver s'annonce rigoureux. De plus, la mésintelligence règne entre les Anglais et les Hollandais.

Le Comité se propose de profiter de ces circonstances favorables pour nous : l'armée du Nord se tient donc prête à franchir le Wahal aux premières gelées.

Théâtre d'opérations du Rhin.

Les armées *de la Moselle* et *du Rhin* livrent aux forces coalisées qu'elles ont devant elles une série de combats décousus avec différentes alternatives de succès et d'échecs.

A la nouvelle de nos progrès en Belgique, les coalisés se replient lentement sur la rive droite du Rhin.

Résultats de la campagne de 1794.

En résumé, si la campagne de 1793 a enrayé l'invasion, celle de 1794 a chassé l'ennemi du sol français, a porté la

guerre sur le territoire de nos adversaires et nous a donné la Belgique jusqu'au Rhin (1).

D'autre part, nos succès sur la frontière des Alpes et des Pyrénées ont fait tomber entre nos mains une partie du Piémont, de la Catalogne et de la Navarre (2).

---

(1) Maurice Dumolin, *Précis d'histoire militaire. Révolution et Empire.*

(2) Planche II (croquis B) et planche X.

CAMPAGNE DE 1795 [1]

La campagne de 1795 est la continuation des opérations de l'année 1794.

Opérations en Hollande.

Le théâtre principal de la guerre est la Hollande, dont la conquête est le but poursuivi.

Répartition des forces belligérantes.

Au début de l'année 1795, la situation des forces belligérantes sur la frontière de la Hollande est la suivante :

1° Français. — L'armée du Nord, sous les ordres de Pichegru, occupe la rive gauche du Wahal, de Nimègue à la mer.

2° Coalisés. — Nous avons toujours en face de nous un corps hollandais, commandé par le prince d'Orange, et un corps anglo-hanovrien, à la tête duquel Walmoden a remplacé le duc d'York.

Projets des deux partis.

Du côté français, le projet d'opérations peut se résumer en un mot : aller de l'avant.

Du côté ennemi, chacun des deux généraux ne songe qu'à agir pour son propre compte en vue des intérêts immédiats de sa nation.

Le prince d'Orange se propose de défendre la route d'Amsterdam. A cet effet, il s'est établi à Gorcum.

---

(1) Planche II (croquis A).

Walmoden se propose de couvrir le Hanovre (1) et, par suite, de battre en retraite dans cette direction : au début des opérations il est en face de Nimègue.

Ainsi que nous l'avons dit dans l'exposé de la campagne de 1794, Pichegru attend seulement que les cours d'eau soient gelés pour commencer les opérations. Passage du Wahal.

Un peu avant le milieu de janvier, le Wahal étant suffisamment pris pour pouvoir être traversé sur la glace, l'armée du Nord le franchit sur trois colonnes en aval de Nimègue. Devant cette offensive, Walmoden, craignant pour ses communications, se replie derrière l'Yssel, abandonnant complètement l'armée hollandaise à ses propres ressources.

Quant au prince d'Orange, considérant la situation comme désespérée, il renonce à la lutte.

Il quitte son armée, se présente aux Etats réunis à La Haye, leur déclare « qu'il a essayé tout ce qui est en son pouvoir pour la défense du pays et qu'il ne lui reste plus rien à faire.

» Il engage les représentants à ne pas résister davantage au vainqueur, pour ne pas amener de plus grands malheurs. Il s'embarque aussitôt après pour l'Angleterre ».

A partir de ce moment, la marche de l'armée du Nord n'est plus qu'une prise de possession du pays, dont les habitants accueillent nos soldats en libérateurs.

Nos colonnes se répandent sur le territoire hollandais : la droite de l'armée du Nord le long de l'Yssel, le centre vers Amsterdam, la gauche vers La Haye.

(1) Dans la Confédération germanique, le Hanovre était gouverné par le roi d'Angleterre, qui ajoutait à ses titres celui de roi de Hanovre, par suite de la nomination de Georges-Louis, électeur au trône d'Angleterre en 1714. En octobre 1793, les Hanovriens furent compris comme sujets du roi d'Angleterre dans le décret d'arrestation des Anglais présents en France.

Amsterdam, La Haye sont occupés.

Prise de la flotte hollandaise.

Une partie de la flotte hollandaise mouille près de Texel. Craignant qu'une élévation de la température la dégage des glaces et lui permette de faire voile vers l'Angleterre, Pichegru envoie en avant plusieurs divisions de cavalerie qui, au galop sur le Zuyderzée gelé, atteignent les navires immobilisés et s'en emparent.

En dehors de ce brillant fait d'armes, il n'y a plus guère, dans la campagne, d'opérations militaires que dans les provinces orientales, où la droite de l'armée du Nord a en face d'elle le corps anglo-hanovrien de Walmoden.

Les Anglais, refoulés de l'Yssel, battent en retraite. Quelques combats heureux pour nous les rejettent derrière l'Ems.

Pendant ces opérations, la droite de l'armée du Nord a été renforcée par deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse. Ces deux divisions viennent ensuite remplacer autour de Luxembourg l'armée de la Moselle qui s'avance alors sur Mayence pour coopérer, avec l'armée du Rhin, à l'investissement de cette place.

Traités de Bâle.

Des négociations pour la paix sont alors entamées.

Elles sont suivies des traités de Bâle, signés le 16 mai avec la Hollande, le 5 avril avec la Prusse et le 14 juillet avec l'Espagne.

Par ces traités, la République française reconnaît la « République des Provinces-Unies », conclut avec elle une alliance offensive et défensive et acquiert la Flandre hollandaise. Avec la Prusse, tout en faisant la paix, on convient que les troupes françaises continueront, jusqu'à la signature de la paix générale, à occuper les provinces prussiennes situées sur la rive gauche du Rhin. Vis-à-vis de l'Espagne, la France consent à restituer à cette puissance les territoires conquis sur la fron-

tière des Pyrénées : elle reçoit en échange la partie espagnole de Saint-Domingue.

Opérations sur le Rhin.

Par suite de la conclusion de la paix avec la Prusse, nous n'avons plus, sur le théâtre d'opérations du Rhin, à combattre que les forces autrichiennes.

Evénements du printemps et de l'été de 1795.

Lorsque, à la fin de la campagne de 1794, nos troupes ont atteint le Rhin, le gouvernement français a ordonné à l'armée du Rhin de mettre le siège devant Mayence. Pendant ce temps, l'armée de la Moselle bloque Luxembourg.

On a vu qu'une partie de l'armée de Sambre-et-Meuse est venue renforcer la droite de l'armée du Nord pendant les opérations en Hollande. Le reste de l'armée de Sambre-et-Meuse, sous Jourdan, est déjà sur le Rhin.

Une fois les opérations en Hollande terminées, on ne laisse dans ce pays que les forces suffisantes pour le garder : plus de la moitié de l'armée du Nord est répartie entre les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin pour les renforcer; les divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse qui ont renforcé l'armée du Nord viennent relever l'armée de la Moselle devant Luxembourg, qui capitule au milieu de juin 1795; ces divisions rejoignent alors Jourdan.

Quant à l'armée de la Moselle, elle rejoint l'armée du Rhin. Ces deux armées n'en forment désormais plus qu'une seule, dénommée « armée de Rhin-et-Moselle » à la tête de laquelle est placé Pichegru.

Celui-ci reçoit également le commandement supérieur de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Jusqu'au mois de septembre 1795, il n'y a, sur le théâtre d'opérations qui nous occupe, d'autres engagements que quelques combats autour de Mayence assiégée. Du reste, par suite des négociations entamées à Bâle, il s'est produit une sorte de trève tacite entre les belligérants.

Offensive française

Répartition des forces belligérantes.

Au moment où les hostilités reprennent sérieusement contre l'Autriche, les forces françaises s'étendent le long du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorf. A gauche, l'armée de Sambre-et-Meuse tient le cours du fleuve de Dusseldorf à Bingen. Au centre et à droite est l'armée de Rhin-et-Moselle, ayant dans sa zone d'action l'investissement de Mayence.

Sur la rive droite du Rhin nous avons en face de nous deux armées autrichiennes : la principale, sous Clairfayt, est groupée dans la région de Mayence, ayant à sa droite un fort détachement vers Dusseldorf; l'autre, sous Wurmser, occupe le Brisgau, au nord de Bâle.

Projets des deux partis.

Clairfayt exerce le commandement supérieur des deux armées. Il se propose de rester dans l'expectative jusqu'à ce que Pichegru ait dessiné ses intentions.

Or, Pichegru, dès son arrivée sur le théâtre des opérations, « *ne s'occupe que d'entrer en relations avec les émigrés* (1) », et de se préparer un rôle politique. Il faut l'intervention du Comité de salut public pour le décider à sortir de son inaction.

D'après les ordres du Comité, en partie provoqués par

(1) Dumolin, *loc. cit.*

Jourdan, les deux armées doivent franchir le Rhin, celle de Sambre-et-Meuse à Dusseldorf, celle de Rhin-et-Moselle vers Huningue et venir ensuite déborder respectivement la droite et la gauche des forces ennemies.

En réalité, Pichegru, persévérant dans son inaction, n'exécute pas le mouvement sur Huningue et l'armée de Sambre-et-Meuse franchit seule le Rhin.

Passage du Rhin.

Jourdan s'empare, au commencement de septembre, du passage du Rhin à Dusseldorf, faiblement défendu par l'extrême droite autrichienne.

L'armée de Sambre-et-Meuse franchit alors le fleuve et se trouve ainsi dans le flanc de la droite autrichienne qui, compromise, se replie derrière la Lahn.

Vers le milieu de septembre, la droite de l'armée de Rhin-et-Moselle s'étant emparée de la place de Mannheim, nous disposons d'un nouveau point de passage sur le Rhin.

Pichegru aurait alors l'occasion d'une manœuvre décisive. Laissant devant Mayence l'effectif strictement nécessaire, il pourrait déboucher par Mannheim sur la rive droite du Rhin, masquer Wurmser par un détachement et accabler Clairfayt avec les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle réunies.

Concentration des forces autrichiennes.

Mais il n'y songe même pas. D'ailleurs, Clairfayt, comprenant le danger de sa situation (1), veut concentrer toutes ses forces derrière le Mein. Il se replie entre Francfort et Aschaffenbourg et prescrit à Wurmser de se rapprocher de lui. En conséquence, Wurmser vient grouper ses forces vers Mannheim, établissant, par sa droite, la liaison avec Clairfayt.

(1) Cette situation est celle de toute armée qui, disséminée *en cordon* le long d'une frontière, est surprise par l'offensive ennemie. Pour ne pas aller à un échec certain, elle est obligée de se retirer et de se concentrer en arrière. Voir plus loin, dans le même ordre d'idées, la note au sujet du plan de la campagne de 1800.

L'occupation de Mannheim par l'armée de Rhin-et-Moselle s'est faite sans difficulté parce que le commandant de la place, au courant des intrigues de Pichegru, a cru de bonne politique de seconder ses projets. Le Comité de salut public ne discerne pas encore la duplicité de Pichegru et, d'accord avec lui, adopte un nouveau projet consistant à faire investir Mayence sur la rive droite du Rhin par l'armée de Sambre-et-Meuse, tandis que l'armée de Rhin-et-Moselle contiendra l'ennemi vers Mannheim.

En exécution de ce projet, Jourdan remonte la rive droite du Rhin, complète sur cette rive l'investissement de Mayence avec une partie de ses forces (sa droite) et suit avec le reste (sa gauche), jusqu'à la Nidda, le mouvement de Clairfayt sur le Mein.

Offensive autrichienne.

Clairfayt ne tarde pas à se rendre un compte *très exact* de la situation. Il se propose de profiter de ce qu'il se trouve entre les deux armées françaises pour les battre l'une après l'autre. Chargeant Wurmser de contenir à l'occasion l'armée de Pichegru, il prend l'offensive contre la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui se trouve absolument « en l'air ».

Jourdan, craignant d'engager le combat avec des chances défavorables, ordonne la retraite et l'abandon du blocus de Mayence.

Ce mouvement rétrograde se fait en combattant et dans le plus grand ordre, vers le Rhin.

La gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse se replie jusqu'à Dusseldorf. Quant à la droite, elle traverse le Rhin en aval de Coblentz et s'établit sur la rive gauche.

L'amplitude de ce mouvement de retraite est exagéré

si l'on considère que Jourdan n'a pas été vivement pressé par Clairfayt.

L'armée de Sambre-et-Meuse eût pu, tout en s'assurant d'un point de passage sur le Rhin vers Coblentz, ne pas dépasser dans sa marche rétrograde la ligne de la Lahn. Si elle s'y fût maintenue, la suite des opérations eût pris, sans doute, une tout autre tournure.

En effet, Clairfayt, profitant de l'éloignement de Jourdan et de la dispersion de l'armée de Pichegru, franchit le Rhin à Mayence, force l'investissement de la place et refoule vers le sud l'armée de Rhin-et-Moselle qui, après avoir successivement défendu dans sa retraite les petits affluents du Rhin qui descendent des Vosges, s'arrête enfin derrière la Queich, la gauche appuyée à la place de Landau (milieu de novembre).

Pour venir en aide à Pichegru, Jourdan a tenté de faire exécuter par sa droite une diversion sur les derrières de l'armée autrichienne.

Il a bien réussi à attirer sur elle une partie des forces ennemies, mais sans obtenir de résultat appréciable pour l'ensemble des opérations.

Celles-ci vont d'ailleurs, jusque vers la fin de décembre, se borner à des engagements d'avant-postes d'une part sur la Nahe, où se trouve la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, et, d'autre part, sur la Queich.

Le 21 décembre, les Autrichiens proposent un armistice. On s'étonne de cette détermination après les succès qu'ils viennent de remporter : on l'explique par la fatigue des troupes autrichiennes et le désir de Clairfayt de prendre ses quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin sans être inquiété par les deux armées françaises entre lesquelles il se trouve. On l'explique enfin par le

succès que nous venons de remporter sur les Autrichiens à Loano (1).

Il est convenu entre les belligérants que les armées cantonneront dans les positions qu'elles occupent respectivement et les hostilités sont suspendues « indéfiniment » sous la seule réserve de se prévenir dix jours avant de les reprendre.

En résumé, l'année 1795 ne donne pas, sur les théâtres d'opérations principaux, les résultats que l'on était en droit d'espérer à la suite des débuts de la campagne. Cela tient, au point de vue militaire : 1° à l'oubli du principe de l'*économie des forces* dans la conception des opérations; 2° aux inconvénients du système divisionnaire qui, en tactique, incite à l'éparpillement des unités, au décousu des efforts.

(1) Voir à la page suivante.

CAMPAGNE DE 1796-1797 (1)

Causes de la guerre.

Limitée d'abord à la Prusse et à l'Autriche, contre lesquelles nous avons combattu en 1792, la coalition s'est, après la mort de Louis XVI, étendue à la Hollande, à l'Espagne, au royaume de Naples, à la Sardaigne et à l'Angleterre.

A la suite de nos succès de 1793 et de 1794, le roi de Naples s'est retiré; après notre campagne heureuse de 1795, la Prusse, l'Espagne et la Hollande ont signé la paix.

Situation générale.

En définitive, au moment où le Directoire prend le pouvoir (octobre 1795), la *première coalition* ne comprend plus que la Sardaigne, l'Autriche et l'Angleterre.

La guerre ne continue plus que sur deux théâtres d'opérations : 1° le Rhin, où les opérations jusqu'à la fin de l'année 1795 ont été exposées précédemment; 2° les Alpes, où nous avons deux armées : celle *des Alpes*, sous Kellermann (2), garde tous les passages du mont Blanc au col de Largentière ; celle *d'Italie*, sous Schérer (3), concentre ses opérations autour du col de Tende.

Schérer, malgré un succès à Loano, se tient sur la défensive. Aussi le Directoire, mécontent de son inaction, le remplace-t-il par le général Bonaparte.

---

(1) Planche II (croquis B).

(2) Le vainqueur de Valmy.

(3) Général de division en 1794; s'est distingué pendant cette campagne. A commandé, en 1795, l'armée des Pyrénées orientales. Nous le retrouverons en Italie au moment de la campagne de 1799.

Le Directoire n'a, au début de l'année 1796, aucun projet d'ensemble pour les opérations à effectuer (1). Il se borne à préconiser partout l'offensive, de manière à faire porter sur le territoire ennemi toutes les charges de la guerre. Mais nos troupes, aussi bien en Allemagne qu'en Italie, sont dans le dénuement le plus complet. Aussi, en Allemagne, nos généraux hésitent-ils à prendre l'initiative des opérations. Ils suivront néanmoins le mouvement dès que les premiers succès, remportés par l'armée d'Italie, auront montré les résultats qu'il est possible d'obtenir en dépit de la pénurie de nos ressources.

Théâtre d'opérations d'Italie (2).

La campagne de 1796-1797 en Italie (3) peut se diviser en quatre parties :

1° Passage de l'Apennin et opérations contre les Austro-Piémontais jusqu'à l'armistice de Cherasco (avril 1796);

2° Opérations contre les Autrichiens seuls; passage sur la rive gauche du Pô; opérations en Lombardie jusqu'à l'investissement de Mantoue (mai 1796);

3° Opérations contre les armées autrichiennes envoyées successivement pour débloquer Mantoue :

(A) Contre Wurmser et Quasdanowich (juillet-août 1796);

(1) Un projet d'offensive, consistant à marcher simultanément sur Vienne par les vallées du Mein, du Danube et du Pô, sera adopté par le Directorie plus tard, au mois d'août 1796.

(2) Planche III.

(3) L'armée des Alpes, sous Kellermann, doit continuer à rester sur la défensive pour garder les passages des Alpes.

(B) Contre Wurmser et Davidowich (septembre 1796);

(C) Contre Alvinzi et Davidowich (novembre 1796) ;

(D) Contre Alvinzi et Provera (janvier 1797) ;

4° Opérations contre l'archiduc Charles, après la capitulation de Mantoue, et marche sur Vienne, jusqu'à l'armistice de Léoben (mars-avril 1797).

1° Passage de l'Apennin et opérations contre les Austro-Piémontais jusqu'à l'armistice de Cherasco (avril 1796).

Forces des belligérants; leur répartition au début des opérations.

L'armée ennemie, sous le commandement du général autrichien Beaulieu, se compose d'un corps piémontais (1) (Colli) réuni autour de la place de Ceva et d'un corps autrichien (Beaulieu), en observation devant les débouchés de l'Apennin central et dont la majeure partie est vers Acqui (2).

L'armée française, sous le commandement du général Bonaparte, comprend quatre divisions (3) (Laharpe, Augereau, Masséna, Sérurier) et une réserve de cavalerie (Steingel).

Elle occupe la rivière de Gênes, vers Albenga.

---

(1) Ou sarde.

(2) Il y a, de plus, un corps de droite, en face de l'armée française « des Alpes » que commande Kellermann.

(3) Le mot « corps », employé dans le courant de cette campagne, désigne seulement une réunion de troupes d'une certaine importance. Il n'est pas encore question du « corps d'armée », unité qui ne sera inaugurée que dans les campagnes postérieures.

La division comprend, à l'époque qui nous occupe, quatre demi-brigades (c'est ainsi qu'on nommait alors les régiments d'infanterie), deux demi-brigades de cavalerie et douze pièces de canon.

Plan de Bonaparte.

L'armée française est dans une situation matérielle lamentable. Elle est, de plus, très inférieure comme nombre aux forces qui lui sont opposées.

Bonaparte se propose tout d'abord de mener son armée dans les riches plaines du Piémont où sa misère se changera en abondance.

Il lui faut, à cet effet, *détruire* les forces adverses qui s'opposeraient à ce qu'il franchît l'Apennin.

Ces forces étant très supérieures aux siennes, il va, par ses manœuvres, les amener à se diviser : il pourra ainsi les battre successivement et en détail.

En conséquence, et pour séparer les Autrichiens des Piémontais, il fait demander au Sénat de Gênes le passage par la Bocchetta comme s'il voulait pénétrer en Lombardie par cette route.

S'il avait eu réellement l'intention d'exécuter ce mouvement, Beaulieu n'eût eu, pour l'enrayer, qu'à tomber avec toutes ses forces dans le flanc gauche de l'armée française, en marche le long de la côte.

Mais Bonaparte pense avec raison que, conformément aux idées tactiques qui ont cours dans l'armée autrichienne, Beaulieu se portera vers Gênes avec une notable partie de ses forces pour lui barrer la route.

Projets de Beaulieu.

En effet, Beaulieu répartit en trois corps les forces dont il dispose : avec *la gauche*, dont il prend le commandement effectif, il se porte sur Voltri.

Il confie au centre (Argenteau) la mission d'aller d'Acqui, par Montenotte, sur Savone pour attaquer en flanc l'armée française pendant sa marche sur Gênes. Quant à sa droite (Colli), elle reste à Ceva.

Dispositions prises par Bonaparte.

Loin de vouloir exécuter une marche *offensive* sur Gênes, Bonaparte prend au contraire des dispositions de « défensive stratégique », c'est-à-dire qu'il répartit ses troupes de manière à laisser à son adversaire *l'initiative*

des opérations, mais de manière aussi à profiter des fautes commises par Beaulieu et à pouvoir tomber avec *le gros* de ses forces sur des fractions ennemies inférieures en nombre.

Le gros des forces françaises — deux divisions (Masséna et Augereau) et la cavalerie — est groupé vers Loano, couvert par deux avant-gardes, l'une en face des Piémontais (division Sérurier, postée à Garessio), l'autre en face des Autrichiens. Cette dernière, formée par la division Laharpe, est à l'est de Savone, ayant un détachement à Voltri et tenant, à Montelegino, le passage de l'Apennin par une demi-brigade (Rampon).

Il résulte des dispositions prises de part et d'autre que Beaulieu occupe Voltri après un violent combat.

D'autre part, Argenteau se heurte (11 avril) à Montelegino contre la demi-brigade Rampon dont la belle résistance permet à Bonaparte de concevoir le plan suivant pour le lendemain : tandis que les divisions Laharpe et Augereau contiendront l'ennemi, Masséna, traversant l'Apennin au col de Cadibone, viendra attaquer en flanc et à revers les Autrichiens immobilisés sur leur front.

L'exécution de ce plan donne lieu à la bataille de Montenotte, à la suite de laquelle Argenteau, complètement défait, bat en retraite. Bataille de Montenotte (12 avril).

A cette nouvelle, Beaulieu revient au secours de son lieutenant.

Colli devrait alors penser à rallier Beaulieu en dérobant sa marche à l'armée française, ce qui permettrait au général autrichien d'arrêter, avec toutes ses forces réunies, le mouvement de Bonaparte. Au lieu de cela, Colli songe simplement à barrer la route de Turin, capitale des Etats sardes, sans réfléchir qu'une victoire décisive

serait pour cette ville la meilleure protection, et il se porte de Ceva sur Millesimo.

Bonaparte oppose à Colli la division Augereau et poursuit Argenteau avec Masséna et Laharpe.

Combats de Millesimo et de Dego (14 avril).

Argenteau est de nouveau et complètement écrasé à Dego, sans avoir eu le temps d'être rejoint par Beaulieu. Le jour même, Colli éprouve un échec à Millesimo.

Les Autrichiens étant désormais hors de cause, Bonaparte va maintenant diriger tous ses efforts contre les Piémontais. Il charge la division Laharpe d'observer Beaulieu et marche directement avec Augereau et Masséna contre Colli, tandis que Sérurier, rappelé de Garessio, l'attaquera à revers.

Mondovi (22 avril).

Cette offensive donne lieu au combat de Mondovi, à la suite duquel Colli, défait, se replie sur Turin.

Armistice de Cherasco (28 avril).

Le roi de Sardaigne met alors fin aux hostilités en signant l'armistice de Cherasco, qui remet entre nos mains plusieurs places fortes, entre autres Alexandrie, et nous livre les passages des Alpes.

2° Opérations contre les Autrichiens seuls ; passage sur la rive gauche du Pô ; opérations en Lombardie jusqu'à l'investissement de Mantoue (mai 1796).

Beaulieu s'est retiré sur la rive gauche du Pô, vers Valence. Nous avons vu qu'en exécution du plan général des opérations, Bonaparte doit marcher sur Vienne par la vallée de ce fleuve.

A cet effet, quelle route suivre ?

Celle de la rive gauche ? C'est laisser à Beaulieu toute facilité pour s'opposer à la marche de l'armée française, en lui disputant successivement le passage des nombreux affluents de cette rive. Bonaparte projette donc de suivre aussi longtemps que ce sera possible la route de la rive droite.

De plus, dans le but de tromper son adversaire, il divulgue une clause secrète de l'armistice de Cherasco, qui nous livre le passage du Pô à Valence et fait faire des démonstrations de ce côté.

La marche de l'armée française s'exécute sur la rive droite du fleuve jusqu'à Plaisance. Continuer plus loin cette entreprise hardie serait s'exposer à ce que Beaulieu, désabusé, se serve du pont de Plaisance pour tomber dans notre flanc.

Bonaparte prend, en conséquence, ses dispositions pour passer sur la rive gauche.

Il est temps. A peine l'avant-garde (division Laharpe) a-t-elle traversé le Pô qu'elle est avertie de l'approche de Beaulieu. Elle l'attaque à Fombio et le rejette vers le Nord. Combat de Fombio (8 mai).

Le général autrichien va, maintenant, essayer de défendre le passage de l'Adda.

Bonaparte, dont toute l'armée se trouve désormais sur la rive gauche du Pô, l'attaque et le bat à Lodi. Puis, faisant suivre son adversaire par des détachements de cavalerie, Bonaparte entre à Milan, dote la Lombardie d'un gouvernement provisoire, auquel il impose une forte indemnité de guerre, et se dirige ensuite de nouveau contre Beaulieu. Bataille de Lodi (11 mai 1796).

Ce dernier a pris position le long du Mincio, à Borghetto. Il est encore bousculé et se réfugie en Tyrol. Combat de Borghetto (30 mai 1796).

Bonaparte fait alors investir Mantoue par la division Sérurier.

Cependant l'Autriche, profitant de notre inaction en Allemagne, a formé une nouvelle armée qu'elle a confiée à Wurmser. Bonaparte, sachant que cette armée ne peut entrer en campagne avant un mois, veut, avant d'entamer de nouvelles opérations, assurer les flancs et les derrières de son armée menacés par l'attitude suspecte

des duchés italiens et de Venise, par la présence des Anglais en Toscane et par les armements que font le pape ainsi que le roi de Naples.

Il marche à cet effet contre les Etats de l'Eglise. Son approche suffit à calmer l'effervescence dans les duchés et à décider la soumission de la cour de Naples.

De son côté, le pape sollicite un armistice, qu'il obtient moyennant une contribution de guerre et des concessions territoriales.

Bonaparte revient ensuite sur l'Adige avec le gros de ses forces, tandis qu'un détachement français entre en Toscane et s'empare de Livourne.

3° Opérations contre les armées autrichiennes envoyées successivement pour débloquer Mantoue.

a) *Contre Wurmser et Quasdanowich (juillet-août 1796).*

Forces des belligérants; leur situation au début des opérations.

L'armée de Wurmser est réunie à Trente au mois de juillet.

A la même époque, du côté français, Sérurier assiège Mantoue. Avec le gros de son armée, Bonaparte tient la ligne de l'Adige de Legnago à Rivoli. De plus, une division (Sauret) (1) intercepte, à Salo, la route de la rive droite du lac de Garde.

Wurmser prend l'offensive; mais, au lieu de profiter de sa supériorité numérique pour déboucher avec toutes ses forces par l'une ou l'autre des routes descendant de Trente, il commet la faute de partager son armée en deux masses : l'une, sous Quasdanowich, descend la

(1) Sauret a remplacé Laharpe, tué à Fombio; Kilmaine a remplacé Steingel, tué dans la poursuite après Mondovi.

rive droite du lac de Garde ; l'autre, qu'il commande en personne, descend la rive gauche de ce lac. Ces deux colonnes n'ont aucune communication entre elles ; il est donc impossible de coordonner leurs mouvements.

Devant la double attaque autrichienne, nos avant-postes sont obligés tout d'abord de reculer. Quasdanowich entre même à Brescia, nous coupant ainsi la route de Milan. Le danger devient pressant. Pour y parer, Bonaparte abandonne le pays entre l'Adige et le Mincio. Il veut concentrer toutes ses forces, prendre une position centrale entre les deux masses ennemies, les empêcher d'opérer leur jonction et les accabler séparément.

Quasdanowich est le plus rapproché : c'est contre lui que Bonaparte se tourne d'abord. Il donne l'ordre à Sérurier de lever le siège de Mantoue et d'aller couvrir sur la Chiese la seule ligne de retraite qui nous reste : celle de Plaisance.

Puis, avec ses trois autres divisions, il prend l'offensive, culbute Quasdanowich au premier combat de Lonato, le chasse de Brescia et regagne le terrain perdu sur la rive droite du lac de Garde.

Premier combat de Lonato (30 juillet 1796).

Pendant ce temps, Wurmser a débouché du Monte-Baldo ; mais, au lieu de donner immédiatement la main à Quasdanowich, il a commis la faute d'aller faire une entrée triomphale à Mantoue, couvrant seulement son flanc droit par des détachements qui se sont emparés de Castiglione. Bonaparte veut reprendre ce point et se débarrasser complètement de Quasdanowich.

Ce double résultat est acquis le 4 août : le combat s'engage à Salo, où la division Sauret refoule Quasdanowich à Lonato et à Castiglione où les détachements de flanc autrichiens sont culbutés par Masséna et Augereau.

Deuxième combat du 4 août 1796.

Le même jour, Wurmser s'est enfin décidé à se réunir à Quasdanowich. Dans ce but, il revient de Mantoue, mais n'arrive que pour rallier ses divisions en fuite. Il prend alors ses dispositions pour la bataille qui doit décider du sort de la campagne.

Bataille de Castiglione (5 août).

C'est la bataille de Castiglione : Bonaparte attaque Wurmser de front avec Augereau et Masséna, tandis que Sérurier, dont la présence sur la Chiese n'est plus nécessaire depuis la reprise de Brescia, vient tomber sur ses derrières.

Wurmser éprouve un échec complet.

Quelques jours plus tard, l'armée française force le passage du Mincio à Peschiera et remonte ensuite l'Adige à la suite de Wurmser. Celui-ci se retire en Tyrol, où il est rejoint par les débris de Quasdanowich.

Le siège de Mantoue est repris, et l'armée française occupe à peu près les mêmes emplacements qu'au début des opérations contre Wurmser (1).

b) *Opérations contre Wurmser et Davidowich (septembre* 1796).

Pendant ce temps, nos armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle ont, en Allemagne, refoulé les forces autrichiennes affaiblies par le départ de Wurmser (voir plus loin la campagne d'Allemagne).

Bonaparte projette de prendre l'offensive, de surprendre les Autrichiens par la rapidité de son mouvement, de donner la main à l'armée de Moreau. Il informe ce dernier de ses projets et dirige à marches forcées ses divisions vers le Tyrol.

(1) Sauret, malade, est remplacé dans son commandement par Vaubois.

Cette marche s'exécute sur deux colonnes : le gros de l'armée remonte l'Adige, une division (Vaubois, qui est vers Salo) remonte la rive droite du lac de Garde.

Malgré les apparences et l'identité du terrain, cette marche en deux colonnes séparées ne saurait prêter aux mêmes critiques que la marche analogue et en sens inverse de Wurmser, parce que :

1° Si Bonaparte avait voulu préalablement se faire rallier par la division Vaubois, cela eût occasionné une perte de temps et Bonaparte voulait agir rapidement;

2° Chaque journée de marche rapproche les deux colonnes françaises qui, séparées au début du mouvement, convergent pour se réunir, ce qui est exactement l'inverse de ce qu'a fait Wurmser;

3° Le général Vaubois a comme instructions en cas d'attaque de ne pas se laisser accrocher par l'ennemi et de « manœuvrer en retraite ».

De son côté, Wurmser, désireux de débloquer Mantoue, entame les opérations pendant que Bonaparte commence son mouvement.

Laissant dans le Tyrol une partie de ses forces sous le commandement de Davidowich, Wurmser descend la vallée de la Brenta pour se diriger ensuite sur Mantoue, par Legnago.

En divisant ainsi ses forces, Wurmser n'a pas prévu l'invasion du Tyrol par Bonaparte. En prévision de cette éventualité, il eut dû prescrire à Davidowich de refuser le combat et de le rejoindre sur la Brenta, ou encore choisir un champ de bataille dans le Tyrol, et, en cas d'attaque, se porter lui-même au secours de son lieutenant.

Les dispositions prises par Wurmser vont permettre

à Bonaparte de battre successivement les deux fractions des forces autrichiennes.

Combat de Roveredo (3 septembre 1796).

Les deux colonnes de l'armée française font leur jonction, culbutent Davidowich à Roveredo et entrent à Trente.

A la nouvelle de ces événements, Wurmser précipite sa marche vers le bas Adige.

Bonaparte, laissant une division (Vaubois) en Tyrol pour contenir Davidowich, s'engage dans les défilés de la Brenta et culbute à Primolano l'arrière-garde de Wurmser. Celui-ci prend position à Bassano. Il y est attaqué et battu.

Combats de Primolano (7 septembre) et de Bassano (8 septembre 1796).

Wurmser conçoit alors le projet de forcer le passage de l'Adige pour gagner Mantoue. Cette manœuvre hardie réussit. Il s'empare du passage de l'Adige à Legnago et atteint Mantoue. Réuni à la garnison de la place, il tente de tenir encore la campagne, mais, battu à Saint-Georges, il est définitivement enfermé dans Mantoue, dont le blocus est repris.

Combat de St-Georges (15 septembre 1796).

Nous occupons alors Trente, la ligne du Lavisio (Vaubois) et de la haute Brenta (Masséna), Bonaparte se tenant à Vérone avec sa réserve (Augereau et la cavalerie) prêt, suivant les événements, à se porter de l'un ou de l'autre côté.

c) *Opérations contre Alvinzi et Davidowich (novembre 1796).*

Les succès remportés en Allemagne par l'archiduc Charles sur Jourdan et Moreau permettent à l'Autriche de reconstituer, dès le mois d'octobre, une nouvelle armée sous les ordres d'Alvinzi. Celui-ci se met en mouvement dès les premiers jours de novembre. Renouvelant la faute de Wurmser, il se porte de sa personne de la Piave sur Vérone, tandis que son lieutenant Davido-

wich doit partir du Tyrol, descendre l'Adige et opérer sa jonction avec lui à Vérone.

Il en résulte une double attaque, l'une vers Trente, où se trouve Vaubois, l'autre vers Bassano, où se trouve Masséna. Davidowich s'empare de Trente et repousse Vaubois sur Rivoli. De son côté, Masséna est refoulé de Bassano sur Vicence.

Bonaparte se porte d'abord au secours de Masséna, se donne quelques jours de répit en culbutant l'avant-garde d'Alvinzi. Puis il accourt de sa personne auprès de Vaubois, dont il répartit les troupes sur les positions de défense les plus favorables. Tranquille de ce côté, il va reprendre la lutte contre Alvinzi, qui a obligé Masséna à se replier sur Vérone.

Pour ces nouvelles opérations, Bonaparte compte faire de la position de Caldiero le point d'appui de ses mouvements offensifs. Mais Alvinzi y est déjà arrivé.

Après avoir vainement essayé de faire enlever la position, Bonaparte projette de la tourner et de transporter la lutte dans les marais de l'Alpon, traversés seulement par d'étroites chaussées, où l'avantage du nombre disparaîtra.

Bataille d'Arcole (15, 16 et 17 novembre).

Laissant une faible garnison dans Vérone, il descend jusqu'à Ronco la rive droite de l'Adige et franchit la rivière. Il a avec lui les divisions Augereau et Masséna (1).

Augereau marche sur Arcole pour gagner ensuite la ligne de retraite de l'ennemi. Masséna se porte sur le flanc gauche d'Alvinzi pour l'inquiéter au cas où il marcherait sur Vérone.

Augereau est arrêté devant Arcole, et Alvinzi, comprenant le mouvement de l'armée française, rétrograde

(1) Vaubois est à Rivoli, Sérurier est au siège de Mantoue.

en faisant couvrir son mouvement par une forte flanc-garde qui s'engage sur les digues des marais, où elle est culbutée par Masséna. Ce dernier revient ensuite sur Arcole et s'en empare dans la soirée (15 novembre). Le résultat de cette première journée est de dégager Vérone.

Le soir, toute l'armée repasse sur la rive droite de l'Adige pour être à même, le cas échéant, de secourir Vaubois.

Le lendemain (16 novembre), la lutte recommence sur les digues des marais. Bonaparte, dans cette journée, cherche seulement à affaiblir l'ennemi pour le battre dans la journée du lendemain, qui sera décisive.

A la nuit, et pour les mêmes raisons que la veille, l'armée repasse sur la rive droite de l'Adige.

Le troisième jour (17 novembre), Bonaparte veut en finir. Les deux divisions françaises se déploient dans la plaine : Arcole est enlevé.

Alvinzi abandonne ses positions et se replie sur Vicence.

Bonaparte marche ensuite au secours de Vaubois.

Davidowich, menacé dans ses communications avec le Tyrol, bat en retraite, et l'armée française, qui a reçu des renforts augmentant son effectif d'une division, garde la ligne de l'Adige, de Rivoli à Legnago (1).

d) *Opérations contre Alvinzi et Provera* (*janvier* 1797).

Bonaparte profite du répit que lui donne sa victoire pour prendre, dans les pays nouvellement conquis, des mesures d'organisation politique d'autant plus néces-

(1) La nouvelle division est commandée par Rey. Vaubois est remplacé dans son commandement par Joubert.

saires que la retraite de Jourdan et de Moreau en Allemagne laisse toute latitude à l'Autriche pour diriger de nouvelles troupes sur l'Italie.

D'accord avec le Directoire, il promet aux Milanais la proclamation prochaine en Lombardie de la République transpadane. Il crée la République cispadane, constituée avec Bologne et Florence, détachées des Etats de l'Eglise, Modène et Reggio.

Il se dispose ensuite à marcher sur Rome où le pape, qui a rompu l'armistice, effectue des armements, lorsqu'il apprend qu'une nouvelle armée autrichienne, sous Alvinzi, descend du Tyrol, tandis qu'un corps, sous Provera, marche vers le bas Adige pour se mettre en communication avec Mantoue.

Confiant aux contingents italiens le soin de contenir les troupes pontificales, Bonaparte rappelle toutes ses forces sur la rive gauche du Pô.

Par suite du dispositif indiqué ci-dessus, l'ennemi prononce une double attaque : l'une sur Vérone, l'autre sur Rivoli.

Bonaparte, discernant que cette dernière est l'attaque principale, laisse seulement un détachement sur le bas Adige et remonte la rivière avec le reste de ses forces.

Bataille de Rivoli (14 janvier 1797).

Alvinzi marche sur trois colonnes : l'une descend la rive gauche de l'Adige; celle du centre (Quasdanowich), avec laquelle sont l'artillerie et les bagages, suit la route de la rive droite; enfin, Alvinzi lui-même, avec quatre divisions ne comprenant que de l'infanterie, sans communication possible avec la colonne du centre, vient déboucher du Monte-Baldo en présence des positions françaises. Des dispositions aussi défectueuses portent en soi le germe d'un échec.

Alvinzi, battu à Rivoli, est obligé de remonter en Tyrol (14 janvier).

Combat de la Favorite (16 janvier 1797).

Ce même jour, Provera a passé l'Adige et a pu atteindre Mantoue. Bonaparte arrive à marches forcées. Provera, cerné au combat de la Favorite, est obligé de déposer les armes.

Les troupes françaises reprennent ensuite les positions qu'elles occupaient avant Arcole.

Le 2 février, Mantoue se rend.

Bonaparte part aussitôt avec une partie de la division Masséna au secours des contingents italiens laissés en face des troupes pontificales. Celles-ci sont battues à Castel-Bolognese.

L'échec de son armée décide le pape à entamer des négociations : elles aboutissent au traité de Tolentino (1), par lequel le pape nous cède Avignon avec le Comtat-Venaissin (2), abandonne les Romagnes et paie une forte indemnité de guerre.

4° Opérations contre l'archiduc Charles après la capitulation de Mantoue, et marche sur Vienne jusqu'à l'armistice de Léoben (mars-avril 1797).

L'Autriche fait alors appel à son meilleur général, l'archiduc Charles, qui vient de s'illustrer par ses savantes manœuvres contre Jourdan et Moreau (voir la campagne d'Allemagne). L'archiduc veut réorganiser les débris des armées d'Alvinzi, en arrière de la ligne de la Piave, et attend des renforts tirés des armées d'Allemagne.

De notre côté, l'armée d'Italie est renforcée de deux divisions venues de l'armée du Rhin (3).

Projets de Bonaparte.

Bonaparte pense que l'archiduc descendra en Italie par le col du Brenner, à la tête de ses renforts d'Allemagne. Dans cette éventualité, il confie à Joubert, avec

(1) (2) Planche IV.
(3) Bernadotte et Delmas.

des forces importantes, la défense du Tyrol. Puis, avec le reste de son armée, il attend que l'ennemi ait dessiné ses mouvements.

Apprenant que l'archiduc s'est, au contraire, arrêté sur l'Isonzo, Bonaparte forme le projet de l'attaquer avant l'arrivée de ses renforts, de franchir la Piave et le Tagliamento avec le gros de ses forces pendant que Masséna tournera ces cours d'eau par leur source, d'opérer sa jonction avec lui à Tarvis, repoussant les Autrichiens, puis de se réunir, sur la Drave, avec Joubert venant du Tyrol, et de marcher alors avec toutes ses forces sur Vienne où il espère donner la main à Moreau, descendant la vallée du Danube.

La première partie de ce plan peut seule s'exécuter. Le Tagliamento est franchi sous le feu de l'ennemi. Puis l'archiduc est battu au col de Tarvis et Bonaparte marche sur Klagenfurth.

Combats du Tagliamento (16 mars) et du col de Tarvis.

Apprenant alors qu'il ne doit pas compter sur la coopération de Moreau, il cherche à précipiter les événements, livre à l'archiduc les combats de Neumarkt et de Scheifling pour l'empêcher de faire sa jonction avec ses renforts, et arrive à Léoben.

Des négociations entamées à ce moment pour un armistice aboutissent à la signature des préliminaires de Léoben. Quelques mois après, le traité de Campo-Formio termine les hostilités. La France acquiert les Pays-Bas et la rive gauche du Rhin. Le traité de Turin, qui a suivi l'armistice de Cherasco, nous a déjà donné la Savoie et le comté de Nice.

Préliminaires de Léoben (18 avril 1797).

Théâtre d'opérations d'Allemagne (1).

La situation des belligérants en Allemagne, au début

(1) Planche II (croquis B).

des hostilités, résulte des opérations qui ont eu lieu en 1795.

Situation des belligérants au début des opérations.

Nos armées occupent les emplacements suivants :

L'armée de Sambre-et-Meuse (Jourdan) s'étend sur la rive gauche du Rhin : sa droite dans le Hunsdrück, son centre vers Cologne et sa gauche à Dusseldorf.

L'armée de Rhin-et-Moselle (Moreau) (1) borde la rive gauche du Rhin, de Bâle à Germersheim.

En face d'elles sont deux armées autrichiennes :

1° *L'armée du Haut-Rhin* (Wurmser) tient la rive droite du fleuve de Bâle à Mannheim, puis la rive gauche jusque vers Kaiserslautern;

2° *L'armée du Bas-Rhin* (archiduc Charles) (2) a son gros (centre et gauche) à l'ouest de Mayence et sur la Nahe, et sa droite sur la rive droite du Rhin entre la Lahn et la Sieg.

Les hostilités recommencent sur ce théâtre parce que les Autrichiens, inquiets de nos succès en Italie et nous croyant incapables de prendre l'offensive sur le Rhin, dénoncent l'armistice à la fin de mai.

Projets des belligérants.

1° *Autrichiens.* — L'examen de la situation respective des belligérants montre que le *gros* de l'armée de l'archiduc Charles est en face du point de jonction des deux armées françaises. Dans ces conditions, le *conseil aulique*, inspiré par Clairfayt, proposerait de rester sur la défen-

(1) Pichegru, compromis par ses intrigues avec les émigrés, a donné sa démission. Il a été remplacé à la tête de l'armée de Rhin-et-Moselle par Moreau. Ce dernier, général de division en 1794, s'est distingué à l'armée du Nord.

(2) L'archiduc Charles a remplacé Clairfayt, disgrâcié par le conseil aulique à cause de l'armistice qu'il a proposé et conclu à la fin de l'année 1795.

sive à la droite et de déboucher en masse entre les deux armées françaises pour écraser l'aile gauche de l'armée de Moreau. Mais l'archiduc Charles n'ose exécuter ce plan. Inquiet des événements d'Italie, il demande à rester jusqu'à nouvel avis sur la défensive. Il n'en dénonce pas moins l'armistice.

2° *Français.* — De notre côté, Carnot, toujours chargé de la direction des affaires militaires, ne paraît pas avoir entrevu la généralisation du principe, cependant posé par lui, *de l'économie des forces.* D'après ses instructions, Jourdan doit tout d'abord faire une démonstration vers Dusseldorf pour attirer de ce côté le gros des forces ennemies. Après cela, les deux armées françaises prendront respectivement l'offensive par les vallées du Mein et du Neckar, ayant chacune comme but de déborder l'aile de l'armée ennemie située en face d'elle.

Ce plan de campagne est absolument défectueux (1) : nos deux armées doivent pénétrer en Allemagne par deux voies divergentes. Il en résultera qu'elles opéreront sans liaison entre elles et seront repoussées.

Il faut chercher la raison de ces dispositions vicieuses dans une interprétation erronée de succès récents. On a, en effet, remarqué que, en 1794, les Français ont échoué dans leurs diverses attaques sur le centre de la région occupée par l'ennemi et qu'ils ont au contraire réussi lorsqu'ils ont divisé leurs forces en armée du Nord et armée de Sambre-et-Meuse. On sait que les succès de cette campagne doivent être attribués, en réalité, à de tout autres causes. En tout cas, en 1794, la communication entre les deux armées, si elle a été gênée par la position centrale de l'ennemi, a eu lieu néanmoins

(1) Napoléon, *Commentaires.*

plus en arrière. Il en sera tout autrement en 1796 où aucune direction centrale ne pourra se faire sentir.

Passage du Rhin par Jourdan (4 juin 1796).

Jourdan possédant deux ponts, tandis que Moreau n'en a pas, franchit le Rhin pour attirer l'ennemi à lui. Au lieu de faire passer toute son armée sur la rive droite du fleuve, il manœuvre à la fois sur les deux rives, sa gauche séparée par le Rhin de son centre et de sa droite.

Bataille d'Altenkirchen (7 juin 1796).

Néanmoins sa gauche se heurte, à Altenkirchen, à la droite autrichienne et la bat.

L'archiduc part immédiatement au secours de sa droite, laissant des forces importantes dans le camp retranché de Mayence.

Jourdan, laissant un corps pour surveiller la place, passe le Rhin et se porte au secours de sa gauche. Il est attaqué et bousculé par l'archiduc à Wetzlar.

Bataille de Wetzlar.

Comprenant le danger de sa situation, Jourdan repasse le Rhin.

Départ de Wurmser pour l'Italie.

Quelques jours auparavant, Wurmser, appelé au commandement de l'armée impériale en Italie, est parti avec une importante fraction de son armée pour recueillir les débris de Beaulieu et faire lever le siège de Mantoue. Le reste de ses troupes (commandé par Latour) passe sous les ordres de l'archiduc Charles (1).

Passage du Rhin par Moreau (24 juin 1796).

Moreau profite de l'affaiblissement des troupes autrichiennes provenant de ce départ pour surprendre le passage du Rhin à Strasbourg et battre ensuite les troupes de Latour, sur la Renchen et à Rastadt.

Mais il ne profite pas de ces succès pour se porter résolument en avant. Il reste indécis, perd un temps

(1) Cette circonstance fut la principale cause des succès des Autrichiens, car elle leur assura, en Allemagne, *l'unité de commandement.*

précieux et donne ainsi à l'archiduc, qui se trouve sur les bords de la Lahn, le temps d'accourir, laissant seulement devant Jourdan un détachement sous les ordres de Wartensleben.

Bataille d'Etlingen (9 juillet 1796).

L'archiduc est néanmoins battu par Moreau à Etlingen. Craignant alors, malgré sa supériorité numérique, d'être coupé du Danube, il se retire par la vallée du Neckar, abandonnant les avantages de sa position centrale entre les deux armées françaises et donnant par là à la bataille d'Etlingen une importance qu'elle ne devrait pas avoir.

Moreau part à sa suite.

De son côté, Jourdan, à la nouvelle des premiers succès de Moreau, se reporte en avant. Il se dirige sur le Mein, poussant devant lui Wartensleben, mais sans chercher à l'écraser comme il pourrait le faire.

Marche en avant de Jourdan.

Une fois sur le Mein, Jourdan remonte jusqu'à Bamberg la vallée de cette rivière et s'engage ensuite dans celle de la Regnitz. Par cette direction, il augmente l'intervalle qui le sépare de l'armée de Moreau, mais il se conforme aux instructions du Directoire, qui lui a prescrit de chercher à déborder le flanc droit de Wartensleben. Opérer ainsi, c'est donner aux Autrichiens le moyen de se retirer concentriquement sur le Danube, dont il faudrait, au contraire, les couper.

Bataille de Neresheim (11 août).

Le jour même où Jourdan arrive à Nuremberg, l'archiduc, pensant avoir à redouter la jonction des deux armées françaises, se porte contre Moreau, qui est le plus rapproché de lui, et l'attaque sans succès à Neresheim. A la suite de cette bataille, l'archiduc se retire sur la rive droite du Danube.

Les deux armées françaises pourraient encore opérer leur jonction. Il suffirait pour cela que Jourdan, laissant un détachement devant Wartensleben, profite de la

retraite de l'archiduc pour se porter au-devant de Moreau. Mais il doit obéir aux ordres du Directoire et marcher sur Amberg, envoyant seulement la division Bernadotte à Neumarkt pour couvrir son flanc droit. De son côté, Moreau reste inactif.

Or, l'archiduc, en se retirant sur la rive droite du Danube, n'a eu d'autre but que de couvrir la Bavière. Voyant que les deux généraux français manœuvrent indépendamment l'un de l'autre, il conçoit le projet de se jeter entre eux et de les battre séparément. L'inaction de Moreau va favoriser sa manœuvre. Laissant un corps (Latour) sur le Lech, pour couvrir la route de Vienne, il repasse le Danube, se porte contre Bernadotte et le bat à Neumarkt.

Combat de Neumarkt.

Bataille de Wurtzbourg (3 septembre 1796).

A cette nouvelle, Jourdan s'empresse de rétrograder vers le Mein, attaque à Wurtzbourg les Autrichiens, qui l'ont prévenu sur ce point, est battu, se retire sur la Lahn puis sur la Sieg, et enfin repasse le Rhin à Neuwied.

Pendant ce temps, Moreau, bien qu'ayant eu connaissance de la marche en avant de l'archiduc contre Jourdan, a traversé le Danube, s'est porté sur le Lech, a battu Latour et l'a obligé à se retirer sur l'Isar.

A la nouvelle de la bataille de Wurtzbourg, il s'est mis en retraite et a traversé de nouveau le Danube pour aller au secours de Jourdan. Apprenant alors la situation de l'armée de Sambre-et-Meuse, il revient sur la rive droite du fleuve et continue son mouvement rétrograde. Il reste ainsi trente-deux jours en présence de Latour, qui a des forces de moitié inférieures aux siennes, sans l'entamer, sans lui livrer bataille et sans l'écraser. La seule affaire importante de cette retraite est la bataille de Biberach, due à la nécessité dans laquelle se trouve Moreau d'assurer sa retraite.

Bataille de Biberach (2 octobre (1796).

Après plusieurs combats contre des corps autrichiens qui occupent la Forêt-Noire, Moreau s'engage dans le Val d'Enfer et atteint Fribourg. Il commet la faute de s'y arrêter plusieurs jours, donnant par ce fait à l'archiduc le temps d'accourir et de rallier Latour.

Ainsi concentré, l'archiduc attaque, mais sans succès, Moreau, qui repasse le Rhin à Huningue. En définitive, l'armée de Rhin-et-Moselle rentre en France « en désordre et dans l'attitude d'une armée vaincue » (26 octobre 1796) (1).

(1) Napoléon : *Commentaires.* — La retraite de Moreau en 1796 a été citée comme un modèle par certains historiens. Napoléon est loin de partager cette manière de voir, et il n'a jamais eu dans les talents de Moreau « comme général en chef » qu'une confiance très limitée. Il lui reconnaissait, néanmoins, de sérieuses qualités militaires.

CAMPAGNE DE 1799

Evénements des derniers mois de 1798. — Deuxième coalition. — Conquête du royaume de Naples et du Piémont (1).

Le traité de Campo-Formio n'est qu'une trêve entre deux systèmes politiques incompatibles : la monarchie et la république (2).

Il existe en effet déjà cinq républiques nouvelles : batave, cisalpine, ligurienne, helvétique et romaine.

Voyant les progrès que font pendant la paix les idées révolutionnaires, l'Angleterre suscite une deuxième coalition dans laquelle entrent la Russie, l'Autriche et le royaume de Naples. La cour de Naples, très exaltée, commence la première les hostilités. Dès qu'elle apprend qu'une armée russe est en marche dans la Pologne, elle forme le projet de délivrer l'Italie en attaquant la république romaine et en insurgeant le Piémont et la Toscane.

Nous avons alors dans la république romaine une petite armée sous Championnet.

A la fin de décembre 1798, le général autrichien Mack, commandant l'armée napolitaine, envahit les Etats romains. Il commet la faute de diviser ses troupes en cinq colonnes qui, suivant des directions divergentes, se font battre successivement par Championnet, concentré autour de Civita-Castellana.

Mack bat en retraite, rentre dans le royaume de Naples et prend position à Capoue, derrière le Volturne.

(1) Planche IV.

(2) Th. Lavallée, *Histoire des Français*, t. V.

Championnet, qui a reçu des renforts, veut poursuivre sa victoire et marche sur Naples. Il commet une faute aussi grave que son adversaire, en opérant par quatre colonnes, sans communications entre elles et ne pouvant se réunir que sur les bords du Volturne, au point même où les forces napolitaines sont concentrées. Ses colonnes subissent, en effet, de grosses pertes, et la situation de Championnet est d'autant plus critique que toutes les routes en arrière de son armée sont interceptées par des bandes de paysans insurgés.

Le gouvernement napolitain vient heureusement le tirer d'embarras en lui proposant un armistice et en lui offrant de lui remettre Capoue.

A la suite de ces événements, l'armée française entre à Naples, où est proclamée la « république parthénopéenne ». 11 janvier 1799.

Dès le commencement des opérations dans le royaume de Naples, le Directoire, craignant que le roi de Sardaigne n'inquiète les derrières de Championnet, a donné à Joubert (1), qui commande l'armée d'Italie, l'ordre d'envahir le Piémont. Le roi de Sardaigne ne fait aucune résistance. Il abandonne même le continent et se réfugie en Sardaigne. Le pays est provisoirement soumis à une administration française. Un seul Etat reste libre : la Toscane. Mais, dès que la cour d'Autriche fait sa déclaration de guerre, les troupes françaises l'occupent, de sorte que toute l'Italie se trouve sous la domination de la France.

Situation générale au début de 1799.

La situation générale, au commencement de 1799, est donc la suivante : la France, qui, depuis le traité

(1) A commandé en 1797 une division de l'armée d'Italie, et, ensuite, reçu successivement les emplois de général en chef de l'armée de Hollande, de Mayence et enfin d'Italie où il arrive à la fin de 1798.

de Campo-Formio, occupé les Pays-Bas et la rive gauche du Rhin, occupe également toute l'Italie. Elle est entourée de six nouvelles républiques. Mais les exactions des agents directoriaux sur les territoires nouvellement conquis y provoquent un courant d'idées hostile à la France.

En résumé, dans la guerre qui va éclater, l'Espagne sera notre seule alliée. La Prusse ainsi que les princes de l'empire conserveront la neutralité. Nous aurons à lutter contre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la cour de Naples. Cette dernière vise au renversement de la république parthénopéenne.

Situation militaire au début des opérations.

Au début de l'année 1799, l'armée française est très affaiblie. Nos meilleurs soldats et notre meilleur général sont en Egypte.

En Europe, nos troupes sont disséminées sur une ligne immense, depuis le golfe de Tarente jusqu'au Zuyderzée. Elles forment :

1° En Hollande : l'« armée de Hollande », sous Brune ;

2° A Mayence : quelques milliers d'hommes, sous Bernadotte, constituant le noyau d'une « armée du Bas-Rhin » qui n'existe que sur le papier ;

3° Entre Strasbourg et Bâle : l'« armée du Danube », sous Jourdan ;

4° En Suisse : l'« armée d'Helvétie », sous Masséna ;

5° Sur l'Adige : l'« armée d'Italie », sous Schérer (1) ; dans l'Italie péninsulaire : l'« armée de Naples », sous Macdonald, successeur de Championnet.

Jourdan a le commandement supérieur (2) des armées

(1) Schérer a remplacé Joubert, relevé de son commandement sur sa demande.

(2) Ce commandement supérieur ne tardera d'ailleurs pas à être dévolu à Masséna.

du Danube, d'Helvétie et du Bas-Rhin. Toutefois, ces armées ont leurs généraux en chef qui correspondent directement avec le ministre de la guerre; Jourdan n'exerce donc pas le commandement suprême, tel qu'on le conçoit aujourd'hui.

Du côté des coalisés (1) :

1° Les Autrichiens, qui, depuis le traité de Campo-Formio, se préparent à cette campagne, vont pouvoir mettre en ligne des forces presque doubles des nôtres. Mais les idées fausses qui président à l'élaboration de leur plan de campagne les conduisent à un éparpillement analogue à celui de l'armée française :

a) A droite : une armée en Bavière, sous l'archiduc Charles;

b) Au centre : un corps, sous Hotze, dans le Vorarlberg; un autre, sous Bellegarde, dans le Tyrol;

c) A gauche, en Italie : une armée, sous Kray.

2° Les Russes ont deux petites armées :

L'une, commandée par Korsakoff, doit se joindre à celle de l'archiduc Charles; l'autre, commandée par Souwaroff, doit se joindre à celle de Kray.

3° Les Anglais doivent former des corps de débarquement en Hollande, conjointement avec les Russes, et dans le royaume de Naples, conjointement avec les Siciliens.

Plan de campagne.

L'occupation de l'Italie a convaincu le Directoire que l'audace révolutionnaire peut suppléer à la faiblesse des effectifs, et il projette de prendre partout l'offensive. La possession de la Suisse nous offre, dans cet ordre d'idées, un grand avantage en nous permettant de déboucher de tous les côtés sur le Danube, sur l'Inn, sur l'Adige.

(1) Planche V.

D'autre part, l'aphorisme suivant (1) : « Qui est maître des sources est maître des bouches », dont la valeur est plus que contestable, semble exercer de part et d'autre sur les esprits une influence qu'on a peine à s'expliquer aujourd'hui.

Le Directoire et la coalition croient qu'il suffit « d'occuper la masse centrale des Alpes pour commander les grandes vallées qui en découlent, et tous deux vont se disputer, comme points stratégiques, les pics les plus élevés et les glaciers les plus arides de l'Europe ».

Du côté français, l'opération principale, consistant à s'emparer des Alpes centrales et, par conséquent, du saillant que forment le Vorarlberg et le Tyrol dans les Etats autrichiens, est confié à Masséna. Il isolera ainsi les deux armées de l'archiduc Charles et de Kray.

Du côté autrichien, le centre (Hotze et Bellegarde) est destiné à agir dans les montagnes contre Masséna ; les deux ailes (archiduc Charles et Kray) doivent opérer en plaine.

Discussion du plan de campagne.

L'offensive générale ordonnée par le Directoire est une faute, la dispersion des forces en est une autre.

Il eût fallu ne former *effectivement* qu'une seule armée avec celles du Danube, d'Helvétie et du Bas-Rhin. Cette armée serait restée sur la défensive, puisqu'en Allemagne nous ne pourrions pas réunir des forces supérieures à celles de l'ennemi. Au contraire, il convenait de prendre l'offensive en Italie, mais avec toutes nos forces réunies, sans les affaiblir par des détachements et en rappelant l'armée de Macdonald. On eût pu ainsi écraser les Autrichiens avant l'arrivée des Russes.

(1) Echappé quelque cent ans plus tôt au maréchal de Berwick.

Cause déterminante de la guerre

La cause déterminante de la guerre est l'invasion par Bellegarde du pays des Grisons. Le Directoire somme l'Autriche d'évacuer ce territoire et, en outre, de donner contre-ordre à la marche du corps russe de Souwaroff, dont l'approche est annoncée. Il déclare que, passé huit jours, il considérera ces mouvements comme une déclaration de guerre.

L'Autriche n'ayant pas tenu compte de cette sommation, le Directoire donne aux généraux en chef l'ordre de prendre l'offensive.

Nous allons examiner successivement les opérations sur les différents théâtres de la guerre.

Théâtre d'opérations du Danube.

Conformément au plan que nous avons exposé, Jourdan franchit le Rhin le 1er mars sur les ponts de Kehl, Bâle et Schaffouse, avec l'ordre d'envahir la Bavière (1).

De son côté, l'archiduc Charles franchit le Lech, le 2 mars.

Dans sa marche vers l'est, Jourdan est hanté par la préoccupation constante d'appuyer ses ailes au lac de Constance et au Danube.

Mais l'angle formé par ces deux obstacles naturels s'ouvrant dans la direction de la marche, il en résulte que le front occupé par l'armée de Jourdan va s'étendre dans des proportions inadmissibles.

Combat de Pfullendorf (20 mars 1799).

C'est ainsi que, le 20 mars, cette armée est en arrière de la ligne formée par l'Aach et l'Ostrach, trois divisions en première ligne, une division en réserve. L'archiduc Charles l'attaque dans cette situation : main-

(1) L'armée de Jourdan comprend quatre divisions : Saint-Cyr, Souham, Ferino, d'Hautpoul.

tenant par des détachements les deux ailes de l'armée française, il porte son principal effort sur le centre, vers Pfullendorf.

Jourdan est obligé de reculer jusqu'à la hauteur du lac de Constance (extrémité occidentale). L'archiduc, poursuivant sa marche, atteint la Stokach.

Bataille de Stokach (25 mars 1799).

Le 25 mars, Jourdan reprend l'offensive et attaque l'archiduc, dont la gauche est protégée par le cours de la Stokach, mais dont le centre et la droite, en avant de la rivière, sont jalonnés par le plateau de Nellemberg et les bois de Liptingen.

Jourdan fait prononcer trois attaques (chacune d'elles par une division) dirigées respectivement sur la gauche, le centre et la droite ennemis. Cette dernière attaque réussit à refouler les troupes autrichiennes qui lui sont opposées. Malheureusement, Jourdan, voulant profiter trop tôt de ce premier succès, donne à cette division l'ordre d'entamer un mouvement tournant.

L'ennemi n'étant pas suffisamment fixé sur son front, l'archiduc peut dégarnir son centre et venir au secours de sa droite.

La division française aventurée (Saint-Cyr) parvient néanmoins à se dégager. Mais nous devons reculer encore.

La victoire de l'archiduc Charles doit être attribuée tout d'abord à l'infériorité numérique de Jourdan. Celle-ci était telle que Jourdan ne pouvait guère espérer un succès. Cette première cause de faiblesse des troupes françaises a encore été aggravée par la faute commise de prononcer trois attaques isolées et sur un front beaucoup trop étendu.

Enfin, admettant même que Jourdan ait pu remporter la victoire, son effectif était trop restreint pour qu'il

pût vraisemblablement songer à réussir dans son invasion en Bavière.

Aussi, le général français se décide-t-il à la retraite. Il peut l'opérer dans deux directions : sur Masséna ou sur Bernadotte. Il adopte ce dernier parti, prend position à l'entrée des défilés de la Forêt-Noire et, laissant alors le commandement à son chef d'état-major, part pour Paris, où il va se plaindre des faibles ressources mises à sa disposition. Retraite de Jourdan.

Cette retraite sur le Rhin est une faute, car Jourdan ne peut attendre aucun renfort de Bernadotte, dont l'armée n'existe que sur le papier. Si l'archiduc avait entamé une poursuite énergique, Jourdan aurait sans doute été obligé de renoncer à défendre les défilés de la Forêt-Noire.

Heureusement pour lui, un ordre du Conseil aulique suspend la marche de l'archiduc, sous le prétexte que la Suisse étant « la clef » du théâtre de la guerre, il faut s'en assurer la possession avant de songer à marcher sur le Rhin.

Peu de temps après, l'armée de Jourdan est mise sous les ordres de Masséna.

Théâtre d'opérations de la Suisse.

Ainsi que nous l'avons vu, c'est là que, d'après les idées du Directoire, doivent avoir lieu les opérations principales. Celles-ci peuvent se diviser en deux périodes : 1° opérations contre les Autrichiens; 2° opérations contre les Autrichiens et les Russes.

1° Opérations contre les Autrichiens seuls.

Pendant une première phase, Masséna, se conformant aux ordres reçus, prend l'offensive : il ne réussit pas

et, pendant la deuxième phase, est contraint de rester sur la défensive.

a) *Offensive de Masséna.*

On a vu que le plan de campagne du Directoire conduit à s'emparer du massif des Alpes centrales, c'est-à-dire du pays des Grisons, du Tyrol et du Vorarlberg. Dans ce but, Masséna se propose d'opérer de la façon suivante : pendant que son aile droite (Lecourbe), franchissant le Saint-Gothard, pénétrera dans le pays des Grisons et dans la haute vallée de l'Inn, en coopération avec un détachement de l'armée d'Italie (Dessoles), lui-même, franchissant le Rhin, pénétrera dans le Vorarlberg et, remontant la vallée de l'Ill, donnera la main à son lieutenant pour envahir ensuite le Tyrol.

Les opérations sont exécutées d'après ces données. Lecourbe franchit le massif de l'Albula, au col de ce nom, pénètre dans la vallée de l'Inn qu'il descend et où il est rejoint par un détachement (Dessoles), venu d'Italie par la Valteline. Ces deux colonnes livrent de nombreux combats aux fractions autrichiennes qui occupent les vallées où elles opèrent, mais ne peuvent continuer longtemps leur marche en avant. Pendant ce temps, Masséna, qui a pénétré dans le Vorarlberg, a vu sa marche arrêtée par la place forte de Feldkirch qui lui barre la route et devant laquelle il doit mettre le siège : il échoue. C'est alors qu'il reçoit le commandement supérieur des armées du Bas-Rhin, du Danube et d'Helvétie. Ses forces sont donc disséminées sur une étendue immense. En particulier, il a, sur le théâtre d'opérations qui nous occupe, à combattre contre un ennemi bien supérieur en nombre.

Masséna eût dû, au début des opérations (en admet-

tant, toutefois, que les ordres reçus ne s'y fussent pas opposés) ne laisser en Suisse qu'une partie de ses forces, en leur affectant un rôle défensif.

Avec le reste de son armée, il aurait opéré sa jonction avec Jourdan.

Tous deux réunis eussent pu avoir raison de l'archiduc Charles.

La présence de Masséna sur le champ de bataille de Stokach eût sans doute modifié la tournure des événements.

Quant aux opérations de Lecourbe et de Dessoles, elles étaient vouées à l'insuccès. Si, en effet, on voulait attribuer à ces fractions un rôle défensif, elles ne pouvaient trouver de meilleurs points d'appui que le Saint-Gothard et le Splügen. Quant à leur attribuer, comme l'a fait Masséna, la mission de conquérir le Tyrol, il était évident que cette opération ne pouvait pas être menée à bonne fin par un détachement absolument isolé du reste de l'armée.

« Si Lecourbe avait eu le malheur d'arriver à Innsprück, il eût été cerné. »

b) *Défensive de Masséna.*

Les Autrichiens projettent de porter tous leurs efforts sur les deux côtés de l'angle formé par le Rhin depuis ses sources jusqu'à Bâle : l'archiduc en aval du lac de Constance, Hotze en amont. Quant à Bellegarde, il doit, après s'être emparé du Saint-Gothard, passer en Italie et servir d'aile droite à l'armée russe de Souwaroff.

De son côté, Masséna compte défendre la ligne du Rhin en rappelant à lui la plus grande partie de l'armée du Danube. A sa droite, Lecourbe occupera le Saint-Gothard.

Mais l'insurrection des cantons suisses, sur ses derrières, oblige Masséna à renoncer à défendre la ligne du Rhin. Il recule et livre néanmoins un combat heureux à Frauenfeld pour s'opposer à la jonction d'Hotze et de l'archiduc, qui, tous deux, ont passé le Rhin. Malgré ce succès, il se voit contraint de se replier jusqu'à la ligne de la Linth, en avant de laquelle il se retranche près de Zurich.

Pendant ce temps, Lecourbe, attaqué par Bellegarde, a dû abandonner le Saint-Gothard et battre en retraite dans la vallée de la Reuss.

Première bataille de Zurich (27-28-29 mai 1799).

C'est dans ces conditions que Masséna est attaqué à Zurich par l'archiduc. Il se livre là une bataille de trois jours, à la suite de laquelle Masséna, quoique vainqueur, passe sur la rive gauche de la Linth où il se retranche sur les hauteurs de l'Albis. Il y reste trois mois dans l'expectative.

Puis le Directoire lui ayant reproché de ne pas attaquer les Autrichiens avant l'arrivée des Russes, Masséna ordonne à Lecourbe de reprendre l'offensive contre Bellegarde.

Lecourbe reprend le Saint-Gothard et occupe les deux revers des Alpes Bernoises à la suite d'une série de marches et de combats qui sont restés comme des modèles de la guerre de montagnes. La conséquence de ces événements est que Bellegarde descend en Italie.

La situation des Autrichiens en Suisse est la suivante : Hotze garde le lac Wallenstadt et l'archiduc occupe Zurich, en attendant Korsakoff qui approche.

2° Opérations contre les Russes et les Autrichiens.

Nouvelle répartition des forces de la coalition.

Les puissances coalisées décident alors que, pour éviter les froissements continuels qui se sont produits en Italie entre Autrichiens et Russes, Souwaroff, qui opère sur ce

dernier théâtre, ira en Suisse rejoindre Korsakoff. L'archiduc Charles, quittant la Suisse, ira prendre le commandement d'une armée en formation en Allemagne. Il n'y aura plus, de la sorte, que des Russes en Suisse et des Autrichiens en Bavière et en Italie. Cependant, pour favoriser la jonction entre les deux généraux russes, Hotze doit rester sur la Linth en attendant l'arrivée de Souwaroff.

Ce dernier pourrait se rendre en Suisse, hors de la portée de Masséna, en passant par la route du Splügen. Il préfère celle du Saint-Gothard qui lui permettra, s'il bouscule Lecourbe, de prendre Masséna à revers.

Pour faciliter ce projet et empêcher Masséna de se porter au secours de son lieutenant, Hotze doit attaquer de son côté, en coopération avec Korsakoff qui vient d'arriver.

Masséna prévient cette attaque. Il culbute les deux généraux ennemis à la deuxième bataille de Zurich, de sorte que Souwaroff, à qui Lecourbe dispute pied à pied la route de la vallée de la Reuss, tombe en Suisse au milieu d'une armée victorieuse, à laquelle il ne songe plus qu'à échapper. Il se dirige péniblement à travers les Alpes de Glaris et atteint le Rhin, à Coire, après des souffrances inouïes. Deuxième bataille de Zurich (24-25-26 septembre 1799).

Furieux de ce désastre qu'il attribue au manque d'entente des généraux autrichiens, Souwaroff refuse de reprendre la campagne et rentre en Bavière. 10 octobre 1799.

Comme résultat des opérations en Suisse, nous gardons la ligne du Rhin.

Théâtre d'opérations de l'Italie.

Ici encore, les opérations peuvent se diviser en deux périodes : 1° opérations contre les Autrichiens; 2° opérations contre les Autrichiens et les Russes.

1° Opérations contre les Autrichiens seuls.

Nous avons vu que l'armée d'Italie est commandée par Schérer (1). Celui-ci reçoit des renforts assez importants, mais il s'affaiblit par des détachements en Toscane et en Valteline. Enfin, son effectif est diminué encore par les troupes qu'il affecte à la défense des places.

Il a en face de lui l'armée autrichienne de Kray, qui occupe la ligne de l'Adige en tenant Vérone et Legnago, ainsi que les hauteurs fortifiées de Rivoli entre l'Adige et le lac de Garde.

Les deux adversaires ont, conformément au plan de campagne, reçu de leurs gouvernements respectifs l'ordre de prendre l'offensive.

Schérer projette d'enlever aux Autrichiens les hauteurs de Rivoli et le camp retranché de Pastrengo. A cet effet, il dirige une division sur Rivoli, deux divisions sur Pastrengo, tandis que deux divisions, sous Moreau, doivent inquiéter Vérone et qu'une dernière doit faire une démonstration sur Legnago.

Le 26 mars (lendemain de la bataille de Stokach), le camp de Pastrengo est enlevé et les Autrichiens sont rejetés derrière l'Adige.

Mais le seul résultat de cette journée est de nous livrer le passage de l'Adige en arrière de Pastrengo,

(1) A déjà commandé l'armée d'Italie en 1795. Depuis, a été ministre de la guerre, du 23 juillet 1797 au 21 février 1799. Sous son ministère, la conscription est établie en France. Il donne sa démission après sa défaite de Cassano et va être traduit devant un tribunal criminel, lorsque le coup d'État du 18 Brumaire interrompt les poursuites. Mort en 1804.

et, de ce passage, on ne peut déboucher que sur la route de Vérone occupée par les Autrichiens.

Détachant alors une division sur la rive gauche de l'Adige avec l'ordre de descendre la rivière, Schérer transporte le gros de ses forces sur le Bas-Adige dans l'intention de forcer le passage entre Vérone et Legnago.

Mais la division détachée est refoulée, obligée de repasser la rivière et rejoint Schérer.

Bataille de Magnano (5 avril 1799).

Cependant Kray forme le projet de franchir l'Adige pour couper Schérer de sa ligne de retraite. Ce dernier, averti, imagine un dispositif inverse et fait face au nord, tandis qu'il donne l'ordre à sa droite de remonter l'Adige pour couper Kray de Vérone.

Celui-ci, dont les forces sont moins dispersées que les nôtres, ne laisse devant notre centre et notre gauche que les forces nécessaires pour les tenir en respect et, portant tout son effort sur notre droite, l'écrase. Puis il se retourne contre notre centre, qu'il ne peut entamer.

Dans la nuit, Schérer ordonne la retraite.

Sans s'arrêter sur le Mincio, où il pourrait cependant tenir puisqu'il possède Peschiera et Mantoue, il recule sur l'Oglio, puis sur l'Adda.

2° Opérations contre les Autrichiens et les Russes.

Quelques jours après arrive Souwaroff. Il est investi du commandement en chef des deux armées russe et autrichienne. A la tête des forces autrichiennes, Kray est remplacé par Mélas.

Bataille de Cassano (27 avril 1799).

L'armée française, disséminée le long de l'Adda sur un front beaucoup trop étendu, est battue à Cassano. A la suite de cette défaite, Schérer se démet de son com-

mandement en faveur de Moreau (1). Ce dernier bat en retraite. Au lieu de se replier sur Plaisance pour rester en communication avec l'armée de Naples qui approche, il couvre d'abord Milan, pour donner à ses parcs et aux Milanais (2) compromis le temps de se retirer. Puis il marche sur Turin, laissant ainsi Souwaroff maître de le couper de Macdonald.

Néanmoins, l'irrésolution du général russe donne à Moreau le temps de revenir sur ses pas, et, pour garder à la fois ses communications avec la France et avec Macdonald, il vient se placer au confluent du Pô et du Tanaro.

27 mai 1799. Souwaroff, renforcé par Bellegarde, qui arrive de Suisse, s'établit en face de lui ; mais, renonçant bientôt à l'attaquer de front, il file sur Turin pour menacer ses communications, ne laissant, pour masquer ce départ, qu'un faible détachement devant Moreau.

Ce dernier, croyant avoir toujours Souwaroff devant lui, sachant que le Piémont s'insurge sur ses derrières, se retire sur Coni. Il s'éloigne ainsi de Macdonald qui, à ce moment, arrive à Florence, où il reste inactif, jusqu'à ce qu'il reçoive les ordres de Moreau.

Ces ordres lui prescrivent de se porter à Tortone, où le commandant de l'armée d'Italie lui donne rendez-vous. Moreau compte, en effet, descendre dans la rivière de Gênes et déboucher de nouveau dans la vallée du Pô, par le col de la Bocchetta.

L'armée d'Italie se dirige, en conséquence, sur Ceva, qui tient les principaux débouchés des Alpes Maritimes dans la rivière de Gênes ; mais elle ne peut emporter

(1) Ancien commandant de l'armée de Rhin-et-Moselle en 1796.

(2) Milan est, en effet, la capitale de la république cisalpine ; on sait que celle-ci a été formée par la réunion des républiques cispadane et transpadane.

cette place. Ne voulant pas aller chercher le col de Tende, ce qui l'éloignerait trop, Moreau fait pratiquer, en quatre jours, une route par le col de San-Bernardo et arrive à Gênes. Il envoie aussitôt des renforts à Macdonald et débouche ensuite, avec le reste de ses forces, par la Bocchetta, comptant prendre de flanc Souwaroff si celui-ci se porte au-devant de Macdonald.

Il est trop tard : la bataille de la Trebbie vient de décider du sort de l'armée de Naples.

Marche de Macdonald

Nous avons vu que Macdonald a reçu de Moreau l'ordre de se rendre à Tortone. Le mouvement ordonné est périlleux, car le flanc droit de l'armée de Naples est exposé aux débouchés du Pô, dont l'ennemi occupe la rive gauche, sans pouvoir conserver la possession de ses derrières.

Il faudrait exécuter ce mouvement à marches forcées. Au lieu de cela, Macdonald perd du temps à escarmoucher contre des détachements autrichiens dans les directions de Modène, puis de Plaisance. Il donne ainsi à Souwaroff le temps d'arriver. Celui-ci, à la nouvelle de la marche de Macdonald, a laissé le corps de Bellegarde pour observer Moreau, puis s'est porté vers Plaisance au devant de l'armée de Naples, dont il culbute l'avant-garde sur le Tidone.

Macdonald recule alors sur la Trebbie, où il s'établit en avant de Plaisance — adossé, par suite, à une forteresse occupée par l'ennemi (1) — attendant l'arrivée de Moreau.

Bataille de la Trebbie (17-19 juin 1799).

Mais il est attaqué par Souwaroff et écrasé dans une sanglante bataille de deux jours.

Après cet échec, l'armée de Naples bat en retraite

(1) A la Trebbie, dit Napoléon, « Macdonald n'a montré que de l'intrépidité ».

sur Gênes. Ce mouvement à travers l'Apennin peut s'effectuer grâce à Moreau qui, vainqueur de Bellegarde à Cossiria-Grossa, attire sur lui Souwaroff.

Août 1799. Les débris de l'armée de Naples opèrent enfin, à Gênes, leur jonction avec l'armée d'Italie. Macdonald est alors destitué et Joubert (1) nommé au commandement de l'armée d'Italie.

Moreau, qui doit aller sur le Rhin pour se mettre à la tête d'une armée encore à l'état de projet, accepte de rester avec lui pour le conseiller. L'armée d'Italie est réorganisée et renforcée. En outre, un corps, sous Championnet (1), forme, sur la frontière du Piémont, le noyau d'une nouvelle armée, dite des « Grandes Alpes ».

Opérations de l'armée des Grandes Alpes et de l'armée d'Italie. Au commencement d'août 1799, Championnet reçoit l'ordre de descendre dans la plaine du Piémont et de bousculer les détachements ennemis qui gardent les débouchés des montagnes afin d'attirer sur lui une partie des forces austro-russes qui occupent la vallée de la Bormida et de permettre à Joubert de prendre l'offensive avec l'armée d'Italie. Mais ce dernier n'attend pas que l'armée des Grandes Alpes soit prête à entrer en action. Il se porte sur Novi, où il est battu.

Bataille de Novi (15 août 1799). Néanmoins, les pertes de Souwaroff sont trop considérables pour lui permettre de poursuivre et il se contente d'assiéger Tortone.

Quant à Championnet, il exécute, dès qu'il est en mesure de le faire, le mouvement qui lui a été ordonné. Il divise à cet effet son armée en quatre colonnes, qui se

(1) Le retour de Joubert au service est la conséquence du renouvellement du Directoire, le 18 juin 1799. Il en est de même de Championnet, dont le Directoire a pris ombrage après son entrée à Naples (voir plus haut) et qui est resté emprisonné à Grenoble depuis que le commandement de l'armée de Naples a été donné à Macdonald.

mettent respectivement en mouvement par la vallée d'Aoste, le col du Mont-Cenis, celui du Mont-Genèvre et celui de Largentière. Des attaques aussi faibles ne peuvent en imposer à l'ennemi et ces démonstrations restent sans résultat.

Sur ces entrefaites, ont lieu dans la répartition des troupes de la coalition les modifications dont nous avons parlé à propos des opérations en Suisse : Souwaroff part rejoindre Korsakoff. Les troupes autrichiennes sont sous les ordres de Mélas.

Du côté français, Joubert ayant été tué à Novi, Moreau prend le commandement de l'armée d'Italie. Il la reporte en avant pour faire lever le siège de Tortone. Après plusieurs combats infructueux, il doit revenir sur ses positions en avant de Gênes.

Championnet a reçu mission de seconder les opérations de Moreau en opérant une diversion quelques jours avant que celui-ci commence son mouvement. Au lieu de cela, il ne se met en marche qu'après l'échec de l'armée d'Italie et divise encore son armée en quatre colonnes, sans communications entre elles, qui sont successivement refoulées dans les vallées d'où elles sortent.

A la fin de septembre 1799, l'armée française a été rejetée sur la crête supérieure des Alpes. Elle ne possède plus dans le bassin du Pô que le revers septentrional de l'Apennin et la place de Coni que bloque Mélas.

Moreau part alors pour l'armée du Rhin et Championnet est nommé au commandement des deux armées des Grandes Alpes et d'Italie.

Championnet partage ses forces en trois corps et les dirige, à la fin d'octobre, concentriquement sur Coni, dont Mélas persiste à faire le blocus.

Les trois masses françaises, sans communications entre elles, sont successivement accablées, malgré quel-

ques avantages partiels. En particulier, la colonne du centre subit un échec à Genola. Coni ne tarde pas à capituler et l'armée française tout entière se retire en Ligurie.

Bataille de Genola (4 novembre 1799).

Théâtre d'opérations de la Hollande (1).

Enfin, sur un théâtre d'opérations excentrique, la Hollande, une armée anglo-russe, sous le duc d'York, soutenue par une grande flotte, débarque à la fin d'août 1799 dans la presqu'île du Helder. Brune, commandant l'armée française de Hollande, essaye de la rejeter dans la mer, mais il est repoussé. Les Anglo-Russes s'installent alors dans le marais desséché de la Zyp.

Le duc d'York perd ensuite un temps précieux à construire des fortifications dans la Hollande du Nord. Contre ses prévisions, les populations lui sont hostiles.

Septembre 1799.

Brune, qui a reçu des renforts, lui livre plusieurs combats indécis et finalement le bat à Bergen et à Castricum.

Le duc d'York perd la tête. Les combats et les maladies ont décimé ses troupes : il demande à traiter et signe à Alkmaar une capitulation honteuse aux termes de laquelle il se rembarque avec toutes ses troupes.

Convention d'Alkmaar (2 octobre 1799).

---

(1) Planche IV.

CAMPAGNE DE 1800 [1]

Situation générale.

La campagne de 1800 est la suite de la campagne précédente contre la deuxième coalition ; mais, à la suite de ses défaites, la Russie s'est retirée.

D'autre part, après la convention d'Alkmaar, l'Angleterre n'a plus de troupes opérant sur le continent. Son rôle dans la coalition se borne à prêter le concours de sa flotte et à fournir des subsides à l'Autriche.

Cette dernière puissance est donc la seule dont les armées soient maintenant opposées aux nôtres. D'autre part, à l'intérieur, le Consulat a succédé au Directoire. Bonaparte, devenu Premier Consul, a tenté, mais en vain, des propositions de paix.

Caractère de la campagne de 1800.

L'intervention du Premier Consul dans les opérations militaires donne à la campagne qui va s'ouvrir un caractère particulier.

« Si, en 1796-1797, le chef de l'armée d'Italie, puisant dans ses victoires répétées une influence sans cesse grandissante, ménage de moins en moins les susceptibilités du Directoire et se comporte à peu près à sa guise, il n'en reste pas moins soumis à une autorité supérieure.

« En 1800, les conditions ne sont plus les mêmes. Bonaparte décide seul et seul il entend diriger, mais il n'est pas encore entièrement libre. La constitution du Consulat ne l'autorise pas à prendre effectivement le commandement des armées et il devra user de ruse, au moins pendant quelque temps, pour masquer son in-

(1) Planche VI.

tervention directe dans la direction immédiate des opérations de guerre (1). »

Situation militaire.

La situation de nos armées, au début des opérations, est la suivante :

L'armée d'Italie, réduite à la plus profonde misère, occupe la Ligurie, entre les Apennins et la mer. Elle est commandée par Masséna (2). L'armée d'Helvétie, maîtresse de la Suisse par la victoire de Zurich, a pris ses quartiers d'hiver. Elle forme actuellement l'aile droite d'une armée de nouvelle formation, dite *armée du Rhin*.

Celle-ci, sous Moreau, borde la rive gauche du fleuve depuis ses sources jusque vers Landau.

Les forces ennemies sont réparties en deux armées : l'une, sous Mélas, est en Italie, où elle occupe les vallées de la Trebbia, de la Bormida et du Tanaro.

L'autre, sous Kray, est en Allemagne.

Elle borde le Rhin, de Manheim au lac de Constance. Sa gauche (Reuss) occupe le Vorarlberg.

Projets des deux partis.

Les Autrichiens se proposent d'envahir la France.

Or, la marche de leurs armées sur notre territoire serait très gênée par le fait que nous occupons la Suisse, d'où ils craignent que nous débouchions dans leur flanc ou sur leurs derrières. Mais, à la suite de la campagne de 1799, ils estiment qu'ils se heurteront à des difficultés insurmontables s'ils veulent aborder directement la conquête de ce pays. Ils se proposent donc tout d'abord de faire tomber, en la débordant, la défense de la Suisse.

A cet effet, tandis que leur armée du Rhin restera

(1) Général Bonnal, *La manœuvre de Marengo*.

(2) Championnet a donné sa démission; meurt en 1800 à Antibes où il s'est retiré. Masséna vient de quitter le commandement de l'armée d'Helvétie.

momentanément sur la défensive, leur armée d'Italie, prenant l'offensive, envahira la Provence et s'avancera jusqu'au Var (1). Ils espèrent que ce mouvement aura pour résultat d'amener les Français à dégarnir leur frontière du Rhin pour aller au secours de la frontière menacée. L'armée autrichienne d'Allemagne entrerait alors en France sans difficulté. Les Autrichiens pensent que les forces françaises de Suisse, se trouvant ainsi débordées, tomberont naturellement sans qu'il soit besoin de renouveler contre elles les efforts impuissants de la campagne précédente.

Du côté français, le Premier Consul se propose d'obtenir la fin des hostilités *en remportant une victoire décisive sur le principal théâtre des opérations* (2).

Dans une guerre qui a comme théâtres le Rhin et les Alpes, la frontière prédominante sera toujours celle du Rhin, parce que, par suite de la nature du pays, nous n'avons rien à craindre d'une invasion en Provence qui conduirait à une guerre de détail, sans résultats d'ensemble.

C'est donc sur le Rhin qu'il faudrait chercher la bataille décisive.

---

(1) Une invasion dans la province de France, qui contenait notre plus grand établissement maritime, servait les intérêts de l'Angleterre. C'est à l'intervention de cette puissance qu'est due l'idée de l'invasion en Provence.

(2) Pour saisir l'idée maîtresse de ce plan, il faut comprendre qu'une armée disséminée comme l'était l'armée autrichienne d'Allemagne, surprise par l'offensive ennemie, est obligée, si elle ne veut pas combattre en fâcheuse posture, de battre en retraite au plus vite pour aller se concentrer plus en arrière. Il faut également comprendre que, dans une guerre qui a lieu sur plusieurs théâtres d'opérations, une grande victoire remportée sur *le théâtre des opérations principales* suffit à amener la décision, c'est-à-dire la fin des hostilités.

Mais, en raison de la personnalité de Moreau, le Premier Consul ne peut ni lui retirer le commandement de l'armée du Rhin, qu'il lui a donné au lendemain du 18 Brumaire, en récompense de son concours pendant cette journée, ni diriger ses opérations en ne lui laissant en quelque sorte qu'un commandement nominal.

Au contraire, en Italie, le Premier Consul peut arriver — en usant pendant quelque temps d'un subterfuge — à diriger en personne les opérations. Par suite, c'est en Italie qu'il va chercher la décision.

Du reste, la situation politique de l'Europe permet alors — ce qu'elle ne permettrait plus aujourd'hui — que l'Italie septentrionale devienne en fait le théâtre de guerre prédominant.

En conséquence, les projets du Premier Consul sont les suivants :

Moreau prendra l'offensive vers la fin d'avril, de manière à rejeter en Bavière l'armée autrichienne d'Allemagne. Puis, quand celle-ci, revenue de sa surprise, se sera concentrée et voudra reconquérir le terrain perdu, Moreau le lui disputera pied à pied. Il donnera ainsi au Premier Consul le temps de réunir une nouvelle armée, dite « armée de réserve », de faire franchir les Alpes à cette armée pendant qu'un détachement des troupes d'occupation de la Suisse les franchira également, et de donner la main à Masséna.

Avec toutes ces forces réunies, le Premier Consul compte détruire l'armée autrichienne d'Italie dans une grande bataille.

Cette victoire aura, d'autre part, pour effet d'arrêter net l'offensive des Autrichiens en Allemagne.

Opérations de l'armée d'Italie.

Rôle de de l'armée de Masséna.

L'armée d'Italie doit coopérer de la manière suivante au plan exposé ci-dessus :

Lorsque *l'armée de réserve* se disposera à franchir les Alpes, Masséna devra attirer sur lui l'attention de l'ennemi et l'obliger à diviser ses forces. Jusque-là Masséna doit rester sur la défensive.

A cet effet, le Premier Consul lui recommande de grouper la presque totalité de ses forces autour de Gênes, en tenant par des détachements d'avant-garde suffisamment éloignés les voies d'accès que l'ennemi peut utiliser pour l'attaquer. De cette manière, si l'ennemi prononce « à la manière autrichienne » une offensive en plusieurs colonnes séparées, Masséna pourra accabler l'une d'elles avec toutes ses forces, tandis que les détachements d'avant-garde opposés aux autres colonnes battront en retraite en combattant sans s'engager à fond. Le gros des forces françaises se retournera ensuite contre une autre colonne et ainsi de suite.

En procédant de la sorte, Masséna s'assurerait, en cas d'offensive autrichienne, la supériorité du nombre chaque fois qu'il livrerait un combat même si ses forces étaient, dans leur ensemble, numériquement inférieures aux forces adverses; il détruirait en détail les colonnes ennemies, grâce à la mise en œuvre d'un dispositif basé sur *l'économie des forces.*

Situation des deux armées en présence.

En dépit des instructions du Premier Consul, l'armée de Masséna est éparpillée au sud de l'Apennin : la droite vers Gênes, le centre vers Montelegino, la gauche (sous Suchet) couvrant la ligne du Var.

En face d'elle, sur le revers septentrional de l'Apennin, se trouve l'armée de Mélas, très supérieure en nom-

bre. Les Autrichiens prennent l'offensive dès le début d'avril et réussissent à séparer la gauche française du reste de l'armée.

Laissant un détachement pour observer Suchet, Mélas se tourne contre Masséna et le refoule dans Gênes. Chargeant alors un de ses lieutenants (Ott) de bloquer la place, il part rejoindre le détachement laissé devant Suchet. Ce dernier, malgré plusieurs tentatives pour rouvrir ses communications avec Masséna, doit reculer jusqu'à la ligne du Var.

Mélas, à sa suite, envahit la Provence.

Siège de Gênes (avril-mai 1800).

L'offensive des Autrichiens sur Gênes favorise dans une certaine mesure les plans du Premier Consul puisque, du fait des Autrichiens, Masséna se trouve « attirer sur lui l'attention de l'ennemi et l'obliger à diviser ses forces ».

Mais pour permettre à *l'armée de réserve* d'achever de se réunir et ensuite de déboucher en Italie, il faut maintenant que Masséna résiste dans Gênes le temps voulu.

Entouré du côté de la terre par les Autrichiens, du côté de la mer par la flotte anglaise, Masséna ne cesse de harceler l'ennemi par des sorties continuelles : sa défensive est une offensive sans cesse répétée.

C'est seulement au bout de deux mois de siège, vaincu par la famine, alors que la résistance ne lui est matériellement plus possible, qu'il consent à se rendre (4 juin).

Il signe une capitulation honorable aux termes de laquelle ses troupes se retirent avec armes et bagages (1).

---

(1) Masséna s'embarque avec une partie de ses troupes pour Antibes. Le reste de son armée se dirige sur Nice par étapes.

Si Masséna peut obtenir de pareilles conditions, c'est que l'ennemi a été prévenu de l'arrivée du Premier Consul à la tête d'une armée de secours. A cette nouvelle, Mélas s'est hâté de retourner devant Gênes, laissant seulement un détachement devant Suchet, et a cherché, par tous les moyens, à hâter la reddition de la place. Aussi a-t-il accepté toutes les conditions de Masséna.

Opérations de l'armée de réserve (1).

Organisation de l'armée de réserve.

Nous avons vu qu'il entre dans les plans du Premier Consul d'organiser une armée de réserve avec laquelle il ira donner la main à Masséna.

Tandis qu'il annonce la formation de cette armée à Dijon, où paraissent seulement quelques bataillons de conscrits et de vétérans, il la réunit clandestinement dans la région de Genève et à Lausanne.

Nous avons vu également quels sont les projets du Premier Consul sur cette armée.

L'offensive de Mélas, en Italie, va empêcher leur exécution intégrale.

Projets du Premier Consul.

Le Premier Consul se propose tout d'abord de dégager Masséna enfermé dans Gênes.

Dans ce but, il projette, une fois *l'armée de réserve* entrée en Italie, de marcher sur Milan, pensant bien que l'armée autrichienne se hâtera de venir couvrir cette capitale.

Le Premier Consul suppose que l'armée autrichienne couvrira Milan en défendant la ligne du Tessin.

(1) L'armée de réserve est organisée en groupes constituant de véritables corps d'armée. Mais cette nouvelle unité ne sera définitivement créée qu'en 1805. Il en sera question plus loin.

Il compte, pour forcer le passage de cette rivière, sur la coopération d'un corps détaché de l'armée du Rhin, sous Moncey.

Celui-ci est destiné à agir sur la rive gauche du Tessin, contre le flanc droit de la défense autrichienne. Il devra, d'ailleurs, établir ses communications avec l'armée de réserve par la rive droite du lac Majeur, pour que les deux masses puissent agir de concert dans leurs attaques.

En exécution de ces projets, le Premier Consul met en mouvement l'armée de réserve au milieu du mois de mai. Il choisit le Grand Saint-Bernard comme point de passage du gros de ses forces; mais, pour diviser l'attention de l'ennemi, il fait passer des détachements par le Mont-Cenis, le Petit Saint-Bernard et le Simplon.

De plus, Moncey, avec un détachement de l'armée du Rhin, passe par le Saint-Gothard.

On connaît les péripéties du passage du Grand Saint-Bernard.

Le fort de Bard, qui intercepte la route, est tourné. Un détachement reste pour l'investir et, quelques jours après, l'armée de réserve est réunie à Ivrée (27 mai).

A ce moment, Gênes n'a pas encore capitulé. Mais Mélas, revenu pour en couvrir le siège, est à Turin où il dispose de forces importantes quoique notablement inférieures à l'armée de réserve.

Le Premier Consul aurait donc l'occasion d'une bataille dans laquelle il aurait de grandes chances de remporter une victoire décisive.

Cependant, il ne se décide pas à attaquer Mélas. Au contraire, il entame une manœuvre qui semble en contradiction avec sa doctrine et qui aura pour résultat

de « le conduire à deux doigts de sa perte » (1) : laissant à un détachement (Lannes), posté devant Mélas, le soin de masquer son mouvement, il se dirige d'Ivrée sur Milan pour s'emparer des magasins que l'ennemi y a accumulés et opère sa jonction avec Moncey (2).

Le Premier Consul fait une entrée triomphale à Milan, où il rétablit la République cisalpine.

Une partie des forces françaises est alors employée à occuper le pays conquis. L'effectif disponible pour les opérations actives s'en trouve fortement diminué, tandis que Mélas, n'ayant pas été attaqué et pouvant opérer en toute liberté, concentre à Alexandrie les forces qu'il avait à Turin, celles qu'il rappelle de Provence et le corps de blocus de Gênes, rendu disponible par la capitulation de cette place.

Informé de ces mouvements de concentration, le Premier Consul suppose que Mélas a l'intention de rouvrir ses communications avec Mantoue.

Il se propose de lui barrer la route à la Stradella et dirige son armée de ce côté. L'avant-garde française

Combat de Montebello (9 juin 1800).

(1) Général Bonnal, *La manœuvre de Marengo.*

(2) Dans les *Mémoires* qu'il a écrits à Sainte-Hélène, Napoléon explique son mouvement sur Milan en disant que s'il avait livré bataille à Mélas devant Turin et si le sort lui avait été défavorable, sa retraite par le Grand Saint-Bernard n'aurait pas été assurée, puisque le fort de Bard résistait encore. Une fois la jonction opérée avec Moncey, on pouvait, au contraire, établir les communications par le Simplon et par le Saint-Gothard. Or, il faut remarquer que Bonaparte à Ivrée avait, sur son ennemi, la supériorité du nombre. De plus, le passage du Simplon était très faiblement gardé par un petit détachement autrichien. Il eût suffi que Moncey bousculât ce détachement pour rétablir à l'armée de réserve une communication par le Simplon. En réalité, Napoléon, écrivant à Sainte-Hélène, paraît avoir été très embarrassé d'expliquer une manœuvre qui semble un retour inconscient aux procédés de guerre du XVIII[e] siècle, manœuvre qu'il se gardera, du reste, d'imiter, par la suite.

(Lannes) se heurte, à Montebello, à une avant-garde autrichienne (Ott), dont la mission est précisément d'assurer la retraite de Mélas par la Stradella.

Le détachement autrichien est refoulé.

L'armée de réserve prend alors « position » à la Stradella, où elle reste trois jours dans l'expectative, attendant une attaque qui ne se produit pas.

Cette attitude de l'armée de réserve, si différente du but qui lui a été primitivement assigné, *détruire l'ennemi dans une bataille décisive*, est la conséquence du mouvement sur Milan. Au lieu de battre d'abord l'ennemi, le Premier Consul s'est emparé de territoires.

Il se trouve maintenant obligé de combattre pour conserver ceux-ci. D'assaillant, il est devenu défenseur; il combat dans des conditions bien moins favorables qu'au début des opérations, puisque, son effectif étant affaibli des troupes employées à l'occupation du pays, son armée se trouve maintenant *très inférieure* en nombre aux forces adverses qu'il va trouver devant lui.

En effet, ne recevant pas l'attaque qu'il attend et aucun renseignement sur l'ennemi ne lui parvenant, le Premier Consul suppose que son adversaire va ramener toutes ses forces sur Gênes pour faire, de concert avec un corps de débarquement anglais, une guerre défensive en s'appuyant à cette place.

C'est sur cette idée préconçue et inexacte qu'il va baser toute sa manœuvre.

Il pousse d'abord toute son armée jusqu'à la Scrivia avec une avant-garde à Marengo (12 juin).

Dans ce mouvement, il n'obtient aucune nouvelle de l'ennemi et ne doute plus que l'armée autrichienne lui ait échappé.

Cette conviction s'accentue le lendemain, lorsque l'armée française a passé la Scrivia sans difficulté et

s'est engagée, sans y rencontrer l'ennemi, dans la plaine de Marengo, terrain où la nombreuse cavalerie autrichienne eût trouvé un champ de bataille particulièrement avantageux.

Le Premier Consul croit tellement à la marche de Mélas sur Gênes que, sans renseignements, il détache sur son extrême gauche la division Desaix avec ordre d'observer la route d'Alexandrie à Gênes par Novi (1) et d'empêcher, s'il en est encore temps, l'armée autrichienne de s'écouler par cette route.

En réalité, Mélas, un peu déconcerté par le combat de Montebello, a bien songé un instant à se replier sur Gênes; mais, avant d'en arriver à cette extrémité, il veut d'abord tenter le sort des armes : il vise donc *la bataille.*

Bataille de Marengo (14 juin 1800).

Le 14 juin au matin, l'armée autrichienne traverse la Bormida et la rencontre avec l'armée française se produit.

Elle comporte deux phases :

Dans la première, les Autrichiens prennent l'offensive, nous refoulent sur toute la ligne et semblent avoir gagné la bataille.

Dans la deuxième, l'arrivée de Desaix, qui, entendant le canon, s'est hâté de revenir, décide, de notre part, un retour offensif. Il faut mentionner, dans cette phase de la bataille, les belles charges de la cavalerie française que commande Kellermann, le fils du vainqueur de Valmy.

(1) Ici encore, le Premier Consul est en contradiction avec ses propres principes. « Ne jamais faire de détachement la veille d'une bataille » est un aphorisme qui reviendra, par la suite, souvent sous la plume de Napoléon. Le rôle attribué à la division Desaix vis-à-vis *de toute une armée ennemie* aurait pu se concevoir à la suite d'une victoire, pour poursuivre des troupes désorganisées. Il ne s'explique pas vis-à-vis d'une armée encore intacte.

En définitive, la victoire nous reste. Certes, c'est l'arrivée de Desaix qui la détermine. Mais, même avec cette circonstance heureuse, l'armée française serait perdue sans l'impéritie du commandement autrichien : l'ennemi, après son succès du début, a, en effet, entamé la poursuite par colonnes d'armes séparées, comme s'il s'était agi « d'un changement de garnison en pleine paix » !

Convention d'Alexandrie (15 juin 1800).

Mélas, vaincu, signe la convention d'Alexandrie, par laquelle il abandonne à la France toute l'Italie septentrionale jusqu'au Mincio. La bataille de Marengo nous rend donc en un jour nos conquêtes de 1796 et l'Autriche perd le bénéfice de ses victoires si péniblement acquises en 1799.

Néanmoins, des négociations entamées pour la paix n'aboutissent pas.

Décembre 1800.

Les hostilités recommencent six mois plus tard. L'armée d'Italie, sous le commandement de Brune (1), franchit le Mincio et marche sur l'Adige. Mais les victoires de notre armée du Rhin amènent alors la signature du traité de Lunéville (voir plus loin) et la fin des hostilités.

Opérations de l'armée du Rhin.

Organisation de l'armée du Rhin.

L'armée du Rhin, sous Moreau, comprend quatre corps (2). Trois d'entre eux sont sous les ordres directs de ce général. Quant au corps d'aile droite, commandé par Lecourbe, il doit garder la Suisse contre les attaques qui viendraient des Grisons et du Saint-Gothard.

---

(1) A commandé l'armée de Hollande en 1799. Depuis, a été envoyé dans la Vendée qu'il a pacifiée.

(2) L'organisation de l'armée du Rhin est analogue à celle de l'armée de réserve; voir page 119, renvoi 1.

La possession de la Suisse, coin enfoncé dans l'empire d'Allemagne, nous permet de déborder les armées autrichiennes d'Italie et d'Allemagne et d'empêcher leurs communications tout en facilitant celles des armées françaises.

Elle offre enfin, en cas d'échec, un refuge assuré.

Plan du Premier Consul.

Les instructions envoyées par le Premier Consul à Moreau prescrivent à ce dernier de se concentrer sur sa droite, en passant par la Suisse, de manière à dérober sa marche à l'ennemi, de franchir ensuite le Rhin près de Schaffouse et de pénétrer dans la vallée du Danube. L'occupation de la Suisse permet cette manœuvre, dont l'avantage est de tourner la Forêt Noire et de rendre nuls les préparatifs de l'ennemi de ce côté.

Le but de l'invasion de Moreau en Allemagne est de permettre au Premier Consul d'effectuer en Italie les opérations projetées pour *l'armée de réserve.*

Il faut d'abord donner à cette dernière armée le temps de se réunir et de pénétrer en Italie.

A cet effet, si Moreau, mettant à profit, d'une part, l'occupation de la Suisse par nous; d'autre part, la barrière du Rhin, concentrait rapidement son armée sur sa droite et débouchait à l'improviste sur la rive droite du fleuve, les Autrichiens, dispersés « en cordon », seraient obligés, pour pouvoir combattre, de se réunir très loin en arrière. Leur mouvement de recul devrait aller jusqu'à la Bavière. Une fois qu'ils seraient réunis, il y aurait une rencontre entre leur armée et celle de Moreau.

Quelle que soit l'issue de la bataille, le résultat cherché serait acquis, puisque, même vaincu, Moreau n'aurait qu'à battre en retraite vers le Rhin en disputant le terrain pied à pied.

Du reste, une fois l'armée de réserve entrée en Italie,

un succès décisif remporté par elle arrêterait la poursuite des Autrichiens.

L'invasion de Moreau en Allemagne empêche, d'autre part, les Autrichiens de renforcer leurs troupes d'Italie par des corps venus d'Allemagne.

Mais Moreau ne comprend pas ce plan. Il ne saisit pas le parti que l'on peut tirer de l'occupation de la Suisse. Tout en voulant prendre l'offensive, il propose de passer le Rhin à Mayence, Strasbourg et Bâle. Le Premier Consul songe alors à se mettre à la tête de cette armée ; mais des considérations politiques (1) l'en empêchent et il se contente de prescrire que l'armée du Rhin manœuvre par la rive droite du Danube.

a) Première période des opérations.

25 avril 1800 Laissé libre d'agir à sa guise sous cette seule restriction, Moreau passe le Rhin à Kehl, Brisach et Bâle, dans le but de laisser l'ennemi incertain sur la direction de son attaque. Il se propose ensuite de remonter la rive droite du fleuve pour se réunir à Lecourbe, qui l'aura, de son côté, passé à Schaffouse.

Toutefois, sentant, dès le début, le danger de cette jonction par la rive droite (2), il rappelle immédiatement sa gauche sur l'autre rive et lui fait remonter le Rhin, qu'elle traverse de nouveau à Brisach. Le reste de son plan s'exécute comme il vient d'être dit.

Ces tergiversations de Moreau ont l'inconvénient de

(1) La constitution n'autorise pas, en effet, le Premier Consul à prendre le titre de général en chef. Avant de se mettre à la tête de l'armée de réserve, il prendra soin de désigner Berthier comme chef nominal de cette armée.

(2) Le mouvement peut être plus aisément contrarié par l'ennemi que s'il s'opère en majeure partie à l'abri de la barrière du Rhin.

lui faire perdre du temps, alors qu'il importerait de prévenir l'ennemi par une offensive vigoureuse. Kray, en effet, sachant où veut aller son adversaire, a le temps de concentrer des forces importantes vers Engen et Stokach.

Combats d'Engen et de Stokach (3 mai 1800).

Néanmoins, Moreau, qui s'est porté dans cette direction après avoir rallié Lecourbe, le bat le même jour sur ces deux points. Kray se retire sur Mœskirch, où il est encore battu, puis sur Biberach, où il éprouve un nouvel échec qui l'oblige à battre en retraite partie sur Ulm, partie sur Memmingen. Il faut noter qu'à Mœskirch et à Biberach, Moreau laisse échapper l'occasion de détruire Kray en l'accablant avec la totalité de ses forces : il se contente les deux fois de diriger sur lui une partie de son armée. Quoi qu'il en soit, les détachements autrichiens qui se sont repliés sur Memmingen sont rejetés vers Ulm. Kray est définitivement séparé de sa gauche qui, sous Reuss, occupe le Vorarlberg. Reuss se retire alors sur l'Inn supérieur : la masse centrale des Alpes est libre.

Combats de Mœskirch (5 mai) et de Biberach (7 mai 1800).

C'est à ce moment qu'un corps, sous Moncey, est détaché pour aller, comme nous l'avons vu plus haut, renforcer l'armée de réserve.

Il s'agit maintenant de déposter Kray de son camp retranché d'Ulm.

Opérations autour d'Ulm.

Pour obtenir ce résultat, Moreau devrait, avec toute son armée, marcher sur Augsbourg pour menacer la Bavière. Kray, avec une armée battue, ne se hasarderait pas à le suivre sur la rive droite du Danube dans la crainte d'un retour offensif, mais s'empresserait de descendre la rive gauche du fleuve pour tâcher de le devancer et pour venir couvrir le pays menacé.

Au lieu d'agir ainsi, Moreau se borne à une démonstration sur Augsbourg et éparpille son armée sur une

Combat d'Erlach (16 mai).

ligne très étendue, la gauche devant Ulm, la droite vers la Bavière (1). Attaquée par Kray, la gauche française n'échappe à un désastre que grâce à des renforts qui ont marché au canon (combat d'Erlach).

Le danger couru éclaire Moreau sur les inconvénients des dispositions qu'il a prises et, se concentrant davantage, il forme son armée à cheval sur le Danube, en demi-cercle à l'ouest d'Ulm, faisant face à l'est (17 mai).

Il reste plusieurs jours dans cette position dangereuse, coupé en deux par un grand fleuve, exposé à ce qu'une moitié de son armée, attaquée, ne puisse être secourue par le reste de ses forces.

Ces dispositions ne peuvent s'expliquer que par l'intention d'emporter Ulm de vive force. Néanmoins, malgré les instances de ses lieutenants, Moreau renonce à tenter cette attaque.

Le 20 mai, il repasse sur la rive droite du Danube, dans le but de déterminer Kray à la retraite en faisant une démonstration sur la Bavière. Il envoie à cet effet son corps d'aile droite (Lecourbe) occuper Augsbourg.

Mais cette démonstration reste sans effet, Kray ne l'ayant pas considérée comme « sérieuse ».

Moreau semble alors avoir voulu, avant de tenter une nouvelle opération, attendre les résultats de la campagne du Premier Consul en Italie. Il forme son armée parallèlement au Danube, la gauche à l'Iller, la droite à la Gunz, se bornant à intercepter la route des Alpes.

Vers le milieu de juin, ayant appris les premiers succès de l'armée de réserve, il projette de passer le Danube au-dessous d'Ulm et d'obliger Kray à la retraite en menaçant ses communications avec la Bohême.

---

(1) Menaçant Augsbourg.

Les Autrichiens ont coupé tous les ponts du Danube d'Ulm à Donauwerth.

Moreau se propose de franchir le fleuve sur deux ponts imparfaitement coupés, en amont de Donauwerth.

A cet effet, laissant un fort détachement (Richepanse) devant Ulm pour observer la place, il groupe son armée devant les points de passage choisis, culbute un détachement autrichien qui cherche à s'opposer à sa tentative et traverse le Danube.

Bataille d'Hochstett (19 mai).

A cette nouvelle, Kray se hâte d'envoyer des renforts au détachement culbuté. Ceux-ci se heurtent aux troupes françaises : c'est la bataille d'Hochstett (1), où les Autrichiens éprouvent un nouveau revers.

A la suite de cette bataille, Kray considère qu'il ne peut plus rester à Ulm sans risquer de voir ses communications avec Vienne coupées.

Il n'ose pas tenter de s'ouvrir la route par une bataille et se propose de filer vers la Bohême, par Neresheim et Nördlingen : il espère exécuter ce mouvement assez vite pour que Moreau s'en aperçoive seulement lorsqu'il sera trop tard pour s'y opposer.

Kray réussit dans sa tentative. Il parvient à dissimuler son départ au détachement chargé de l'observer.

Lorsque Moreau est prévenu de la marche des Autrichiens, ceux-ci ont déjà pris de l'avance.

Moreau atteint, néanmoins, leur arrière-garde à Nördlingen, mais il ne l'attaque pas, Kray lui ayant fait connaître qu'une suspension d'armes vient d'être signée en Italie.

Sans rien vouloir conclure avant d'être informé de cette nouvelle par le gouvernement français, Moreau

(1) Une bataille « tristement fameuse » pour les armes françaises a déjà eu lieu à Hochstett le 13 août 1704.

cependant semble, à partir de ce moment, n'être plus préoccupé que d'assurer à ses troupes de bons cantonnements pour le moment où les hostilités prendront fin.

Il repasse le Danube aux environs de Donauwerth et se dirige vers Munich où il entre à la fin de juin.

De son côté, Kray s'est proposé de se retirer derrière l'Inn, vers Mühldorf. Il passe également le Danube, et les deux armées se trouvent suivre deux directions à peu près parallèles (1).

Armistice de Parsdorf (15 juillet 1800).

Le gouvernement français ayant laissé Moreau libre de poser les armes quand il le jugera convenable, Moreau signe le 15 juillet, à Parsdorf, un armistice aux termes duquel la ligne de démarcation entre les deux armées ennemies passe à peu près à égale distance entre l'Isar et l'Inn.

L'armée française prend alors ses cantonnements sur l'Isar. L'armée autrichienne prend les siens sur l'Inn.

b) Deuxième période des opérations.

Les négociations entamées pour la paix n'ayant pas abouti, les hostilités reprennent au milieu de novembre en Allemagne comme en Italie.

Le plan des opérations est élaboré de Paris par le Premier Consul : il consiste à prendre l'offensive sur les deux théâtres d'opérations.

Afin de permettre aux deux généraux, Moreau en Allemagne, Brune en Italie, d'opérer avec la totalité de leurs forces sans être préoccupés par la garde de

(1) Le seul incident de cette marche est une rencontre à Neubourg de deux détachements français et autrichien. Ce combat n'avait, du reste, aucun but. C'est là que fut tué La Tour d'Auvergne, « le Premier Grenadier de France », dont le 46e régiment d'infanterie conserve pieusement et honore toujours le souvenir.

leurs flancs ou de leurs communications, le Premier Consul échelonne, en arrière de leur aile extérieure, des corps indépendants. Ce sont : en Allemagne, Augereau qui, sur le Mein, doit surveiller des rassemblements ennemis en formation dans la Franconie et dans la Souabe; en Italie, Murat. En outre, un autre corps, également indépendant, occupe, sous Macdonald, le pays des Grisons. Ces corps de couverture sont d'effectif restreint; au contraire, on affecte le plus de forces possible aux deux armées d'opérations (1).

A la reprise des hostilités, l'armée de Moreau s'avance entre l'Isar et l'Inn sur un front de marche très étendu, le centre en avant de Munich.

En face d'elle l'armée autrichienne, à la tête de laquelle l'archiduc Jean a remplacé Kray, borde le cours de l'Inn moyen. Elle a de plus des détachements à Ratisbonne et dans le Tyrol.

L'archiduc Jean se propose de concentrer ses forces sur le cours inférieur de l'Inn et de franchir cette rivière. Pivotant ensuite sur sa gauche, il se portera entre l'Isar et l'Inn sur une ligne perpendiculaire au front de l'armée française, de manière à l'attaquer en flanc, en même temps que son extrême droite, venue de Ratisbonne, continuant son mouvement, viendra couper la ligne de retraite de Moreau.

Quant à Moreau, il paraît se proposer simplement de forcer le passage de l'Inn. Son dispositif de marche, sur un front très étendu, n'est pas favorable à la réussite d'une semblable opération (2).

---

(1) Principe de *l'économie des forces*.

(2) « Lorsque l'armée qui vous est opposée est couverte par un fleuve sur lequel elle a plusieurs têtes de pont, il ne faut pas l'aborder de front; cette disposition dissémine votre armée et

Il va être particulièrement dangereux, en raison du mouvement de l'armée autrichienne.

Combat d'Ampfing (30 novembre 1800).

En effet, l'archiduc, exécutant la manœuvre qu'il a projetée, vient buter à Ampfing contre la gauche française, la bouscule et la rejette sur notre centre.

L'archiduc devrait alors entamer une poursuite énergique et immédiate. Son mouvement a complètement surpris l'armée française; celle-ci est disséminée, il ne faudrait pas lui laisser le temps de se reconnaître.

Mais l'archiduc, après son succès, commet la faute de laisser reposer ses troupes.

Il donne ainsi à Moreau le temps de s'éclairer sur la situation et de comprendre le danger qu'il court : Moreau rappelle ses divisions en arrière, vers Hohenlinden, et, en attendant ses détachements extrêmes, prend des dispositions défensives. L'archiduc Jean, qui a repris sa marche, vient l'attaquer : c'est la bataille de Hohenlinden.

Bataille de Hohenlinden (3 décembre 1800).

Moreau s'est établi sur la route de Munich, à Muhldorf, à l'ouest du défilé que forme cette route à travers la forêt d'Ebersberg.

Il se propose de laisser l'armée autrichienne s'engager dans le défilé et l'attaquer de front tandis que deux divisions de sa droite (1), exécutant leur mouvement à

---

vous expose à être coupé. Il faut s'approcher de la rivière que vous voulez passer par des colonnes en échelons, de sorte qu'il n'y ait qu'une seule colonne, la plus avancée, que l'ennemi puisse attaquer sans prêter lui-même le flanc. Pendant ce temps, vos troupes légères borderont la rive et, lorsque vous serez fixé sur le point où vous voudrez passer, point qui doit toujours être éloigné de l'échelon de tête, pour mieux tromper votre ennemi, vous vous y porterez rapidement et jetterez votre pont. » (Napoléon, *Commentaires.*)

(1) Richepanse et Decaen.

l'abri de la forêt, viendront déboucher dans le flanc gauche et les derrières de l'ennemi.

L'archiduc prononce son attaque sur plusieurs colonnes. Sa colonne de gauche essaie vainement de s'opposer au mouvement des deux divisions de la droite française qui viennent attaquer en flanc la colonne du centre autrichien, la culbutent et déterminent la victoire.

Les Autrichiens, battus, se replient derrière l'Inn.

Malheureusement, Moreau, au lieu de poursuivre l'ennemi l'épée dans les reins, reste plusieurs jours dans l'inaction, permettant ainsi à l'archiduc de reformer son armée sous le couvert d'une forte arrière-garde. Cette lenteur de Moreau est cause que, lorsqu'il se met à la poursuite de l'ennemi, il est obligé de livrer plusieurs combats qui auraient pu être évités en agissant avec plus de promptitude.

L'archiduc Jean défend pied à pied la route de Vienne. L'Autriche, effrayée des progrès de Moreau, envoie l'archiduc Charles prendre le commandement de l'armée. Mais celui-ci la trouve dans un tel état qu'il demande un armistice.

Moreau ne s'y décide qu'après avoir encore gagné du terrain : par l'armistice de Steyer, les places du Tyrol et de la Bavière nous sont livrées.

Le traité de Lunéville termine les hostilités avec l'Autriche. L'année suivante, la paix est signée avec l'Angleterre à Amiens (25 mars 1802). Traité de Lunéville (9 février 1801).

La France possède à ce moment la Belgique, les provinces du Rhin et l'Italie. Elle a sous son protectorat la Hollande, l'Allemagne, la Suisse et l'Espagne.

CAMPAGNE DE 1805 [1]

Causes de la guerre. Situation politique.

La France a renoué des relations pacifiques avec toutes les puissances européennes. Mais les progrès de son industrie et de son commerce ne tardent pas à inquiéter l'Angleterre qui cherche, dès lors, à nous créer des difficultés et déclare que, tant que le Premier Consul n'aura pas retiré ses troupes de la Hollande et de la Suisse, elle n'exécutera pas la clause du traité d'Amiens par laquelle elle s'est engagée à évacuer Malte.

La guerre se rallume donc, en mai 1803, entre la France et l'Angleterre.

Projet de descente en Angleterre.

Le Premier Consul projette de débarquer une armée dans les Iles Britanniques, concentre, dans ce but, des forces nombreuses sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord, et fait commencer la construction d'une flottille de transport.

En attendant la fin de ces préparatifs, il ferme au commerce anglais les côtes de la France, de la Hollande et de l'Italie, puis il fait occuper le Hanovre, seule possession continentale de l'Angleterre.

Cette puissance proteste : elle ne trouve d'appui à ses revendications qu'auprès de la Russie.

Le tsar a pris, en effet, ombrage de la puissance de la France. Il rompt avec nous après l'enlèvement du duc d'Enghien et refuse, à l'avènement de Napoléon, de le reconnaître pour empereur des Français. Sur ses instances, l'Angleterre, la Suède et la Turquie font le même refus. Il faut remarquer que ces quatre puissances sont celles que l'extension de la France devrait le moins inquiéter. Nos limitrophes, au contraire, se rapprochent

(1) Planche VII.

de nous : l'Espagne offre à Napoléon le concours de sa flotte, la république de Gênes vote son annexion, l'Italie reçoit Napoléon comme son roi et enfin les princes allemands de la Confédération du Rhin, la Prusse, la Suisse et même l'Autriche reconnaissent le nouvel empereur.

Troisième coalition.

Cependant l'Angleterre, de plus en plus inquiète des préparatifs de Napoléon, veut à tout prix détourner l'orage. Elle offre des subsides à la Russie et à l'Autriche, dont les finances sont très embarrassées, et décide ces puissances à conclure avec elle une alliance offensive contre la France. La Suède se joint à cette troisième coalition, à laquelle la Prusse promet secrètement son concours. Cette dernière puissance reste toutefois hésitante, Napoléon lui ayant offert la possession du Hanovre comme prix de sa neutralité.

La lutte va donc s'ouvrir sur le continent entre :

1° D'une part : l'empire français et le royaume d'Italie, ayant pour alliés la Hollande et les princes de la Confédération du Rhin ;

2° D'autre part : l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Suède.

Les coalisés projettent de former cinq armées :

Forces de la coalition.

1° Un corps austro-russe doit remonter la vallée du Danube et pénétrer en France par la Suisse ;

2° Un corps autrichien (archiduc Charles) doit opérer en Italie, puis franchir les Alpes Dauphinoises ;

3° Un corps autrichien (archiduc Jean) doit occuper le Tyrol pour relier les deux premières armées et, au besoin, envahir ensuite la Franche-Comté ;

4° Un corps anglo-suédo-russe doit s'emparer du Hanovre ;

5° Un corps anglo-russe doit débarquer à Naples, se joindre à l'armée napolitaine et opérer ensuite dans la vallée du Pô avec l'armée de l'archiduc Charles.

La Prusse doit envoyer son armée dans la région du Rhin moyen en attendant les événements. Dans l'espoir d'entraîner cette puissance dans la coalition, une partie des forces russes se réunit sur la frontière prussienne de l'est.

Projets de la coalition.

Un corps autrichien (sous Mack), destiné à la formation du corps austro-russe, envahit la Bavière. Il doit aller prendre position sur l'Iller et y rester sur la défensive en attendant l'arrivée des Russes.

Le choix de la ligne de l'Iller est inspiré par cette seule considération que, ayant une ligne d'eau sur son front, la forteresse d'Ulm à sa droite, celle de Memmingen à sa gauche, l'armée autrichienne sera établie sur une « bonne position ».

Pendant ce temps, l'archiduc Charles, en Italie, prendra l'offensive pour s'emparer de la Lombardie et du Piémont.

Ces dispositions sont défectueuses; aussi, bien qu'ayant l'initiative politique de la guerre, la coalition sera-t-elle surprise par des forces supérieures sur le principal théâtre des opérations.

En effet, l'Autriche pensant que, comme dans les campagnes précédentes, les coups décisifs seront frappés en Italie, y envoie son meilleur général et sa plus forte armée.

En outre, cette puissance augmente encore la distance qui sépare de l'armée russe son armée du Danube (1), en faisant, pour des motifs politiques, envahir la Bavière par Mack. Ces motifs sont les suivants :

(1) L'invasion de la Bavière par l'armée autrichienne du Danube n'est une faute au point de vue militaire que parce que les méthodes de guerre alors usitées dans les armées européennes (à l'exclusion de l'armée française) ne lui permettaient pas d'opérer comme un corps *de couverture* ou d'avant-garde, c'est-à-dire de s'engager, sans se com-

1° L'Angleterre exige que l'on fasse des menaces effectives contre Napoléon pour l'empêcher d'exécuter son projet de descente ;

2° Les alliés espèrent entraîner la Prusse et les princes de la Confédération du Rhin ;

3° L'Autriche aime mieux faire porter le poids de la guerre au territoire de Bavière qu'à ses propres Etats.

Plan de campagne maritime. Son échec.

Nous avons vu que, dans le but d'effectuer une descente en Angleterre, Napoléon a réuni des forces sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord. Ces forces ont été réparties en six camps, dont celui de Boulogne est le plus important. Afin de s'assurer la possession du détroit pendant quelques heures, Napoléon a établi un plan de campagne maritime basé sur l'arrivée dans la Manche des vaisseaux de guerre français. On sait comment l'échec de l'amiral Villeneuve rend impossible le débarquement en Angleterre.

Napoléon forme alors le projet de porter la guerre en Allemagne.

La Grande Armée.

L'expérience des campagnes de la Révolution a montré à l'Empereur combien est dangereuse l'indépendance mutuelle des armées opérant sur un même théâtre. Il a reconnu aussi que la décision sur la frontière prédominante suffit à amener la fin des hostilités.

En conséquence, il gardera les régions secondaires avec des effectifs restreints et portera la presque totalité de ses troupes sur le principal théâtre de la guerre.

---

promettre, contre l'armée française et de *manœuvrer* pour la retarder en battant en retraite dans la direction d'approche de l'armée russe, de manière à gagner du temps et à permettre à la coalition de n'accepter la bataille *décisive* que *toutes forces réunies*

Cette masse, destinée à frapper les grands coups, portera le nom de *Grande Armée* (1).

Elle est trop nombreuse pour que l'articulation en divisions puisse lui suffire (2). Aussi, perfectionnant l'idée qui a amené en 1800 le fractionnement des armées du Rhin et de réserve, Napoléon détruit l'autonomie de la division au profit d'une nouvelle unité « le corps d'armée ». Celui-ci, véritable petite armée, comprend un nombre variable de divisions. Il est doté d'états-majors et de services (3) qui lui créent une existence propre.

Caractère de la campagne de 1805.

Cette organisation en corps d'armée est la caractéristique de la campagne de 1805.

Elle marque une étape de l'évolution de la doctrine napoléonienne dans la mise en œuvre du principe de *l'économie des forces.*

L'évolution se continuera au cours même de la campagne.

La Grande Armée de 1805 comprendra sept corps d'armée :

1er corps : Bernadotte, 2 divisions (est en Hanovre) ;

2e corps : Marmont, 3 divisions (est en Hollande) ;

---

(1) « On a donné à cette expression un sens glorieux, certes bien mérité ; mais, à l'origine, Napoléon semble avoir voulu tout simplement désigner par « grande armée » la réunion sous un commandement unique de toutes les forces appelées à opérer sur un même théâtre de guerre. » (Colonel Bonnal, Conférences de 1892-93.)

(2) Un chef, ceci est un fait d'expérience, ne saurait imprimer son action qu'à un nombre relativement restreint de sous-ordres directs. Ce nombre « trouve sa limite dans la capacité humaine. Un chef peut difficilement commander plus de six unités. Cette capacité morale de commandement est même rarement atteinte dans notre organisation militaire ». (Colonel Cherfils.)

(3) C'est-à-dire services administratifs ou de l'intendance, chargés d'assurer l'alimentation ; service de santé, chargé des soins aux malades et blessés ; service de l'artillerie, chargé d'assurer le ravitaillement en armes et en munitions, etc.

3e corps : Davout, 3 divisions
4e corps : Soult, 4 divisions
5e corps : Lannes, 2 divisions
6e corps : Ney, 3 divisions
(sont dans les camps de la Manche) ;
7e corps : Augereau, 2 divisions (est en Bretagne).

De plus, une réserve de cavalerie (1) comprenant 6 divisions de cavalerie est constituée sous les ordres de Murat, et la garde impériale est sous les ordres de Bessières.

Projets de Napoléon.

Sur les théâtres d'opérations secondaires :

En Italie, Masséna, à la tête d'un corps d'armée, restera sur la défensive pour contenir les forces autrichiennes de l'archiduc Charles et les empêcher d'aller grossir l'armée d'Allemagne.

La route de Hollande est fermée au corps anglo-suédo-russe par l'occupation du Hanovre par la Prusse. Napoléon, en offrant le Hanovre à cette dernière puissance, espère s'assurer sa neutralité.

Un traité est conclu avec le royaume de Naples : le corps français qui l'occupe (Gouvion-Saint-Cyr) l'évacuera sous condition que la cour de Naples s'opposera par la force au débarquement des alliés.

Sur le théâtre principal des opérations :

Napoléon considère comme une déclaration de guerre le fait seul que les Autrichiens font des mouvements de troupes dans la direction de la frontière bavaroise.

Il conclut une alliance avec l'Electeur de Bavière et

(1) On appelle ainsi l'ensemble des troupes de cavalerie n'entrant pas dans la composition des corps d'armée et restant à la disposition directe de l'Empereur. Il existe encore aujourd'hui des divisions de cavalerie qui, au moment d'une guerre, seraient à la disposition directe du généralissime.

forme le projet de détruire l'armée autrichienne avant qu'elle puisse être renforcée par l'armée russe (1).

Les mouvements de troupes autrichiennes dans la direction de la frontière bavaroise sont connus de l'Empereur vers la fin d'août 1805.

Napoléon estime qu'en exécutant ces mouvements, les Autrichiens ont pour but de se rassembler dans une attitude défensive derrière la frontière bavaroise, c'est-à-dire derrière l'Inn, en attendant leurs alliés les Russes. Il estime, d'autre part, que ces derniers ne seront pas en mesure d'entrer en campagne avant le printemps de 1806.

D'où l'idée maîtresse de ses opérations : écraser les Autrichiens avant l'arrivée des Russes.

A cet effet, Napoléon projette de marcher sur Vienne par la rive gauche du Danube, de manière à tourner les défenses de l'Inn, de manière aussi à ne pas permettre aux Autrichiens d'utiliser, pour retarder sa marche, les lignes successives formées par les affluents de la rive droite du fleuve.

Les différents corps de la Grande Armée sont, en con-

(1) La plupart des historiens, M. Thiers en particulier, nous représentent Napoléon dictant sur la plage de Boulogne son plan de campagne jusqu'à Ulm. Or, les Autrichiens se sont enfermés beaucoup plus tard dans la place; rien du reste ne faisait prévoir une semblable détermination. Cette assertion n'est donc pas fondée. Elle prête d'autre part à des déductions erronées : s'il est, en effet, possible de préparer ses mouvements jusqu'à l'intervention d'une volonté antagoniste, des opérations prévues au delà ne sauraient être que des conjectures. Attribuer à Napoléon la prescience d'une campagne entière serait lui supposer des facultés tellement surhumaines que nous devrions renoncer à le comprendre comme à l'étudier.

La réalité est trop grande pour l'entourer de l'auréole d'une légende : au cours des événements qui nous occupent, Napoléon suit toujours, comme un fil conducteur, l'idée dirigeante de sa manœuvre, mais, à mesure que se précisent les renseignements sur l'ennemi, il modifie ses intentions premières et les accommode à la situation du moment.

séquence, mis en marche pour venir se rassembler au nord du Danube, en territoire bavarois (1).

Le front de marche occupé par la Grande Armée, très étendu au début du mouvement, se rétrécit progressivement.

C'est ainsi qu'au passage du Rhin, ce front s'étend de Strasbourg à Mayence, soit 160 kilomètres à vol d'oiseau, tandis que, lorsque la Grande Armée arrivera sur le Danube, le front s'étendra seulement d'Ulm à Ingolstadt, soit environ 65 kilomètres.

Il n'en est pas moins vrai que, pendant toute la durée du mouvement, les têtes de colonne des corps d'armée sont à la même hauteur; elles forment une *ligne* : l'armée est *déployée.*

Or, une troupe, et à plus forte raison une armée déployée ne peut que difficilement changer de direction : elle ne peut plus *manœuvrer.*

Le déploiement est donc l'acte terminal de la manœuvre. Si, vis-à-vis d'un adversaire *mobile* il est exécuté avant que celui-ci ait été mis dans l'impossibilité de modifier ses dispositions, avant que celui-ci ait été *fixé,* l'armée qui s'est déployée prématurément risque de frapper dans le vide. Elle s'est elle-même relativement *immobilisée* et, par suite, peut être victime d'une manœuvre de la part d'un adversaire *mobile.*

Les raisons du déploiement initial de la Grande Armée, qui semble prématuré avec les idées admises aujourd'hui, sont les suivantes :

1° Napoléon, qui connaît l'esprit des méthodes de

(1) Le 7e corps (Augereau), venant de Brest, forme en principe la réserve de la Grande Armée. Comme il a beaucoup plus de chemin à parcourir que les autres, il ne prendra pas part aux premières opérations de la campagne.

guerre de ses adversaires, suppose que Mack va « prendre position » derrière l'Inn et n'en plus bouger, autrement dit qu'il s'immobilisera lui-même. En fait, le général autrichien s'avancera à l'ouest de l'Inn, mais restera inactif;

2° Napoléon a créé l'art de faire mouvoir (1) et combattre une grande armée autonome d'un effectif beaucoup plus considérable que les armées autonomes constituées avant lui. Pour que la Grande Armée puisse utiliser sa supériorité numérique, il faut que les divers corps d'armée puissent être amenés à combattre le même jour sur le même champ de bataille. Au début de la campagne de 1805, Napoléon n'a encore trouvé, pour obtenir ce résultat, d'autre procédé que le déploiement initial, chose que la passivité de son adversaire lui permet de faire. Il compense, d'ailleurs, dans toute la mesure du possible, les inconvénients du déploiement prématuré par la *rapidité de ses marches et le soin qu'il met à dissimuler ses mouvements à son adversaire.*

Dans la suite des opérations, sa doctrine évoluera et il trouvera la solution « artistique par excellence ».

Les Autrichiens franchissent l'Inn, le 10 septembre, refoulant devant eux l'armée bavaroise (2). Napoléon ne modifie pas son plan initial; seulement, la marche des Autrichiens pouvant être l'indice d'un mouvement offensif de leur part, il donne des ordres pour

(1) Les armées napoléoniennes ne vivent ni exclusivement sur les approvisionnements amenés de l'arrière, comme les armées du XVIII[e] siècle, ni exclusivement au moyen de réquisitions, comme les armées de la République, mais en utilisant au mieux des circonstances l'un ou l'autre de ces deux procédés.

(2) L'armée bavaroise se replie vers Wurzbourg et va se joindre au 1[er] corps de la Grande Armée. La division autrichienne Kienmayer la suit jusqu'à Donauwerth avec mission de la surveiller.

que les corps de la Grande Armée, pendant leur marche du Rhin au Danube, soient groupés deux par deux. Chaque groupe est ainsi susceptible de contenir une attaque de l'armée autrichienne et de donner aux autres groupes le temps d'arriver pour livrer une bataille décisive (1).

Plus tard, l'Empereur apprend que les Autrichiens ont des détachements dans la Forêt Noire, que leur avant-garde est sur l'Iller et le gros de leurs forces entre Munich et Augsbourg, derrière le Lech. Il apprend en même temps que les Russes sont en marche en Galicie.

Il renonce alors à son projet de manœuvre débordante par la rive gauche du Danube, qui aurait pour effet d'amener Mack à battre en retraite pour couvrir Vienne et se rapprocher des Russes.

Napoléon se propose maintenant de franchir le Danube en aval de l'embouchure du Lech pour s'interposer entre les deux armées alliées et les accabler successivement.

Quelques jours après, il reçoit la nouvelle que l'armée de Mack s'est portée du Lech sur l'Iller : cette marche ne peut que favoriser l'exécution du projet de Napoléon et l'amène simplement à renforcer sa droite pour le cas où les Autrichiens franchiraient le Danube avec l'intention de tomber dans son flanc droit.

Enfin, au commencement d'octobre, voyant l'inertie de son adversaire, il songe à investir et à capturer l'armée autrichienne.

Le 3 octobre, la Grande Armée occupe la région Stuttgard-Anspach.

Napoléon prend ses dispositions pour faire franchir

(1) Encore une application de « l'économie des forces » en vue de permettre que, malgré le déploiement de la Grande Armée, les différents corps puissent coordonner leurs efforts sur le même champ de bataille.

le Danube aux cinq premiers corps et à la réserve de cavalerie, entre Ingolstadt et Donauwerth. Ney (6e corps) est envoyé à Heidenheim pour protéger cette opération contre une attaque sur le flanc droit.

Mais Mack songe à tout autre chose. Après être arrivé sur l'Iller, il a su que la Grande Armée marchait vers le Danube. Il croit que les troupes qui lui sont signalées forment l'aile gauche française qui vient l'attaquer en flanc, tandis que le gros va déboucher par la Forêt Noire (1). Il reste, en conséquence, déployé face à l'ouest, le long de l'Iller, entre Ulm et Memmingen (5 octobre).

Le lendemain, revenu de sa méprise, il borde le Danube, face au nord, entre Ulm et Gunzbourg.

Combat de Donauwerth (7 octobre).

Le 7, Lannes et Soult franchissent le Danube à Donauwerth, culbutant un détachement autrichien (2).

A cette nouvelle, Mack envoie une division (Auffenberg) en avant-garde sur Wertingen, avec l'intention de suivre cette avant-garde et de repousser les Français au delà du Danube. Il change d'avis le même jour, laisse Auffenberg continuer seul sa marche et fait ses préparatifs pour se retirer le surlendemain dans la direction de l'Inn, par Augsbourg et Munich.

Or, le 8, Napoléon envoie Soult à Augsbourg pour arrêter Mack au cas où il songerait à se replier sur l'Inn. D'autre part, il envoie Murat, avec une forte avant-garde, dans la direction de Wertingen, pour s'opposer à

(1) L'erreur commise par Mack résulte du soin que Napoléon a mis à dissimuler ses mouvements. Les corps de gauche de la Grande Armée ont reçu pour mission *avouée* de surveiller la Prusse. Aussi, les Autrichiens ne se préoccupent-ils pas des mouvements de ces corps. D'autre part, des démonstrations de cavalerie ont été faites vers les débouchés méridionaux de la Forêt Noire, pour attirer de ce côté l'attention de l'ennemi. Enfin, Napoléon fait exercer sur la Prusse une surveillance active.

(2) Appartenant à la division Kienmayer.

toute entreprise de Mack sur les corps de gauche de la Grande Armée qui sont encore en train de franchir le Danube et, enfin, donne l'ordre à Ney de s'emparer du pont de Gunzbourg pour être en mesure de réunir toutes ses forces au cas où l'ennemi lui offrirait la bataille.

Combat de Wertingen (8 octobre).

Il résulte des dispositions prises de part et d'autre que, le 8 octobre, la division Auffenberg est écrasée par Murat à Wertingen et rejetée sur Ulm.

Le 9 octobre, Mack se met en marche sur Augsbourg.

En cours de route, ayant appris le désastre de la division Auffenberg, il renonce à son dessein, forme le projet de franchir le Danube, pour s'échapper vers la Bohême, et se dirige à cet effet sur Gunzbourg.

Combat de Gunzbourg (9 octobre).

Il s'y rencontre avec le corps de Ney, ne peut l'empêcher de s'emparer du pont de Gunzbourg et se replie sur Ulm, dans l'intention de filer ensuite sur la Bohême par Nordlingen.

Des renseignements erronés font alors craindre à Napoléon l'arrivée prochaine des Russes sur l'Inn. Il forme, en conséquence, deux avant-gardes : l'une offensive, vers l'ouest, sous Murat, formée de Lannes, de Ney et de trois divisions de cavalerie ; l'autre défensive, vers l'est, sous Bernadotte, formée du 1er corps (Bernadotte), de Davout et des Bavarois.

Le reste de la Grande Armée est réuni vers Augsbourg, prêt à se porter de l'un ou de l'autre côté, selon les renseignements qu'attend Napoléon (1).

Bernadotte doit aller se mettre en observation vers Munich, tandis que Murat doit refouler l'ennemi sur la rive gauche de l'Iller. Murat prescrit à Ney de le rejoindre avec son corps d'armée sur la rive droite du

(1) Rapprocher ces dispositions de celles prescrites par le Premier Consul à Masséna, au début de la campagne de 1800, pour la défense de Gênes.

Danube, et de ne laisser sur la rive nord du fleuve que la division Dupont. Celle-ci doit marcher sur Ulm et s'en emparer.

La mission attribuée par Murat à la division Dupont était au-dessus des forces d'un effectif aussi restreint. L'erreur commise par Murat eût pu avoir des conséquences désastreuses. En effet, le 11 octobre, Mack commence sa marche sur Nordlingen, lorsque son avant-garde se heurte à Haslach à la division Dupont.

Combat de Haslach (11 octobre).

Cette division attaque énergiquement, mais elle subit de grosses pertes et eût été fort compromise si les Autrichiens avaient, de leur côté, prononcé une offensive vigoureuse. Mais, devant la résistance éprouvée, Mack se replie sur Ulm, complètement désorienté, attendant son salut des événements.

Le 12 octobre, de nouveaux renseignements apprennent à Napoléon qu'il n'y a sur l'Inn que des détachements russes et que, de ce côté, le danger ne sera pressant que dans huit à dix jours.

Laissant alors l'avant-garde de Bernadotte à Munich, il tourne toute son activité contre l'armée autrichienne et prend ses dispositions pour la cerner.

A ce moment, Napoléon n'a pas encore connaissance du combat d'Haslach. Les renseignements qu'il possède lui font supposer que les Autrichiens sont en position sur la rive gauche de l'Iller, entre Ulm et Memmingen, face à l'est.

Il projette alors la manœuvre suivante : attaquer l'ennemi de front avec le gros de ses forces, tandis que Soult (4e corps) se portera sur Memmingen et traversera la rivière dont il descendra ensuite la rive gauche pour déborder et culbuter la droite autrichienne (1).

(1) Cette manœuvre est la solution la meilleure pour battre un

Mais, au moment où l'Empereur va quitter Augsbourg pour aller diriger la bataille qu'il a préparée, il reçoit un rapport de Murat lui rendant compte du combat d'Haslach et lui annonçant que le gros de l'armée ennemie est à Ulm.

Napoléon prescrit alors à Soult, s'il ne rencontre pas l'ennemi à Memmingen, de descendre rapidement la rive gauche de l'Iller. L'Empereur suppose, d'autre part, qu'éclairé sur la situation par le combat d'Haslach, Murat s'est empressé de faire repasser des forces importantes sur la rive gauche du Danube.

Or, non seulement cela n'a pas été fait, mais Murat n'a pris aucune mesure pour établir une communication directe entre les troupes qu'il commande et la division Dupont, restée isolée sur la rive gauche.

Napoléon donne alors à Ney l'ordre de s'emparer du pont d'Elchingen, de faire passer tout son corps d'armée sur la rive gauche, de rallier Dupont et d'intercepter les routes de Bohême.

Pendant ce temps, les autres corps d'armée convergeront vers Ulm.

Le mouvement de Ney donne lieu au combat d'El- Combat d'Elchingen (14 octobre)

ennemi qui s'obstine à rester en position derrière un cours d'eau. Il est évident que, dans une manœuvre de cette nature, le corps chargé de l'attaque débordante doit franchir la rivière hors des atteintes de l'ennemi. Il faut aussi, pour que la manœuvre réussisse, que l'ennemi reste *immobile*, soit qu'il persévère de son plein gré dans cette attitude, soit qu'il soit *maintenu* par l'attaque de front. Si l'ennemi n'est pas immobilisé, il peut écraser le corps chargé de l'attaque débordante.

Noter également l'ordre envoyé par Napoléon au maréchal Soult : « Mettez à l'ordre de votre corps d'armée que, s'ils veulent se battre, il faut que la 1re division soit à Memmingen avant 9 heures du matin, sans quoi ils ne seront pas à la bataille. » On peut tout tenter avec des troupes auxquelles une recommandation de ce genre suffit pour « donner des jambes ».

chingen (14 octobre), page glorieuse pour le 6e corps français (1).

A la suite de ce combat, Mack renonce à sa retraite vers la Bohême et replie toutes ses troupes sur Ulm, où il est investi.

Combat du Michelsberg (16 octobre).

Le 15 octobre, les hauteurs du Michelsberg, qui dominent Ulm du côté du Nord, sont enlevées après un nouveau combat.

Le lendemain, Napoléon fait commencer le bombardement de la place.

Sommé de capituler, Mack convient de rendre la place le 25 octobre si, à cette date, il n'a pas encore été secouru par les Russes.

Pendant ce temps, Murat, avec la division Dupont, est parti à la poursuite de détachements autrichiens (2) qui ont pu s'échapper pendant le combat d'Elchingen, et leur a infligé de nouveaux échecs à Nordlingen et à Nuremberg.

Capitulation d'Ulm (20 octobre).

A cette nouvelle, Mack se rend, avançant de cinq jours la date fixée primitivement pour la capitulation et remettant aux mains de Napoléon une place qui n'est ni à bout de vivres, ni au terme de sa résistance.

Le but de Napoléon : destruction de l'armée autrichienne de Bavière, est atteint.

Opérations contre l'armée russe de Kutusoff.

Au moment de la capitulation d'Ulm, une première armée russe, sous Kutusoff, vient de traverser l'Inn. A la nouvelle du désastre des Autrichiens, cette armée repasse la rivière dont elle fait sauter les ponts.

Projets de Kutusoff.

En effet, le général russe, se trouvant trop faible pour résister à Napoléon, se propose d'éviter tout enga-

(1) Ce combat vaut à Ney le titre de duc d'Elchingen.
(2) Warneck et l'archiduc Ferdinand.

gement et de se retirer vers Krems pour passer sur la rive gauche du Danube. Là, il pourra résister assez longtemps pour attendre l'arrivée de renforts : une deuxième armée russe qui s'avance, sous Buxhowden ; les archiducs Charles et Jean qui sont rappelés ; des forces autrichiennes en voie d'organisation, en Bohême, sous l'archiduc Ferdinand.

Projets de Napoléon; ses dispositions.

Napoléon prend comme objectif de ses nouvelles opérations la destruction de l'armée de Kutusoff avant qu'elle puisse être renforcée.

A cet effet : 1° il met le gros de la Grande Armée en marche dans les traces des Russes, de manière à obliger son adversaire soit à accepter une bataille décisive, soit à reculer rapidement en dehors de la zone où sa réunion aux archiducs serait possible ; 2° il fait suivre la rive gauche du Danube, d'abord par une division, puis par un corps d'armée entier (Mortier) (1).

Cette disposition a pour but d'isoler l'archiduc Ferdinand de l'armée russe ;

3° Sur son flanc droit et ses derrières, Napoléon prend les mesures de sécurité suivantes :

Augereau (7° corps), qui vient de rejoindre, reçoit comme mission d'employer une partie de ses troupes à disperser des rassemblements ennemis en voie de formation dans le Vorarlberg; avec le reste de son corps d'armée, d'assurer la garde des communications en arrière de la Grande Armée ; Ney est chargé d'envahir le Tyrol et d'y disperser les troupes de l'archiduc Jean.

Le mouvement de la Grande Armée se fait sur trois colonnes parallèles jusqu'après la traversée de l'Enns,

(1) Ce corps d'armée est formé de trois divisions empruntées à d'autres corps. Afin qu'il ne reste pas isolé sur la rive gauche du Danube, l'Empereur fait constituer, avec des bateaux de réquisition, une flottille qui descend le Danube à hauteur des colonnes de la Grande Armée.

et ensuite sur deux colonnes seulement, en raison de la topographie du pays et du réseau routier. Pendant toute la marche, si l'ennemi défendait sérieusement le cours d'un des affluents du Danube, la colonne de droite aurait pour mission d'exécuter une manœuvre analogue à celle prescrite précédemment à Soult sur l'Iller.

Il faut remarquer que, pendant toute cette marche, deux ou plusieurs corps d'armée se suivent sur la même route. L'armée n'est donc pas *déployée* comme dans la marche du Rhin au Danube, au début de la campagne.

Afin de se donner le temps nécessaire au déploiement, Napoléon se fait précéder d'une avant-garde générale qui, aux ordres de Murat, est constituée avec des divisions de dragons et de grenadiers (1).

La constitution d'une *avant-garde générale* est une nouvelle et géniale application du principe de l'*économie des forces :* elle permet d'éviter tout déploiement prématuré et de conserver aussi longtemps qu'il est nécessaire la possibilité d'entamer une manœuvre.

Après le passage de l'Enns, Marmont (2e corps) est envoyé à Gratz pour observer et contenir l'archiduc Charles, qui, ainsi qu'on le verra plus loin, revient à ce moment d'Italie.

Quant à Kutusoff, il ne cherche pas, pour gagner du temps, à défendre successivement les affluents du Danube.

Il ne songe qu'à se retirer au plus vite sur la rive gauche du fleuve ; aussi n'avons-nous d'abord à relater que des engagements à Amstetten et à San-Poelten, entre l'avant-garde française et l'arrière-garde ennemie.

Combats d'Amstetten (5 novembre) et de San-Poelten (8 novembre).

Puis Kutusoff franchit le Danube à Krems et brûle le pont derrière lui.

(1) Grenadiers Oudinot.

Bien qu'ayant l'ordre de poursuivre l'ennemi l'épée dans les reins, Murat abandonne la poursuite pour courir à un *objectif géographique;* il ne peut résister au désir d'entrer à Vienne. Ce mouvement, qui découvre le corps de Mortier, est sévèrement blâmé par l'Empereur. Il a, en effet, comme conséquence, que Mortier vient donner à Diernstein contre les colonnes de Kutusoff, alors qu'il croit n'avoir affaire qu'à un détachement ennemi. Ce combat eût pu être un désastre : grâce à l'énergie de Mortier, il est simplement indécis.

Combat de Diernstein (11 novembre).

L'Empereur fait alors passer sur la rive gauche, à l'aide de la flottille, un deuxième corps d'armée (Bernadotte). Il lui prescrit de suivre l'armée austro-russe et d'entamer, si possible, son arrière-garde. Mortier servira de réserve à Bernadotte. En même temps, Napoléon donne à Murat l'ordre de déboucher du Danube à Vienne et de chercher, suivant les circonstances, à harceler l'ennemi en tête ou en flanc pour retarder sa marche.

Napoléon envisage, en effet, trois hypothèses : ou l'ennemi se rendra en Moravie, ou il se rendra en Bohême, ou enfin il se concentrera à Krems.

Dans le premier cas, l'action combinée de Bernadotte et de Murat devra avoir pour effet de permettre à Napoléon de le rejoindre avec le gros de ses forces et de lui livrer bataille.

Dans le deuxième cas, le principal rôle dans la poursuite appartiendra à Bernadotte, en raison de l'éloignement momentané de Murat.

Enfin, dans la troisième alternative, Bernadotte maintiendrait l'ennemi de front jusqu'à ce que Murat soit en mesure d'intervenir. A ce moment, la Grande Armée serait certaine, grâce à la manœuvre de Murat, de déboucher du Danube et de refouler l'ennemi.

De ces trois éventualités, c'est la première qui se réa-

lise. Tandis que notre avant-garde s'attache pied à pied à Kutusoff, Napoléon entre à Vienne (que son souverain abandonne pour aller rejoindre en Moravie l'empereur de Russie) et débouche avec le gros de ses forces sur la rive gauche du Danube.

Au cours de la poursuite, notre avant-garde parvient à devancer l'ennemi à Hollabrünn. Mais Murat, qui la commande, commet la lourde faute de lui accorder un armistice, dont le général russe profite pour hâter sa retraite (1).

Combat d'Hollabrünn (16 novembre).

A cette nouvelle, Napoléon donne l'ordre d'attaquer immédiatement. En raison de l'avance prise par Kutusoff, au lieu d'une affaire décisive, il ne se produit qu'un simple engagement d'arrière-garde.

Arrivé à Brünn, Napoléon s'arrête : la saison est mauvaise, son armée a besoin de repos. Il établit donc ses cantonnements en Moravie. Il entre en même temps en pourparlers avec le tsar Alexandre, sous prétexte de négociations, et apprend ainsi le manque d'entente entre les Autrichiens et les Russes.

Les souverains coalisés comptent attendre, pour reprendre les opérations, l'arrivée des archiducs Charles et Jean. Ce concours va leur faire défaut.

Événements d'Italie.

En effet, dès le début des hostilités, Masséna, en Italie, s'est emparé de Vérone, puis a attendu les événements. A la nouvelle de la capitulation d'Ulm, il a pris l'offensive et livré à l'archiduc Charles une bataille indécise à Caldiero (30 octobre 1805).

L'archiduc Charles, instruit de la marche de Napoléon, s'est mis en retraite, suivi par Masséna, et s'est arrêté à Laybach en attendant l'arrivée de l'archiduc

(1) « Il m'est impossible de trouver des termes pour vous exprimer mon mécontentement », écrit, le 16 novembre, Napoléon à Murat.

Jean. Masséna a dû s'arrêter aussi et a occupé le col de Tarvis pour se couvrir contre l'archiduc Jean, qui a descendu la vallée de la Drave. En effet, le roi de Naples vient de violer ses promesses de neutralité sur la foi desquelles Gouvion-Saint-Cyr a évacué son territoire ; le corps anglo-russe a, en conséquence, effectué son débarquement. Le prince Eugène, vice-roi d'Italie, a invité alors Masséna et Saint-Cyr à suspendre leur marche pour être à même de le secourir au besoin.

Quant à l'archiduc Jean, apprenant la retraite de l'archiduc Charles, il a évacué le Tyrol et descendu la vallée de la Drave.

Bien que gêné par les troupes que Napoléon a envoyées occuper le Tyrol et la Styrie, il a pu venir opérer sa jonction avec l'archiduc Charles.

Mais la présence de Marmont à Gratz oblige les deux archiducs à un grand détour, par la Hongrie, et ils ne peuvent concourir aux opérations en Moravie.

Ceci comporte un enseignement.

Il n'est guère possible de réparer dans tout le courant d'une campagne une faute commise au début dans la répartition des forces.

En 1805, l'Autriche a envoyé en Italie son meilleur général, ses troupes les meilleures et les plus nombreuses. En Allemagne, au contraire, Mack a disposé de forces très inférieures, lorsque Napoléon est arrivé avec les troupes du camp de Boulogne, s'avançant à marches forcées et très supérieures en nombre.

Il en est résulté la catastrophe d'Ulm.

Même si l'archiduc Charles avait remporté à Caldiero une victoire complète, ce n'aurait pas été une compensation.

L'Autriche a reconnu la faute commise et rappelé l'archiduc Charles, mais cela ne peut plus rien changer à

l'issue de la guerre, et celle-ci va prendre fin avant que l'archiduc ait pu frapper un coup décisif en faveur de l'Autriche.

Opérations contre les Austro-Russes.

A la fin de novembre 1805, les souverains coalisés se décident à une offensive immédiate, d'abord à cause de la difficulté de nourrir l'armée par suite du manque de moyens de transport pour les vivres, puis parce que, confiants dans la supériorité numérique que leur donne l'arrivée récente de deux nouvelles armées russes, sous Bagration et Buxhowden, ils ont hâte de remporter une victoire qu'ils tiennent pour certaine.

Au moment où les opérations vont recommencer, la situation des belligérants est la suivante :

1° Coalisés. — L'armée austro-russe est sur la Morawa, dans la région d'Olmütz.

Les archiducs Charles et Jean, en marche pour rejoindre l'armée austro-russe, sont encore en Carinthie, au sud-est de Gratz. L'archiduc Ferdinand est toujours en Bohême.

2° Français. — Le gros de la Grande Armée (Lannes, Murat et la Garde) est à Brünn, se gardant : du côté d'Olmütz, par Soult qui est à Austerlitz; du côté de la Bohême, par Bernadotte, à l'ouest de Brünn, sur la route de Bohême.

Davout est échelonné sur la route de Brünn à Vienne, où se trouve Mortier. Ces deux corps d'armée relient les troupes de Moravie à la voie fluviale du Danube, qui trace la route de leurs communications avec la France.

Ces communications sont elles-mêmes gardées par Augereau et les contingents alliés.

Enfin, Marmont forme détachement de couverture du côté des archiducs Charles et Jean.

Ney, qui a poursuivi l'archiduc Jean, est en marche pour opérer sa jonction avec Marmont.

Ces dispositions permettent à Napoléon de parer aux différentes éventualités qui peuvent se produire :

Si les Alliés se proposent d'attendre l'arrivée des archiducs Charles et Jean pour entamer les opérations, Napoléon ne leur laisse pas le temps d'opérer la réunion de leurs forces et prend l'offensive contre l'armée austro-russe.

Si, au contraire, l'armée austro-russe prend l'offensive sans attendre l'arrivée des archiducs, Napoléon se propose d'accepter la bataille sur un terrain reconnu et choisi par lui : les dispositions prises par l'ennemi détermineront la manœuvre qu'il exécutera pour remporter une victoire décisive.

C'est cette dernière éventualité qui se réalise. Les Austro-Russes prennent l'offensive.

Leur plan consiste à couper Napoléon de Vienne, en le débordant par le sud. Dans ce but, ils se mettent en marche le 28 novembre.

A leur approche, les avant-postes de Lannes et de Murat battent en retraite.

Bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805).

La direction de marche des Austro-Russes ne laisse aucun doute à Napoléon sur leurs projets. Il se propose de les laisser continuer leur mouvement tournant, mais une fois qu'ils se seront engagés dans les bas-fonds marécageux de Tellnitz, de se porter en avant, de couper leur centre et de se rabattre ensuite sur la partie de leurs forces engagée dans les marais, où elle sera aisément écrasée.

A cet effet, il prescrit à Soult de se replier, de manière à ne gêner en rien le mouvement entamé par les coali-

sés, et concentre son armée sur la rive ouest du Goldbach.

Dispositions prises par Napoléon.

La réussite de son plan exige :

1° Que la droite française résiste à l'effort des Austro-Russes ;

2° Que la gauche française refoule l'aile droite ennemie pour permettre en temps opportun le mouvement du centre.

Il en résulte que les forces sont ainsi réparties :

A droite, le strict nécessaire pour briser l'élan des coalisés : une brigade (1) du 4e corps, bientôt renforcée par le 3e corps (Davout) (2) ;

A gauche, le strict nécessaire pour fournir une attaque partielle : un corps d'armée (Lannes) ;

Au centre, une masse pour frapper le coup décisif : Soult, Bernadotte et la garde.

Dispositions prises par les coalisés.

Le dispositif des coalisés comprend quatre groupes :

La droite (3), sous Bagration, marche aux environs de la route de Brünn à Olmütz ;

Le centre (4), sous Kutusoff, se dirige sur le plateau de Pratzen et se tient prêt à suivre le mouvement de la gauche ;

La gauche (5), sous Buxhowden, formée de la majeure partie de l'armée austro-russe, se dirige sur Tellnitz en trois colonnes ;

---

(1) Deux régiments d'infanterie.

(2) Le maréchal Davout, dont le corps d'armée est un peu éloigné, a besoin, en effet, de quelques heures pour l'amener sur le champ de bataille.

(3) Comprend le corps russe de Bagration et le corps de cavalerie austro-russe du prince de Lichtenstein.

(4) Comprend un corps autrichien sous Kolowrath et un corps russe sous Meloradowich.

(5) Comprend un corps autrichien sous Kienmayer et un corps russe sous Doctorof.

La réserve, formée de la garde impériale russe, sous le grand-duc Constantin, marche derrière le centre.

Exposé de la bataille.

Buxhowden attaque notre droite, qui résiste sans se laisser entamer.

A notre gauche, Lannes prend l'offensive et enlève le Santon.

Napoléon profite de ce succès pour porter son centre en avant, occupe le plateau de Pratzen, coupe en deux l'armée coalisée, se rabat ensuite sur Buxhowden, qui vient d'enlever Tellnitz, et se croit déjà vainqueur.

L'armée russe éprouve une défaite complète. Seul le corps de Bagration reste constitué, car Lannes n'a pas osé poursuivre son premier avantage, ne sachant pas ce qui s'est passé du côté de Tellnitz.

Poursuite après Austerlitz.

A la suite de ce désastre, les deux empereurs de Russie et d'Autriche fuient sur la route de Hongrie. Napoléon les fait poursuivre par Davout, qu'il se dispose à suivre avec les autres corps de la Grande Armée.

Mais, au moment où Davout, arrivé à Gœding avant les Austro-Russes, se dispose à les attaquer, il reçoit l'ordre d'arrêter son mouvement : un armistice vient d'être conclu (4 décembre).

Le tsar en profite pour dépêcher un courrier à Berlin, demandant instamment l'envoi d'une armée de secours.

La Prusse, qui a déjà mis ses troupes en mouvement, les arrête, au contraire, à l'annonce de la bataille d'Austerlitz.

Napoléon, trouvant cette puissance en conspiration flagrante contre lui, veut des garanties pour l'avenir et lui propose un traité d'alliance basé sur l'acceptation du Hanovre par la Prusse et la cession par cette dernière puissance du territoire d'Anspach, d'une partie du duché de Clèves et de la principauté de Neufchâtel.

Traité de Presbourg (27 décembre 1805).

Le 27 décembre 1805 la paix est signée à Presbourg. L'Autriche abandonne à la France la Vénétie, la Dalmatie, le Frioul et l'Istrie. Les électorats de Bavière et de Wurtemberg sont érigés en royaumes. L'électeur de Bade devient grand-duc. Le traité de Presbourg donne donc, en définitive, l'indépendance aux trois électeurs.

CAMPAGNE DE 1806 [1]

Causes de la guerre. Situation politique.

Le désastre de Trafalgar (2), coïncidant avec le traité de Presbourg, rend impossible sur mer la paix que le traité lui-même ne peut assurer sur le continent. En effet, l'Autriche et la Russie ne veulent pas s'avouer vaincues et la Prusse se voit imposer l'alliance française.

Pour assurer la paix et faire du Midi de l'Europe le contrepoids des nations du Nord, Napoléon conçoit le projet de fonder trois nations en créant l'unité italienne, l'unité allemande et l'unité espagnole. Il veut, en outre, inaugurer un système d'Etats fédératifs de l'Empire qui, en étendant l'influence politique de la France, fasse d'elle l'arbitre incontesté du continent, obligeant ainsi l'Angleterre à la paix sur mer.

Dans ce but, Naples ainsi que la Hollande sont érigées en royaumes et une partie des territoires conquis sert à constituer des fiefs de l'Empire (3).

Ces dispositions ont pour effet d'irriter encore davantage l'Angleterre, la Russie et l'Autriche. L'Angleterre

---

(1) **Planche VIII.**

(2) On sait que, le 21 octobre, l'amiral Villeneuve a été écrasé à Trafalgar par l'amiral anglais Nelson.

(3) Joseph Bonaparte est nommé roi de Naples, Louis Bonaparte devient roi de Hollande, deux sœurs de Napoléon reçoivent des duchés italiens; Murat, beau-frère de Napoléon, devient grand-duc de Berg. Un historien de Napoléon, M. Frédéric Masson, voit dans cette distribution d'honneurs et de territoires une manifestation de l'esprit familial poussé à un degré extrême chez Napoléon et qu'il considère comme un trait dominant du caractère corse. Il n'est que juste cependant de remarquer que de vastes domaines sont aussi attribués par l'Empereur aux généraux qui se sont illustrés sous ses ordres.

jette une armée dans la Dalmatie, la Russie envoie un corps dans le royaume de Naples. Quant à l'Autriche, elle laisse les troupes russes occuper les bouches du Cattaro que, en vertu du traité de Presbourg, elle doit livrer à la France.

Incident des bouches du Cattaro.

Cet incident amène Napoléon à suspendre la marche de la Grande Armée, en route pour la France. Il envoie un corps (2e), sous Marmont, occuper Raguse et la Dalmatie. Il déclare de plus qu'il gardera la Bavière et le Wurtemberg jusqu'à ce que la cour de Vienne ait forcé les Russes à évacuer les bouches du Cattaro. C'est ainsi que la Garde seule rentre à Paris. Les autres corps de la Grande Armée restent cantonnés en Bavière et en Wurtemberg.

Le gros, trois corps d'armée (1er, 3e, 5e), est dans la région d'Anspach, couvert dans la direction de la Prusse par une division détachée à Schweinfurt, et ayant :

1° A Passau, une avant-garde contre l'Autriche, un corps d'armée (4e) ;

2° A Francfort, une autre avant-garde d'un corps d'armée (7e) ; celle-ci surveille la Hesse qui, en cas de conflit, marcherait certainement avec la Prusse; ce corps d'armée a surtout pour but de faire croire à la Prusse que la Grande Armée est dans un dispositif linéaire, la droite au Danube, la gauche au Rhin, et de donner à cette puissance, si elle avait l'intention de prendre l'offensive, l'idée de tourner la gauche du dispositif français en marchant vers Francfort. Dans ce cas, le 7e corps aurait un rôle d'avant-garde dans l'organisation d'une manœuvre contre l'armée prussienne ;

3° A Memmingen, une réserve d'un corps d'armée (6e).

Ce dispositif de cantonnements indique que l'Empe-

reur veut être « en garde » soit contre la Prusse, soit contre l'Autriche, soit contre ces deux puissances à la fois (1).

Quatrième coalition.

Mais la quatrième coalition, qui commence à se former, aura pour instrument la cour de Berlin. Napoléon, en effet, tient beaucoup à l'alliance prussienne. Voyant que la cour de Berlin n'accepte qu'à contre-cœur la convention qu'il lui a proposée avant le traité de Presbourg, voyant qu'il ne réussira pas à créer avec la Prusse une barrière à la Russie et à l'Autriche, il cherche à créer cette barrière en formant, avec la plupart des princes allemands, heureux de s'affranchir de l'Autriche, une « Confédération du Rhin » dont il se déclare le protecteur : toute guerre continentale devient commune à la France et à la Confédération. L'empire germanique cesse d'exister et François II prend le titre d'empereur d'Autriche, sous le nom de François Ier.

La Confédération du Rhin.

La Prusse songe alors à faire, avec les princes de l'Allemagne du Nord, une confédération dont elle aura le protectorat.

Napoléon déclare formellement qu'il s'oppose à la formation de cette confédération. Dès lors, l'armée prussienne se prépare à la guerre. En même temps, l'Angleterre, après avoir semblé entrer enfin dans la voie de relations loyales, recommence, à la suite de fluctuations ministérielles, des négociations que sa mauvaise foi ne permet pas de continuer. Napoléon ayant, au

(1) La Grande Armée de 1806 comprend : le 1er corps (Bernadotte), le 3e (Davout), le 4e (Soult), le 5e (Lannes), le 6e (Ney), le 7e (Augereau), une réserve de cavalerie (Murat). Un 8e corps, sous Mortier, se réunit à Mayence. Le roi de Hollande rassemble à Wesel un corps qui aura pour rôle de *garder la frontière du Rhin*. Enfin, les contingents de la Confédération du Rhin doivent se concentrer à Bayreuth sous le commandement du prince Jérôme.

cours de ces négociations, proposé à l'Angleterre de lui recéder le Hanovre, la Prusse saisit ce prétexte, accepte les subsides de l'Angleterre, s'allie à la Russie, puis, sans attendre l'armée russe, met ses troupes en mouvement et envahit la Saxe qu'elle entraîne dans son parti. Elle renouvelle ainsi la faute de Mack, en 1805, avec cette circonstance aggravante que, cette fois, l'armée française est toute rendue sur le théâtre de la guerre.

Forces de la Prusse.

Les forces prussiennes comprennent : 1° une armée dite principale, sous le commandement nominal du roi, mais sous les ordres effectifs du duc de Brunswick; 2° une armée dite secondaire, sous le prince de Hohenlohe; 3° un corps dit combiné, sous Rückel; 4° une armée de réserve, sous le prince de Wurtemberg.

« Brunswick doit exercer le commandement suprême, mais on lui confie en même temps un commandement particulier : celui de l'armée principale. Le prince de Hohenlohe, à la tête de l'armée secondaire, occupe à la fois la situation d'un subordonné et d'un égal. Sa réputation comme général égale celle de Brunswick; dans l'armée, en particulier, certains lui octroient des talents plus grands. Lui-même se croit obligé, pour le bien général, de jouer un rôle indépendant. Rückel est dans la même situation qu'Hohenlohe (1). »

Cette mauvaise organisation du commandement amène l'irrésolution qui, dès les premiers jours, se traduit par la réunion de conseils de guerre continuels. Après plusieurs avis contradictoires, on adopte d'abord un moyen terme d'après lequel les deux armées, principale et secondaire, doivent déboucher de part et d'autre du Thuringerwald. Ce plan à peine formé est aussitôt abandonné,

Projets des Prussiens.

(1) V. der Goltz, *La Nation armée.*

et le duc de Brunswick fait adopter son projet de marcher sur le Mein dans le but de saisir les communications de l'armée française et de surprendre ses cantonnements. Ce projet reçoit un commencement d'exécution et les troupes prussiennes se trouvent ainsi réparties : 1° armée principale, à Erfurt; 2° Hohenlohe, à Iéna; 3° Rückel, à Eisenach; 4° le prince de Wurtemberg, à Magdebourg. Mais Hohenlohe, dont le désir aurait été de traverser le Frankenwald, a déjà envoyé des détachements dans cette direction. Il ne peut se décider à rejoindre l'armée principale et reste à Iéna. D'où nouvelles irrésolutions de Brunswick et nouveaux conseils de guerre.

Sur le rapport d'une reconnaissance l'informant que les mouvements des Français laissent leurs communications à découvert, Brunswick envoie un fort détachement, sous le duc de Weimar, opérer, par Meiningen, sur nos communications; puis, abandonnant son premier projet, se rapproche de Hohenlohe et rappelle Rückel. Hohenlohe, pensant qu'on adopte ses idées, s'empresse de diriger une division (prince Louis de Prusse) sur Saalfeld. Une autre de ses divisions occupe déjà Schleitz.

Projets de Napoléon.

Quant à Napoléon, son plan d'opérations ne naît pas d'un seul jet et son idée maîtresse, marcher sur Berlin en traversant le Frankenwald, subit, suivant les événements, de nombreuses variations. Berlin n'est pas un objectif géographique; en projetant de marcher sur cette ville, Napoléon a l'intuition que l'armée prussienne lui en barrera la route. Il n'aura pas la peine de chercher l'ennemi (1) : celui-ci viendra s'offrir à lui.

Au début des hostilités, l'Empereur ne sait s'il aura à lutter contre la Prusse seule, contre la Prusse alliée à

(1) Le but de la guerre est, en effet, non pas d'occuper telle ou telle ville, mais bien de détruire les forces organisées de l'ennemi.

la Saxe, contre la Prusse alliée à la Saxe et à l'Autriche. C'est la deuxième de ces éventualités qui va se réaliser. Mais l'ennemi a l'avance des armements, peut choisir son théâtre d'opérations et l'imposer à la Grande Armée. Nous avons vu que celle-ci est restée cantonnée en Bavière et en Wurtemberg (1).

Lorsque la guerre paraît inévitable, Napoléon *réunit* la Grande Armée en vue des opérations à exécuter.

Le dispositif de rassemblement est le suivant :

1° *Un gros*, quatre corps d'armée groupés dans la région de Nuremberg ;

2° *Une couverture*, formée par un corps d'armée (5e) à Hildeburghausen, une division à Wurtzbourg, un corps d'armée (7e) à Francfort.

Avec cette répartition de ses forces, Napoléon pare à toutes les éventualités, soit que la Prusse, prête avant lui, prenne l'initiative des opérations, soit au contraire que celle-ci appartienne à Napoléon.

Si la première alternative se réalise, deux cas peuvent se produire : ou bien l'armée prussienne prononcera son offensive en se dirigeant vers le centre des rassemblements français, ou bien elle cherchera à tourner la gauche de notre dispositif. Dans le premier cas, le gros de la Grande Armée est prêt à accepter le choc, tandis que le corps d'armée de Francfort manœuvrera dans le flanc de l'ennemi.

Dans le deuxième cas, le corps d'armée de Francfort défendra pied à pied la route du Rhin, immobilisera de front l'armée prussienne, tandis que le gros de la Grande Armée manœuvrera pour l'obliger à accepter la bataille, le dos au Rhin, et jettera l'ennemi dans le fleuve.

(1) L'exposé des opérations qui aboutissent à la bataille d'Iéna n'est qu'un résumé des plus succincts de la magistrale étude de M. le général Bonnal, *La Manœuvre d'Iéna*.

Si, au contraire, Napoléon peut prendre l'initiative des opérations, il débouchera en Saxe à travers le Frankenwald, ce qu'il est tout prêt à faire, puisque le gros de la Grande Armée est autour de Nuremberg. Il le fera d'autant plus aisément qu'il a couvert ses rassemblements par une ligne de montagnes, en arrière de laquelle coule parallèlement le Mein. La cavalerie de la Grande Armée, qui tient la ligne du Mein, est chargée de surveiller tous les passages de ce double obstacle, en arrière duquel l'ennemi ne doit rien voir (1).

Napoléon suppose que, s'il peut prendre l'offensive, les Prussiens chercheront à l'arrêter au passage de l'Elbe. Aussi l'annonce de la présence de l'ennemi en Saxe lui donne-t-elle à réfléchir.

Mais les dispositions qu'il a prises lui permettent de s'adapter aux circonstances. A mesure que les renseignements lui parviennent, à mesure qu'il apprend les tergiversations de l'état-major prussien, il apporte à son dispositif de rassemblement les modifications voulues (2). Peu à peu l'éventualité d'accepter la lutte sur le Mein devient de plus en plus improbable, tandis que s'affirme la possibilité de prendre l'offensive.

En faisant subir aux rassemblements primitifs les transformations appropriées, Napoléon, sans se priver de la faculté d'accepter la bataille sur le Mein, pré-

(1) Remarquer le souci que prend Napoléon de garder le secret des rassemblements et mouvements par lesquels il prépare ses manœuvres.

(2) Entre temps le 7e corps a rejoint la Grande Armée. Il a été remplacé à Francfort par le 8e (Mortier), de nouvelle formation, auquel reste attribué le rôle précédemment dévolu au 7e. De plus, le 8e corps ainsi que le corps de Hollande auraient, au cas d'une défaite de Napoléon, à défendre la ligne du Rhin, tandis que la Grande Armée se replierait derrière le Danube pour y appuyer de nouvelles opérations.

LIBRARY
THE GENERAL SERVICE SCHOOLS
FORT LEAVENWORTH, KANSAS

pare peu à peu le mouvement qu'il a projeté, de telle sorte qu'au moment où il acquiert la certitude de pouvoir déboucher en Saxe avant que l'ennemi puisse s'y opposer, les corps de la Grande Armée sont prêts à s'engager deux par deux sur les trois routes qui, en deux jours de marche à travers le Frankenwald, les conduiront sur la Haute Saale :

A gauche, sur la route qui conduit à Saalfeld, sont l'un derrière l'autre, les 5e et 7e corps; au centre, sur celle qui aboutit à Schleitz, sont successivement le 3e corps, la Garde (1) et la réserve de cavalerie; à droite, sur la route qui mène à Hof, sont les 4e et 6e corps, se suivant.

En avant de la colonne du centre marche l'*avant-garde générale de l'armée*, sous Murat, constituée avec une masse de cavalerie légère et un corps d'armée tout entier (2), le 1er.

Caractéristique de la campagne de 1806.

La formation de marche de la Grande Armée pour la traversée du Frankenwald est la caractéristique de la campagne de 1806. Cette formation est aussi profonde que large : Napoléon l'a appelée « marche en bataillons carrés ». C'est le terme final de l'évolution qui s'est poursuivie pendant la campagne de 1805.

Avec cette formation, toutes les forces de la Grande Armée sont, en quelque sorte, emmagasinées dans la main de l'Empereur. Il peut les diriger où il veut, comme il veut. Il peut ne les déployer stratégiquement qu'au moment du besoin pour entamer une manœuvre d'autant plus décisive qu'elle peut être basée sur des renseignements plus récents.

Pour avoir le temps d'effectuer ce déploiement, Napo-

(1) Arrivée avec l'Empereur.

(2) Remarquer la différence entre la composition de cette avant-garde générale et de celle qui a été organisée après Ulm.

léon constitue en avant de lui une *forte avant-garde générale*, dont la composition précise bien le caractère de résistance, de couverture, le rôle de manœuvre (1).

La colonne de droite effectue son mouvement sans incident ; celle du centre a un engagement à Schleitz. Celle de gauche culbute à Saalfeld la division du prince royal de Prusse. Combats de Schleitz et de Saalfeld (9 octobre).

A la nouvelle de ces échecs, Brunswick, d'accord avec le roi, décide la retraite de toutes les forces prussiennes dans la direction de l'Elbe. Hohenlohe doit couvrir la retraite en protégeant, sur les hauteurs au nord-ouest d'Iéna, les débouchés de la haute Saale.

Une fois en Saxe, Napoléon vise la bataille. Les renseignements de sa cavalerie lui apprennent que les armées prussiennes sont en voie de réunion vers Erfurt et Weymar.

Cela peut indiquer, de la part de l'ennemi, ou le projet de se concentrer pour livrer bataille, ou celui de se réunir pour battre ensuite en retraite vers l'Elbe.

Quoi qu'il en soit, la Saale sépare les deux armées adverses.

En étudiant la carte, Napoléon voit que la Saale est une rivière très encaissée, offrant très peu de points

(1) Napoléon a également trouvé le moyen de faire parcourir à une troupe de fort effectif des étapes journalières très longues. Si l'on rassemble tous les soirs la troupe pour la faire camper, le temps que l'on peut employer à marcher est réduit du temps qu'il faut pour que la colonne se dévide le matin et se reploie le soir pour camper à nouveau. Avec ce système, encore employé par nos ennemis pendant les premières guerres de l'Empire, une troupe nombreuse ne peut guère parcourir en définitive que quelques kilomètres par jour. *Au lieu de cela, Napoléon fait cantonner ses troupes en profondeur le long de leur route de marche.* Avec ce procédé, plusieurs corps d'armée se succédant sur la même route peuvent franchir une aussi longue étape qu'une petite troupe.

La « tactique de marche » de Napoléon est pour beaucoup dans les succès foudroyants qu'il a remportés.

de passage. C'est sur cette simple constatation qu'est basée toute sa manœuvre.

Il n'existe, en effet, dans la partie du cours de la Saale, sur laquelle on opère, que cinq passages, dont trois sont assez bons : Kahla, au sud d'Iéna, Lobeda, presque en face de ce dernier point, et Kösen (Naumbourg). Les deux autres, Dornbourg et Cambourg, sont mauvais.

Dans l'hypothèse d'une retraite de l'ennemi, Hohenlohe, que Napoléon sait avoir franchi la Saale à Kahla et Lobeda, peut détruire les ponts et laisser en face d'eux, sur la rive gauche, des arrière-gardes chargées de s'opposer à toute tentative de passage des Français. Dans ces conditions, l'armée prussienne peut filer sur Magdebourg puis s'établir derrière l'Elbe et en défendre le passage jusqu'à l'arrivée des Russes. Napoléon connaît d'autre part la présence à Wittenberg de l'armée de réserve du prince de Wurtemberg.

Il lance, en conséquence, le corps d'armée de Bernadotte et une masse de cavalerie pour prendre pied sur la rive droite de l'Elbe, en dehors des colonnes prussiennes, et faire tomber la défense du fleuve.

Il dirige, en même temps, le corps d'armée de Davout sur le pont de Kösen, pour y franchir la Saale, tomber dans le flanc des colonnes ennemies si elles marchent sur l'Elbe, les retarder et permettre au gros de l'armée de venir les attaquer en queue.

Mais, dans l'hypothèse d'une concentration des armées prussiennes pour la bataille, la Grande Armée présente deux masses extrêmes (fortes chacune de deux corps d'armée) et une masse centrale. Davout et Bernadotte forment la masse extrême de droite ; Lannes et Augereau forment la masse de gauche ; Soult, Ney et la garde constituent la masse centrale.

La masse de gauche doit franchir la Saale à Kahla et à Lobeda. La masse de droite, n'ayant plus le même rôle que dans la première hypothèse, pourra être rappelée au moment voulu et venir franchir la rivière à Kösen.

Si la masse de gauche trouve la rivière défendue, la masse de droite effectue son passage, suivie bientôt de la masse centrale. Si, au contraire, la masse de gauche franchit la Saale sans difficulté près d'Iéna, la masse centrale la suit, et la masse de droite a alors pour rôle de tomber dans le flanc de l'ennemi pendant la bataille que vont lui livrer les autres corps.

12 octobre 1806.

En conséquence, Lannes est dirigé sur Iéna; Augereau suivra son mouvement. La Garde, Soult et Ney marchent sur Géra.

Il est aisé de voir que, dans l'hypothèse d'une concentration des Prussiens autour d'Erfurt et de Weymar, les dispositions prises par Napoléon aboutissent à l'enveloppement complet de son adversaire. L'Empereur paraît avoir particulièrement escompté cette éventualité.

13 octobre 1806.

Le 13 octobre, les renseignements reçus par Napoléon sur l'ennemi lui définissent sa situation de la manière suivante :

L'armée prussienne, réunie autour d'Erfurt et de Weymar, commence son mouvement de retraite dans la direction de l'Elbe. Elle n'a pas une avance suffisante pour que l'armée française ne puisse l'atteindre pendant qu'elle est encore réunie. En particulier, elle ne pourra pas organiser en temps utile la défense de l'Elbe.

Par contre, Lannes, qui, nous l'avons vu, se dirige sur Iéna, suivi d'Augereau, a sur ce dernier une avance assez grande. Il est donc à craindre qu'avant de continuer sa retraite, l'ennemi n'écrase ce corps d'armée en quelque sorte isolé.

Napoléon emploie en conséquence toute son activité à faire arriver à Iéna la majeure partie de ses forces. Il dirige directement sur ce point la Garde et les deux corps de la masse centrale. Il prescrit à Davout de manœuvrer sur la gauche de l'ennemi s'il entend le canon du côté d'Iéna, et ramène sur Dornbourg Bernadotte déjà arrivé à Zeitz (sur l'Elster).

En réalité, le mouvement de retraite des Prussiens est plus avancé que ne le croit Napoléon : la principale masse de leurs forces est en marche vers l'Elbe, suivant la route qui passe par le pont de Kösen, tandis qu'Hohenlohe reste à Iéna pour protéger la retraite.

Par suite des dispositions prises de part et d'autre, il va donc se produire un double engagement : à Iéna, le gros de l'armée française se heurte à une faible partie des troupes prussiennes; le même jour, à Auerstædt, près du pont de Kösen, le corps d'armée de Davout se heurte au gros de l'armée prussienne.

Bataille d'Iéna et d'Auerstædt.

Bataille d'Iéna (14 octobre 1806).

Hohenlohe s'est établi en position défensive au nord-ouest d'Iéna, vers Capellendorf, face au sud.

Napoléon, arrivé le 13 au soir à Iéna, donne à Lannes l'ordre d'occuper pendant la nuit le Landgrafenberg, sur la rive gauche de la Saale, et d'attaquer, le lendemain, à la pointe du jour, de manière à dégager le terrain et à permettre aux corps qui sont en arrière de déboucher de la rivière.

Pendant ce temps, Augereau se portera à sa gauche, Soult se portera à sa droite. Quant à Ney, une fois arrivé, il suivra le mouvement du centre et servira, avec la Garde, à fournir une attaque décisive.

La bataille commence à 7 heures du matin, au milieu d'un brouillard épais. Le corps de Lannes culbute la gauche de Hohenlohe, après avoir enlevé les villages qui lui servent de points d'appui. De leur côté, Soult et Augereau gagnent leurs emplacements.

Surpris par cette attaque sur son flanc gauche, Hohenlohe change de front et se place face au sud-est, le centre vers Vierzehnheiligen.

Cependant Ney est arrivé sur le champ de bataille; mais, en raison du brouillard, il passe sans s'en apercevoir entre Lannes et Augereau et vient donner à Vierzehnheiligen, dans le centre des Prussiens.

Cette action de Ney est prématurée, au gré de Napoléon. Néanmoins, sans perdre de temps à récriminer, il donne des ordres pour une offensive générale.

Celle-ci se produit à la fois sur le front et sur les deux flancs de l'adversaire. Elle a pour résultat de rejeter sur Weymar l'armée de Hohenlohe complètement bousculée.

Auerstædt

Pendant que ces événements se déroulent à Iéna, une autre action s'est engagée à quelques lieues plus au nord.

Le 13 octobre, dans la soirée, Brunswick s'est porté, avec le gros de l'armée prussienne, de Weymar sur Auerstædt, où il s'est établi au bivouac, sans même soupçonner la présence du 3e corps aux abords du pont de Naumbourg (Kösen), sur la rive droite de la Saale.

Davout, informé pendant la nuit des forces qu'il a en face de lui, donne immédiatement des ordres pour franchir la rivière et se rend de sa personne auprès de Bernadotte pour le mettre au courant et lui demander son concours.

Mais celui-ci, s'en tenant à la lettre des instructions qu'il a reçues, au lieu d'en prendre l'esprit, se porte à

Apolda, où il va rester, durant toute la journée, inactif entre les deux champs de bataille.

Davout, réduit à ses propres forces, commence, vers 5 heures du matin, à franchir le pont de Kösen.

« A la même heure, les Prussiens quittent Auerstædt, suivant, en sens inverse, la même route que Davout. Enveloppées par le brouillard, les deux colonnes vont se heurter l'une contre l'autre avant de s'être aperçues; c'est ce qui explique la physionomie particulière de cette bataille où, de part et d'autre, sans dispositif préparatoire, les divisions sont engagées au fur et à mesure de leur arrivée à hauteur du point où les têtes de colonne ont engagé le combat. » (1)

Cette série d'engagements successifs a pour résultat la défaite des Prussiens (2).

« La bataille d'Auerstædt a été pour Napoléon une véritable surprise, car il supposait avoir devant lui à Iéna la totalité des forces prussiennes. C'est ce qui explique comment, le 14, il se proposait non pas de livrer bataille avec une partie seulement de ses forces, mais simplement d'arrêter et de *fixer de front* l'armée ennemie, que Davout et Bernadotte devaient venir attaquer le 16 sur son aile gauche. Mais Napoléon ne pouvait être pris au dépourvu, *car il n'était vulnérable nulle part*, et sa manœuvre devait, quels que fussent les incidents, amener la défaite de l'adversaire.

» La *manœuvre*, ce mot résume à lui seul cette merveilleuse campagne de 1806. A aucun moment Napoléon n'a cessé de dominer la situation. Sans se laisser influencer par *aucune idée préconçue*, il a su, *grâce à une*

(1) Cours d'histoire militaire de Saint-Cyr.

(2) Leur général en chef, Brunswick, a été mortellement blessé au cours de la bataille.

méditation constante, lire dans le jeu de son adversaire, à mesure que les renseignements lui parvenaient, prendre une *décision* et *approprier* ensuite les *moyens au but* avec une *énergie* et une *activité* incomparables (1). »

Poursuite après Iéna et Auerstædt.

Les deux armées prussiennes battent en retraite dans un désordre inexprimable, partie vers Erfurt, partie vers Sommerda.

Dès le 15 au matin, Napoléon lance à leur poursuite les corps qui, la veille, ont le moins souffert : Murat et Ney sur Erfurt, Soult sur Sommerda, Bernadotte sur Halle, où se trouve le corps du prince de Wurtemberg.

Serrés de près par Murat et Ney, qui s'emparent d'Erfurt, par Soult, qui talonne l'arrière-garde de Kalkreuth, successeur de Brunswick, les débris des armées prussiennes parviennent néanmoins à se réunir en grande partie à Nordhausen, sous le commandement du prince de Hohenlohe, et se dirigent sur Magdebourg.

Le prince de Wurtemberg, battu à Halle (17 octobre) par Bernadotte, prend également la même direction.

Le but de Napoléon est désormais de déborder les Prussiens vers l'est, pour empêcher leur jonction avec les Russes.

Tandis que deux corps d'armée (Soult et Ney) vont investir Magdebourg, les autres corps traversent l'Elbe et marchent sur Berlin, où les troupes françaises pénètrent le 25 octobre, quinze jours après l'ouverture de la campagne.

Apprenant alors que Hohenlohe, après avoir laissé une garnison dans Magdebourg, cherche à gagner le bas Oder, vers Stettin, l'Empereur organise une manœuvre qui va conduire à l'enveloppement complet de l'ennemi.

(1) Cours d'histoire militaire de Saint-Cyr, 1903-1904.

Murat prend les devants et va s'interposer entre l'Oder et les têtes de colonne de l'armée prussienne. Le retard qu'il leur imposera permettra à Lannes et à Bernadotte, partis de la région de Berlin, de les attaquer en flanc, tandis que Soult, détaché du blocus de Magdebourg, les atteindra en queue. Cette manœuvre a un plein succès.

Combats de Zehdenick (26 octobre), de Pasewalk et de Prentzlow (28 octobre).

Culbuté à Zehdenick et à Pasewalk, Hohenlohe est fait prisonnier à Prentzlow, avec la majeure partie de son armée.

Ce qui peut s'échapper, sous les ordres de Blücher, rebrousse chemin vers Magdebourg.

Mais les routes sont barrées par la présence des corps français. Blücher tente enfin de se réfugier à Lübeck. Acculé à la frontière danoise, il est obligé de capituler à son tour (7 novembre).

Pendant ce temps, Stettin s'est rendu à la cavalerie légère du général Lasalle (1), Custrin (2) et Magdebourg ouvrent également leurs portes.

Le roi de Prusse est à Kœnigsberg; il ne lui reste plus, comme forces organisées, que quelques milliers d'hommes qui, sous Lestocq, sont restés depuis le commencement de la campagne dans la Prusse orientale pour donner la main aux Russes.

La campagne de Prusse proprement dite est terminée : nous occupons la ligne de l'Oder; mais les têtes des colonnes russes arrivent en Pologne.

---

(1) Détaché du corps de cavalerie de Murat.

(2) Davout a été envoyé de Berlin pour s'emparer de la place forte de Custrin. L'Empereur s'assure ainsi des *débouchés* sur la rive droite de l'Oder.

CAMPAGNE DE 1807 [1]

Situation politique.

C'est l'Angleterre que Napoléon a cherché à atteindre dans la Prusse ; c'est elle qu'il a voulu abattre à Iéna.

Le blocus continental.

Dès son arrivée à Berlin, il répond aux procédés barbares des Anglais sur mer par le décret du « blocus continental » et se propose de n'évacuer ni Berlin ni les pays conquis avant la conclusion de la paix générale, sur mer comme sur le continent.

Mais la paix est impossible. L'Angleterre, aveuglée par sa haine contre la France, a jadis laissé démembrer la Pologne. Elle travaille maintenant à livrer à la Russie l'empire ottoman, dans l'espoir d'abattre Napoléon.

La Turquie et la Russie.

Depuis la bataille d'Austerlitz, la Turquie, ouvrant les yeux sur le sort que lui réserverait la prétendue protection de la Russie, a cherché à secouer le joug de cette puissance en envahissant la Valachie et la Moldavie, devenues, en réalité, provinces russes. Elle a, de plus, renoué des relations amicales avec la France, qui lui a fait passer des officiers et des armes.

Napoléon et la Porte.

Malgré les défaites du roi de Prusse, son allié, le tsar n'a pas résisté au désir d'atteindre la Turquie, contre laquelle il a dirigé une armée. Cependant, voyant la Pologne prussienne envahie, la Pologne russe menacée, il s'est décidé à envoyer une armée sur la Vistule.

Napoléon et les Polonais

L'arrivée des Français vient, en effet, de faire naître chez les patriotes polonais l'espoir du rétablissement de la Pologne. Ils accourent dans nos rangs et demandent à Napoléon de proclamer l'indépendance de leur patrie.

---

(1) Planche IX.

Si la Prusse est vaincue, la Russie est intacte et l'Autriche n'attend qu'une occasion pour rentrer en scène.

Napoléon n'ose pas, en cédant aux désirs des Polonais, réunir contre la France les trois puissances du Nord, ce qui comblerait les vœux de l'Angleterre, mais il se propose de marcher immédiatement contre l'armée russe, de manière à exploiter, sans perte de temps, les effets de son prodigieux succès d'Iéna, et à pénétrer en Pologne pour s'appuyer sur ce pays.

« Cette résolution est des plus graves. S'enfoncer en Pologne, c'est laisser derrière soi la Prusse, plutôt parcourue que soumise, et sur son flanc l'Autriche, dont les dispositions paraissent douteuses. C'est porter la guerre à 800 kilomètres du Rhin et s'exposer à subir toutes les causes d'affaiblissement qu'engendrent l'éloignement, les distances.

» Car un fait mérite bien d'être médité : c'est la force décroissante de l'offensive dans une guerre d'invasion. La cause n'en est pas seulement dans la prolongation des efforts demandés aux troupes ni dans l'éloignement de la mère-patrie, mais encore et surtout dans l'obligation d'assurer la sécurité des derrières, de protéger les lignes de communications, d'assiéger ou de masquer les places fortes, d'où la nécessité d'avoir, derrière l'armée d'opérations proprement dite, une armée d'occupation (1). »

Caractéristique de la campagne de 1807.

Les considérations qui précèdent définissent le caractère particulier de la campagne qui va s'ouvrir. Celle-ci

(1) Ce rôle est attribué au 8e corps (Mortier), qui a pour mission de surveiller le littoral et de s'opposer aux tentatives de débarquement de la part des Anglais — et au 9e corps (Jérôme), formé avec les contingents bavarois et wurtembergeois — qui est chargé d'occuper la Silésie et de surveiller la frontière autrichienne. En arrière de l'armée, les communications continuent à être gardées par le corps hollandais.

n'est, du reste, que la suite de la campagne de 1806. Les premières opérations contre les Russes ont lieu au mois de décembre 1806.

Forces des coalisés.

Les forces de la coalition sont les suivantes : la Prusse dispose encore d'un corps, sous Lestocq, qui, au début des opérations, garde la Vistule inférieure. Les Russes disposent tout d'abord d'une armée, sous Bennigsen, qui vient d'arriver sur le théâtre des opérations.

Une deuxième armée, sous Buxhowden, s'approche et, enfin, une armée de réserve est en voie d'organisation.

Forces des Français.

Les forces françaises qui vont prendre part à la campagne ne sont autres que la Grande Armée de 1806. On sait que celle-ci, après la poursuite qui a suivi la bataille d'Iéna - Auerstædt, s'est arrêtée entre l'Elbe et l'Oder, où elle a pris quelque repos pendant que Napoléon s'occupe d'organiser le pays conquis.

Projets de Napoléon.

Napoléon se propose tout d'abord de pouvoir déboucher de la Vistule. Il confie à une forte avant-garde — trois corps d'armée (3e, 5e, 7e) et une masse de cavalerie, sous Murat — la mission de lui ouvrir le passage. Suivant les événements, il orientera ensuite le mouvement du reste de la Grande Armée qui garde, à cet effet, une distance très grande de l'avant-garde (1).

Napoléon conçoit pour celle-ci une manœuvre analogue à celle qu'il a souvent exécutée dans les campagnes précédentes contre un adversaire posté derrière une ligne d'eau, tandis que deux corps d'armée (5e et 7e) contiendront l'ennemi de front et sont, à cet effet, envoyés

(1) Ceci est sans inconvénient, car la composition de l'avant-garde lui donne une *capacité de résistance* suffisante pour lui permettre, le cas échéant, de « manœuvrer en retraite », en combattant, sur le gros, et pour permettre à Napoléon de n'accepter la bataille que toutes forces réunies.

border la Vistule dans la région intermédiaire entre Thorn et Varsovie; un corps d'armée (3e), avec la cavalerie, se saisira du pont de Varsovie et pourra ainsi faire tomber la défense de la Vistule.

De plus, comme le cours de ce fleuve est infléchi vers le nord-ouest de Varsovie à Thorn, le corps qui aura franchi la Vistule à Varsovie constituera une menace sur les communications de l'ennemi.

Napoléon compte que cette menace aura pour effet d'amener l'ennemi à renoncer à défendre la ligne de la Vistule.

Projets des coalisés

Du côté des coalisés, l'armée de Bennigsen a fait sa jonction avec le corps prussien de Lestocq. Tous deux comptent défendre la Vistule en attendant l'arrivée de Buxhowden.

Passage de la Vistule.

A la fin de novembre, Murat, ayant avec lui Davout et la cavalerie, force le passage de la Vistule à Varsovie.

A l'annonce de ce mouvement, Bennigsen, dont les postes avancés bordent déjà la Vistule, recule dans l'angle de la Narew et de l'Oukra inférieure. Lestocq doit également se replier sur l'Oukra, après avoir brûlé le pont de Thorn.

Nouveaux projets de Napoléon.

Certain de pouvoir déboucher de la Vistule, Napoléon se propose de franchir le fleuve sur le front Thorn-Varsovie, de « pivoter autour de Varsovie et de manœuvrer par sa gauche de façon à déborder les Russes sur leur droite, à les séparer des Prussiens, à les rejeter vers le chaos de bois et de marécages du cours moyen de la Narew, à les acculer enfin à la frontière autrichienne » (1).

(1) Qui, dans cette région, suit le cours du Bug.

Par suite des ordres donnés dans ce sens et par suite aussi du temps nécessaire pour faire arriver sur la Vistule tous les corps de la Grande Armée, la droite française reste pendant quelque temps immobile près de Varsovie.

Offensive de Bennigsen

En abandonnant la défense de la Vistule, Bennigsen a eu pour but de ne pas engager les opérations avant l'arrivée de Buxhowden. A l'approche de ce dernier, voyant d'autre part la droite française immobile, il suppose que celle-ci s'est arrêtée parce qu'insuffisamment soutenue.

Il se propose de la rejeter sur la rive gauche de la Vistule. En même temps, Lestocq réoccupera Thorn.

Mais ce dernier se heurte à la gauche française (Ney); le mouvement des Russes, sur Varsovie, n'aboutit à aucun résultat : l'offensive ennemie est donc immédiatement enrayée. Bennigsen se replie sur Pultusk ; Buxhowden, qui vient d'arriver, concentre son armée à Ostrolenka.

Lestocq qui, au moment de la marche en avant, s'est dirigé sur Thorn, se trouve de nouveau séparé de l'armée russe. Napoléon, pour le tenir définitivement à l'écart, dirige sur lui, par Thorn, deux corps d'armée qui, après l'avoir battu à Soldau, se rabattent vers Ostrolenka, sur la droite des Russes.

Combat de Soldau (26 décembre).

Le même jour, à notre droite, le choc entre les armées adverses se produit par le fait de l'offensive prise de part et d'autre. Le maréchal Kaminski est arrivé depuis peu prendre le commandement des armées russes. Celles-ci, séparées en deux masses, sont battues, le 26 décembre, à Pultusk et à Golymin.

Combats de Pultusk et de Golymin (26 décembre).

Les combats de décembre 1806 ont pour résultat de séparer les Prussiens des Russes et de rejeter ceux-ci de la Pologne prussienne. La fatigue de nos troupes ne

permet pas la poursuite et l'armée française prend ses quartiers d'hiver sur la rive droite de la Vistule (1). A notre gauche, un corps d'armée de nouvelle formation (maréchal Lefebvre) assiège Dantzig, que les Prussiens occupent encore.

Campagne d'hiver (1807).

Au commencement de 1807, le maréchal Kaminski et Buxhowden ayant été rappelé, Bennigsen prend le commandement de l'armée russe.

Malgré les rigueurs de la saison, il veut reprendre l'offensive.

Laissant un corps devant la droite française, il fait un circuit vers le Nord, masquant son mouvement derrière les forêts du bassin de la Narew. Il compte surprendre notre gauche et obliquer ensuite au sud-ouest pour couper nos communications. Lestocq relie les Russes au littoral et doit faire lever le siège de Dantzig.

Ce mouvement est éventé. Notre corps de gauche (Bernadotte) se replie aussitôt. Napoléon, averti, prescrit à Bernadotte de battre en retraite sur Thorn pour attirer les Russes à sa suite. Puis il donne des ordres pour la concentration des autres corps à Allenstein, d'où il compte tomber sur le flanc gauche des Russes et les acculer à la mer ou à la basse Vistule. Les Russes poursuivent en effet Bernadotte. Ils favorisent ainsi le plan de Napoléon, lorsqu'un officier français, porteur de dépêches importantes, tombe entre les mains des Cosaques.

Bennigsen, qui a ainsi connaissance des projets de l'Empereur, rappelle ses têtes de colonne, et quand

(1) Entre Varsovie et Elbing.

l'avant-garde française débouche d'Allenstein, elle trouve toute l'armée russe concentrée entre la Passarge et l'Alle.

Napoléon prend ses dispositions pour une action générale ; mais les Russes, ne se sentant pas en sûreté, décampent pendant la nuit et se retirent à marches forcées par la route d'Eylau.

Bataille d'Eylau (8 février 1807)

Napoléon les poursuit. La marche s'exécute sur trois colonnes : à droite, Davout suivant l'Alle ; à gauche, Ney suivant la Passarge ; au centre, Napoléon avec Soult, Augereau, la garde et la réserve de cavalerie (Murat). Ney culbute à Deppen les Prussiens isolés par le départ de leurs alliés. D'autre part, plusieurs combats sont livrés à l'arrière-garde russe.

Chassés d'Eylau dans la soirée du 7 février, les Russes s'établissent au bivouac à l'est de la ville, décidés à livrer bataille.

Napoléon ordonne aussitôt à Ney et à Davout de venir le rejoindre.

Le 8 février, au matin, l'armée russe occupe une ligne de plateaux à l'est d'Eylau. Elle est déployée sur deux lignes face à l'ouest ; les saillants de la position sont garnis de fortes batteries.

Napoléon établit Soult entre le cimetière et le moulin d'Eylau ; à sa droite, Augereau ; à la droite d'Augereau, Murat ; en arrière du cimetière, la Garde.

Les Russes tentent d'abord vainement de culbuter notre gauche. Leur propre gauche est bientôt prise en flanc par Davout, qui débouche sur le champ de bataille. La gauche russe se replie formant une sorte de saillant avec les autres troupes de la ligne de bataille. Napoléon lance Augereau contre ce saillant. Mais, aveuglé par la neige, celui-ci perd sa direction et vient défi-

ler devant une batterie ennemie qui lui inflige des pertes énormes. Il est alors chargé par la cavalerie russe, rejeté sur le cimetière et dégagé seulement par les charges réitérées des escadrons de Murat.

Cependant, Davout a gagné du terrain sur les derrières des Russes et menace leur ligne de retraite. L'arrivée, vers la fin de la journée, du corps de Ney aggravant encore la situation, les Russes rompent le combat.

En résumé, la bataille est peu décisive. Elle a pourtant comme résultat d'obliger les Russes à battre en retraite vers Kœnigsberg.

Napoléon, après les avoir poussés jusqu'à la Pregel, rétrograde pour s'établir, en attendant la belle saison, sur la rive gauche de la Passarge.

Bennigsen cantonne ses troupes aux environs d'Heilsberg, et, jusqu'au printemps, il ne se produit plus que quelques engagements isolés.

Ainsi, pour la deuxième fois, Napoléon est obligé d'interrompre la campagne pour consolider sa situation avant de passer à de nouvelles opérations.

Campagne d'été (1807).

En prenant la détermination de faire rétrograder ses troupes, avancées jusqu'à la Pregel, Napoléon s'est proposé de s'éloigner suffisamment de l'ennemi pour n'être pas inquiété par ses troupes légères pendant le temps que durera la suspension des opérations.

Mais, dans ce mouvement rétrograde, l'Empereur ne peut pas dépasser la région à l'ouest de la Passarge : 1° pour « conserver intact son ascendant moral en Europe » ; 2° pour couvrir le siège de Dantzig.

En fait, les avant-postes français seront au contact

des avant-postes ennemis. Néanmoins, le seul inconvénient de la région choisie est que Napoléon est obligé de faire un détachement important à Varsovie « que des raisons politiques et militaires nous obligent à tenir ».

La zone occupée par les cantonnements affecte la forme d'un carré dont un angle serait sur la rive *droite* de la Passarge, et les trois autres angles sur la rive gauche. L'angle qui est sur la rive droite est formé par Ney (6e corps). Sur la surface du carré cantonnent trois corps d'armée (1er, 3e, 4e).

La Garde est au centre, à Osterode (1).

Ainsi cantonnée, la Grande Armée peut, suivant les événements, soit déboucher sur la rive droite de la Passarge, soit se réunir sur son centre : il suffirait de deux jours pour opérer cette réunion.

Du côté ennemi, Bennigsen est sur l'Alle, à Heilsberg; Lestocq est au sud-ouest de Kœnigsberg.

A la fin de mai 1807, Dantzig capitule. Capitulation de Dantzig.

Débarrassé sur son flanc gauche, Napoléon se propose de reprendre les opérations dans les premiers jours de juin; mais il est prévenu par l'offensive ennemie (2).

Bennigsen projette d'enlever le corps de Ney, qu'il trouve aventuré. Afin de l'envelopper, il se dirige en plusieurs colonnes concentriquement sur Guttstadt. En même temps, un détachement russe, sur la moyenne Pas- Projets de Bennigsen.

(1) Le 7e corps, désorganisé par les pertes subies à Eylau, est dissous et réparti entre les autres corps. Lannes, malade, est relevé du commandement de son corps d'armée, qui est détaché à Varsovie et placé sous les ordres de Masséna, rappelé d'Italie.

(2) La Grande Armée a reçu des renforts tirés d'Allemagne et d'Italie. Après la capitulation de Dantzig, le corps de Lefebvre est dissous et ses éléments répartis entre les autres corps. Mortier (8e corps) rejoint Napoléon; un nouveau corps d'armée est constitué sous les ordres de Lannes, redevenu disponible. Enfin, un corps, sous Brune, garde les communications en Allemagne.

sarge et le corps de Lestocq (1), vers l'embouchure de la rivière, chercheront à s'ouvrir le passage et à empêcher les corps français de venir au secours de Ney.

Mais ce dernier bat en retraite en combattant et dispute le terrain pied à pied. Il donne ainsi à Napoléon le temps de concentrer son armée (2) à Deppen, en vue d'une bataille pour laquelle l'Empereur compte organiser une manœuvre contre l'armée russe *immobilisée* par Ney. Malheureusement, Bennigsen, voyant que son coup de main sur le 6e corps n'a pas réussi, craignant d'avoir sur les bras toutes les forces françaises, renonce à l'offensive. Il se replie sur Heilsberg, tandis que Lestocq reste sur la basse Passarge.

Confiant à un corps d'armée (1er corps) le soin d'accrocher Lestocq, de le refouler et de l'empêcher d'intervenir, Napoléon ébranle son armée à la suite des Russes. Il réussit seulement à leur livrer un combat d'arrière-garde à Guttstadt.

Manœuvre de Friedland.

Sachant alors que les Russes ont « pris position » à Heilsberg, l'Empereur se propose de les attaquer et prépare à cet effet *une manœuvre*.

Napoléon aurait le choix entre manœuvrer par la rive droite de l'Alle pour fermer à l'ennemi les routes du Niémen et le rejeter vers la mer, — ou manœuvrer par la rive gauche pour séparer Bennigsen des Prussiens et l'obliger à la retraite s'il n'accepte pas la bataille.

Le premier parti donnerait, en cas de victoire, des résultats incalculables; mais, en cas de défaite, la re-

(1) Lestocq aura en face de lui Bernadotte. Celui-ci est blessé à la première rencontre, et remplacé par Victor à la tête du 1er corps.

(2) A l'exception du 1er corps.

traite de l'armée française se ferait sur une région désolée et pourrait dégénérer en déroute.

De plus, les Prussiens et les Russes pourraient opérer leur jonction, tandis que le corps français opposé à Lestocq n'arriverait pas sur le champ de bataille.

La deuxième solution est plus prudente : toutes les forces françaises peuvent opérer de concert.

L'opération n'est cependant pas aisée, car la Grande Armée vient d'être étroitement groupée pour une bataille qui n'a pas eu lieu et le réseau routier ne se prête guère, dans cette région, à la marche de grosses troupes : il n'y a qu'une seule route sur la rive gauche de l'Alle, de Guttstadt à Heilsberg, et elle traverse un long défilé.

Faire marcher toute la Grande Armée en une seule colonne sur cette route est s'exposer à ce que, en cas d'échec de l'avant-garde, celle-ci soit rejetée sur le gros, encore engagé dans le défilé et mis ainsi dans l'impossibilité de déboucher : il en résulterait un désastre.

Aussi Napoléon fait-il de la manière suivante la répartition de ses forces : 1° une avant-garde *très fortement constituée* (deux corps d'armée et une partie de la réserve de cavalerie), sous Murat; 2° un gros, formé avec le reste de la Grande Armée.

L'avant-garde est envoyée à Heilsberg par la route de la rive gauche de l'Alle. Sa force lui permet d'accrocher l'ennemi et ensuite *de faire durer le combat* suffisamment longtemps pour que le gros, resté à Guttstadt jusqu'à ce que l'ennemi soit accroché, ait le temps de passer le défilé et de venir *manœuvrer* l'ennemi toujours immobilisé par l'avant-garde.

Mais Murat, qui commande l'avant-garde, ne comprend pas sa mission : au lieu de « nourrir le combat pour gagner du temps, il attaque à fond ».

Au lieu de la *manœuvre* voulue et organisée par

l'Empereur, il se produit donc une *bataille* entre une partie seulement des forces françaises et toute l'armée russe.

Combat d'Heilsberg (11 juin).

C'est le combat d'Heilsberg, sanglante rencontre qui eût pu être un désastre pour nous, si Bennigsen, au lieu de se borner à défendre ses positions, était résolument passé à l'offensive.

Grâce à cette attitude de l'armée russe, Napoléon a le temps de faire arriver son gros au secours de l'avant-garde.

Toutefois, le combat d'Heilsberg lui a montré que, pour remporter une victoire sur ce terrain, il y aura des difficultés considérables à surmonter. Or, Napoléon tient à remporter un succès décisif pour effacer l'échec d'Heilsberg.

Il se propose donc d'amener Bennigsen sur un autre champ de bataille.

A cet effet, il fait intercepter par un corps d'armée (1) la route directe d'Heilsberg à Kœnigsberg. De cette manière Bennigsen ne peut faire que deux choses : ou bien attaquer Napoléon, dont toutes les forces sont maintenant réunies, ou bien battre en retraite par la rive droite de l'Alle, soit pour gagner Kœnigsberg (2) en faisant un grand détour par Friedland, soit pour rétrograder derrière la Pregel et s'y défendre.

La manœuvre de Napoléon réussit : Bennigsen bat en retraite par la rive droite de l'Alle.

Pendant ce temps, Lestocq s'est replié dans la direction de Kœnigsberg.

Napoléon se propose alors de s'interposer entre les

(1) Davout.

(2) Et s'y réunir aux Prussiens.

Prussiens et les Russes, et de rechercher contre les Russes une bataille décisive.

Pour tenir compte des éventualités qui peuvent se produire par suite de la retraite de Bennigsen, Napoléon se met tout d'abord « en garde ». Il groupe le gros de ses forces (1) à Eylau, couvert par deux avant-gardes, l'une sur Kœnigsberg, l'autre sur Friedland.

La première, sous Murat, est fortement constituée (une partie de la réserve de cavalerie et deux corps d'armée) (2), parce qu'elle a pour mission de mettre Lestocq hors de cause et de prendre pied sur la rive droite de la Pregel pour empêcher Bennigsen de songer à défendre cette rivière.

L'autre avant-garde est formée par des éléments de la réserve de cavalerie et le corps d'armée de Lannes.

De son côté, Bennigsen s'est proposé de repasser l'Alle à Friedland et de se diriger sur Kœnigsberg.

Dans la soirée du 13 juin, les renseignements qu'il possède lui représentent l'armée française en marche sur Kœnigsberg, par Eylau, couverte du côté de Friedland par une flanc-garde.

Il se propose de bousculer cette flanc-garde et de venir attaquer en flanc ou en queue le gros de l'armée française. Il fait, en conséquence, jeter deux ponts sur la rivière, qu'il franchit le 14.

Bataille de Friedland (14 juin 1807) (3).

Son armée se déploie sur deux lignes. Elle est, d'autre part, séparée en deux par le ravin du Mühl-Fluss : à droite Gortschakoff, à gauche Bagration.

Du côté français, Lannes, au début isolé sur le champ

(1) Victor, dont la présence devant Lestocq n'est plus nécessaire, reçoit l'ordre de rejoindre.

(2) Soult et Davout.

(3) Jour anniversaire de Marengo.

de bataille, reçoit pour mission d'occuper l'ennemi pour permettre au reste de l'armée d'arriver. Il s'acquitte entièrement de cette mission. Par l'arrivée successive des autres corps dans le milieu de la journée, l'ordre de bataille se trouve ainsi constitué : à droite, Ney; au centre, Lannes; à gauche, Mortier; en réserve, Victor et la Garde.

Tandis que Lannes et Mortier contiennent l'ennemi de front, Ney, suivi de Victor et de la Garde, culbute la gauche russe et la rejette dans le plus affreux désordre sur Friedland et les ponts.

Bennigsen envoie alors à Gortschakoff l'ordre de battre à son tour en retraite; mais celui-ci, écrasé par Lannes et Mortier, engage une lutte désespérée pour tenter de franchir l'Alle et perd un grand nombre d'hommes noyés en essayant de passer à la nage.

Le soir, l'armée de Bennigsen est en retraite sur Wehlau.

Bennigsen ne peut désormais plus tenir la campagne. Il sollicite un armistice et, quelques jours après, le traité de Tilsitt met fin aux hostilités.

Traité de Tilsitt (8 juillet 1807).

Ce traité est un vrai plan de partage de l'Europe continentale entre la France et la Russie : la France acquiert tout l'ouest jusqu'au Niémen et cède le reste à la Russie. La Prusse perd ainsi ses provinces à l'ouest de l'Elbe et ses provinces polonaises.

CAMPAGNE DE 1808 [1]

Evénements antérieurs à l'arrivée de Napoléon.

Causes de la guerre.

Après le traité de Tilsitt, Napoléon peut de nouveau porter son attention vers l'Angleterre et poursuivre l'exécution du blocus continental.

Le Portugal, qui est sous la dépendance de l'Angleterre, ayant à plusieurs reprises refusé de se soumettre au blocus, un corps d'occupation, sous Junot, envahit son territoire.

Octobre 1807.

Ce corps traverse l'Espagne après une simple notification à la cour de Madrid.

Bientôt trois corps d'armée (2) pénètrent en Espagne, sous prétexte de soutenir Junot. On s'empare, dans le même but, des places du nord de l'Espagne, et Murat est nommé général en chef des armées françaises de la péninsule.

Février 1808.

Ces mouvements de troupes ne tardent pas à jeter l'alarme à Madrid.

Napoléon déclare alors au roi Charles IV que l'état de l'Europe exige la réunion à l'empire français des provinces situées entre les Pyrénées et l'Ebre. Il offre en compensation le Portugal.

Charles IV, effrayé par l'invasion française, pense à abandonner son royaume et à s'enfuir en Amérique;

---

(1) Planche X.

(2) Dupont, Moncey, Duhesme; ce dernier opère en Catalogne. Ces corps d'armée, de nouvelle formation, sont presque exclusivement constitués avec des conscrits et des contingents *étrangers*.

l'agitation causée par cette nouvelle amène une révolte contre son gouvernement ; il abdique en faveur de son fils Ferdinand.

23 mars 1808. Pendant ce temps, Murat marche sur Madrid (1). Il y entre sans peine, parce que les partisans de Ferdinand pensent qu'il soutiendra l'avènement du nouveau roi.

Ce dernier sollicite sa reconnaissance par Napoléon.

Mais l'Empereur, sous prétexte de juger la querelle entre le père et le fils, les attire tous les deux à Bayonne, impose au fils la restitution de la couronne à son père, lequel prétend avoir subi une abdication forcée, et décide Charles IV à une abdication nouvelle en sa propre faveur.

A la suite de cela, Joseph est appelé au trône d'Espagne et Murat reçoit le royaume de Naples.

Répression des premiers mouvements insurrectionnels. Ces événements achèvent de révolter les Espagnols. De toutes parts ils courent aux armes et l'insurrection gagne rapidement l'Espagne entière.

Pour étouffer ces premiers mouvements, toutes les forces françaises d'Espagne forment des colonnes dans les différentes provinces (2). Leurs opérations ne présentent guère de faits saillants, sauf en Andalousie.

De ce côté, Dupont, parti de Madrid avec une des divisions de son corps d'armée, marche sur l'Andalousie par le col de Despena-Perros. Voyant que l'insurrection de ce pays est générale, il demande la réunion de ses autres divisions, restées à Madrid.

Pendant ce temps, Joseph, pour aller prendre possession de son trône, s'est mis en marche vers Madrid,

(1) Avec deux corps d'armée, Dupont et Moncey.

(2) Moncey occupe l'Aragon, Duhesme la Catalogne.

escorté d'un corps d'armée, sous Bessières (1). Il entre dans sa capitale, après avoir remporté sur les insurgés un succès à Medina-del-Rio-Seco.

Bataille de Medina del Rio Seco (14 juillet 1808).

Sur ces entrefaites, une des divisions de Dupont lui a été envoyée (division Vedel). Mais, au bout de quelques jours, Dupont, entouré par les insurgés, signe, à Baylen, une honteuse capitulation dans laquelle il commet le crime de comprendre la division Vedel qui, séparée de lui, n'était nullement compromise.

Baylen (20 juin 1808).

L'annonce du désastre de Baylen a, comme conséquence, d'augmenter démesurément la confiance des insurgés et de provoquer un mouvement de retraite important du roi Joseph qui, ne se croyant plus en sûreté à Madrid, évacue la ville et se retire sur l'Ebre, vers Miranda.

D'autre part, en apprenant la capitulation de Dupont, le Portugal se soulève et appelle les Anglais, qui débarquent un corps à l'embouchure du Mondego et prennent position à Vimeiro, en attendant l'arrivée de renforts. Junot rappelle alors ses divisions éparses en Portugal, se concentre à Lisbonne et attaque en vain les Anglais sur leur position.

Bataille de Vimeiro (20 août 1808).

Se voyant dans l'impossibilité de continuer la lutte, le général français signe la « convention de Cintra », par laquelle ses troupes doivent être ramenées en France avec armes et bagages par les vaisseaux anglais.

Convention de Cintra (30 août 1808).

Ainsi, à la fin d'août, la situation est la suivante : la Péninsule, si facilement envahie, est presque évacuée jusqu'à l'Ebre. Deux corps ont capitulé : l'un d'une façon honteuse, l'autre honorablement. Madrid est abandonné : l'insurrection paraît victorieuse.

Situation à la fin d'août.

(1) Récemment envoyé à l'armée d'Espagne et qui a servi depuis son arrivée à garder les communications avec Bayonne.

Campagne de Napoléon en Espagne.

Entrevue d'Erfurt (septembre-octobre 1808)

Les événements qui précèdent décident Napoléon à se rendre en Espagne. Mais auparavant il a, avec le tsar, de longs entretiens à Erfurt et s'assure ainsi l'alliance ou tout au moins la neutralité de la Russie. Puis il s'occupe de réorganiser l'armée d'Espagne et de lui envoyer des renforts.

Une fois complètement organisée, l'armée d'Espagne comprendra huit corps, dont trois tirés de la Grande Armée (1er, 5e, 6e), et cinq formés avec les troupes déjà en Espagne, renforcées. Ces corps sont commandés par : 1er, Victor; 2e, Soult (1); 3e, Moncey; 4e, Lefebvre (2); 5e, Mortier (3); 6e, Ney; 7e, Saint-Cyr; 8e, Junot (2). Il faut ajouter à ces forces la réserve de cavalerie, sous Bessières, et la Garde impériale (4).

Le 7e corps opère sur un théâtre particulier, la Catalogne.

Le 8e corps est celui qui a été ramené en France après la convention de Cintra.

La composition de l'armée d'Espagne appelle quelques réflexions :

Lorsque, à la fin de 1807, Napoléon a décidé d'intervenir dans les affaires de la Péninsule, il a dû augmenter considérablement les effectifs de l'armée française.

Ne pouvant, à ce moment, prélever sur la *Grande*

---

(1) A pris le commandement du corps de Bessières, placé à la tête de la réserve de cavalerie.

(2) Composé de deux divisions étrangères.

(3) Mortier et Junot ne sont pas arrivés au moment où les opérations commencent.

(4) La *Grande Armée* d'Allemagne est dissoute. Les forces françaises restées en Allemagne pour occuper le pays portent le nom d'armée du Rhin et sont sous les ordres de Davout.

Armée les troupes nécessaires en Espagne, il a été amené à constituer celles-ci avec des conscrits et des contingents étrangers, médiocrement encadrés, par suite d'une solidité douteuse.

Pour entreprendre des opérations décisives, Napoléon est obligé de renforcer ses troupes d'Espagne avec des éléments tirés de la Grande Armée. Mais les événements obligent à conserver, en Allemagne, des effectifs importants : on devra donc y remplacer les vieux soldats par des conscrits. La qualité moyenne de la troupe sera sensiblement diminuée. « Si, à partir de ce moment, l'armée française remporte encore nombre de brillants succès, elle n'obtiendra plus des triomphes aussi éclatants qu'en 1805, 1806 et 1807.

« On voit que c'est la guerre d'Espagne qui est la cause initiale de la diminution de valeur des armées françaises.

« L'année 1808 marque la période de transition entre la *Grande Armée*, d'effectif moyen mais de qualité supérieure, et les armées françaises qui combattront ultérieurement en Espagne, en Autriche et en Russie, qui seront composées d'effectifs bien plus considérables, mais dont la valeur intrinsèque aura beaucoup baissé. »

Caractéristique de la campagne de 1808.

La caractéristique de la campagne de 1808 est que Napoléon doit, avec un effectif relativement restreint, occuper un territoire très étendu, habité par une population aussi hostile que fanatique et faire face à des groupements ennemis qui se montrent un peu partout.

L'Empereur est donc obligé d'agir toujours avec méthode et prudence. De plus, en raison de la multiplicité des exigences auxquelles il faut faire face, Napoléon doit « se borner à poser les bases générales de manœuvres de large envergure dont il confie l'exécution à ses

lieutenants; le talent de ces derniers et les circonstances doivent faire le reste ».

Du côté ennemi, les Espagnols, enthousiasmés par leur succès à Baylen et la retraite de Joseph, ne songent à rien moins qu'à envahir la France. Le plus difficile est pour eux de constituer un gouvernement. Après de nombreux flottements une *junte centrale*, acceptée par les généraux et par la nation, est établie à Aranjuez (septembre 1808). Elle s'occupe d'abord de lever des armées ; mais l'enthousiasme du moment étant son seul moyen de recrutement, le contingent est faible.

En ce qui concerne le commandement, un conseil de guerre, composé des principaux généraux, est placé auprès de la junte centrale d'Aranjuez (1).

Plan d'opérations des généraux espagnols.

Ce conseil élabora le plan suivant, comme une imitation de Baylen : envelopper l'armée française retirée sur l'Ebre en débordant ses deux ailes, d'une part, par Bilbao et, d'autre part, par Pampelune.

Ce projet présente un défaut capital : il laisse aux Français toute latitude pour exécuter une manœuvre dans laquelle Napoléon excelle tout particulièrement et qui consiste à se jeter en masse successivement sur chacune des armées espagnoles, séparées par de grandes distances et à les écraser l'une après l'autre.

La répartition des forces espagnoles est faite conformément au plan de campagne adopté.

Quatre armées sont formées : 1° une, à gauche, sous Blake, doit tourner la droite française par Bilbao; 2° une, à droite, sous Palafox, doit tourner la gauche française par Pampelune; 3° une, au centre, sous Castaños, borde l'Ebre en aval de Logrono et doit suivre le

(1) Une pareille organisation du commandement peut tout au plus permettre à des talents oratoires de se développer à huis clos.

mouvement de l'armée de droite. Enfin, une quatrième armée doit être formée en réserve.

Ces forces doivent s'augmenter d'un corps anglais formé, sous Moore, avec les troupes opérant en Portugal, que des renforts doivent venir rejoindre. L'Angleterre espère, en effet, faire renaître une coalition sur le continent.

L'arrivée des premiers renforts français détermine la junte à faire commencer les opérations projetées. Blake se porte sur Bilbao. Mais des dissentiments s'élèvent entre Castaños et Palafox, de sorte que ces deux généraux restent séparés au lieu de se réunir sur l'extrême gauche de Joseph. Ce dernier, retiré sur l'Ebre, ne s'est pas conformé aux instructions de l'Empereur relatives à la manière dont Napoléon compte trouver son armée répartie au moment où il arrivera prendre en personne le commandement (1).

Napoléon aurait voulu que l'armée, réunie dans la région de Vittoria, fût « en garde », c'est-à-dire couverte par une avant-garde vers Burgos et une autre vers Tudela, les deux directions par lesquelles on peut, par suite de la topographie du pays, déboucher de Vittoria pour agir offensivement.

Malgré les instructions de l'Empereur, le roi Joseph disperse ses troupes partout où il croit voir un danger et, malgré quelques succès partiels, sans résultat acquis pour la suite des opérations, les corps français se trouvent, au moment de l'arrivée de Napoléon, former un *cordon*, la droite à Bilbao, sur le golfe de Gascogne, la gauche à Tudela.

(1) Il est vrai que le roi Joseph n'est pas militaire. Ni lui ni son chef d'état-major, Jourdan, n'ont l'autorité voulue sur les maréchaux.

L'emplacement de la droite française résulte d'événements survenus quelques jours seulement avant l'arrivée de l'Empereur.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, Blake a, de ce côté, pris l'offensive pour tourner la droite française. Mais il a été bousculé par nos deux corps de droite (Victor et Lefebvre) qui, après l'avoir chassé de Bilbao, l'ont à nouveau culbuté au combat de Guenès (premiers jours de novembre).

Projets de Napoléon.

L'intention de Napoléon est de couper par le centre les armées espagnoles et de se rabattre ensuite successivement sur les deux tronçons ainsi formés pour les envelopper et les détruire.

La disposition des forces françaises en cordon n'est pas avantageuse pour l'exécution de ce plan.

De plus, au lendemain du combat de Guenès, Blake a reçu des renforts et repris l'offensive contre Victor et Lefebvre (1). D'autre part, une nouvelle armée espagnole, dite armée d'Estramadure (2), a été envoyée de Madrid sur Burgos pour combler le vide entre la droite et la gauche espagnole.

Napoléon veut tout d'abord s'emparer de Burgos, parce que cette ville est au débouché d'un défilé dont il lui faut être maître pour pouvoir pénétrer dans la vieille Castille.

Par suite de ces projets et de la situation de l'ennemi, l'Empereur va faire manœuvrer son armée sous le couvert de trois avant-gardes : 1° une, défensive, contre la droite espagnole (un corps d'armée, Moncey, en obser-

(1) Dans ce mouvement offensif de la gauche espagnole, une division française, isolée à Valmaseda, échappe à grand'peine à un désastre.

(2) Aux ordres du général Galuzzo.

vation sur l'Ebre, vers Logrono); 2° une, offensive, contre la gauche espagnole (deux corps d'armée, Victor et Lefebvre, qui reçoivent l'ordre d'accrocher Blake et de le refouler) (1) ; 3° une, offensive, pour ouvrir le débouché de Burgos (un corps d'armée, Soult, et une partie de la cavalerie). Le *gros* marche dans les traces de cette troisième avant-garde.

Combat de Burgos.

Soult livre en avant de Burgos un combat heureux à l'armée d'Estramadure et entre à Burgos.

Bataille d'Espinosa (10 novembre 1808).

Le lendemain, Victor et Lefebvre remportent à Espinosa une victoire sur Blake.

Celui-ci bat en retraite, mais Napoléon envoie le corps d'armée de Soult lui couper la route. Atteinte à Reinosa (12 novembre), la gauche espagnole est dispersée : elle est désormais hors de cause.

Soult demeure dans la région où il vient d'arriver pour soumettre et occuper les Asturies.

Napoléon rappelle à lui Victor et Lefebvre et prend ses dispositions pour la suite des opérations (2).

A ce moment, la situation du côté ennemi est la suivante : la droite espagnole (Palafox et Castaños) est toujours sur l'Ebre devant Moncey; l'armée d'Estramadure, bousculée à Burgos, s'est retirée au sud de cette ville sur le Douro; enfin, des forces anglaises importantes ont pénétré en Espagne venant du Portugal.

---

(1) Sur le terrain où opèrent ces deux maréchaux, il suffisait d'une offensive ennemie suivie de succès pour les jeter à la mer. De plus, leur théâtre d'opérations n'a pas la profondeur voulue pour pouvoir faire *durer* la défensive par une manœuvre en retraite.

Enfin, les effectifs français et espagnols de ce côté sont sensiblement équivalents. On s'explique ainsi pourquoi Napoléon *paraît* vouloir mener deux opérations de front. En réalité, tout est subordonné à la marche sur Burgos.

(2) Mortier et Junot ne sont pas encore arrivés en Espagne.

Manœuvre contre la droite espagnole.

Napoléon se propose, maintenant qu'il a détruit la gauche espagnole, d'agir de même contre la droite.

Pour pouvoir détruire celle-ci, il faut avant tout la maintenir *isolée*.

Or, à la nouvelle de l'échec de Blake, elle peut battre en retraite sur Madrid par la route directe et être rejointe par l'armée d'Estramadure.

De plus, Napoléon a connaissance de l'arrivée de l'armée anglaise. *Il considère celle-ci comme l'ennemi principal, beaucoup plus sérieux que les armées espagnoles dont l'organisation laisse à désirer.* L'Empereur estime qu'il n'a pas besoin de toutes ses forces pour venir à bout de la droite ennemie : il va donc ne leur opposer que le strict nécessaire et, avec le reste, demeurer *en garde*.

En conséquence : 1° le maréchal Lannes (1) est mis à la tête d'un groupe formé du corps de Moncey et d'une division, avec mission de remonter l'Ebre et d'attaquer de front la droite espagnole. Cette attaque doit être immédiate; 2° Ney, avec son corps d'armée, partant de Burgos, pique droit au sud pour atteindre le Douro dans la région où s'est retirée l'armée d'Estramadure. Il ne trouve, du reste, pas cette armée qui s'est ensuite repliée sur Madrid. Alors Ney remonte le Douro.

Il a pour mission de couper la retraite à la droite espagnole et d'agir en coopération avec Lannes.

Bataille de Tudela (23 novembre 1808).

Ce dernier descend l'Ebre et culbute, à Tudela, les deux armées espagnoles qui y sont réunies. Les vaincus battent en retraite partie sur Madrid (armée du centre), partie sur Saragosse (armée de droite).

Lannes, malade, laisse à Moncey le soin de la pour-

(1) Qui a suivi l'Empereur en Espagne, mais n'a pas reçu le commandement d'un corps d'armée.

suite, pensant que les fuyards trouveront Ney sur leur chemin.

Malheureusement, celui-ci, malgré les ordres très précis de Napoléon, s'en est laissé imposer par les renseignements contradictoires recueillis dans le pays. Il a ainsi perdu du temps et fait seulement sa jonction avec Moncey sous les murs de Saragosse.

Néanmoins, la droite et le centre espagnols peuvent être considérés comme détruits.

Moncey reçoit l'ordre de mettre le siège devant Saragosse. Ney marche dans les traces de ceux des vaincus de Tudela qui rétrogradent vers Madrid (1).

Quant à Napoléon, il marche sur Madrid où il a hâte d'arriver pour replacer son frère sur le trône et affirmer sa domination sur la Péninsule, par l'occupation de la capitale.

Dans cette marche, l'Empereur a avec lui Victor, la Garde et la réserve de cavalerie.

Le corps d'armée de Lefebvre suit le mouvement, mais en flanc-garde vers l'ouest. Il a pour rôle de surveiller l'armée anglaise contre laquelle il servirait d'avant-garde au cas où elle entrerait en opérations. Il servirait également à aider par une manœuvre Napoléon à franchir la Sierra-Guadarrama si cette chaîne de montagnes ne pouvait être franchie à Somo-Sierra, direction qu'a prise l'Empereur. Mortier, qui vient d'arriver en Espagne, est à Burgos pour assurer les communications avec la France (2).

L'armée d'Estramadure, renforcée de troupes de nou-

(1) Il ne parviendra pas à les atteindre, et l'armée espagnole « du centre », sous les ordres du général La Peña, successeur de Castaños, exécutera sa retraite sans difficulté.

(2) Junot n'est pas encore arrivé.

velle levée, cherche à disputer la route à Napoléon, au passage de la Sierra-Guadarrama.

Combat de Somo-Sierra (30 novembre 1808).

Elle est attaquée, culbutée à Somo-Sierra (1) et Napoléon continue sa marche sur Madrid. Il y arrive le 2 décembre (2), jour anniversaire d'Austerlitz, y pénètre après un court bombardement et rétablit Joseph sur le trône d'Espagne (3).

Opérations en Catalogne.

Sur un théâtre d'opérations excentrique, la Catalogne, a lieu, pendant ce temps, une campagne particulière.

Dès le début de la guerre d'Espagne, le général Duhesme, envoyé avec une division pour réprimer l'insurrection en Catalogne, a été bloqué à Barcelone. Les efforts tentés pour le ravitailler ont été vains, car la flotte anglaise tient la mer et le pays est battu par des forces espagnoles nombreuses.

Aussi, en arrivant en Espagne, Napoléon envoie-t-il en Catalogne un corps d'armée entier, sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, à qui il donne carte

---

(1) Charge légendaire des *chevau-légers* polonais, troupe de nouvelle organisation créée par Napoléon avec des contingents polonais.

(2) Ney rejoint Napoléon à Madrid et prend part au siège de la ville. Lefebvre reçoit l'ordre de rejoindre à Madrid où il arrive quelques jours plus tard. Les Anglais n'ont pas inquiété sa marche.

(3) Indépendamment de l'importance politique que Napoléon attache à la possession de Madrid, des considérations *militaires* lui font tenir à l'occupation de cette ville. C'est là, en effet, qu'il pourra réunir des approvisionnements de toute nature et constituer ainsi une *base d'opérations* pour la suite des hostilités, surtout si les événements l'amènent à pénétrer en Portugal.

blanche, lui indiquant seulement, comme but de ses opétions, le déblocus de Barcelone.

Nous possédons à ce moment la place de Figuières ; mais, pour atteindre Barcelone en partant de ce point, il faut être maître de trois places fortes : 1° à gauche, Roses, sur la route qui longe la mer ; 2° à droite, Girone et Hostalrich, situées sur la route de terre et de manière à être difficilement évitées par une troupe ayant besoin de chemins praticables à l'artillerie.

Or, il faut se hâter de débloquer Barcelone, car le général Duhesme est à court de vivres. On ne peut donc pas entreprendre le siège des trois places. Gouvion-Saint-Cyr se décide pour celui de Roses, dont le golfe sert d'abri à la flotte anglaise et dont la garnison peut, à cause de la proximité, inquiéter celle de Figuières.

Après avoir enlevé cette ville, Saint-Cyr marche sur Barcelone ; mais, pour pouvoir éviter les places de Girone et d'Hostalrich, il part sans son artillerie, emmenant seulement avec lui les chevaux de trait nécessaires pour atteler les pièces et le matériel qu'il sait trouver à Barcelone, après avoir débloqué cette place.

Saint-Cyr bouscule tout d'abord un corps espagnol au passage de la Fluvia.

Il a ensuite deux routes pour se rendre à Barcelone : à droite, la route de terre, sur laquelle se trouvent les deux places fortes déjà citées ; à gauche, la route de mer, sous le canon de la flotte anglaise. Saint-Cyr se sert habituellement de ces deux routes, les suivant alternativement au moyen des chemins de traverse qui les font communiquer et sachant tromper l'ennemi sur sa marche.

Averti de son approche, le corps de siège de Barcelone se porte au-devant de lui.

Saint-Cyr, bien que n'ayant pas d'artillerie, s'ouvre

Bataille de Cardedeu

néanmoins la route par la bataille de Cardedeu et entre à Barcelone.

Il ne veut toutefois pas se renfermer dans la place et projette alors de détruire les forces espagnoles de Catalogne.

Dans ce but, il laisse à ces dernières le temps de se concentrer et leur inflige ensuite une déroute complète à Molins del Rey.

Bataille de Molins del Rey (décembre 1808).

La Catalogne est conquise.

Opérations contre les Anglais.

Situation au début des opérations.

Après l'entrée de Napoléon à Madrid, la situation des forces espagnoles dans le midi de la Péninsule est la suivante : l'armée du centre (celle que Ney a suivie) s'est repliée dans la région de Valence; l'armée d'Estramadure, après ses échecs successifs, s'est repliée sur le Tage vers la frontière du Portugal; une nouvelle armée s'organise en Andalousie.

D'autre part, Napoléon est informé de mouvements de l'armée anglaise dans la vallée du Douro.

L'Empereur se propose maintenant de détruire l'armée anglaise. Il groupe, en conséquence, son armée (1) dans la région de Madrid.

De plus, il prescrit à Soult (2) de traverser les montagnes et de venir dans la vieille Castille, où il sera rejoint par Junot, nouvellement arrivé en Espagne.

Premiers mouvements de l'armée anglaise.

Moore, aussi embarrassé que les Français, dans un

(1) Victor, Lefebvre, Ney, la Garde et presque toute la réserve de cavalerie. Mortier est sur l'Ebre, où il couvre Moncey, occupé au siège de Saragosse, qui sera prise, à la fin de février 1809.

(2) Qui occupe les Asturies, comme il a été dit plus haut.

pays dont les habitants sont hostiles à tous les étrangers, a remonté le Douro pour menacer ensuite les communications des Français. Ayant appris l'arrivée de Soult dans la Vieille-Castille avec des forces inférieures aux siennes, il projette de marcher contre lui. Mais il perd du temps à attendre des renforts anglais qui lui arrivent par mer (1) et les débris de l'armée de Blake, reformés sous les ordres de la Romana. Ce dernier est alors généralissime des armées espagnoles, Blake et Castaños ayant été destitués à la suite de leurs défaites.

Informé de la marche de Moore, Napoléon souhaite de le voir s'engager davantage vers le nord de l'Espagne et prescrit dans ce but à Soult de tâcher d'attirer les Anglais au lieu de les repousser.

Projets de Napoléon.

Quant à lui, il se propose de réaliser la manœuvre suivante : Soult accrochera l'armée anglaise tandis que Napoléon débouchera sur les derrières de cette armée avec les forces dont il peut disposer.

A cet effet, il envoie, dès que cela est possible, une partie du corps de Ney en avant-garde au débouché nord du col de Guadarrama. Napoléon se tient prêt à suivre cette avant-garde lorsque les renseignements se préciseront.

Il faut aussi, pendant les opérations contre les Anglais, assurer l'occupation de Madrid et se tenir *en garde* contre les forces espagnoles encore susceptibles de tenir la campagne.

A cet effet, une forte garnison est laissée à Madrid; Victor a son corps d'armée réuni vers Tolède, couvert par deux avant-gardes, l'une sur la route de Valence, contre l'ancienne « armée du centre », l'autre sur la route qui mène en Andalousie par le col de Despeña-

(1) Par la Corogne.

Perros, contre les troupes en voie d'organisation en Andalousie.

Quant à Lefebvre, il est dans la vallée du Tage, ayant devant lui des débris de l'armée d'Estramadure qui paraissent vouloir rentrer en scène. Il a pour mission de refouler cette armée. Il servirait ensuite de réserve qui, suivant les événements, ou bien renforcerait Victor, ou bien rejoindrait Napoléon pour agir contre l'armée anglaise.

En fait, aucun événement important ne se passera, pour le moment, du côté des armées espagnoles. Les opérations n'auront lieu que contre l'armée anglaise. Les forces que Napoléon dirige de sa personne contre cette armée se composent de Ney, de la Garde et de la réserve de cavalerie renforcés d'éléments tirés d'autres corps.

D'ailleurs, la manœuvre organisée par Napoléon n'aboutit pas à un résultat décisif parce que, dans un pays insurgé comme l'Espagne, où, de plus, le réseau routier est rare, il est extrêmement difficile soit de se procurer sur l'ennemi des renseignements précis, soit de coordonner les mouvements de deux groupes de forces comme ceux dirigés respectivement par Napoléon et par Soult, coordination qui est indispensable au succès de la manœuvre.

Quoi qu'il en soit, Soult, arrivé vers la fin de décembre au nord-est de Benavente, se trouve à une journée de marche des Anglais.

Il en prévient Napoléon qui lui ordonne de battre en retraite si l'ennemi l'attaque et de le poursuivre l'épée dans les reins s'il se retire. Mais, instruit de l'arrivée de l'Empereur, Moore bat en retraite. Il traverse, près de Benavente, la Esla, dont il fait sauter les ponts.

La Romana franchit la rivière plus au nord à Mansilla où il laisse une forte arrière-garde.

Soult ne parvient pas à accrocher l'armée anglo-espagnole.

Aussi, au lieu d'une bataille générale, n'y a-t-il que deux engagements partiels : l'un de cavalerie, à Benavente, où les chasseurs de la garde, qui ont passé la Esla à gué, sont enveloppés par des forces de cavalerie très supérieures et ne s'échappent qu'en repassant la rivière à la nage ; l'autre, au pont de Mansilla, où Soult, qui suit les traces de La Romana, détruit l'arrière-garde de ce dernier. 26 décembre 1808.

Moore continue sa retraite sur Astorga ; La Romana suit la même direction, malgré les instances du général anglais qui lui demande vainement de se jeter dans les Asturies pour menacer le flanc droit des Français. Il en résulte un grand encombrement des routes, que la mauvaise saison contribue encore à rendre difficilement praticables.

Napoléon continue la poursuite ; mais, arrivé à Astorga, il reçoit de France des dépêches lui annonçant les armements de l'Autriche.

Il confie à Soult, avec deux corps d'armée (1), le soin de poursuivre les Anglais, puis retourne à Valladolid pour recevoir plus rapidement des nouvelles de France.

Moore a deux routes pour continuer sa retraite : celle de la Corogne et celle de Vigo, menant toutes deux à d'excellentes rades, propices à l'embarquement de son armée. Il se décide pour la première, qui est la plus

(1) Soult et Ney. Le corps de Junot est fondu dans celui de Soult, et Junot va prendre le commandement du corps de siège de Saragosse à la place de Moncey, que Napoléon ne trouve pas assez actif.

courte, mais obtient que La Romana prenne la seconde pour éviter l'encombrement.

Malgré le mauvais temps et des chemins affreux, Soult poursuit très énergiquement Moore. Celui-ci s'arrête à Lugo, y « prend position » et, pendant trois jours, attend l'attaque des Français.

Soult ne se décide pas à engager la bataille, et la retraite des Anglais reprend.

Arrivé à la Corogne, Moore s'établit sur la défensive aux abords de la ville pour attendre les transports que les vents contraires empêchent d'approcher. Soult diffère son attaque pour donner à ses troupes, qu'une marche rapide a échelonnées, le temps d'arriver. Il profite de ce répit pour reconnaître les positions ennemies et prend l'offensive, lorsqu'il voit les transports anglais accumulés sur les quais de la Corogne. La journée s'achève sans avantage marqué de part et d'autre, car le maréchal Soult hésite à engager ses dernières troupes contre un ennemi prêt à se retirer.

10 janvier 1809. Les Anglais se rembarquent donc, ayant subi en Espagne de grandes pertes comme hommes et comme matériel, ayant aussi perdu beaucoup de leur considération politique auprès des Espagnols qui les considèrent comme incapables de les sauver. Peut-être eussent-ils été complètement détruits si les circonstances avaient favorisé le maréchal Soult.

Le mauvais temps et l'état des chemins ne lui ont pas permis de joindre les Anglais de manière à les envelopper. D'autre part, les trois jours passés devant Lugo, de même que l'arrêt devant la Corogne ne sauraient lui être reprochés, car, dans ces deux circonstances, ses troupes, par suite de leur marche rapide, n'ont pas été assez dans la main de leur chef pour qu'il ait été possible de livrer une bataille décisive.

Pour obtenir de réels succès, il eût surtout fallu la présence de Napoléon.

Mais l'Empereur, se jugeant indispensable en France, repart pour Paris, après avoir décidé que les troupes se reposeront pendant un mois avant d'envahir le Midi de la Péninsule.

CAMPAGNE DE 1809 [1]

Situation politique de l'Europe à la fin de 1808.

« L'Angleterre, qui nous a déjà suscité des guerres avec toutes les puissances de l'Europe dans le but de détourner d'elle-même nos coups, continue la lutte par les armes sur mer, par sa diplomatie sur le continent. »

En effet, à la suite de la guerre d'Espagne, décidée à de grands sacrifices pour détourner encore une fois l'orage vers le continent, elle offre de larges subsides à toutes les puissances. Elle ne réussit ni auprès de la Russie, qui désire la paix, ni auprès de la Prusse, qui n'oserait se déclarer contre nous qu'en cas d'insuccès.

Seule l'Autriche se laisse entraîner, sous la condition que l'Angleterre lui fournira des subsides et fera des débarquements en Hollande et en Italie.

La cinquième coalition présente donc ceci de particulier : tandis que l'Autriche semble être notre seule ennemie, cette puissance a, en réalité, l'appui moral de tous les trônes, qui sont ses auxiliaires secrets.

Situation militaire des belligérants. Forces françaises.

Au moment où Napoléon revient d'Espagne, les forces françaises d'Allemagne sont les suivantes (2) :

1° L' « armée du Rhin », sous le maréchal Davout, cantonnée en Saxe et en Franconie. Son effectif équivaut à peu près à deux corps d'armée ;

2° Un corps d'observation de deux divisions, portant le nom de « commandement des villes hanséatiques ». Ce corps, commandé par Bernadotte, est, en principe,

(1) Principales sources bibliographiques :
Commandant Bonneau, *Campagne de* 1809; colonel Bonnal, *La Manœuvre de Landshut.*

(2) Planche XI.

destiné à surveiller la Suède, toujours alliée de l'Angleterre.

Ces forces sont insuffisantes et l'Empereur prend immédiatement ses dispositions pour organiser l'« armée d'Allemagne ». Celle-ci, une fois complètement formée, comprendra :

1° Trois corps d'armée constitués avec des éléments français : Lannes (2e corps), Davout (3e corps), Masséna (4e corps) ;

2° Trois corps d'armée constitués avec des éléments étrangers : Lefebvre (7e corps, Bavarois), Vandamme (8e corps, Wurtembergeois), Bernadotte (9e corps, Saxons) ;

3° La réserve de cavalerie (Bessières) et la Garde impériale.

De plus, nous aurons : en Westphalie, un corps, sous Jérôme ; en Italie, une armée, sous le prince Eugène ; en Dalmatie, un corps, sous Marmont, et, en Pologne, le corps polonais de Poniatowski.

Forces autrichiennes.

Du côté ennemi, il faut noter que les Autrichiens ont adopté, suivant notre exemple, l'organisation en corps d'armée.

La masse principale des forces doit se réunir en Allemagne et former huit corps, sous l'archiduc Charles.

Un corps, sous l'archiduc Ferdinand, est sur les frontières du grand-duché de Varsovie, avec la mission de contenir les Polonais et d'observer les Russes qui nous ont promis leur concours à l'entrevue d'Erfurt.

Enfin, l'archiduc Jean, avec deux corps d'armée, a pour mission d'occuper les troupes françaises du côté de la Dalmatie et de l'Italie.

Projets de l'archiduc Charles.

L'archiduc Charles s'arrête d'abord à un premier projet consistant à déboucher de la Bohême avec la majeure partie de ses forces, contre l'armée du maréchal Da-

vout et à la battre avant l'arrivée des autres forces françaises.

Il compte ensuite soulever les populations allemandes et se porter dans le flanc de Napoléon, que deux corps d'armée, restés en Bavière, contiendront de front.

Cependant les premiers mouvements des troupes françaises font supposer à l'archiduc que l'armée d'Allemagne aura le temps de se concentrer sur la rive droite du Danube avant que le maréchal Davout puisse être entamé. Il craint alors que les deux corps autrichiens restés sur cette rive soient écrasés sans qu'il puisse leur venir en aide. Il adopte en conséquence un second projet consistant à grouper sur la rive droite du Danube la plus grande partie des forces autrichiennes. Il laisse seulement deux corps d'armée en Bohême, pour servir de noyau aux contingents allemands qui s'insurgeront et qui feront ensuite leur jonction avec la masse principale aux environs de Ratisbonne. Puis, une fois la jonction faite, le gros de l'armée remontera le Danube par la rive droite, les deux corps de Bohême par la rive gauche, de manière à faire tomber en les débordant les défenses qui s'appuieraient au fleuve sur une rive ou sur l'autre.

Ce deuxième projet présente, aux yeux de l'archiduc, l'avantage de couvrir la route de Vienne. D'autre part, ses opérations, moins hardies, il est vrai, sont aussi moins dangereuses pour l'armée autrichienne qu'il tient à ménager, convaincu que, tant qu'elle ne sera pas entièrement détruite, le sort de la monarchie ne sera pas décidé.

Projets de Napoléon.

Quant à Napoléon, son projet consiste à *aller à Vienne, comme en 1805, par la vallée du Danube.*

Les raisons de ce projet forment la caractéristique de la campagne qui va s'ouvrir.

Tandis, en effet, que nos ennemis progressent sous le

rapport de l'organisation militaire, de la valeur des troupes et de l'esprit qui anime l'armée, la qualité des troupes françaises a diminué, par suite de l'introduction dans nos rangs d'une grande quantité d'étrangers et de conscrits.

Napoléon ne dispose donc plus de l'incomparable instrument de guerre avec lequel il pouvait tout oser. En outre, il tient à ménager ses effectifs, car, par suite de la continuation de la guerre en Espagne et en Italie, il a besoin de beaucoup de troupes et les ressources d'un pays en hommes ne sont pas indéfinies.

Ces considérations expliquent pourquoi Napoléon ne cherche pas, dès le début des opérations, à détruire l'armée ennemie par une bataille. En projetant d'aller à Vienne, il espère que l'effet moral produit par l'occupation de cette capitale amènera la fin des hostilités. En réalité, cet espoir ne se réalisera pas et, pour obtenir un résultat, il faudra en arriver à une rencontre décisive.

Quoi qu'il en soit, Napoléon reste de sa personne à Paris aussi longtemps qu'il le peut, « de manière à bien établir que c'est l'Autriche qui veut la guerre et laisser à cette puissance le rôle d'agresseur, ainsi que la responsabilité morale des conséquences de la lutte ».

L'Empereur espère, en même temps, endormir l'Autriche et gagner le temps indispensable à l'organisation de son armée d'Allemagne.

En attendant d'avoir sur le groupement des forces ennemies des renseignements suffisants pour établir son projet d'opérations, il prend une attitude défensive et se contente de faire converger les corps de son armée principale sur le Danube bavarois, c'est-à-dire dans une position centrale entre les deux régions où l'Autriche peut concentrer son armée : la Bohême et la haute Autriche.

Ne laissant en Prusse que des garnisons et en Pologne que l'armée de Poniatowski pour contenir l'archiduc Ferdinand, il emploie toutes ses autres forces à former l'armée d'Allemagne.

Celle-ci est rassemblée aux environs d'Ulm et d'Augsbourg, couverte du côté de la Bohême par un corps d'armée (Davout), qui est sur le Rednitz, et du côté de la haute Autriche, par le corps bavarois (Lefebvre), qui occupe la ligne de l'Isar.

L'armée d'Allemagne présente donc une masse centrale et deux avant-gardes. En cas d'attaque inopinée, suivant que la majorité des corps autrichiens déboucheraient de la Bohême ou de la haute Autriche, Napoléon pourrait manœuvrer avec le gros de ses forces sur l'une ou l'autre rive du Danube, à l'abri de l'une ou l'autre de ces avant-gardes.

Dès l'annonce des premiers mouvements des Autrichiens en Bohême, Napoléon, pensant les voir déboucher de cette région, envoie de Paris, où il est encore, des instructions au maréchal Berthier, son chef d'état-major général (1).

Ces instructions envisagent le cas où l'ennemi attendra quelque temps pour prononcer son offensive et celui où il attaquera sans délai. Les ordres donnés en vue de la première éventualité sont modifiés quelques jours après, l'Empereur ayant eu connaissance des mouvements ennemis de la Bohême vers la haute Autriche et pensant, en conséquence, que l'attaque principale peut venir de l'Inn.

(1) Tout général a, auprès de lui, un état-major chargé de le seconder dans la partie matérielle de son commandement et à la tête duquel se trouve le chef d'état-major. Celui-ci ne donne jamais d'ordres en son nom personnel, mais toujours au nom de son général, dont il est, en quelque sorte, le « bras droit ».

Berthier restera chef d'état-major général jusqu'en 1814.

Mais, en cas d'attaque inopinée, la conduite à tenir est toujours la même : la concentration s'effectuera aux environs d'Ingolstadt, les Bavarois rétrogradant sur cette ville, en défendant successivement les petits affluents du Danube, Davout se retirant derrière l'Atmühl et de là à Ingolstadt. Cette retraite des corps extrêmes donnera le temps de concentrer toutes les forces. Napoléon arrivant ensuite prendra la direction des opérations.

Début des hostilités.

Or, les Autrichiens prennent inopinément l'offensive sur tous les théâtres d'opérations. Les deux corps de Bohême, sous Bellegarde, débouchent dans le haut Palatinat.

De son côté, l'archiduc Charles franchit l'Inn et se porte sur l'Isar.

Se conformant aux instructions de l'Empereur au cas d'une attaque immédiate, le maréchal Davout rétrograde vers Ingolstadt, et, deux jours après la déclaration de guerre, il est derrière l'Altmühl, couvert par des détachements sur les deux principales routes d'invasion : Amberg et Ratisbonne.

Malheureusement, le maréchal Berthier, qui n'a pas compris les ordres de l'Empereur, en particulier en ce qui concerne le maréchal Davout, lui prescrit alors de se porter sur Ratisbonne. Il va s'y trouver entouré au nord par les deux corps de Bellegarde et au sud par l'archiduc Charles, qui a refoulé le corps bavarois.

Celui-ci, en effet, au lieu de se retirer lentement, en escarmouchant avec les avant-gardes autrichiennes, a, dès l'ouverture des hostilités, battu immédiatement en retraite et s'est ensuite reporté en avant sur les injonctions du maréchal Berthier. Le résultat de ces flottements est que les divisions bavaroises, bousculées, doivent se retirer entre le Danube et l'Abens.

Situation le 17 avril.

En résumé, le 17 avril 1809, au moment de l'arrivée

de Napoléon, la situation des éléments de l'armée d'Allemagne présents sur le théâtre des opérations est la suivante : 1° à droite, Vandamme à Donauwerth, Masséna et Oudinot (1) autour d'Augsbourg; 2° à gauche, Davout à Ratisbonne; 3° au centre, les Bavarois en déroute.

Quelque fâcheuse que soit cette situation, le génie de Napoléon va y remédier.

L'Empereur projette tout d'abord de concentrer son armée sur la rive gauche de l'Ilm, la droite à Pfaffenhofen, la gauche à Neustadt.

Il prescrit en conséquence à Davout d'abandonner Ratisbonne en y laissant seulement une faible garnison. Lefebvre, avec les Bavarois, manœuvrera pour protéger ce mouvement s'il y a lieu. Masséna et Oudinot se dirigeront sur Pfaffenhofen.

Les renseignements que possède Napoléon sur l'ennemi lui donnent à penser que l'archiduc marche sur Ratisbonne pour isoler Davout. Si ce dernier revient immédiatement derrière l'Ilm, il aura quitté la place au moment où l'ennemi pourra y arriver. L'archiduc frappera donc dans le vide et d'autre part prêtera le flanc à toute l'armée française concentrée.

Mais, par suite d'une interprétation erronée des instructions de l'Empereur, le mouvement de Davout subit un retard d'un jour et se trouve, en conséquence, contrarié par l'ennemi.

En effet, l'archiduc, après avoir traversé l'Isar, marche sur Ratisbonne, se couvrant à gauche par une forte flanc-garde, sous les ordres du général Hiller.

Combats de Tengen et de Pfaffenhofen (19 avril 1809).

Il en résulte une double rencontre : à Tengen, où

(1) Oudinot commande provisoirement le 2e corps en attendant l'arrivée de Lannes.

Davout se heurte à l'archiduc, et vers Pfaffenhofen, où Masséna culbute Hiller et s'ouvre le passage. Les corps français peuvent néanmoins atteindre les emplacements fixés par l'Empereur.

L'armée française est concentrée, l'armée ennemie est en face d'elle : il semble qu'il n'y ait plus qu'à en venir aux mains.

Néanmoins, sous l'empire de l'idée préconçue d'aller, comme en 1805, à Vienne par la rive droite du Danube, Napoléon ne va pas chercher la bataille immédiate. Il va, au contraire, manœuvrer dans le but d'amener les Autrichiens à évacuer la Bavière et à faire leur retraite sur l'Isar puis sur l'Inn, espérant achever leur désorganisation au cours de la longue marche rétrograde qu'ils exécuteront pour arriver à Vienne.

A cet effet, il donne à Masséna l'ordre de se diriger sur Mosbourg, d'y passer l'Isar et de couper, à Landshut, les communications de l'archiduc. Puis il porte le reste de ses forces en avant « comme pour une battue », dans la direction de Landshut, culbute à Abensberg le détachement du général Hiller qu'il prend pour le gros de l'armée autrichienne et ne s'arrête que sur la Grande Laber.

Combat d'Abensberg (20 avril 1809).

Davout, qui se trouve à la gauche, éprouve plus de résistance, mais rend compte néanmoins que l'ennemi bat en retraite vers Eckmühl.

Napoléon voit alors la situation de la façon suivante : l'armée autrichienne se retirant par Eckmühl sur Landshut ou Straubing, couverte par des arrière-gardes qui tiennent la Grande Laber de Pfaffenhausen jusqu'au delà d'Eckmühl. Il envoie en conséquence à Davout des renforts pour qu'il puisse avoir raison de l'arrière-garde qui lui a opposé de la résistance. Quant à Napoléon, avec le reste de ses troupes, il refoulera l'arrière-garde

qui lui fait face sur Landshut, où Masséna, arrivé dès la veille, lui barrera le passage.

En réalité, Davout a devant lui la majeure partie de l'armée autrichienne.

Combats de Pfaffenhausen et de Landshut (21 avril 1809).

L'Empereur, continuant sa marche en avant, culbute à Pfaffenhausen (1) les troupes d'Hiller, déjà battues la veille ; mais l'arrivée tardive de Masséna à Landshut permet à celles-ci de traverser l'Isar après un violent combat, ne laissant guère entre nos mains que des impedimenta.

Le peu de temps mis par l'ennemi à franchir la rivière fait alors pressentir à l'Empereur qu'il s'est trompé en croyant avoir eu affaire, durant ces derniers combats, au gros des forces de l'archiduc. Les rapports de Davout achèvent de le fixer : il envoie aussitôt des renforts vers Eckmühl et arrive lui-même au secours du maréchal.

En effet, l'archiduc, qui se trouve devant Davout, voyant sa gauche (Hiller) refoulée au combat d'Abensberg, a songé à passer sur la rive gauche du Danube. Aussi n'a-t-il, à ce moment, opposé à Davout qu'une faible résistance. Mais, aprenant que ses deux corps de Bohême (sous Bellegarde) se sont emparés de Ratisbonne, il a repris l'offensive. Il a fallu toute l'énergie du maréchal Davout pour lui résister et donner à Napoléon le temps d'accourir.

A la nouvelle de l'approche de l'Empereur, l'archiduc rétrograde sur Ratisbonne, laissant seulement un corps d'armée à Eckmühl pour couvrir sa retraite.

Bataille d'Eckmühl (22 avril 1809).

Attaqué de tous côtés, ce corps doit céder. Les cuirassiers autrichiens chargent pour arrêter notre mouve-

(1) Ne pas confondre Pfaffenhausen, qui se trouve à 20 kilomètres au nord de Landshut, avec Pfaffenhofen, qui se trouve sur l'Ilm, à environ 40 kilomètres au nord de Munich.

ment, et la bataille se termine par un combat de cavalerie dans lequel les escadrons ennemis se dévouent pour protéger la retraite.

L'archiduc n'ose pas alors risquer une grande bataille ayant le Danube à dos. Il laisse une garnison à Ratisbonne et traverse le fleuve.

Prise de Ratisbonne (23 avril 1809).

Napoléon s'empare de Ratisbonne, puis il fait suivre l'archiduc par Davout jusqu'à l'entrée des défilés de Bohême. Ce mouvement n'est toutefois pas une poursuite au sens vrai du mot, car l'archiduc s'arrête sur la Regen, s'attendant à une bataille.

Ici encore, la rencontre n'aura pas lieu. Napoléon tient, en effet, à marcher sur Vienne, estimant que l'occupation de cette capitale produira sur l'ennemi plus d'impression qu'une poursuite acharnée (1).

Quoi qu'il en soit, si, au cours de cette campagne, l'Empereur n'a pas encore obtenu la désorganisation de l'armée ennemie ; si, à deux reprises différentes, il n'a pas saisi l'occasion d'une victoire, il a néanmoins acquis des résultats considérables au point de vue moral et politique. Le bruit de ses succès a, en effet, calmé l'effervescence des populations en Allemagne et décidé la Prusse à rester neutre.

Marche sur Vienne.

La marche sur Vienne présente avec celle de 1805 la différence suivante : en 1805, nous n'étions pas directement menacés sur notre flanc gauche, tandis que nous le sommes, en 1809, par l'archiduc Charles, qui est en Bohême avec des forces importantes. D'où la nécessité de garantir le flanc gauche d'une façon très complète.

(1) On a donné comme motif de la marche sur Vienne le désir de dégager le prince Eugène, qui vient d'être battu, et de se rapprocher du Tyrol en insurrection. Ce résultat eût été obtenu par une victoire sur le gros des forces ennemies. C'est ailleurs, croyons-nous, qu'il faut, comme il a été dit plus haut, chercher le motif de la détermination de l'Empereur.

D'autre part, l'Empereur juge inutile d'envoyer des troupes sur la rive gauche du Danube et il conserve, jusqu'à Vienne, toute son armée sur la rive droite. Mais, à partir de Ratisbonne, un corps d'armée entier longe le fleuve et devance l'armée à chaque point de passage important (1).

Du côté autrichien, le général Hiller, après son échec d'Abensberg, a battu en retraite vers l'Inn, poursuivi par une partie de la réserve de cavalerie. Il se propose de continuer sa retraite pour aller opérer plus en arrière sa jonction avec l'archiduc.

L'Empereur veut, au contraire, empêcher cette jonction. Dans ce but, il accélère le plus possible la marche de ses troupes. Hiller est culbuté au sanglant combat d'Ebersberg, et, n'osant plus livrer de nouveau combat, il traverse le Danube à Mautern pour rejoindre l'archiduc qui lui donne rendez-vous au nord de Vienne.

Combat d'Ebersberg (3 mai 1809).

D'autre part, l'archiduc Maximilien, qui occupe cette capitale, l'abandonne sans résistance sérieuse et passe sur la rive gauche en détruisant les ponts.

12 mai 1809. Napoléon entre à Vienne. Il pousse alors au loin sa cavalerie du côté du Tyrol et de l'Italie pour faciliter sa jonction avec le prince Eugène et obliger l'archiduc Jean à un grand détour par la Hongrie s'il veut rejoindre son frère l'archiduc Charles.

Celui-ci, nous le savons, est, avec la presque totalité

(1) La colonne principale se compose de Lannes, Vandamme, la Garde et la réserve de cavalerie. La sécurité du flanc gauche est assurée de la manière suivante : Masséna devance l'armée à chaque point de passage important. Il est relevé par Davout, qui rallie l'armée après avoir suivi l'archiduc vers la Bohême. Enfin, Davout lui-même est relevé par Bernadotte, qui arrive de Saxe, où son corps d'armée a été formé.

Du côté droit, Lefebvre va occuper le Tyrol insurgé.

La Grande Armée est ainsi couverte sur ses deux flancs.

des forces autrichiennes, sur la rive gauche du Danube.

Il en résulte que l'armée française va maintenant avoir à effectuer le passage de ce fleuve. En effet, l'armée principale ennemie n'ayant pas été mise hors de cause dans les opérations précédentes, Napoléon doit en arriver à viser *sa destruction par la bataille*. Par suite de la situation respective des deux adversaires, les opérations vont se localiser. L'archiduc Charles est obligé de rester près de Vienne, car s'il remonte vers la Bohême pour menacer les communications de Napoléon, celui-ci peut le couper de la Hongrie et de l'archiduc Jean. Si, au contraire, il descend en Hongrie, il perd la Bohême et débarrasse Napoléon du souci de ses communications, tout en lui abandonnant le passage du Danube. Or, tant que son adversaire reste devant la capitale, Napoléon ne peut s'en éloigner, car s'il remonte le Danube, il perd Vienne avec les ressources que lui offre cette ville et, de plus, ouvre les communications entre les archiducs Charles et Jean.

S'il descend le fleuve, il risque de voir l'archiduc Charles faire le mouvement inverse, franchir le Danube en amont, couper nos communications et faire sa jonction sur nos derrières avec les troupes du Tyrol et d'Italie.

L'armée française fait une première tentative de passage à Nussdorf (4 kilomètres en amont de Vienne).

Cette entreprise échoue parce que le pays est découvert et que l'ennemi voit les préparatifs du passage. Napoléon choisit ensuite l'île Lobau, île boisée, de grandes dimensions, qui sépare le Danube en deux bras. Celui de droite, que l'on peut passer sans être inquiété, est le plus grand.

Le passage de vive force d'une rivière ne peut s'opérer que par surprise. Or, pour surprendre, il faut aller

vite. Cette condition de rapidité entre trop en ligne de compte dans la construction du pont sur le grand bras du Danube. Il en résulte que le pont, dont la solidité n'est pas suffisante, se rompt sous la violence du courant aussitôt les premières troupes (deux divisions du corps Masséna) passées sur la rive gauche du Danube.

Le passage est immédiatement rétabli et des renforts sont envoyés à Masséna.

Mais le pont se rompt pour la deuxième fois et le maréchal se trouve isolé avec de faibles forces, en face de toute l'armée de l'archiduc Charles.

Bataille d'Aspern et d'Essling (21-22 mai 1809.)

Ce dernier prend l'offensive : c'est la bataille d'Aspern et d'Essling.

Elle dure deux jours : le premier jour (21 mai), Masséna résiste seul autour des villages d'Aspern et d'Essling, aux efforts de quatre corps autrichiens. Le grand pont est rétabli dans la soirée et quelques renforts peuvent passer.

Mais, dans la nuit, troisième rupture du pont sous une crue du Danube, que les Autrichiens essayent de rendre plus dangereuse encore en lançant dans le courant des troncs d'arbres et des brûlots. Le deuxième jour (22 mai), le pont est rétabli avant le lever du soleil. Napoléon peut traverser le fleuve avec des forces importantes et attaque l'archiduc.

Au moment où nos dernières troupes vont traverser le grand bras, le pont se rompt pour la quatrième fois et d'une façon irrémédiable, coupant notre ligne de retraite ; les munitions commencent à manquer. Napoléon ramène alors ses troupes sur la ligne Aspern - Essling, où il pourra garder une attitude défensive. Ce mouvement de recul enhardit les Autrichiens. La lutte s'engage de nouveau autour des deux villages dont nous finissons par rester maîtres.

Néanmoins la situation est grave.

Pour y faire face, Napoléon décide de rentrer dans l'île Lobau, en attendant que le grand pont, rétabli, permette de repasser sur la rive droite du Danube. Il attendra, pour tenter un nouveau passage, l'arrivée de l'armée d'Italie, dont l'approche est annoncée.

Opérations de l'armée d'Italie et du corps de Dalmatie.

En Italie, le prince Eugène a, tout d'abord, été battu à Sacile par l'archiduc Jean (16 avril). Les événements d'Allemagne ayant ensuite obligé ce dernier à se rapprocher de Vienne, le prince Eugène l'a poursuivi et battu sur la Piave. L'archiduc Jean a continué sa retraite, laissant un corps devant Marmont qui, comme nous l'avons vu, est en Dalmatie. Malgré la présence de ce corps ennemi, Marmont vient faire sa jonction avec le prince Eugène et bientôt celui-ci, après avoir franchi le Semmering, donne la main à l'armée de Napoléon (26 mai). L'Empereur, voulant se débarrasser de l'archiduc Jean, le fait poursuivre par le prince Eugène, qui le bat au Raab et le rejette en Hongrie.

Bataille du Raab (14 juin).

L'armée d'Italie rapproche alors ses cantonnements de ceux de l'armée d'Allemagne.

A cette dernière armée, on a mis à profit le temps écoulé depuis Aspern pour faire de grands préparatifs de passage. Trois ponts bien protégés relient la rive droite du Danube à l'île Lobau, transformée en véritable forteresse. L'armée a été renforcée du corps de Bernadotte, qui est venu la rejoindre.

Au commencement de juillet, les Autrichiens, sur la rive gauche du Danube, ont des détachements dans les villages d'Aspern, Essling et Enzersdorf, qui ont été fortifiés.

Plus en arrière, ils occupent, avec cinq corps d'armée, les hauteurs de la rive nord du Russbach, sur un front

de vingt kilomètres environ : la gauche à Neusiedel, le centre à Wagram, la droite vers le Bisamberg.

La raison de ces dispositions est que l'archiduc compte, en cas d'offensive de notre part, rester sur la défensive à sa gauche, où il occupe une position très forte, et attaquer, au contraire, par sa droite, les colonnes françaises marchant sur le Russbach.

Cette attitude expectante constitue néanmoins une faute. L'archiduc Charles, après la bataille d'Aspern et d'Essling, eût dû tout mettre en œuvre pour nous inquiéter, au lieu de nous laisser préparer à loisir un nouveau passage du fleuve.

Quoi qu'il en soit, le 4 juillet, Napoléon reprend l'offensive.

Quatre ponts jetés dans le rentrant oriental de l'île Lobau donnent successivement passage à Oudinot (successeur de Lannes, tué à Essling), Davout et Masséna. Un violent orage et le feu des batteries de l'île, qui prennent Enzersdorf pour objectif, favorisent cette opération.

Bataille de Wagram (5-6 juillet)

La reprise de l'offensive par l'armée française donne lieu à la bataille de Wagram.

Elle dure deux jours.

La première journée est presque exclusivement consacrée au passage du Danube et au déploiement de l'armée.

Les trois corps qui ont franchi le Danube dans la journée du 4 forment une véritable couverture en arrière de laquelle viennent se placer en deuxième ligne Marmont, Bernadotte et l'armée d'Italie. La Garde et la réserve de cavalerie viennent se former en troisième ligne. Deux divisions de cavalerie protègent chacun des flancs de ce dispositif de rassemblement.

L'armée se porte ensuite en avant et se déploie en ordre de bataille de la manière suivante :

La première ligne s'écarte en éventail : Davout, flanqué à droite par deux divisions de cavalerie, marche sur Neusiedel ; à sa gauche, Oudinot se dirige sur Baumersdorf ; Masséna marche vers Aspern et Essling, dont il doit prendre les fortifications à revers. Pour combler le vide qui existe de ce fait entre Masséna et Oudinot, l'armée d'Italie et Bernadotte se placent à la gauche d'Oudinot, reliés à Masséna par deux divisions de cavalerie.

En réserve, se dirigeant sur Raschdorf, sont Marmont, la réserve de cavalerie et la Garde. Le déploiement n'est achevé que vers la fin de la journée.

Malgré l'heure tardive, l'Empereur, craignant de voir arriver l'archiduc Jean sur le champ de bataille, fait attaquer les hauteurs du Russbach, donnant à sa gauche la mission de contenir seulement la droite ennemie. Cette attaque ne réussit pas et doit être remise au lendemain. Les troupes couchent sur leurs positions.

Le 6 juillet, les deux adversaires prennent l'un et l'autre l'offensive.

Le plan de Napoléon est celui de toutes ses batailles : « attaquer l'ennemi sur tout son front pour le fatiguer et l'amener à engager toutes ses forces, puis l'achever en enfonçant un point quelconque de sa ligne avec une masse plus puissante que les forces qui lui sont opposées. » Ici, c'est la gauche ennemie que l'Empereur veut enfoncer. A cet effet, dès les premières heures du jour, il prescrit à Davout et à Masséna de se rapprocher du centre. Masséna doit seulement laisser une division (Boudet) devant Aspern et Essling. Ces mouvements ont pour but de grouper une masse importante sous la main de Napoléon. Oudinot, l'armée d'Italie et Bernadotte sont

chargés d'attaquer droit devant eux pour user l'ennemi.

De son côté, l'archiduc veut profiter de son succès de la veille. Il renonce à sa première idée de défensive sur le Russbach et projette une attaque par les deux ailes soutenues par le centre, dans un dispositif en forme de tenaille.

Sa gauche (deux corps d'armée) doit déboucher du Russbach, détourner l'attention des Français de ce qui se passe à leur gauche et assurer la jonction avec l'archiduc Jean dont l'arrivée paraît imminente. Le centre descendra de Wagram et marchera droit devant lui.

La droite (deux corps d'armée), dont l'intervention doit être décisive, a pour mission de couper notre gauche du Danube. Les trois attaques doivent se produire simultanément.

Par suite d'un retard dans la transmission des ordres, c'est la gauche autrichienne qui commence le mouvement.

A ce moment, Davout, se conformant aux ordres de Napoléon, est en marche pour se rapprocher du centre français. Devant l'offensive ennemie, il revient sur ses pas et refoule jusqu'au Russbach les deux corps autrichiens qui lui sont opposés. Ceux-ci reçoivent d'ailleurs de l'archiduc Charles l'ordre de se maintenir sur la défensive, en attendant que le mouvement de la droite soit entamé.

Au centre du champ de bataille, Bernadotte, trouvant que le mouvement prescrit à Masséna a pour conséquence de laisser le 9e corps dans une situation aventurée, évacue Aderklaa presque aussitôt après l'avoir enlevé et laisse retomber ce village au pouvoir du centre autrichien.

Napoléon, tenant à conserver ce point d'appui, utile pour la suite de ses opérations, modifie l'ordre précé-

demment donné à Masséna et lui prescrit de le reprendre.

Un vif combat s'engage autour d'Aderklaa, dont Masséna réussit à s'emparer, mais qu'il perd quelques instants après et cela précisément au moment où la division Boudet (devant Aspern et Essling) va avoir sur les bras les deux corps de la droite autrichienne, qui se sont portés en avant.

Masséna marche aussitôt au secours de son lieutenant. Mais son départ dégarnit notre centre et une masse de cavalerie autrichienne fait irruption dans la trouée.

Pour parer à ce nouveau danger, Napoléon fait charger sa réserve de cavalerie. La charge balaie le terrain, et une immense batterie de cent pièces de canon, aux ordres du général Drouot, vient combler le vide produit par le départ de Masséna.

Confiant dans l'énergie de ce dernier pour contenir la droite ennemie, Napoléon envoie à Davout l'ordre de déborder à tout prix la gauche autrichienne, manœuvre qu'il considère comme décisive.

Puis, dans le but de dégager sa propre gauche, il fait prendre à l'armée d'Italie tout entière une formation en colonne serrée et profonde et la lance, à la façon d'un bélier, dans la direction de Süssenbrunn. Ni les charges de la cavalerie autrichienne, ni les feux croisés de plusieurs corps d'armée ennemis ne peuvent arrêter sa marche. Mais, arrivée à 2.000 mètres de Süssenbrunn, elle a perdu plus du quart de son effectif et est obligée de suspendre son mouvement jusqu'à l'arrivée de la Garde qui vient là renforcer. Sous cette poussée, la colonne se reporte en avant et, à 2 heures, le centre ennemi est repoussé au delà de Gérarsdorf.

A notre gauche, Masséna, après une lutte très vive,

finit par rester maître d'Aspern et d'Essling et culbute les deux corps de la droite ennemie.

A notre droite, Davout progresse et déborde la gauche autrichienne. Ce succès est acquis dès midi.

Peu après, Bernadotte et Oudinot sont maîtres de Baumersdorf et de Wagram.

A 3 heures, l'archiduc Charles ordonne la retraite, qui s'exécute en remontant le Russbach. L'archiduc Jean, attendu toute la journée, n'arrive que vers le soir et, apprenant la défaite de son frère, se retire également vers le nord.

En résumé, ce qui a déterminé le gain de la bataille, c'est le mouvement du maréchal Davout. Mais c'est une victoire très chèrement achetée, au prix de pertes énormes.

De plus, nos troupes, exténuées, ne peuvent poursuivre que faiblement.

Traité de Vienne (14 octobre 1809).

Les débris de l'armée autrichienne sont néanmoins atteints à Znaïm, où est signé un armistice dont la conséquence est le traité de Vienne : La France acquiert les provinces illyriennes, qui sont annexées au royaume d'Italie ; l'Autriche adhère au blocus continental et paye une forte indemnité de guerre.

CAMPAGNE DE 1812 [1]

Situation politique.

La cause profonde de la guerre contre la Russie est contenue dans le traité de Tilsitt.

Napoléon, en effet, ne rêve rien moins que de reconstituer, sous l'hégémonie française, l' « empire d'Occident », dont la limite orientale serait formée par la Dwina et le Dniéper. Or le traité de Tilsitt, en ne permettant ni la reconstitution de la Pologne, ni la suppression absolue de la monarchie prussienne, oppose une barrière insurmontable à ce projet.

D'autre part, Napoléon est hostile aux intentions du tsar qui songe à s'emparer de Constantinople.

Pour ces divers motifs, les rapports ne tardent pas à se tendre entre les deux souverains. Bientôt Napoléon se voit refuser la main d'une grande-duchesse de Russie. De son côté, l'empereur Alexandre proteste contre la réunion à la France des côtes des mers du Nord et de la Baltique. La région annexée englobe en effet les possessions du grand-duc d'Oldembourg, proche parent du tsar.

Dès 1811, on juge de part et d'autre la lutte inévitable et l'on s'y prépare en silence (2).

« La partie est formidable, car si Napoléon dispose

---

(1) Planche XII.

(2) Consulter comme documents pour l'étude de la campagne de 1812 : *La manœuvre de Vilna*, du général Bonnal, et *La guerre nationale de 1812*, publication du grand Etat-Major russe, traduite par le commandant Cazalas. Voir, en particulier, dans ce dernier ouvrage (tome V, p. 291), une lettre du général Ouvarov à l'empereur Alexandre I^er^ au sujet de l'état politique de l'Europe en 1811 et, à la page 339, la discussion d'un projet d'opérations présenté au ministre de la guerre par le lieutenant-colonel Wolzogen.

de troupes nombreuses, manœuvrières et bien commandées, la Russie a pour elle l'immensité du territoire et une race inépuisable de soldats aussi durs aux privations qu'aux intempéries, que les sentiments religieux et politiques, confondus ensemble, peuvent pousser jusqu'aux limites extrêmes du stoïcisme. »

Situation militaire de la France.

Au commencement de 1811, la situation militaire de la France, à l'extérieur de ses frontières, est la suivante :

Nous avons des troupes nombreuses en Espagne et en Portugal.

En situation d'intervenir sur le théâtre des opérations prochaines, nous avons :

Sur l'Elbe, un corps d'observation, commandé par le maréchal Davout;

En Pologne, l'armée polonaise du prince Poniatowski.

Nous disposons des contingents saxon, bavarois, westphalien, wurtembergeois, hessois et badois.

Sur les côtes de la mer du Nord et de la Manche est réuni un corps d'observation, dit « de l'Océan ».

Enfin, en Italie, le prince Eugène peut réunir une armée composée de Français et d'Italiens.

Vers le milieu de l'année 1811, apprenant que la Russie met sur le pied de guerre ses troupes stationnées sur les frontières de la Prusse et du grand-duché de Varsovie, Napoléon renforce le corps du maréchal Davout, qui doit lui servir d'avant-garde pour les opérations ultérieures.

Au cas où les Russes prendraient immédiatement l'offensive, l'armée polonaise, stationnée dans le grand-duché de Varsovie, leur disputerait successivement les passages de la Vistule et de l'Oder, tandis que Davout se porterait avec son corps d'observation dans la région

du bas Oder, pour tomber de là dans le flanc droit des colonnes russes.

Napoléon prend enfin toutes les mesures d'organisation nécessaires pour entamer une campagne au cours de laquelle l'éloignement et la rigueur du climat lui susciteront des difficultés toutes particulières.

Projets des Russes.

Du côté des Russes, plusieurs opinions se partagent les esprits au sujet des opérations à exécuter.

Une première opinion consiste à prendre l'offensive : agir ainsi serait faire le jeu de Napoléon en lui diminuant les distances et en lui permettant d'opérer à portée de ses ressources. On y renonce donc.

Une autre opinion consiste à se retirer vers l'intérieur de l'empire russe, à y attirer Napoléon, à détruire tout sur son passage afin de l'épuiser, puis à reprendre l'offensive et à le rejeter hors du territoire. Depuis 1807, en effet, l'état-major russe a la crainte de Napoléon et se méfie de ses manœuvres enveloppantes.

Aux attaques audacieuses de 1807, qui ont eu leur dénouement à Eylau et à Friedland, vont succéder le souci de la conservation et la préoccupation de ne pas se laisser couper des routes qui mènent à Moscou et à Saint-Pétersbourg.

Le champion de cette opinion est Barclay de Tolly, qui demande la réunion de toutes les forces russes pour battre en retraite.

Mais un troisième avis émane du général Pfuhl, conseiller militaire du tsar.

Imitateur maladroit de la campagne de Wellington contre Masséna, en Portugal (1810), il propose également de battre en retraite devant l'invasion française.

Deux armées seraient formées. L'une d'elles, dite principale, chercherait à attirer à sa suite l'armée française et se réfugierait dans un camp retranché établi à Drissa,

sur la Dwina, où elle attendrait l'épuisement des forces françaises pour reprendre l'offensive. L'autre armée, dite secondaire, serait réunie en Volhynie. Elle reculerait également devant l'invasion française et serait ensuite chargée d'assaillir notre armée en flanc et en queue au moment où les Russes reprendraient l'offensive.

Ce projet du général Pfuhl est adopté et va être suivi d'exécution pendant les premières opérations. Plus tard, quand Barclay de Tolly recevra le commandement en chef, nous le verrons immédiatement ordonner la réunion des deux armées.

Il faut remarquer que le camp de Drissa n'a aucune raison d'être, car les Russes disposent d'un élément qui a manqué à Wellington en Portugal : l'espace. Il est, d'autre part, maladroit de chercher à arrêter l'armée française dès le début, alors qu'elle est en possession de tous ses moyens.

Projets de Napoléon.

Quant à Napoléon, son plan fondamental, conçu dès 1811, est le suivant : faire croire aux Russes qu'il va envahir la Volhynie, la province la plus fertile de leur territoire ; profiter de leur erreur et de la configuration de leur frontière occidentale pour marcher rapidement vers le bas Niémen et attaquer en flanc les forces ennemies, soit qu'elles restent immobiles le long de leur frontière, soit qu'elles prennent l'offensive.

Or, ainsi que nous l'avons vu en exposant les projets des Russes, ni l'une ni l'autre de ces éventualités ne va se réaliser.

Néanmoins, les opérations de l'armée française, jusqu'au moment où Napoléon apprend la retraite des Russes, sont conduites conformément au plan ci-dessus.

Une fois complètement organisée, la Grande Armée de 1812 comprendra :

1° Quatre corps français : Davout (1er), Oudinot (2e), Ney (3e), prince Eugène (4e) ;

2° Quatre corps étrangers : Poniatowski (5e, formé par l'armée polonaise), Saint-Cyr (6e, composé des Bavarois), Reynier (7e, composé des Saxons), roi Jérôme (8e, formé par les Westphaliens et les Hessois) ;

3° La réserve de cavalerie (Murat) ;

4° La Garde impériale, comprenant la vieille garde (anciens soldats), sous Lefebvre, et la jeune garde (recrues), sous Mortier.

A ces forces, il faut ajouter un corps prussien, sous Yorck et un corps autrichien, sous Schwartzenberg.

Enfin, plus en arrière, deux corps seront organisés pour garder les communications : le 9e (Victor) et un corps dit de réserve (Augereau).

L'effectif total de la Grande Armée dépasse 600.000 hommes.

Au milieu du mois de mars 1812, le gros de la Grande Armée (cinq corps) a atteint l'Elbe avec ses têtes de colonne entre Magdebourg et Dresde (1). Il est couvert sur la Vistule par l'armée polonaise, occupant la région de Varsovie et se reliant par des détachements avec la garnison de Dantzig (2).

Cette couverture est soutenue en arrière par Reynier, au sud de Francfort-sur-l'Oder.

Le corps prussien d'Yorck est Königsberg ; celui de Schwartzenberg est en Galicie.

Enfin Davout s'est porté du bas Elbe sur le bas Oder et s'efforce de répandre la fausse nouvelle de son départ prochain pour Varsovie et d'une invasion imminente de la Volhynie.

(1) Les corps d'armée se meuvent parallèlement les uns aux autres, chacun d'eux utilisant une ou plusieurs routes parallèles.

(2) On se rappelle que Dantzig a capitulé au mois de mai 1807. Elle va servir de place de dépôt pour les opérations de 1812.

A la même époque, Napoléon est informé qu'une armée russe (environ 150.000 hommes, sous Barclay) est répartie « en cordon » le long du Niémen, sur un front de 400 kilomètres, le centre à Vilna (1), et qu'une autre armée (100.000 hommes, sous Bagration) est en Volhynie. Or, aussi longtemps que les forces russes seront coupées en deux par les marais de Pinsk, il leur sera difficile de lier leurs opérations.

D'autre part, il est important de retenir Barclay dans son dispositif défectueux, qui lui interdit toute velléité d'offensive.

A cet effet, Napoléon projette de déployer la Grande Armée sur la Vistule. Cette manœuvre ne sera qu'une feinte pour inciter l'armée de Barclay à rester dispersée.

Du reste, la distance qui sépare encore les belligérants (400 kilomètres) assure à Napoléon la certitude de grouper tout à loisir son armée si l'ennemi prend l'offensive en modifiant son dispositif.

Pour maintenir Bagration en Volhynie, Napoléon va associer aux fausses nouvelles d'invasion de cette région des démonstrations effectuées par l'extrême droite de la Grande Armée déployée.

Les mouvements résultant de ces projets commencent immédiatement.

La nouvelle, reçue à la fin d'avril, qu'une armée russe, sous Tormasof, est en marche du bas Danube vers la Volhynie, où elle doit remplacer celle de Bagration, qui remontera vers le nord, n'incite Napoléon à apporter aucune modification aux dispositions ordonnées.

De sorte que, au milieu de mai, la Grande Armée est déployée le long de la Vistule, de Pulawy à Dantzig.

(1) Nous avons déjà, à propos d'une précédente campagne, expliqué le danger de pareilles dispositions.

Le 7e corps, formant la droite, fait des démonstrations sur Lublin. Les Autrichiens de Schwartzenberg sont à Lemberg ; le corps prussien est toujours à Königsberg.

Une fois la Vistule franchie, Napoléon groupe ses corps d'armée de manière à les disposer pour l'exécution de la manœuvre découlant de son plan fondamental.

Au commencement de juin, la Grande Armée présente trois masses et deux corps de flanc.

La droite, sous le commandement du roi Jérôme, comprend trois corps d'armée (5e, 7e, 8e), et se trouve dans la région de Varsovie.

Le centre, sous le prince Eugène, comprend deux corps (4e, 6e), et se trouve sur le cours moyen de l'Ukra.

La gauche, commandée directement par l'Empereur, comprend trois corps d'armée (1er, 2e, 3e) et la Garde. Elle occupe la région comprise entre Elbing et Osterode.

Les deux corps de flanc sont : à droite, les Autrichiens de Schwartzenberg et, à gauche, un nouveau corps d'armée (10e corps), formé sous le commandement de Macdonald, des Prussiens d'Yorck, avec l'adjonction d'une division française.

Ses forces ainsi groupées, Napoléon va marcher en échelons : la gauche, en avant, dirigée sur le Niémen ; la droite, refusée, restant momentanément aux environs de Varsovie et faisant des démonstrations sur la Volhynie.

Dans l'esprit de l'Empereur, cette disposition pare à toutes les éventualités :

Si les Russes continuent à rester immobiles le long de leur frontière occidentale, la gauche et le centre français auront toute facilité pour envelopper Barclay, sur lequel ils possèdent la supériorité du nombre, et lui offriront la bataille dans des conditions très désavantageuses pour lui. Pour que cette hypothèse se réalise, il

faut que les démonstrations du roi Jérôme aient pour effet de maintenir Bagration en Volhynie.

Si, au contraire, les Russes veulent se concentrer, ils ne peuvent le faire que de trois manières : ou bien Bagration se mettra en marche de la Volhynie vers le Nord. Il prêtera ainsi le flanc à Jérôme, qui l'attaquera et l'obligera à suspendre son mouvement. La manœuvre de la gauche et du centre resterait identique à celle exposée dans l'hypothèse précédente. Ou bien les Russes, accordant toute créance aux fausses nouvelles répandues par l'Empereur ainsi qu'aux démonstrations de notre droite, se jetteront sur le roi Jérôme dans le but de s'opposer à l'invasion, redoutée, de la Volhynie. La réunion de Bagration et de Barclay s'opérerait alors par une marche concentrique sur Varsovie. Jérôme aurait pour mission de reculer en combattant devant cette offensive pour donner à la gauche et au centre français le temps d'accourir et de tomber dans le flanc droit de Barclay.

Ou bien, enfin, les Russes reculeront pour effectuer leur concentration. Jérôme devra s'attacher à Bagration pour ralentir sa marche. Le centre et la gauche arriveront à marches forcées pour se joindre à la droite et toutes les forces de Napoléon réunies écraseront alors Bagration.

Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, l'armée française, après une première et grande victoire remportée, prendrait ses quartiers d'hiver et attendrait à l'année suivante pour poursuivre ses opérations.

On voit que, dans tous les cas, la mission dévolue au roi Jérôme est des plus importantes. Elle exigerait de lui les talents militaires les plus complets, comme aussi la plus grande initiative dans le choix des moyens d'action.

Or les historiens s'accordent à déplorer que l'esprit fa-

milial ait fait attribuer au roi Jérôme et au prince Eugène les commandements dont ils sont investis : ils sont incapables de les exercer.

D'autre part, malgré l'immensité du théâtre des opérations et la grandeur inusitée des moyens d'action, Napoléon veut rester fidèle au principe d'unité d'armée qu'il a posé en 1805 : il commande directement la masse de gauche, mais il est généralissime avant tout, les groupes du centre et de la droite n'ont aucune espèce d'autonomie.

Cette répartition des forces françaises est la caractéristique de la campagne.

Aujourd'hui, chacun des groupes (droite, centre, gauche), formés en 1812, constituerait une *armée* autonome, reliée télégraphiquement au généralissime. Chaque commandant d'armée recevrait ainsi non des ordres précis, parce qu'il est impossible d'en donner à distance, mais des instructions générales lui permettant de coopérer au but poursuivi, tout en se maintenant dans les vues du généralissime. Les commandants d'armée jouiront donc d'une grande initiative. Il ne pouvait en être ainsi en 1812, où l'on ne possédait ni chemin de fer, ni télégraphe. C'est pourquoi, en dépit des apparences, Napoléon n'a pas *organisé la guerre d'armées :* il l'a *subie.*

En d'autres termes, l'effectif de l'armée française devient extrêmement élevé. Il n'est plus possible d'en faire mouvoir l'ensemble d'un seul bloc.

Certains critiques se sont étonnés que Napoléon, poursuivant l'évolution qui lui a fait organiser en 1805 des corps d'armée autonomes, n'ait pas eu la conception de l'*armée autonome,* telle qu'on l'envisage de nos jours.

Il n'y a lieu, à notre sens, de s'en étonner ni au point de vue *moral,* ni même au point de vue *technique,* car

les moyens matériels dont on disposait en 1812 ne permettaient pas de coordonner les mouvements de plusieurs armées autonomes agissant sur le même théâtre d'opérations.

Quoi qu'il en soit, Bagration, après avoir été relevé en Volhynie par Tormasoff, exécute sa marche sans donner l'éveil et c'est seulement au milieu du mois de juin que Napoléon acquiert des données exactes sur la situation des forces russes : Barclay est toujours en cordon le long du Niémen, séparé de sa droite (sous Wittgenstein) par un intervalle d'une dizaine de lieues, sa gauche s'étendant jusque vers Grodno. Bagration est déjà arrivé aux environs de Grodno.

Dans ces conditions, Napoléon se propose de faire franchir le Niémen à sa gauche, aux abords de Kowno. En effet, la rive occidentale du Niémen est, dans cette région, couverte de vastes forêts qui constituent un masque excellent pour les mouvements de ses troupes. De plus, il se placera ainsi entre Wittgenstein et le gros de l'armée de Barclay. Il pourra, dès lors, déborder ce dernier, le rejeter sur Bagration et envelopper la masse principale des forces russes, avec l'aide de Jérôme et du prince Eugène, auxquels il prescrit de hâter leur marche vers le Niémen.

La situation des forces françaises au milieu de juin est en effet la suivante :

La gauche est à l'est de Gumbinen (sur la haute Pregel) ;

Le centre est vers les sources de la Lyck (sous-affluent de droite de la Narew) ;

La droite est entre Ostrolenka et Pultusk.

Or, tant en raison du mauvais état des chemins que de l'incapacité du roi Jérôme et du prince Eugène à manier des troupes, ceux-ci n'arrivent pas à hâter leur marche.

Napoléon ne peut maintenir longtemps sa gauche en face du point de passage choisi sans s'exposer à ce que l'ennemi, renseigné sur sa situation, vienne en nombre lui interdire le débouché.

En conséquence, il prend la résolution de prévenir par le passage rapide de l'aile gauche les préparatifs de défense que l'ennemi peut être tenté de faire et, le 24 juin, Davout franchit le Niémen, suivi, le lendemain, des 2e, 3e corps et de la Garde. Le centre et la droite n'atteindront le fleuve que plusieurs jours après. Passage du Niémen.

Ce retard du prince Eugène et du roi Jérôme est la cause pour laquelle avorte la manœuvre projetée par Napoléon (1).

Les armées russes ont, en effet, toute facilité pour exécuter le plan que nous avons exposé et rétrogradent : Barclay sur le camp de Drissa, Bagration vers le Dniéper.

De sorte que Napoléon, arrivé à Vilna sans coup férir, n'a plus qu'une chance de succès immédiat : envelopper l'armée de Bagration, qui est la plus rapprochée de lui. Entrée à Vilna (30 juin).

Toutefois, la fatigue de ses troupes et le désordre inévitable dans une armée composée de contingents appartenant à différentes nationalités obligent Napoléon à arrêter autour de Vilna le gros de la Grande Armée pour la refaire, rallier les traînards et organiser politiquement le pays conquis.

Une partie seulement des forces françaises est chargée d'opérer contre Bagration.

Davout est dirigé sur Minsk pour prendre en tête cette armée russe tandis que le roi Jérôme, arrivé le 30 juin Opérations contre Bagration.

(1) Il y a également une autre cause, c'est que l'ennemi n'a pas été *immobilisé*. Or, nos adversaires ont déjà commencé à tirer des enseignements des victoires de Napoléon. Par contre, l'Empereur les croit toujours imbus des doctrines militaires du XVIIIe siècle.

sur le Niémen, vers Grodno, reçoit la mission de l'attaquer en queue.

Prévenu de la présence de Davout à Minsk, Bagration croit prudent de l'éviter et, obliquant à droite, il se dirige vers le pont de Bobruisk. Davout se hâte pour l'y devancer; Jérôme, qui s'est rapproché, se trouve en situation d'intervenir : Bagration court le danger d'être cerné au passage de la Bérézina. Malheureusement alors, l'Empereur reprochant à son jeune frère de n'avoir pas marché assez vite, le place sous les ordres du maréchal Davout. Le roi Jérôme, froissé, se désiste de son commandement et quitte l'armée. Il en résulte, dans la marche de ses troupes, un temps d'arrêt qui rend impossible l'opération projetée contre Bagration.

Davout essaye, néanmoins, d'arrêter ce dernier au passage du Dniéper et le devance à Mohilew.

Combat de Mohilew (23 juillet).

Le général russe tente en vain de forcer le passage et se décide à faire un grand détour, par Smolensk, pour rejoindre Barclay, qui vient d'être investi du commandement en chef des deux armées russes.

En effet, du côté de nos adversaires, le plan du général Pfuhl a soulevé la majeure partie des esprits contre son auteur et contre le tsar, dont il est le conseiller. Les principaux personnages de l'aristocratie militaire amènent le tsar à quitter l'armée et à confier à Barclay de Tolly la direction des opérations en sa qualité de ministre de la guerre.

Laissant sur la basse Dwina un corps (Wittgenstein), avec la mission de couvrir la place forte de Riga et de menacer nos communications, Barclay remonte la Dwina et rappelle à lui Bagration.

Opérations contre Barclay.

Cependant Napoléon, après avoir séjourné à Vilna pendant la première quinzaine de juillet, s'est remis en marche, méditant une manœuvre analogue à celle de

1807, sur la Vistule, et qui consisterait à faire contenir de front l'armée de Barclay par la gauche française, tandis que le centre tournerait le camp de Drissa par l'est.

Instruit des mouvements de son adversaire, Napoléon va désormais chercher à empêcher la jonction des deux armées russes et à devancer a cet effet Barclay à Witepsk, espérant ensuite le déborder et le prendre à revers si les circonstances ne lui sont pas absolument défavorables.

Laissant Macdonald et Oudinot devant Wittgenstein, il remonte la Dwina à la suite de Barclay, avec Murat, Ney, le prince Eugène et la Garde. Il atteint et culbute, à Ostrowno, l'arrière-garde russe, et la résistance qu'il rencontre lui fait espérer enfin une bataille.

Combat d'Ostrowno (25-26 juillet 1812).

En effet, Barclay ne peut plus reculer sans exposer Bagration (dont il attend l'arrivée par Orcha) à être battu isolément.

Le 27 juillet, l'armée russe est en avant de Witepsk, barrant la route à Napoléon et paraissant résolue à accepter la bataille. L'Empereur presse la marche de ses colonnes pour attaquer le lendemain.

Mais Barclay, prévenu du détour que Bagration fait vers Smolensk, n'a plus de raison pour combattre et reprend sa retraite.

De son côté, Napoléon, apprenant les événements qui se sont passés à sa droite (opérations contre Bagration), reconnaît qu'il ne saurait empêcher la jonction des deux armées russes et s'arrête à Witepsk, pour laisser reposer ses troupes et rallier les traînards.

En continuant à avancer, il ne peut, en effet, rien faire qu'agrandir davantage le cercle que Bagration et Barclay vont décrire pour se rejoindre, sans arriver à interrompre ce cercle nulle part.

Napoléon s'établit donc dans la trouée comprise entre

la Dwina et le Dniéper, la gauche à Witepsk, la droite, formée par Davout, à Orcha (1). Ce temps d'arrêt dure jusqu'au 11 août.

Pendant les opérations qui vont être entreprises, la sécurité des ailes de l'armée française est garantie de la façon suivante : à gauche, un troisième corps (Saint-Cyr) renforce les deux corps laissés devant Wittgenstein. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, investi du commandement de ces trois corps d'armée, a pour mission, non seulement de contenir Wittgenstein, mais aussi d'assurer la navigation du Niémen, voie fluviale par laquelle la Grande Armée reçoit ses ravitaillements.

A droite, Schwartzenberg et Reynier sont chargés de tenir en respect l'armée de Tormasoff.

Opérations contre Bagration et Barclay réunis.

Napoléon projette la manœuvre suivante : couvert par les marais et les forêts qui le séparent des Russes, exécuter une longue marche de flanc de la Dwina au Dniéper, passer ce fleuve et tomber sur les derrières de l'armée ennemie qu'il sait concentrée à Smolensk, dans le but de la couper des riches provinces du Sud et de la rejeter, au nord de la route de Moscou, dans les provinces pauvres de l'empire russe.

Il dispose à cet effet de cinq corps d'armée (2) avec lesquels il franchit le Dniéper à l'insu de l'ennemi et arrive à Smolensk, après avoir livré un combat d'avant-garde à Krasnoé.

Combat de Krasnoé (14 août).

Barclay semble résolu à accepter la lutte. Mais, à la suite d'une attaque, d'ailleurs infructueuse, de Napoléon sur Smolensk, les Russes se dérobent pendant la nuit,

(1) Près de 150.000 hommes ont déjà disparu de l'effectif de la Grande Armée, par suite de maladie ou de désertion, et l'on n'a encore livré aucune grande bataille. Les désertions sont imputables aux contingents étrangers.

(2) Y compris la Garde.

après avoir incendié la ville, échappant une fois encore à la manœuvre dirigée contre eux (1).

Napoléon se propose de les suivre, espérant les gagner de vitesse et les obliger à la bataille. Il sait, en effet, que la retraite indéfinie de Barclay indispose l'armée russe contre son chef. Ce mécontentement devient si vif que le tsar croit devoir lui donner satisfaction : il sacrifie Barclay et le remplace par Kutusoff.

Celui-ci, résolu à accepter la lutte, s'arrête le 3 septembre à Borodino, sur la Moskowa. Il occupe une ligne de hauteurs orientée du nord au sud, s'étendant entre la Kolocza et la forêt d'Outitza. Des travaux de fortification renforcent sa position.

Le 5 septembre, l'avant-garde de Napoléon (Ney) est au contact des avant-postes russes et leur enlève la redoute (2) de Schwardino, poste avancé qui gênerait le déploiement de l'armée française.

Le plan de Kutusoff consiste simplement à rester sur la défensive pour arrêter la marche de la Grande Armée.

Bataille de la Moskowa (7 septembre).

Le plan de Napoléon est de prononcer une fausse attaque sur l'aile droite des Russes, vers Borodino, de manière à attirer leur attention de ce côté, puis de lancer l'attaque principale sur les ouvrages de fortification du ravin de Semenoffskoié pour percer le centre ennemi, en combinant cette attaque avec un mouvement tournant exécuté sur la gauche des Russes par la forêt d'Outitza.

---

(1) Cette retraite est marquée, le 19 août, par un engagement partiel, à Valoutina, entre un corps français (Ney) et un détachement russe chargé de protéger la retraite.

(2) On appelle « redoute » un ouvrage de fortification fermé de tous les côtés. Sa forme et son profil varient suivant les circonstances.

En conséquence, la bataille s'engage à l'aile gauche par l'entrée en action du prince Eugène, dont le corps d'armée, déployé sur les deux rives de la Kolocza, est chargé d'attirer l'attention des Russes de ce côté et d'enlever un ouvrage de fortification appelé « la Grande-Redoute » (1), situé à un kilomètre au sud de Borodino.

Le village de Borodino est enlevé. Le prince Eugène est maintenant obligé de s'arrêter jusqu'à ce que le centre ait enlevé les ouvrages de Semenoffskoié. La situation de ceux-ci permet, en effet, à leurs défenseurs de prendre en flanc toute attaque se dirigeant sur « la Grande-Redoute ».

Une fois l'attention des Russes attirée sur Borodino, Ney et Davout se portent à l'attaque des ouvrages de Semenoffskoié, les enlèvent et tentent ensuite de poursuivre leur marche en avant.

Eugène réussit alors à emporter la Grande-Redoute, mais Ney et Davout ne peuvent prendre pied sur le plateau à l'est de Semenoffskoié.

A ce moment les réserves russes entrent en ligne, exécutent une contre-attaque (2) générale sur tout le front, reprennent la Grande-Redoute et livrent au centre français un combat des plus acharnés dans le ravin de Semenoffskoié.

La rupture de ce dernier combat est déterminée par l'arrivée de Poniatowski, dont le corps d'armée débouche de la forêt d'Outitza sur le flanc gauche des Russes.

Kutusoff, voyant le danger, dégarnit immédiatement son centre pour renforcer son aile gauche.

Napoléon profite de ce mouvement pour lancer la Garde sur Semenoffskoié, avec l'intention de percer le

(1) Cette expression, bien que consacrée par la tradition, est impropre, l'ouvrage en question étant ouvert sur sa face orientale.

(2) On appelle ainsi une attaque dirigée contre une attaque prononcée par l'adversaire.

centre russe. Il se produit à ce moment sur la rive nord de la Kolocza une panique dans la division italienne du prince Eugène, qui forme notre aile gauche et qui vient d'être chargée par les Cosaques.

L'Empereur arrête alors le mouvement de la Garde et envoie une masse de cavalerie (commandée par Grouchy) rétablir le combat sur le point menacé.

Le dernier épisode de la bataille est la reprise de la Grande-Redoute par les cuirassiers français.

Ce serait le moment d'en finir. Il faudrait profiter de ce succès pour porter avec la Garde le coup décisif. Mais Napoléon n'ose plus, à 500 lieues de la France, risquer sa dernière réserve, et le combat traîne jusqu'à la nuit, sans succès marqué ni de part ni d'autre.

Le lendemain, les Russes battent en retraite sur Moscou, suivis de près par l'armée française, qui talonne leur arrière-garde.

L'Empereur s'attend à une nouvelle lutte sous les murs de la capitale : il la trouve déserte et y pénètre sans difficulté le 14 septembre.

Dans la nuit du 15 au 16 septembre, l'incendie éclate à la fois dans tous les quartiers de la ville.

Incendie de Moscou (16-21 septembre 1812).

Cet acte sauvage, œuvre du gouverneur Rotopschine, exercera, au point de vue moral, une influence considérable sur la suite des événements en exaltant au suprême degré la haine des Russes contre les Français, accusés d'être les auteurs de l'incendie, et en impressionnant péniblement la Grande Armée, qui s'installe au milieu des décombres là où elle espérait trouver l'abondance ainsi que le terme de ses souffrances.

Retraite de Russie.

Les hostilités sont alors suspendues pendant un mois et Napoléon fait au tsar des propositions de paix. Celles-

ci n'aboutissent pas, car les Russes n'attendent, pour reprendre l'offensive, que l'approche de l'hiver.

Cependant le tsar a signé la paix avec la Turquie, il a conclu une alliance avec l'Angleterre et avec la Suède. Il dirige sur la Volhynie l'armée de Tchitchagoff, jusqu'ici occupée à la guerre contre la Turquie. Il envoie d'autre part à Wittgenstein le corps de Finlande, chargé jusqu'à présent de surveiller la Suède.

Les projets du tsar sont les suivants :

Le corps de Finlande doit se joindre à Wittgenstein et culbuter notre extrême gauche (Saint-Cyr), restée sur la Dwina. Le corps de Finlande poursuivra ensuite les débris des trois corps français, tandis que Wittgenstein se dirigera vers la Bérézina où il opérera sa jonction avec Tchitchagoff. Ce dernier aura déjà refoulé nos deux corps d'extrême droite (Schwartzenberg et Reynier). Les deux généraux russes couperont ainsi les communications de l'armée française que Kutusoff, avec le gros des forces russes, sera chargé d'attaquer de front.

De son côté, Napoléon, voyant ses propositions de paix repoussées, voyant, d'autre part, l'hiver approcher, estime qu'il ne peut pas rester à Moscou (1). Il songe à rallier ses corps d'extrême gauche et à gagner Saint-Pétersbourg. De cette façon, il attirera Kutusoff loin de ses renforts et surtout conservera son prestige, car sa retraite aura les apparences d'une manœuvre. Mais il se heurte à la résistance de ses lieutenants et renonce à ce projet.

Sur ces entrefaites, Kutusoff qui, depuis la suspension des hostilités, a laissé reposer son armée aux environs de Taroutino, sur la route de Moscou à Kalouga, tente, le 18 octobre, un coup de main sur nos avant-postes.

(1) La région de Moscou ne présente pas, en effet, des ressources suffisantes pour assurer la subsistance de la Grande Armée.

A la nouvelle de cette agression, Napoléon se propose de marcher sur l'armée russe, de la battre et de se retirer ensuite à Kalouga, au milieu d'un pays fertile, où il pourra hiverner sans craindre le manque de ressources.

La Grande Armée sort de Moscou le 19 octobre par la route de Kalouga. Elle compte encore 100.000 combattants dans le rang. Le repos à Moscou a complètement remis les hommes « mais les chevaux, ceux de la cavalerie surtout, sont dans un état déplorable. Derrière les troupes viennent une interminable colonne de voitures de toute espèce, chargées de vivres pour dix ou douze jours, de bagages, d'objets de toute sorte, même de meubles pillés à Moscou, des hommes sans armes et quelques milliers d'individus, étrangers pour la plupart, qui, restés à Moscou pendant l'occupation française, redoutent le retour des Russes et émigrent à notre suite avec leurs familles. Avec de pareils impedimenta, Napoléon reconnaît, dès le deuxième jour de marche, qu'une bataille peut amener le plus complet désordre. »

Il renonce, en conséquence, à marcher droit sur l'armée de Kutusoff et pense obtenir le même résultat en tournant l'aile gauche de cette armée et en se dirigeant sur Kalouga par une route située à l'ouest de celle suivie tout d'abord.

Combat de Malo-Iaroslawetz (24 octobre).

Mais Kutusoff, prévenu de ce mouvement, nous devance à Malo-Iaroslawetz et nous livre un violent combat dans lequel il a le désavantage.

Il se retire alors vers l'ouest et s'établit en position défensive, barrant à la fois la route de Kalouga et celle de Smolensk par Medouyn. Napoléon n'ose pas tenter le sort des armes et prend le parti de remonter au nord pour battre définitivement en retraite par la vieille route de Smolensk, celle suivie pendant la marche en avant et qui est déjà complètement dévastée.

Kutusoff poursuit notre armée : avec le gros de ses forces, il marche sur notre flanc gauche, prêt à couper nos colonnes si l'occasion s'en présente ; un corps nous suit en queue, enfin la cavalerie russe harcèle notre flanc droit.

Combat de Wiasma.

L'armée française s'avance ainsi, encombrée de traînards et entourée d'ennemis. Elle livre un combat heureux à Wiasma, pour s'ouvrir la route, et arrive à Dorogobouje. Napoléon apprend alors les mouvements des Russes sur ses ailes.

Suivant le plan exposé plus haut, Tchitchagoff s'est réuni à l'armée de Volhynie et a marché contre nos deux corps d'extrême droite (Schwartzenberg et Reynier), qu'il a forcés à reculer. Puis, laissant un corps devant eux, avec mission de les contenir, il s'est dirigé vers la haute Bérézina pour donner la main à Wittgenstein.

Ce dernier, rallié par le corps de Finlande, a attaqué Gouvion-Saint-Cyr, mais a éprouvé un échec à Polosk. Toutefois, les corps français, craignant, quoique victorieux, pour leurs communications, se dérobent vers le sud, sous le commandement d'Oudinot, qui remplace Saint-Cyr blessé.

Depuis longtemps déjà, Napoléon a fait avancer ses corps de deuxième ligne (1). Il prescrit à Victor de se réunir à Oudinot pour attaquer Wittgenstein. En même temps, Schwartzenberg et Reynier marcheront contre Tchitchagoff. La jonction des deux généraux russes sera ainsi conjurée.

Ces dispositions prises, l'armée continue sa marche et arrive à Smolensk (milieu de novembre). Là, Napoléon apprend que ses corps extrêmes n'ont pas pu contenir

(1) Victor est arrivé à Smolensk et Augereau s'est avancé jusqu'à la Vistule. Le corps d'Augereau porte le n° 11.

les Russes et que la jonction de Wittgenstein avec Tchitchagoff est imminente.

Il reprend aussitôt la marche, mais, pour permettre à ses troupes, décimées par les fatigues, le froid et les privations, de se refaire successivement à Smolensk, il fractionne son armée en quatre échelons qui se suivent à un jour d'intervalle.

Combats de Krasnoé (16, 17 novembre.

Cependant Kutusoff continue la poursuite. Il est bousculé à Krasnoé. Il parvient néanmoins à barrer la route à notre dernier échelon, commandé par Ney. Celui-ci ne s'échappe, avec sa faible troupe, que par des prodiges de valeur et rejoint Napoléon à Orcha.

Passage de la Bérézina (25-28 novembre 1812).

L'Empereur se hâte vers la Bérézina, qu'il compte traverser à Borisow; mais, le pont ayant été brûlé, nous nous trouvons resserrés dans un étroit espace entre les trois armées ennemies.

Il n'y a plus qu'un seul point de passage sur la rivière : le gué de Studiantska.

Napoléon y fait construire deux ponts par les pontonniers du général Eblé et l'armée passe enfin, après une lutte acharnée contre les deux ailes russes qui ont réussi à se rejoindre.

La retraite continue. L'armée, réduite à quelques milliers d'hommes, se dirige sur Vilna. Notre arrière-garde (Ney) livre un dernier combat à Molodeczno.

A Smorgoni, des raisons politiques (1) obligent Napoléon à quitter ses troupes, dont il confie le commandement à Murat.

A partir de ce moment, il n'y a plus d'opérations militaires.

Les débris de l'armée, harcelés sans cesse par les Cosaques et accablés par les rigueurs du froid arrivent au

(1) Conspiration du général Malet.

commencement de décembre à Vilna. Trois semaines plus tard, ils repassent à Kowno le Niémen, devant lequel s'arrêtent provisoirement les armées russes (1).

Ainsi se termine misérablement cette campagne, préparée avec un soin minutieux, et dans laquelle Napoléon a déployé autant de génie que dans ses entreprises les plus heureuses. Mais il a eu à lutter contre deux adversaires qui n'entraient pas dans ses prévisions : le désert et l'hiver.

(1) Le corps polonais de Poniatowski a été renvoyé à Varsovie. Quant à Schwartzenberg et à Reynier, n'ayant pas d'ordres, ils restent immobiles sur le Bug.

CAMPAGNE DE 1813 [1]

Caractère de la campagne de 1813.

La campagne de 1813 est la suite de celle de 1812. Elle revêt un caractère particulier, en raison de la diminution que la retraite de Russie fait subir au prestige de Napoléon, en raison aussi de l'éveil, chez les peuples que nous avons jusqu'ici combattus, d'un sentiment nouveau : le sentiment national.

En face des forces françaises se dresse, non plus une coalition de *souverains*, comme en 1792, mais une coalition de *peuples*, dont les sentiments précéderont et détermineront dans une certaine mesure les résolutions des souverains.

En Prusse, notamment, la « patrie allemande » va cesser d'être une utopie poursuivie par les rêves des étudiants ou des sociétés secrètes. Elle résumera les aspirations de la nation tout entière, et la campagne qui va s'ouvrir sera désormais pour les Allemands la « guerre de l'indépendance ».

Négociations infructueuses en vue de la paix.

Dès son arrivée à Paris (18 décembre 1812), Napoléon, vivement sollicité par ses ministres, a directement adressé à l'empereur Alexandre des propositions de paix.

Celles-ci n'aboutissent pas. Le tsar, en effet, désire la continuation de la lutte, à l'issue de laquelle il entrevoit la possibilité pour lui de jouer le rôle de libérateur de l'Allemagne et d'arbitre de l'Europe.

Napoléon renouvelle ses tentatives en recourant à la médiation de l'Autriche.

Cette puissance accepte, mais n'use que de duplicité au cours des négociations qui vont se poursuivre même

---

(1) Planches XII et XIII.

après la reprise des hostilités. L'Autriche espère, à la faveur des premières opérations, avoir le temps d'organiser une armée; elle interviendrait ensuite lorsque les puissances belligérantes se seraient mutuellement affaiblies et pourrait leur dicter ses conditions.

D'autre part, tout en laissant entrevoir à Napoléon la possibilité d'une paix honorable dont les bases fixeraient au cours du Rhin la limite orientale de la France, l'Autriche n'en poursuit pas moins, de concert avec la Russie, le dessein de nous ramener à nos limites d'avant 1789.

Napoléon n'est pas dupe de ces menées. Il se rend compte que toute concession de sa part sera interprétée par ses ennemis comme un acte de faiblesse et se prépare à continuer la guerre.

Situation politique.

Dès le commencement de 1813, la Prusse prépare peu à peu sa défection. Bientôt elle se déclare ouvertement contre nous et se joint à la Russie.

Les forces de la coalition s'augmentent de la Suède, attirée par la promesse de la cession de la Norwège, province danoise. Comme toujours, l'Angleterre intervient en aidant les alliés de ses subsides.

Enfin, l'Autriche, qui, tout d'abord, semble garder la neutralité, ne tarde pas à faire cause commune avec nos ennemis.

En face de cette coalition européenne, la France n'a comme alliés que le Danemark et les princes de la Confédération du Rhin.

Situation militaire.

Au commencement de 1813, les débris de la Grande Armée, sous Murat, ont atteint Königsberg. Leur effectif s'élève à peine à celui de deux divisions. Il ne reste plus, comme corps organisés, que Schwartzenberg, Reynier, Poniatowski (réunis autour de Varsovie) et Mac-

donald (1). La division prussienne de Yorck constitue la majeure partie de ce dernier corps. Le général Yorck fait défection.

A cette nouvelle, Murat abandonne précipitamment Königsberg, se retire vers l'ouest et, au milieu de janvier, ses troupes arrivent sur la Vistule où elles se réfugient dans les places fortes largement approvisionnées par Napoléon, particulièrement dans celle de Dantzig.

Ces mêmes places fortes sont assignées comme point de ralliement aux bandes éparses qui se retirent isolément.

Murat, de sa personne, est à Thorn. Bientôt, trouvant les faibles forces qu'il a autour de lui insuffisantes pour défendre la Vistule prise par les glaces, il se retire à Posen. Mais alors, craignant de perdre son royaume, il laisse le commandement au prince Eugène et part pour l'Italie (2).

Napoléon apprend toutes ces nouvelles en même temps : au lieu des restes imposants de la Grande Armée, tenant tête aux Russes en attendant l'arrivée des renforts qu'il prépare, il voit des débris à peu près détruits et abandonnés par leur général.

Il active aussitôt ses mesures de réorganisation et prescrit à Eugène de grouper autour de Posen des éléments

(1) Ces corps ayant été moins engagés que les autres ont beaucoup moins souffert.

(2) Il n'y a aucune comparaison à établir, ainsi que le font certains historiens, entre le départ de Napoléon, quittant la Grande Armée à Smorgoni, et la fuite de Murat. Napoléon n'est pas seulement généralissime des forces françaises, il est avant tout souverain. Sa présence à Paris est imposée à la fois par des nécessités politiques et par le soin des mesures de réorganisation qu'il doit ordonner en vue des opérations ultérieures. Au contraire, Murat oublie que, s'il est souverain, c'est pour le compte de la France et que la seule chose qui puisse sauver sa couronne, c'est la victoire des troupes françaises. Son départ n'est autre chose que l'abandon de son poste en présence de l'ennemi; c'est presque une désertion.

tirés des dépôts, de manière à disposer d'une force suffisante pour tenir pendant un mois, délai nécessaire à l'arrivée des renforts.

Les Russes, pour atteindre Eugène, sont obligés de laisser des forces devant les places de la basse Vistule d'une part, devant Varsovie d'autre part. Napoléon ne pense donc pas qu'ils puissent prendre l'offensive avec une masse importante. Posen et l'Oder lui semblent devoir être le terme de la retraite (1).

Or les Russes, masquant par des détachements Varsovie et les places de la basse Vistule, franchissent ce fleuve avec le gros de leurs forces et marchent sur l'Oder pour vaincre les dernières hésitations de la Prusse.

Devant cette offensive, Schwartzenberg, d'accord avec eux, se replie jusqu'en Galicie, entraînant avec lui Poniatowski.

Reynier se retire sur Glogau, puis sur Dresde. Eugène se croit débordé. Il pourrait, cependant, résister sur l'Oder et tout au moins gagner du temps, mais il craint de provoquer des événements décisifs avant l'arrivée de Napoléon et prend le parti de rétrograder sur l'Elbe, abandonnant ainsi Berlin. Ce recul du prince Eugène enhardit la Prusse qui, peu de temps après, rompt avec la France et signe un traité d'alliance avec la Russie (convention de Kalisch).

Convention de Kalisch 28 février 1813).

Napoléon cherche à décider l'Autriche à jeter une armée en Silésie, dans le flanc gauche des coalisés. Sans attendre le résultat de ces négociations qui, du reste, n'aboutiront pas, il part pour l'armée, après avoir achevé ses mesures de réorganisation et après avoir donné au prince Eugène des instructions conformes à ses vues.

(1) Les Russes eux-mêmes ont beaucoup souffert de la campagne de 1812. Leur effectif dépasse actuellement à peine 100.000 hommes.

Les premières dispositions prises par le prince Eugène ne rentrent, en effet, nullement dans les intentions de l'Empereur.

Dispositions prises par le prince Eugène pour la défense de l'Elbe.

Le prince Eugène a bien compris qu'il ne peut garder tout le cours de l'Elbe de la Bohême à Hambourg et qu'il doit opter entre la défense du bas Elbe et celle de l'Elbe supérieur. Il s'est décidé à défendre l'Elbe supérieur pour garder les routes qui conduisent dans la vallée du Mein, où s'organisent de nouvelles forces françaises. Mais il a déployé ses troupes (qui portent le nom d'armée de l'Elbe) en cordon derrière l'Elbe, de Dresde à Magdebourg; il est donc faible partout.

Il suffirait, par suite, à l'ennemi de prononcer une offensive vigoureuse sur un point quelconque de la région gardée pour forcer le passage et empêcher ainsi le prince Eugène de remplir sa mission, qui est celle de tous les « corps de couverture » : *gagner du temps*.

Intentions de Napoléon pour la défense de l'Elbe.

L'Empereur tient d'ailleurs à ne pas livrer à l'ennemi sans combat les routes de l'Elbe inférieur, et cela pour plusieurs raisons : ces routes conduiraient immédiatement les coalisés dans les régions de l'Allemagne qui font partie intégrante du territoire français, ce qui produirait un très fâcheux effet moral. De plus, il importe à Napoléon, pour ses projets ultérieurs, d'être maître des routes de l'Elbe moyen et inférieur que commande Magdebourg.

Il prescrit donc au prince Eugène de laisser de faibles forces pour surveiller le cours supérieur de l'Elbe dans la région de Dresde (1) et de grouper, au contraire, la majeure partie de ses forces dans la région de Magdebourg, sur la rive droite du fleuve.

(1) Parce que, étant donnée la situation, c'est vraisemblablement dans cette région que les coalisés chercheront à passer l'Elbe.

Etant ainsi placé dans une situation centrale, le prince Eugène est en mesure d'accepter la bataille avec un effectif suffisant, si l'ennemi tente de le déloger avant de franchir l'Elbe. Si, au contraire, l'ennemi essaie de passer le fleuve sans tenir compte des forces groupées en avant de Magdebourg, un mouvement offensif de celles-ci sur Berlin aura pour effet immédiat d'obliger les coalisés à revenir sur la rive droite.

L'intervention de l'ennemi et surtout les hésitations du prince Eugène vont empêcher l'exécution des ordres de Napoléon.

Opérations de l'armée de l'Elbe.

En effet, tandis que le prince Eugène rallie ses forces à l'ouest de Magdebourg, dans l'intention de leur faire ensuite franchir le fleuve, le détachement laissé pour surveiller le cours supérieur de l'Elbe se trouve obligé d'évacuer Dresde, par suite de l'attitude de la Saxe (1).

D'autre part, sur le théâtre d'opérations qui nous occupe, les forces des coalisés sont, à la fin de mars, réparties comme il suit :

1° *A droite*, le corps russe de Wittgenstein, renforcé du corps prussien d'Yorck, est dans la région de Berlin ;

2° *A gauche*, sur l'Oder, une armée composée d'un corps prussien sous Blücher et d'un corps russe, sous Kutusoff, précédée d'un corps léger d'avant-garde (Winzingerode) est près d'atteindre l'Elbe.

Ces forces sont suivies par une armée de réserve.

Kutusoff est généralissime des forces alliées.

Tandis que Kutusoff se prépare à franchir l'Elbe à Dresde, Wittgenstein marche de Berlin vers Dessau.

(1) Attitude de stricte neutralité dont le premier effet est de retirer le contingent saxon des rangs français, ce qui réduit à une poignée de soldats le détachement laissé à la garde de l'Elbe supérieur.

Wittgenstein se propose de passer l'Elbe seulement lorsque Kutusoff atteindra Leipzig. Il se tiendra prêt jusque-là à combattre l'armée du prince Eugène, si celle-ci débouche de Magdebourg et marche sur Berlin.

A la nouvelle du mouvement de Wittgenstein sur Dessau, le prince Eugène, se conformant timidement aux ordres de Napoléon, fait passer l'Elbe à une partie de ses forces.

Combats de Möckern (3, 4, 5 avril).

Il en résulte une rencontre (combats de Möckern, 3, 4, 5 avril), à la suite de laquelle le prince Eugène revient sur la rive gauche du fleuve.

Pendant que ces événements se passent, Winzingerode, après avoir franchi l'Elbe, arrive jusqu'à Leipzig. Le gros de l'armée de Blücher passe l'Elbe à Dresde et continue sa marche vers l'ouest.

Wittgenstein traverse le fleuve de son côté à Dessau et se dirige sur Leipzig, pour se rapprocher de Blücher. Plus en arrière, l'armée de réserve continue sa marche de l'Oder vers l'Elbe.

Le généralissime russe désirant attendre son arrivée pour continuer les opérations, il se produit alors un temps d'arrêt dans la marche offensive des coalisés.

De son côté, le prince Eugène, après avoir tout d'abord organisé sa retraite vers Brunswick, revient vers le sud dans la crainte d'être coupé des forces françaises qui, sous le nom « d'armée du Mein », vont être prêtes à entrer en campagne.

Au moment où, vers la fin d'avril, l'armée du Mein débouche sur Erfurt, l'armée de l'Elbe occupe la région située au sud-ouest de la basse Saale.

Projets des coalisés.

Les coalisés se proposent, en principe, de prendre l'offensive. Néanmoins, les avis sont fort partagés à ce sujet.

C'est ainsi qu'après le passage de l'Elbe à Dresde,

des divergences de vues se sont élevées entre les généraux ennemis, sur l'opportunité de continuer le mouvement.

Les alliés s'exposeraient, en effet, s'ils marchent contre l'armée de l'Elbe, à être pris en flanc par l'armée du Mein, si celle-ci est prête à entrer en opérations. Si, au contraire, ils marchent droit à l'armée du Mein, dont ils n'ignorent pas la formation, ils s'exposent à être attaqués dans leur flanc droit par l'armée de l'Elbe. On s'explique donc aisément la suspension du mouvement des coalisés (1).

D'autre part, Kutusoff, partisan de conclure la paix, a retardé, autant qu'il lui a été possible, la marche du gros des forces alliées. Cette temporisation procède également d'un autre mobile : sa confiance très limitée dans l'armée prussienne, qu'il considère comme n'ayant fait aucun progrès depuis Iéna (2), et son désir de n'entamer les opérations qu'après avoir reçu des renforts venus de Russie.

La mort subite de ce général laisse le champ libre aux esprits ardents qui désirent l'offensive immédiate, et les coalisés n'ont plus dès lors qu'un seul but : livrer bataille n'importe où, n'importe comment, pourvu que

(1) La situation occupée par l'armée de l'Elbe au sud-ouest de la basse Saale permet à cette armée de jouer, vis-à-vis de l'armée du Mein, le rôle dit « de couverture indirecte ». Si l'armée de l'Elbe s'était trouvée directement interposée entre l'armée du Mein et le gros des forces ennemies (couverture *directe*), il eût suffi à celles-ci de prendre résolument l'offensive pour culbuter le prince Eugène et le rejeter sur les têtes de colonne de l'armée du Mein, où il aurait été porter le trouble.

(2) Cette appréciation est erronée : depuis 1806, l'armée prussienne a été réorganisée sur les bases du service militaire *obligatoire et personnel*, ce qui lui permet de mobiliser des effectifs élevés eu égard au chiffre de sa population. De plus, les généraux prussiens ont pénétré l'esprit de la guerre napoléonienne.

ce soit en Saxe, où leur cavalerie doit avoir l'avantage contre les Français, dont l'armée est presque entièrement dépourvue de chevaux.

Projets de Napoléon.

Les désastres de la campagne de Russie n'ont nullement abattu Napoléon. L'Empereur a médité et préparé un plan « d'offensive grandiose ». Tandis que les alliés marchent vers l'Elbe supérieur, Napoléon se propose de les occuper par des démonstrations et de faire filer à marches forcées, à l'abri des montagnes de Thuringe, l'armée de l'Elbe, suivie de l'armée du Mein, par Havelberg sur Stettin, puis sur Dantzig.

Cette manœuvre hardie serait possible, *parce que les forteresses qui commandent les ponts de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule ont encore leurs garnisons françaises.* Par suite, la route que veut suivre Napoléon est impraticable pour les coalisés qui seraient obligés, sous peine de voir couper leurs communications, de battre précipitamment en retraite *en passant par le sud de l'Allemagne.*

Napoléon aurait ainsi reconquis tout le terrain jusqu'à la Vistule par un coup de théâtre qui aurait rétabli son prestige, réduit la Prusse à l'impuissance et forcé l'Autriche à rester notre alliée.

Malheureusement, la réorganisation des forces françaises ne peut être aussi rapidement terminée que le voudrait Napoléon. D'autre part, l'attitude de la Saxe et de l'Autriche crée un danger d'autant plus grand que les alliés s'avancent davantage.

Leur entrée à Dresde oblige Napoléon à modifier ses projets : « Il doit, avant tout, refouler l'ennemi au delà de l'Elbe et contraindre le roi de Saxe à se conduire en allié fidèle, afin de prévenir de nouvelles défections. »

A cet effet, il se propose d'attirer par des démonstrations l'ennemi vers la Saale supérieure et le Franken-

wald. Pendant ce temps, avec l'armée du Mein, il défilera derrière cette rivière « comme derrière un rideau », rejoindra le prince Eugène vers Lützen et prendra, avec toutes ses forces réunies, l'ennemi de flanc dans les plaines de Leipzig où il l'écrasera contre les montagnes de Bohême.

C'est la manœuvre inverse de celle d'Iéna.

L'Empereur compte ensuite rentrer à Berlin, se porter rapidement sur l'Oder, puis sur la Vistule, et regagner le terrain perdu.

Divisions de la campagne de 1813.

La campagne de 1813 présente deux parties bien distinctes séparées par l'armistice de Pleisswitz : la première est celle de nos succès; la deuxième, celle de nos revers.

Première partie (jusqu'à l'armistice de Pleisswitz).

Koutousoff est remplacé par Wittgenstein dans le commandement supérieur des forces de la coalition.

Répartition des forces françaises.

Au moment où commencent les opérations décisives, les forces françaises sont réparties en trois groupes :

1° *L'armée de l'Elbe*, aux ordres du prince Eugène, comprenant deux corps d'armée;

2° *L'armée du Mein*, comprenant deux corps d'armée, la Garde et les contingents alliés, aux ordres directs de l'Empereur;

3° *Le corps d'Italie*, formé d'éléments rappelés d'Italie, en marche vers le théâtre des opérations, en Allemagne, aux ordres du général Bertrand (1).

L'ensemble des forces françaises au début de la cam-

(1) Le corps d'Italie ne tarde pas à être scindé et à former deux corps d'armée.

pagne atteint 200.000 hommes; cet effectif a été obtenu en rappelant à l'activité des classes déjà libérées, en appelant à l'activité les « cohortes » (1), et en envoyant en Allemagne des troupes qui combattaient sur d'autres théâtres d'opérations, notamment en Espagne. Les troupes qui vont opérer pendant la première phase de la campagne sont donc en majeure partie composées d'anciens soldats.

La réorganisation n'est, du reste, pas terminée au début des opérations. Elle se continuera pendant toute la guerre et de nouvelles unités seront successivement formées avec les ressources disponibles (2).

Au moment où l'Empereur commence les opérations, il dispose, sur le théâtre qu'il a choisi, d'un effectif très supérieur à celui des alliés.

L'armée de l'Elbe occupe la région au sud-ouest de la basse Saale; l'armée du Mein se concentre dans la région d'Erfurt; le corps d'Italie, venu du Tyrol, est en marche sur Cobourg, d'où il doit déboucher sur Saalfeld.

La marche du corps d'Italie vers la haute Saale a pour but d'attirer l'ennemi de ce côté pour faciliter la manœuvre de Napoléon : au cas où ce corps serait trop vivement pressé par l'ennemi, ou bien il appuierait vers le nord-ouest pour rallier l'armée du Mein, ou bien il « manœuvrerait en retraite », c'est-à-dire qu'il reviendrait sur ses pas en disputant le terrain pied à

(1) On appelle ainsi une force intermédiaire entre l'armée active et la garde nationale, organisée au moment de la campagne de Russie pour la garde du territoire et qu'un sénatus-consulte du mois de janvier 1813 appelle à l'activité, ce qui permet de les employer hors des frontières.

(2) Ce qui manque surtout, c'est : 1° de la cavalerie, et une armée qui en est dépourvue marche en aveugle; 2° des officiers, et une troupe ne vaut que ce que valent ses cadres.

pied; dans le cas contraire, il doit rallier l'armée du Mein, vers Naumbourg.

Une fois rassemblée, l'armée du Mein se met en marche vers la Saale. Lorsqu'elle a atteint cette rivière dont le corps d'Italie occupe au même moment le cours supérieur et dont l'armée de l'Elbe surveille le cours inférieur, nous sommes maîtres de tous les passages de la Saale. Celle-ci devient « comme un rideau tendu entre l'armée française et l'ennemi », rideau à l'abri duquel Napoléon peut, à l'insu de ses adversaires, amener le gros de ses forces à l'endroit même où il veut les faire agir.

Tandis que l'armée du Mein descend la Saale, l'armée de l'Elbe la remonte.

Le 30 avril, l'armée du Mein est groupée près de Naumbourg, l'armée de l'Elbe est aux environs de Merseburg. Une partie du corps d'Italie a rallié l'armée du Mein, l'autre partie est encore sur la haute Saale.

Il importe à Napoléon d'agir vite et par surprise ; car, une fois renseignés exactement sur ses mouvements, les alliés ne s'exposeront certainement pas à la manœuvre enveloppante que l'Empereur a projetée.

Aussi, sans attendre d'avoir été rejoint par les troupes qui sont encore sur la haute Saale, où leur présence peut, du reste, continuer à induire l'ennemi en erreur, Napoléon débouche-t-il, le 1er mai, sur la rive droite de la Saale : l'armée de l'Elbe passe la rivière à Merseburg, l'armée du Mein la franchit à Weissenfels, sans autre incident qu'un combat entre son avant-garde et un détachement ennemi; l'une et l'autre convergent vers Lützen, de sorte que, le 1er mai au soir, le gros des forces françaises est réuni en avant de la Saale, prêt à toutes les éventualités.

Combat de Weissenfels (1er mai).

Répartition des forces alliées.

Les alliés ont employé la deuxième quinzaine d'avril

à rassembler leurs forces sur la rive gauche de l'Elbe.

Le nouveau généralissime, Wittgenstein, à la nouvelle des mouvements de Napoléon, se propose de réunir son armée au nord-est de Leipzig pour attaquer, à la première occasion, Napoléon qu'il suppose simplement en marche sur Leipzig, par Lutzen. Il s'expose ainsi à se faire acculer à l'Elbe en cas de revers.

Aussi l'empereur de Russie fait-il modifier les premières intentions du généralissime en prescrivant la réunion des forces alliées au sud de Leipzig, le long de la Pleisse.

En prenant cette détermination, l'empereur Alexandre ne croit pas au débouché de Napoléon par la plaine de Lützen, en raison de l'infériorité de l'armée française en cavalerie. Il pense que Napoléon débouchera par Naumbourg, région plus accidentée; la présence de troupes françaises sur la haute Saale le confirme dans cette opinion.

Les mouvements de la journée du 1er mai démontrent qu'elle est erronée : d'autre part, d'après les renseignements qu'il a reçus, Wittgenstein suppose l'armée française en marche sur Leipzig, par Lützen, formée en une interminable colonne faiblement gardée sur sa droite. Il se propose de l'attaquer en flanc vers Lützen.

Le 1er mai au soir, le gros des forces alliées est à une quarantaine de kilomètres au sud de Leipzig. Il a, en avant de lui, un corps (Winzingerode) au contact de l'armée française. Il se garde sur sa droite par un détachement qui occupe Leipzig; sur sa gauche, un corps est en marche pour aller surveiller les directions de Naumbourg et d'Iéna.

Manœuvre projetée par Napoléon.

En apprenant les mouvements des alliés, Napoléon persiste dans son projet de manœuvre enveloppante, tout en prenant les mesures voulues pour n'être pas

surpris par une attaque, si celle-ci se produit. Il donne en conséquence à son centre (deux corps d'armée et la Garde) l'ordre de se grouper en avant de Lützen.

Le corps le plus avancé (Ney) devra envoyer des détachements pour surveiller les débouchés dangereux de l'Elster.

Pendant ce temps, sa gauche (l'armée de l'Elbe) fera venir un de ses corps d'armée entre Lützen et Leipzig, tandis que l'autre mettre la main sur Leipzig ; sa droite, un corps d'armée, serrera sur le centre. Enfin, à l'extrême droite, les troupes qui viennent de la haute Saale s'avanceront le plus possible sur Naumbourg.

La sécurité de tous ces mouvements repose sur les dispositions prises par le corps de Ney qui, suivant les instructions de l'Empereur : 1° doit rassembler son corps d'armée à Kaya, de manière à pouvoir offrir en cas d'attaque une résistance suffisante ; 2° doit surveiller les ponts de l'Elster, en face des rassemblements signalés de l'ennemi.

Bataille de Lützen (2 mai 1813).

Or, en réalité, le corps de Ney n'est pas suffisamment rassemblé, les divisions qui le composent ne sont pas en mesure de se prêter l'appui mutuel le plus complet.

D'autre part, un seul passage sur l'Elster, situé à l'est de Kaya, est surveillé. Un autre passage, en amont, est complètement négligé : c'est précisément par là que débouchent les coalisés, sans que leur mouvement soit éventé.

Aussi, vers midi, tandis que l'extrême gauche française a déjà occupé Leipzig, une violente canonnade se fait-elle entendre tout à coup devant le corps d'armée de Ney.

L'attaque des coalisés a donc lieu par *surprise*. Elle eût été infiniment plus efficace si, comme Wittgenstein l'eût désiré, elle se fût produite au point du jour.

Mais des retards dans la transmission et dans l'exécution des ordres ont pour effet qu'elle survient seulement vers midi. Même à cette heure tardive, elle pourrait encore réussir si elle était conduite rapidement et vigoureusement.

Au lieu de cela, Wittgenstein s'attarde à l'attaque méthodique des villages autour desquels résistent les troupes de Ney.

Bien que, par suite des dispositions prises, cette résistance soit plus difficile que si les ordres de l'Empereur avaient été intégralement exécutés, elle a néanmoins pour résultat : 1° que les troupes coalisées viennent successivement s'user devant un *front restreint*, défendu avec acharnement; 2° que Napoléon peut rabattre sa gauche et sa droite sur les flancs des alliés et leur infliger une défaite complète.

La chute du jour met fin au combat. Pendant la nuit, les coalisés repassent l'Elster.

Poursuite après Lützen.

L'état de fatigue des troupes françaises, d'une part ; d'autre part, le manque de renseignements résultant de notre infériorité en cavalerie ne permettent pas à Napoléon d'entreprendre immédiatement la poursuite. Elle commence seulement deux jours après la bataille.

La retraite des coalisés s'est effectuée sur Dresde en deux colonnes : les Russes à droite, les Prussiens à gauche. Cela peut indiquer l'intention de défendre le passage de l'Elbe à Dresde. D'autre part, la formation des deux colonnes peut être un indice de mésintelligence entre les généraux alliés. Pour être prêt dans les deux cas à agir au mieux des circonstances, Napoléon constitue sur son flanc gauche un détachement de trois corps d'armée aux ordres du maréchal Ney.

Celui-ci doit tout d'abord aller passer l'Elbe à Tor-

gau (1), et s'établir sur la rive droite de la rivière. Si les coalisés défendent l'Elbe à Dresde, une manœuvre de Ney sur leur droite fera tomber leur système de défense et permettra à Napoléon de forcer le passage.

Si, au contraire, l'Elbe n'est pas sérieusement défendu, un mouvement de Ney sur Berlin aura pour effet d'inciter les Prussiens à se séparer des Russes pour aller protéger leur capitale, ce qui permettra à Napoléon de battre séparément ses deux adversaires.

En tout état de cause, Napoléon, avec le gros de ses forces, entreprend la poursuite sur trois colonnes : celle de gauche, dans les traces des Prussiens; celle du centre, dans les traces des Russes; celle de droite devra, si la colonne centrale se trouve arrêtée par la résistance de l'adversaire, manœuvrer dans le flanc gauche de l'ennemi pour faire tomber cette résistance.

Toutefois, la fatigue des troupes et le manque de cavalerie ne permettent pas de mener cette poursuite avec toute la rapidité désirable. Les coalisés peuvent battre en retraite jusqu'à l'Elbe sans autre incident que des engagements sans importance entre leurs arrière-gardes et les avant-gardes françaises.

Passage de l'Elbe.

De plus, ils ne défendent pas sérieusement le passage de l'Elbe que le gros des forces françaises franchit sans difficulté à Dresde, tandis que Ney traverse le fleuve à Torgau.

Napoléon s'arrête quelques jours à Dresde pour laisser reposer ses troupes, recueillir des renseignements sur l'ennemi, recevoir des renforts et organiser ses forces en vue des opérations ultérieures.

Répartition des forces françaises.

Les forces françaises vont former deux groupes : le groupe principal, aux ordres directs de l'Empereur, com-

(1) Où nous avons encore une garnison.

prend cinq corps d'armée (dont la garde) et un corps de cavalerie. L'autre groupe, aux ordres de Ney, comprend quatre corps d'armée et un corps de cavalerie.

Le 15 mai, la première est réunie en avant de Dresde, la deuxième est réunie au nord-est de Torgau, entre l'Elbe et la Sprée.

L'intervalle entre les deux masses est tel que, suivant les circonstances, Napoléon puisse, soit réunir toutes ses forces d'un côté ou de l'autre, soit donner à l'un des groupes la mission de fixer l'adversaire tandis que l'autre groupe manœuvrera.

Tergiversations des coalisés.

Après le passage de l'Elbe, des divergences de vues ont éclaté entre les généraux alliés au sujet de la direction dans laquelle il convient de continuer la retraite : les Prussiens voulant que l'on couvre leur capitale, Berlin, les Russes préférant que l'on se retire vers l'est pour vaincre les dernières hésitations de l'Autriche. Faute de s'entendre, les coalisés songent un instant à effectuer leur retraite sur deux directions divergentes. Ils ne tardent cependant pas à reconnaître qu'agir ainsi serait faire le jeu de Napoléon : ils se décident à rester réunis et à prendre position à Bautzen pour barrer la route à l'armée française.

Bataille de Bautzen (20 et 21 mai 1813).

En s'arrêtant à Bautzen, les alliés comptent obliger Napoléon à rappeler les troupes de Ney pour venir les attaquer avec toutes ses forces. Ils protègent par suite Berlin tout aussi sûrement qu'en défendant directement la route qui y conduit.

En effet, aussitôt que des engagements d'avant-garde ont montré à Napoléon l'intention nette des coalisés d'accepter à Bautzen une bataille défensive, il rappelle à lui Ney. La faute des coalisés est de n'avoir pas, à ce moment, continué leur retraite en disputant pied à pied le terrain : cette manœuvre leur eût permis de

gagner du temps, c'est-à-dire de recevoir des renforts (réserves russes et contingents autrichiens) tout en allongeant la ligne de communication de Napoléon au point de rendre précaire la situation de l'armée française.

La position occupée par les alliés présente deux lignes de défense successives : la vallée de la Sprée forme une position avancée dont le village de Bautzen est le principal point d'appui; le terrain de la rive orientale du Blöser constitue la position principale.

L'une et l'autre s'appuient à droite à des marécages, à gauche aux montagnes de Bohême. Le terrain, très mouvementé, rend difficile la liaison entre les troupes qui en défendent les différents secteurs.

La seule crainte de Napoléon est que les alliés se mettent en retraite à la nouvelle de l'arrivée de Ney. Aussi, dès qu'il sait ce dernier à portée d'intervenir en temps utile, attaque-t-il de front pour refouler les coalisés sur leur position principale et les y fixer.

Cette attaque de front se produit le 20 mai. Elle a lieu dans l'après-midi pour que la nuit mette fin au combat, et pour qu'un premier succès n'amène pas l'armée française à attaquer le même jour la position principale, opération que Napoléon ne veut tenter qu'avec tous ses moyens.

Dans la nuit du 20 au 21 mai, les alliés évacuent la ligne de la Sprée et s'établissent derrière la Blöser.

Le 21, le combat recommence.

Comme la veille Napoléon mène le combat de front avec quatre corps d'armée.

Napoléon compte obtenir une victoire décisive par l'entrée en action de Ney, qui culbutera la droite ennemie et ira ensuite occuper le défilé d'Hochkirch, la seule ligne de retraite des coalisés. Afin de faciliter cette ma-

nœuvre, en empêchant les réserves ennemies de se porter au secours de l'aile attaquée, Napoléon compte, au moment de l'attaque de Ney, faire donner la Garde contre le centre de la ligne adverse.

Tandis que l'action se développe sur le front, Ney, qui est arrivé sur le champ de bataille, remporte un premier succès. Il entre à la façon d'un coin entre la droite (Blücher) et l'extrême droite (Barclay) ennemies et s'empare, sur les derrières de Blücher, du village de Preititz.

Il n'aurait alors qu'à marcher droit devant lui pour exécuter la manœuvre conçue par Napoléon.

Malheureusement, au lieu de prendre *l'esprit* de l'ordre qu'il a reçu, il s'en tient *à la lettre :* au lieu d'exploiter son premier succès, il s'arrête parce que ses instructions lui prescrivent d'être à onze heures du matin à Preititz, village qu'il a pu occuper dès 10 heures.

Il s'attarde alors à l'attaque méthodique des positions de Blücher.

Pendant ce temps, les alliés, qui ont fourni leur principal effort par leur gauche (Miloradowitch), semblent, de ce côté, remporter l'avantage.

Mais ils ne peuvent en profiter, car le succès définitif de Ney, qui a réussi à triompher de la résistance de Blücher, les amène à battre en retraite.

C'est une victoire pour nos armes, mais ce n'est pas, pour les alliés, *le désastre* que Napoléon a espéré obtenir.

Les coalisés, faiblement poursuivis par suite du manque de cavalerie, effectuent leur retraite sur Reichenbach et Görlitz.

Quelques engagements ont lieu entre l'avant-garde française et l'arrière-garde ennemie. D'autre part, de hardis coups de main sont tentés par des partisans alliés

sur les communications de l'armée fraçaise, insuffisamment gardées faute des troupes de réserve nécessaires.

Cependant, la situation des alliés n'est pas brillante.

La discorde règne dans leur camp où Wittgenstein qui, après Bautzen, s'est démis du commandement suprême, est remplacé comme généralissime par Barclay. Les Russes veulent qu'on se retire en Pologne pour recevoir des renforts russes; les Prussiens préfèrent au contraire se rapprocher de la Bohême, où se réunit une armée autrichienne : ces renforts russes et autrichiens ne sont, du reste, pas prêts à entrer en campagne.

Mais les événements qui précèdent ont montré à Napoléon que l'armée dont il dispose n'est plus celle avec laquelle il a remporté ses plus éclatantes victoires. Il estime que si, à Bautzen, il n'a pas pu écraser définitivement les coalisés dans une bataille décisive, il n'est pas, pour le moment, en mesure de mieux réussir.

Aussi, tandis qu'en 1805 il n'a pas craint de livrer bataille malgré l'attitude menaçante de la Prusse sur ses derrières, après Bautzen il n'ose poursuivre son succès en présence des armements de l'Autriche.

Il accepte donc l'intervention de cette puissance qui propose une trève aux belligérants.

Armistice de Pleisswitz (4 juin 1813).

L'armistice est signé le 4 juin à Pleisswitz (1). Il va nous être fatal, car il raffermira l'alliance de nos adversaires et, à la reprise des hostilités, deux puissances nouvelles, l'Autriche et la Suède, ajouteront leurs troupes à celles de la coalition.

(1) Un congrès des puissances européennes se réunit à Prague en vue de la conclusion de la paix. Les négociations vont se poursuivre pendant toute la durée de l'armistice. Elles n'aboutiront à aucun résultat, en raison des prétentions des alliés auxquels Napoléon ne consent, du reste, à faire aucune concession.

Deuxième partie de la campagne.

En signant l'armistice de Pleisswitz, Napoléon n'a eu qu'un but : se donner le temps voulu pour être en mesure d'imposer à l'Autriche les conditions qui peuvent servir de base à un traité de paix, au lieu de subir celles de cette puissance, que l'Empereur considère comme inacceptables.

Pendant les deux mois que dure l'armistice, Napoléon s'occupe donc de préparer de nouvelles opérations (1) en tenant compte de l'entrée de l'Autriche dans la coalition. Des forces ennemies supérieures aux siennes vont se rassembler sur un gigantesque arc de cercle, depuis le Mecklembourg jusqu'en Bohême.

Afin d'appuyer et de faciliter ses manœuvres, afin de pouvoir porter en temps utile le gros de ses forces au point indiqué par les circonstances, Napoléon veut être maître de la corde de cet arc, c'est-à-dire de l'Elbe. A cet effet, il renforce la défense des places de l'Elbe moyen et organise, aux deux extrémités de cette base, deux solides points d'appui : à droite Dresde, à gauche Hambourg, avec un corps d'armée sous les ordres de Davout. Les places de l'Elbe sont largement approvisionnées en vivres et en munitions. Napoléon dispose de tous les passages du fleuve (2).

Le 15 août 1813, les coalisés rompent l'armistice.

Leurs forces sont organisées en trois armées :

(1) Napoléon réorganise ses troupes, qui reçoivent des renforts sérieux comme effectif, mais non comme qualité. Ces renforts se composent surtout de conscrits. Les cadres sont, la plupart du temps, insuffisants comme nombre.

(2) Grâce à ces dispositions, Napoléon pourrait donc continuer la guerre pendant un certain temps, même si les alliés parvenaient à couper ses communications avec la France.

1° *L'armée du Nord*, sous Bernadotte (1), formée de contingents suédois, russes et prussiens, a atteint le Havel;

2° *L'armée de Silésie*, sous Blücher, formée de Prussiens et de Russes : elle est à l'est de la Katzbach;

3° *L'armée de Bohême*, sous Schwartzenberg, se réunit dans la région de Prague. Les troupes autrichiennes qui en forment le noyau vont être bientôt renforcées de corps russes et prussiens.

Les troupes françaises sont réparties en trois groupes :

1° A gauche, à l'est de Wittenberg, entre l'Elbe et la Sprée, Oudinot avec trois corps d'armée (12e corps : Oudinot ; 4e corps : Bertrand ; 7e corps : Reynier);

2° Au centre, en Silésie, entre la Katzbach et la Bober, Ney avec quatre corps d'armée (3e corps : Ney; 5e corps : Lauriston; 6e corps : Marmont; 11e corps : Macdonald);

3° A droite, quatre corps sont échelonnés de Zittau à Dresde, en face des débouchés de la Bohême (8e corps : Poniatowski; 2e corps : Victor; 1er corps : Vandamme; 14e corps : Gouvion-Saint-Cyr).

Enfin, Napoléon est à Görlitz avec sa Garde et la réserve de cavalerie (Murat).

Projets des alliés. Les alliés se proposent d'envelopper l'Empereur par le nord et par le sud pour l'écraser ensuite grâce à leur supériorité numérique.

A cet effet, l'armée de Bohême pénétrera en Saxe soit sur Dresde par la vallée de l'Elbe, soit plus à l'ouest sur Leipzig, de manière à couper Napoléon de ses com-

(1) L'histoire a le droit de se montrer sévère pour cet ancien maréchal de France qui, placé par Napoléon sur le trône de Suède, tourne contre sa patrie d'origine la puissance dont il a été investi pour la défendre.

munications avec le Rhin. Au nord, l'armée du Nord visera le même résultat en tâchant de franchir l'Elbe entre Magdebourg et Wittenberg. Enfin, l'armée de Silésie poussera droit devant elle les forces qui lui sont opposées.

De plus, les alliés se proposent d'agir offensivement sur tous les points où Napoléon ne sera pas de sa personne, de faire au contraire des retraites rapides chaque fois qu'il paraîtra, de manière à épuiser ses réserves par des marches continuelles. Ils espèrent ainsi affaiblir l'armée française et, à un moment donné, pouvoir l'attaquer en masse avec avantage.

Projets de Napoléon.

Les coalisés ont sur Napoléon la supériorité du nombre. *Cette supériorité ne peut que s'accentuer par la suite des opérations, car les alliés ont le moyen de réparer leurs pertes tandis que Napoléon ne l'a plus.*

Il y a donc, pour Napoléon, un intérêt primordial à terminer les hostilités dans le plus bref délai possible.

Or, les opérations de la première partie de la campagne ont montré à l'Empereur qu'en l'état matériel et moral de son armée, il lui faudrait, pour remporter un succès décisif, des forces doubles de celles de ses adversaires, *effectif qu'il lui est matériellement impossible de réunir.*

Ces considérations expliquent pourquoi Napoléon ne vise pas la destruction par la bataille des forces organisées de ses adversaires. Revenant à l'idée première à laquelle il a songé au début de la campagne : *reconquérir par un coup de théâtre tout le terrain perdu jusqu'à la Vistule*, il se propose de faire prendre l'offensive à sa gauche (Oudinot) renforcée du corps d'armée de Davout. Ces forces refouleront l'armée du Nord, obligeront les Suédois à se rembarquer, *entreront à Berlin*

et tendront ensuite la main aux garnisons françaises de l'Oder et de la Vistule.

Par ce mouvement et, en particulier, par l'occupation de Berlin, Napoléon compte obtenir par un effet moral les résultats que lui donnerait l'effet matériel d'une victoire.

Pendant ce temps, Napoléon, concentrant sa droite et son centre vers Gorlitz et Bautzen, se tiendra de ce côté sur la défensive, c'est-à-dire que, tout en subordonnant ses mouvements à ceux de ses adversaires, il se propose de profiter de la division des armées ennemies pour les battre l'une après l'autre (1).

Dès la rupture de l'armistice, Napoléon apprend que l'armée de Silésie s'avance sur la Bober.

Laissant en position les quatre corps qui gardent les débouchés de la Bohême, il part avec sa garde au se-

(1) Ce genre de manœuvres, connu dans la terminologie militaire sous le nom de *lignes intérieures*, exige que, si le généralissime se porte, avec toutes les forces dont il peut disposer, contre l'une des armées adverses pour *la battre*, l'autre armée ennemie ne puisse intervenir. Il faut donc que cette dernière soit non seulement surveillée mais aussi *maintenue* par un détachement dont l'effectif doit être évidemment aussi réduit que possible. Le rôle de ce détachement est de *gagner du temps*. Dans ce but, il doit s'engager sans se compromettre, « manœuvrer en retraite », mais ne jamais se laisser amener à une action décisive dans laquelle, en raison de son faible effectif, il aurait forcément un désavantage.

Le commandement d'un semblable détachement exige des qualités et, en particulier, une *science* de la guerre que les lieutenants de Napoléon ne possédaient en général pas, malgré leur *expérience*. Cela tient à ce que Napoléon, ayant une méthode de commandement très personnelle, a négligé de former des élèves susceptibles de le comprendre et d'opérer, *même en dehors de sa présence*, en conformité de ses vues.

Les lieutenants de Napoléon, excellents en sous-ordre, sont loin, pour la plupart, d'avoir la même valeur dès qu'ils sont livrés à eux-mêmes. Telle est la principale cause de nos insuccès pendant la deuxième partie de la campagne de 1813.

cours de Ney, directement menacé, prend l'offensive et oblige Blücher à reculer.

Apprenant alors que l'armée de Bohême a débouché par la vallée de l'Elbe et marche sur Dresde, Napoléon juge sa présence nécessaire de ce côté : il y accourt, amenant des renforts et ne laissant en Silésie que trois corps sous Macdonald (1).

Ce dernier a comme instructions de poursuivre l'offensive pour tenir en échec l'armée de Silésie et l'empêcher de marcher soit vers la Bohême, soit vers Berlin. Une fois Blücher rejeté au delà de la Katzbach, Macdonald se mettra en observation derrière la Bober.

Mouvements de l'armée de Bohême

Cependant l'armée de Bohême s'est mise en mouvement à travers les défilés de l'Erz-Gebirge, en quatre colonnes se dirigeant celles de droite sur Dresde, celles de gauche sur Leipzig, dans le but de couper Napoléon de ses communications avec le Rhin. Les alliés ne tardent pas toutefois à reconnaître le danger d'une pareille manœuvre qui les expose eux-mêmes à se faire couper de la Bohême, si Napoléon prend l'offensive. Ils font donc converser à droite leur front de marche et leurs quatre colonnes convergent vers Dresde.

Napoléon se propose tout d'abord de laisser en avant de Dresde le corps d'armée de Gouvion-Saint-Cyr, pour supporter l'effort des coalisés, tandis qu'avec le gros de ses forces (2), il débouchera dans leur flanc droit et sur leurs derrières par Königstein.

Mais sur les instances de Gouvion-Saint-Cyr, qui

(1) Ces trois corps sont les 3e, 5e et 11e. Napoléon emmène avec lui le 6e corps (Marmont), la Garde et la réserve de cavalerie. Ney accompagne personnellement l'Empereur qui, ayant en lui la plus grande confiance, veut l'avoir disponible dans son état-major pour lui donner à l'occasion un commandement éventuel.

(2) Victor, Vandamme, Marmont, la Garde et la réserve de cavalerie.

craint de ne pouvoir, avec des forces dix fois inférieures à celles des coalisés, résister suffisamment longtemps pour permettre l'exécution de la manœuvre projetée, Napoléon dirige, au contraire, le gros de ses forces sur Dresde au secours de Gouvion-Saint-Cyr, et confie à un seul corps d'armée, celui de Vandamme, le soin de déboucher par Königstein dans le flanc de ses adversaires.

Bataille de Dresde (26-27 août 1813).

Ces mouvements de part et d'autre donnent lieu à la bataille de Dresde. Elle dure deux jours. Le 26 août, les alliés, avec toutes leurs forces attaquent Gouvion-Saint-Cyr qui s'est établi à l'ouest de Dresde et que la Garde, avec Napoléon, est seule encore venue renforcer.

Le lendemain, la bataille recommence. Du côté français la lutte est plus égale, car Victor et Marmont sont arrivés et prennent part à l'action.

Napoléon a remarqué que la gauche des alliés est séparée du centre par le ravin infranchissable de Plauen. Il se propose d'accabler cette gauche et la fait attaquer par le corps d'armée de Victor et la cavalerie de Murat. Ce mouvement réussit complètement : la gauche de l'armée de Bohême est mise en déroute.

Au centre, le combat s'est poursuivi sur le front sans avantage marqué de part et d'autre.

D'autre part, Vandamme a franchi l'Elbe à Königstein et a occupé Pirna.

Aussi Schwartzenberg ne juge-t-il pas à propos de continuer la lutte un troisième jour : il ordonne la retraite vers la Bohême.

Les corps français qui ont livré la bataille entament aussitôt la poursuite.

Mais Napoléon, malade, est bientôt obligé de rentrer à Dresde de sa personne. La Garde s'arrête à Pirna et la poursuite, à laquelle vont manquer l'impulsion et la

direction de l'Empereur, est continuée par Murat (réserve de cavalerie), Saint-Cyr, Marmont, Victor et Vandamme.

Pendant ce temps, des événements importants ont lieu aux deux autres extrémités du théâtre d'opérations : Macdonald, qui a pris l'offensive, a éprouvé un échec grave sur la Katzbach ; d'autre part, Oudinot, qui, en exécution des ordres de l'Empereur, a pris l'offensive contre l'armée du Nord, a, lui aussi, éprouvé un échec à Gross-Beeren et a dû battre en retraite sur Wittenberg.

Echec sur la Katzbach (26 août 1813).

Combat de Gross-Beeren (23 août 1813).

Néanmoins jusqu'à présent la victoire de Dresde compense les défaites de Macdonald et d'Oudinot, et Napoléon peut espérer réparer celles-ci puisque les armées ennemies restent séparées. Un désastre vient faire pencher la balance du côté des coalisés.

Napoléon, préoccupé des mauvaises nouvelles reçues, songeant uniquement aux mesures à prendre en conséquence, croyant aussi l'armée de Bohême plus désorganisée qu'elle ne l'est en réalité, a abandonné la direction de la poursuite après Dresde à l'initiative de ses lieutenants. Ceux-ci opèrent chacun pour son compte. Il en résulte que le corps d'armée de Vandamme, jeté au début de la poursuite sur la ligne de retraite de l'ennemi, n'est pas appuyé par les forces destinées à le soutenir ; il se trouve isolé, pris dans le défilé de Kulm entre deux colonnes ennemies et, malgré une lutte acharnée, obligé de mettre bas les armes.

Désastre de Kulm (30 août 1813).

A la nouvelle des défaites de Macdonald et d'Oudinot, Napoléon a remplacé ce dernier par Ney, et, *revenant à l'idée à laquelle il a songé sans cesse pendant toute la campagne, l'offensive sur Berlin* (1), il s'est proposé de

(1) Dans le but indiqué plus haut.

rejoindre Ney avec la majeure partie de ses forces tandis qu'il enverrait à Macdonald les renforts strictement nécessaires pour lui permettre de tenir tête à Blücher.

L'annonce du désastre de Kulm, d'une part et, d'autre part, les instances de Macdonald, vivement pressé par Blücher, l'amènent à renoncer à ce projet : il part avec deux corps d'armée (dont la Garde) au secours de Macdonald.

Mais Blücher se retire dès qu'il apprend l'arrivée de l'Empereur, et Napoléon, à qui des mouvements de l'armée de Bohême viennent d'être signalés, ramène sur Dresde les renforts qu'il avait amenés à Macdonald.

Il arrive à Dresde pour apprendre un nouvel échec.

Défaite de Dennewitz (6 septembre 1813).

En effet, Ney, qui a repris l'offensive entamée par Oudinot, a été battu par Bernadotte à Dennewitz et obligé de battre en retraite.

Ney va s'établir entre Torgau et Wittenberg pour surveiller les passages de l'Elbe.

D'autre part, l'arrivée de Napoléon à Dresde coïncide avec un retour offensif de l'armée de Bohême, contre laquelle une série de combats sont livrés vers le milieu du mois de septembre.

Ces combats ont pour unique résultat d'empêcher Schwartzenberg de déboucher de Bohême sur Dresde.

De son côté, Blücher a repris l'offensive contre Macdonald qu'il a refoulé à l'ouest de Bautzen.

Napoléon forme le projet de marcher contre l'armée de Silésie, mais il est informé par Ney que Bernadotte franchit l'Elbe entre Magdebourg et Wittenberg.

Cette nouvelle — d'ailleurs inexacte — amène Napoléon à transformer l'offensive projetée en une simple reconnaissance, dans le but de savoir si Blücher ne file pas par sa droite pour appuyer le mouvement de Bernadotte.

Cette reconnaissance est faite par les troupes de Macdonald. Elle donne lieu au combat de Bischofswerda, à la suite duquel Blücher rétrograde sur Bautzen. Combat de Bischofswerda (23 septembre).

Ce combat montre à Napoléon que l'armée de Silésie est encore devant Macdonald.

Elle n'y reste d'ailleurs pas longtemps.

En effet, les coalisés, qui viennent de recevoir des renforts arrivés de Russie par Breslau, sous le nom *d'armée de Pologne* (Bennigsen), ont conçu le projet suivant : Projets des coalisés.

L'armée de Pologne, qui est arrivée à Zittau, pénétrera en Bohême par le défilé de Zittau, et rejoindra l'armée de Schwartzenberg.

Blücher restera devant Dresde pendant que cette marche s'effectuera, pour en protéger l'exécution. Il filera ensuite des environs de Bautzen sur Wittenberg, où il franchira l'Elbe, que Bernadotte passera plus en aval.

Pendant ce temps Schwartzenberg et Bennigsen déboucheront de Bohême en Saxe. Tout le monde ensuite convergera sur Leipzig. Dès que les différentes armées seront suffisamment rapprochées pour se prêter un mutuel appui, on recherchera Napoléon afin d'engager contre lui une bataille générale.

De son côté, voyant que les alliés veulent l'épuiser par des échecs partiels, Napoléon groupe ses forces sur la rive gauche de l'Elbe en aval de Dresde. Projets de Napoléon.

Il se propose de *surveiller* les coalisés, comptant, à la moindre faute de leur part, entamer une manœuvre qu'il ne peut prévoir à l'avance puisqu'elle dépendra essentiellement des mouvements de ses adversaires, mais qu'il organisera de manière à provoquer des événements décisifs.

Dans les premiers jours d'octobre, il a connaissance du mouvement de l'armée de Silésie : il apprend que

cette armée et celle de Bernadotte ont franchi l'Elbe aux environs de Wittenberg et ont refoulé sur Düben les troupes de Ney. D'autre part, l'armée de Bohême se prépare à déboucher en Saxe.

Le projet de Napoléon est alors le suivant : marcher avec toutes les forces disponibles contre les armées du Nord et de Silésie et les *obliger* à une bataille où Napoléon peut espérer le succès, car il sera numériquement plus fort que ses adversaires.

L'Empereur se propose d'agir ensuite contre les armées de Bohême et de Pologne réunies, c'est-à-dire contre la principale masse des forces coalisées. A cet effet, il repassera sur la rive droite de l'Elbe et, dérobant son mouvement à l'abri de cette barrière fluviale, il viendra déboucher à l'improviste sur les derrières des coalisés, leur coupant la route de Bohême et les attaquera, toutes forces réunies, dans cette situation désavantageuse pour eux.

Les dispositions prises par Napoléon sont la conséquence de ses projets : il laisse, devant Schwartzenberg, Murat avec trois corps d'armée (1). Il lui donne la mission de contenir Schwartzenberg et de retarder sa marche. Puis il concentre sur Düben toutes les forces dont il peut disposer, à l'exception toutefois de deux corps d'armée (2) qu'il laisse à Dresde, sous le commandement de Gouvion-Saint-Cyr. Ceux-ci auront pour mission de lui ouvrir le passage de l'Elbe lorsque, après s'être replié sur la rive droite à la suite des opérations contre Bernadotte et Blücher, il voudra déboucher sur les derrières de l'armée de Bohême.

---

(1) 2e, 5e, 8e.

(2) Saint-Cyr et Lobau (qui a remplacé Vandamme à la tête du 1er corps, reconstitué).

Napoléon ne juge pas à propos de marcher droit contre les armées de Blücher et de Bernadotte. *Il veut les obliger à une bataille* et, comme dans les opérations précédentes, il a constaté que les alliés se sont toujours dérobés chaque fois qu'il est apparu en personne, il veut avant tout les mettre dans l'impossibilité de se dérober une fois de plus.

Opérations contre Bernadotte et Blücher.

Aussi se propose-t-il tout d'abord de s'emparer des passages de l'Elbe entre Torgau et l'embouchure de la Saale, passages qui sont aux mains de l'ennemi et dont celui-ci peut disposer pour effectuer sa retraite vers le Nord.

Mais Bernadotte et Blücher, après avoir effectivement songé à se replier derrière l'Elbe, se décident à se dérober derrière la Saale pour rejoindre Schwartzenberg vers Leipzig.

Ils exécutent ce mouvement tandis que Napoléon, induit en erreur par la présence du détachement chargé de garder les passages (Tauenzien) perd plusieurs jours à s'emparer des ponts qui ne lui seront d'aucune utilité.

Quand Napoléon est éclairé sur le mouvement de Bernadotte et Blücher, ceux-ci sont déjà en mesure d'opérer leur jonction avec Schwartzenberg vers Leipzig. De plus, Murat fait connaître qu'il est vivement pressé par Schwartzenberg.

En même temps, Napoléon apprend la défection de la Bavière (1).

L'Empereur songe à ce moment à se replier sur la rive droite de l'Elbe et à provoquer, par ses manœuvres,

(1) Ce qui grossit les forces alliées : 1° de l'armée bavaroise; 2° d'un corps autrichien précédemment chargé de surveiller cette armée.

la disjonction de ses adversaires pour les battre en détail.

Mais il lui faudrait, pour réussir dans des opérations de cette nature, le concours de toutes les bonnes volontés. Or, les troupes commencent à être exténuées; de plus, de nombreux actes d'indiscipline ont dû être réprimés.

Enfin, l'état d'esprit des maréchaux est lui-même inquiétant et l'indiscipline se manifeste même chez eux.

Dans ces conditions, Napoléon n'a plus qu'une seule chance d'empêcher la jonction de ses adversaires : c'est de faire converger toutes ses forces (1) disponibles au point où les coalisés vont se réunir, et d'y livrer une *bataille double*, en tirant parti de la configuration du sol.

C'est pourquoi Napoléon donne, le 12 octobre, l'ordre de la concentration sur Leipzig. Le corps d'armée de Marmont, étant le plus rapproché, y arrive le premier.

Il reçoit comme mission de contenir Blücher au nord de la ville.

Bataille de Lieberwolkwitz (14 octobre 1813).

Lorsque Napoléon arrive de sa personne à Leipzig, Murat, à quelques kilomètres au sud-est, a sur les bras toute l'armée de Bohême. Celle-ci lui livre, le 14, une véritable bataille, dans laquelle la cavalerie joue le rôle prépondérant.

Le terrain reste à Murat.

Le lendemain, l'armée de Bohême, tout en se maintenant devant Murat, avance l'aile gauche de manière à

(1) Les deux corps laissés à Dresde sont trop éloignés pour pouvoir être appelés sur le champ de bataille. Ils ne pourraient y arriver que si l'ennemi ne faisait rien pour les en empêcher. Mais, lorsque les coalisés ont débouché en Saxe, Bennigsen a été laissé momentanément devant Dresde.

se relier (1), par la rive gauche de l'Elster, avec Blücher.

Celui-ci est au nord-ouest de Leipzig, sur la route de Halle, à mi-chemin entre Halle et Leipzig. Bernadotte est plus au nord, en marche sur Halle.

Du côté français, les différents corps arrivent successivement à portée d'intervention.

Bataille de Wachau (16 octobre 1813).

Napoléon se propose, pour la journée du 16, de se borner, du côté du nord, à contenir l'armée de Silésie et d'effectuer, contre l'aile droite de l'armée de Bohême, une manœuvre analogue à celle de Bautzen.

Quatre corps d'armée (2) nourriront le combat sur le front Lieberwolkwitz - Wachau - Kleberg.

Un corps d'armée (Macdonald), incessamment attendu, viendra déborder la droite des coalisés en même temps que la Garde, partant des abords de Lieberwolkwitz, fournira contre cette même droite une attaque décisive.

Contre l'armée de Silésie, Napoléon estime que deux corps d'armée (3) suffiront.

Il prescrit à Marmont de venir se placer en réserve au sud de Leipzig, comptant, suivant les événements, soit l'appeler à lui, soit l'envoyer soutenir les deux corps opposés à l'armée de Silésie.

Mais Marmont n'exécute pas cet ordre. Il continue à

---

(1) La liaison de ce côté avec Blücher n'est pas *effective*, et notre ligne de retraite vers l'ouest n'est pas sérieusement menacée.

(2) 2e, 5e, 8e et un corps de formation récente qui vient de rejoindre et que commande Augereau.

(3) Ney et Bertrand.

opérer sur le même terrain que les deux jours précédents, de sorte qu'il y a trop de monde pour *tenir tête* à Blücher, contre lequel un combat indécis s'engage vers Möckern au nord de Leipzig.

Pendant ce temps, la véritable bataille se livre au sud de la ville.

L'attaque des coalisés se produit sur le front Lieberwolkwitz - Wachau - Kleberg. L'action se déroule sensiblement comme Napoléon l'a prévu, mais l'attaque sur la droite ennemie, bien que vigoureusement menée et soutenue par les charges réitérées de notre cavalerie, ne donne pas le résultat *décisif* qu'attend l'Empereur.

Peut-être ce résultat eût-il été atteint si l'Empereur eût disposé du corps d'armée de Marmont qu'il comptait avoir en réserve. En définitive, malgré une lutte acharnée de part et d'autre, aucune des deux armées ne cède le terrain.

La journée du lendemain s'écoule sans combat. Les corps français finissent de rallier Napoléon. Du côté ennemi, Bernadotte et Bennigsen (1) rejoignent les coalisés, de sorte que les forces alliées sont maintenant plus que doubles des forces françaises.

Bataille de Leipzig (18-19 octobre 1813).

Le 18 octobre au matin, par suite des mouvements exécutés la veille de part et d'autre, la situation respective des armées en présence est la suivante :

Les corps français forment, face *à l'est*, un demi-cercle autour de Leipzig. Autour d'eux, sur un demi-cercle concentrique : au nord-est, Bernadotte; à l'est, Blücher; au sud-est, Schwartzenberg.

Les coalisés attaquent sur toute la ligne, et la bataille

(1) Bennigsen a été laissé devant Dresde pendant la marche de Schwartzenberg sur Leipzig.

se borne à une lutte de front, acharnée, qui dure jusqu'à la nuit (1) sans que l'armée française lâche pied.

Malgré la supériorité numérique des alliés, la bataille reste donc indécise.

Mais nos troupes sont exténuées, les vivres et les munitions commencent à manquer.

Napoléon considère qu'il ne peut pas continuer la lutte et fait, pendant la nuit, commencer la retraite vers Lützen.

L'obligation de traverser l'Elster sur un seul pont ralentit beaucoup le mouvement.

Le 19 au matin, les coalisés s'apercevant de notre retraite attaquent de tous les côtés.

Les corps d'arrière-garde font bonne contenance.

Malheureusement, par suite de l'exécution trop hâtive d'un ordre donné, le pont de l'Elster saute avant que toute l'armée française ait traversé la rivière. Près de trois corps d'armée, restés sur la rive ennemie, luttent désespérément; un très grand nombre de nos soldats restent entre les mains de l'ennemi.

Retraite de l'armée française.

Après la bataille de Leipzig, les alliés se séparent : Bernadotte et les Russes se dirigent vers la Westphalie, Blücher et Schwartzenberg nous poursuivent.

Contenant l'ennemi par de fortes arrière-gardes, Napoléon se dirige sur Mayence, culbute à Hanau les Bavarois, qui cherchent à lui barrer la route et, quelques jours après, repasse le Rhin.

Indépendamment des pertes énormes subies pendant la campagne, les forces que la France peut désormais mettre en jeu sont encore affaiblies par la capitulation des places de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe qui, sans

(1) Pendant la bataille, les Saxons et les Wurtembergeois, restés jusque-là nos alliés, passent à l'ennemi.

communication avec Napoléon, ne peuvent opposer à l'ennemi qu'une résistance des plus éphémères.

Les causes de la défaite de Napoléon en 1813 sont diversement appréciées par les critiques militaires. Il semble que l'on puisse les synthétiser en une seule : disproportion entre les *conceptions* de Napoléon et les *moyens* dont il dispose pour les exécuter.

CAMPAGNE DE 1814 [1]

Causes de la guerre.

La campagne de 1814 est la suite immédiate de la campagne de 1813.

Après la bataille de Leipzig, les alliés pourraient poursuivre, toutes forces réunies, sans désemparer, l'armée française désorganisée, arriver à Paris et y dicter la paix.

Mais ils s'arrêtent quelque temps. Napoléon profite de ce répit, si petit qu'il soit, pour réunir de nouvelles forces, insuffisantes il est vrai, mais avec lesquelles il va tenter de continuer la lutte.

Caractéristique de la campagne.

Le caractère particulier de la campagne qui va s'ouvrir est que les coalisés, instruits par l'expérience, ont compris l'esprit des méthodes de guerre napoléoniennes.

D'autre part, l'Empereur, *n'ayant à sa disposition que des forces restreintes comme effectif, peut lui-même en diriger l'ensemble.* Il met en œuvre toutes les ressources de son génie et s'il succombe enfin, vaincu par le nombre, abandonné ou trahi par ses lieutenants, il n'en a pas moins, dans une campagne admirable, donné, par ses manœuvres, les exemples les plus instructifs de *l'adaptation des moyens au but poursuivi.*

Situation générale à la fin de 1813.

A la fin de 1813, tous nos alliés nous ont successivement abandonnés. Murat (2) lui-même va faire cause commune avec nos ennemis. Seul, le Danemark reste

---

(1) Planche XIV (croquis A).

(2) Le roi de Naples.

avec nous, et nous l'entraînerons dans notre chute sans tirer aucun avantage de son alliance (1).

Au point de vue territorial, nous ne possédons plus que la limite du Rhin et l'Italie septentrionale.

D'autre part, les malheurs des campagnes précédentes ont fortement ébranlé l'esprit public en France : les partis s'agitent et leurs dissensions vont puissamment servir les intérêts de la coalition.

Forces de la coalition.

Celle-ci comprend désormais l'Europe entière. Ses immenses armées se rassemblent près de nos frontières (2) :

1° Sur le Rhin : l'armée du Nord (Winzingerode), composée de Prussiens, de Russes et de Saxons (3) est arrivée près de Wesel;

L'armée de Silésie (Blücher), comprenant des Prussiens, des Russes et des Wurtembergeois (3), est dans la région de Mayence;

L'armée de Bohême (Schwartzenberg), formée d'Autrichiens, de Russes et de Bavarois, a atteint les environs de Bâle.

Ces trois armées sont suivies d'une armée de réserve (Autrichiens et Russes), sous Barclay de Tolly.

2° En Italie se trouve une armée autrichienne (Bellegarde), soutenue par l'armée napolitaine (Murat);

---

(1) Dès le printemps de 1813, le Danemark a mis une division à la disposition du maréchal Davout, qui commande les garnisons françaises du bas Elbe. Davout est bientôt assiégé par un corps prussien dans Hambourg où il se maintiendra jusqu'à la fin de la guerre. La division danoise, séparée de Davout, est obligée de capituler dans les derniers jours de l'année 1813.

(2) Nous avons vu qu'après Leipzig l'*armée du Nord* s'est dirigée vers la Westphalie. Cette armée se scinde ensuite : Bernadotte, avec les troupes suédoises, se porte sur le bas Elbe pour tenter de reprendre Hambourg. C'est pourquoi l'*armée du Nord* est, en 1814, commandée par Winzingerode.

(3) La Saxe et le Wurtemberg ont fait défection.

3° En Espagne opère une armée anglo-hispano-portugaise, sous Wellington.

Sur le théâtre des opérations principales, les coalisés s'arrêtent momentanément à l'est du Rhin.

Congrès de Francfort.

A l'instigation de l'Autriche, un congrès se réunit à Francfort et laisse entrevoir à Napoléon la possibilité d'une paix dont la base serait, pour la France, la limite du Rhin et des Alpes.

Ces négociations ne sont qu'un leurre. L'intention bien arrêtée du tsar et du roi de Prusse est d'aller dicter la paix à Paris et de ramener la France à ses limites d'avant 1789.

Napoléon n'est pas dupe de ces propositions et se prépare à continuer la lutte.

Il veut tout d'abord gagner du temps et réorganiser ses forces.

Il espère faire reculer les alliés devant les difficultés d'une campagne d'hiver en leur laissant supposer que la ligne du Rhin sera sérieusement défendue.

Forces françaises.

A cet effet, les troupes françaises qui viennent de prendre part à la campagne d'Allemagne sont déployées le long du Rhin et réparties de la façon suivante :

Un corps (1), sous Victor, est entre Bâle et Landau ;

Un corps, sous Marmont, est entre Landau et Coblentz :

Un corps, sous Macdonald, est de Coblentz à Nimègue ;

---

(1) Ces corps ne dépassent pas chacun 15.000 hommes. Il est d'ailleurs à remarquer que toutes les unités de l'armée française ont, en 1814, leurs effectifs réduits à peu près dans la proportion du quart. En formant plus de corps d'armée et de divisions que l'effectif ne le comporterait, Napoléon compte en imposer à l'ennemi sur sa réelle faiblesse numérique. Il veut aussi donner à ses troupes, presque ecxlusivement composée de recrues, une très forte proportion de gradés.

Enfin, la Garde est aux environs de Trèves (1).

De plus, sur les théâtres d'opérations secondaires, nous avons en Hollande une division formée avec les garnisons des places et d'un effectif très réduit (2); en Italie, une petite armée, sous le prince Eugène; aux Pyrénées, quelques troupes, sous les maréchaux Soult et Suchet (3).

Pour augmenter ses effectifs, Napoléon rappelle à l'activité des hommes appartenant aux classes déjà libérées et appelle sous les drapeaux une partie des jeunes gens qui, par leur âge, n'étaient susceptibles d'être convoqués qu'en 1815.

Ces mesures ne donneront pas tout ce que l'Empereur en attend, parce que le pays est fatigué de la guerre, les esprits sont découragés. De nombreux réfractaires ne rejoignent pas leurs régiments, et, dans la campagne qui va s'ouvrir, l'effectif des forces françaises sera à peine le quart de celui des forces coalisées.

Néanmoins les dispositions prises sur le Rhin obtiennent l'effet qu'en attend Napoléon : il possède quelques semaines pour réorganiser ses troupes

De l'aveu même des historiens allemands, les alliés auraient franchi le Rhin dès le mois de novembre 1813, sans les mesures prises par Napoléon. Ces mesures constituent un dispositif *en cordon* qui serait peu conforme aux principes napoléoniens, s'il ne répondait à un but bien défini. Ce but est seulement d'en imposer à l'ennemi et non pas de défendre le Rhin. Si Napoléon avait

(1) Elle sera bientôt dirigée vers le plateau de Langres, pour ralentir la marche de l'armée de Bohême, lorsque Napoléon discernera les mouvements des alliés.

(2) Cette division est commandée par Molitor. Celui-ci sera remplacé par Decaen, puis par le général Maison.

(3) Voir plus loin le résumé des opérations dans les Pyrénées.

eu cette dernière intention, il eût disposé ses troupes d'une tout autre manière.

Projets des alliés

Les alliés se proposent d'exploiter les résultats de leur victoire de Leipzig.

A cet effet :

1° Une partie de leurs forces (armée du Nord) s'est immédiatement portée dans les Pays-Bas, où les habitants sont las de la domination française, pour y fomenter une insurrection, occuper ces riches contrées et tirer parti, dans la campagne contre la France, des ressources qu'elles peuvent fournir;

2° Avec le reste de leurs forces (armées de Silésie et de Bohême), les alliés se proposent d'envahir la France, *de détruire dans une bataille décisive le gros des forces françaises* et de marcher ensuite sur Paris.

La capitale est prise comme *direction* de la marche parce que les alliés sont certains que Napoléon viendra leur barrer la route.

Ce projet d'opérations suffit à démontrer que nos ennemis ont désormais une conception de la guerre bien différente de celle qu'ils possédaient quelques années auparavant. Il mérite, à cet égard, d'attirer l'attention.

On doit, néanmoins, lui adresser les critiques suivantes :

a) Dès l'instant que l'on voulait envahir la France, et rechercher une bataille décisive, il fallait : 1° ne pas s'affaiblir en envoyant une armée dans les Pays-Bas; 2° entamer la poursuite immédiatement après Leipzig, comme le voulaient les généraux *prussiens*, et ne pas se ranger à l'avis des *Autrichiens*, qui voulaient attendre, pour recommencer les opérations, l'arrivée de renforts annoncés.

b) Dès l'instant que l'on voulait offrir la bataille à l'armée française avec les armées de Silésie et de Bo-

hême *réunies*, il fallait mettre ces armées réunies en route sur Paris par l'itinéraire le plus court.

Au lieu de cela, les deux armées *se séparent* pour tourner par les ailes les corps français qui chercheront à défendre les lignes du Rhin, des Vosges et de l'Argonne.

Premières opérations (janvier 1814).

L'armée de Silésie franchit le Rhin dans la région de Mayence et marche vers Nancy.

L'armée de Bohême passe le fleuve dans la région de Bâle, et se dirige ensuite, en marchant sur un très grand front, dans la direction générale du nord-ouest (1).

Les deux armées doivent opérer leur réunion dans la région de Troyes.

Devant cette invasion, les corps français, en cordon le long du Rhin, sont obligés de se replier. Ils défendent successivement, mais faiblement les Vosges, la Meurthe, la Moselle et la Meuse.

Situation le 26 janvier.

A la fin de janvier, lorsque Napoléon arrive prendre en personne la direction des opérations, la situation respective des belligérants est la suivante :

Français. — Le gros de l'armée française (Victor et Marmont, auxquels est venu se joindre Ney avec la *jeune Garde)* est à l'est de Vitry (2).

Du côté du nord, Macdonald s'est replié sur Mézières. Du côté du sud, Mortier, avec la *vieille Garde*, est à l'ouest de Bar-sur-Aube.

Coalisés. — *L'armée de Bohême* a occupé le plateau

(1) L'armée de Bohême envoie sur sa gauche un détachement vers Lyon, dans le but d'occuper la vallée du Rhône et peut-être d'y provoquer un mouvement royaliste.

(2) Napoléon est de sa personne à Vitry; le grand quartier général des coalisés est à Langres.

de Langres; ses colonnes atteignent, par leurs avant-gardes, Bar-sur-Aube et Bar-sur-Seine; elles envoient des détachements vers la vallée de l'Yonne et dans celle de la Marne. L'armée de Silésie a atteint la Marne avec sa tête de colonne. Mais le reste de cette armée s'échelonne jusqu'au Rhin, sur plusieurs colonnes suivant des itinéraires parallèles. L'une d'elles arrive à Saint-Dizier. Bien qu'ayant seulement une partie de ses forces sous la main, Blücher accélère sa marche pour devancer l'armée de Bohême sur la route de Paris, où il désirerait former l'avant-garde des alliés et entraîner, par son impétuosité, Schwartzenberg, trop lent et timoré, à son gré (1).

Projets de Napoléon.

Napoléon a espéré tout d'abord que les maréchaux pourraient disputer le terrain pied à pied aux armées de Silésie et de Bohême, de manière à les retarder et à permettre, en arrière, l'organisation d'une armée de renfort qui opérerait en avant de Paris, devenu le centre de la résistance (2).

La tournure prise par les événements oblige Napoléon à adopter d'autres projets.

Il se propose de se placer sur le flanc droit des coalisés avec le gros de ses forces. Sachant que l'ennemi marche sur de nombreuses colonnes séparées, Napoléon projette de détruire successivement celles de ces colonnes qui se trouveront à sa portée, espérant ralentir ainsi la

(1) Les armées de Silésie et de Bohême ont, de plus, laissé de nombreux détachements pour investir les places de la frontière.

(2) On voit qu'au début des hostilités, la situation commande à Napoléon de gagner le plus de temps possible et, au contraire, aux alliés, d'en perdre le moins possible. En fait, les alliés ont perdu du temps, mais pas assez pour permettre à Napoléon de réorganiser entièrement ses forces, comme il l'aurait désiré.

marche des alliés, et même les amener à s'arrêter pour aller opérer leur concentration plus en arrière. L'Empereur réglerait ensuite ses manœuvres suivant les événements (1).

C'est à ce projet que répond la répartition des forces françaises exposée plus haut. Mais Mortier n'a pas pu rejoindre le gros des forces françaises, accroché qu'il est par l'avant-garde de l'armée de Bohême. Quant à Macdonald, il est en marche pour se rapprocher du terrain où les opérations vont se dérouler.

Combat de Saint-Dizier (27 janvier).

Les renseignements que possède Napoléon à son arrivée à Vitry (26 janvier) lui représentent la colonne ennemie qui se trouve à Saint-Dizier comme le gros des forces de Blücher. D'après ces mêmes renseignements, ce gros serait d'un effectif inférieur aux forces françaises réunies vers Vitry. En conséquence, Napoléon se propose de *le détruire* et, à cet effet, l'attaque. C'est le combat de Saint-Dizier. Napoléon culbute la colonne ennemie. Mais celle-ci n'est qu'un faible détachement. Le gros des forces de Blücher est plus au sud, en marche vers Brienne.

A cette nouvelle, Napoléon se propose de marcher contre ce gros et de l'attaquer en queue à l'improviste pendant qu'il sera en train de passer l'Aube. Il se dirige à cet effet, sur Brienne.

Malheureusement, les ordres donnés par l'Empereur pour l'exécution de ce mouvement sont capturés par la cavalerie ennemie.

Blücher, informé à temps, interrompt le passage de

(1) La défensive est, en effet, toujours obligée de régler ses opérations d'après celles de l'adversaire.

l'Aube (1), rétrograde vers Bar-sur-Seine pour se rapprocher de l'armée de Bohême, et fait face au danger; de sorte que Napoléon, au lieu d'attaquer à l'improviste, trouve en face de lui une armée prête, non seulement à accepter, mais même à offrir la bataille.

Bataille de la Rothière (1er février 1814).

Dans ces conditions, l'Empereur, renseigné sur la supériorité numérique de l'ennemi, renonce à l'offensive. Il concentre ses forces autour de Brienne. Il ne voudrait pas engager une bataille décisive, car les coalisés, réunis désormais, sont en mesure de lui infliger une défaite complète. D'autre part, il craint, en rétrogradant, tout à la fois d'enhardir ses adversaires et d'ébranler le moral de ses jeunes troupes. Il reste donc *en garde* à Brienne, attendant les événements, espérant qu'une faute de ses adversaires lui permettra de leur infliger des échecs partiels, comptant en tout cas, se dégager à temps et livrer seulement un *combat d'arrière-garde*, si les coalisés, l'attaquant toutes forces réunies, recherchent la bataille générale.

Or, les alliés l'attaquent le 1er février. C'est la bataille de la Rothière. Les coalisés commettent la faute de ne pas engager toutes leurs forces disponibles. Leur supériorité numérique leur assure cependant une victoire, chèrement acquise mais non décisive.

Opérations contre l'armée de Silésie.

Après la bataille de la Rothière, l'Empereur bat en retraite sur Troyes. Les alliés ne le poursuivent pas et ne cherchent pas à profiter de leur victoire.

(1) Napoléon arrive sur l'Aube pendant que Blücher commence son mouvement rétrograde. Il livre, le 29 janvier, un combat heureux à Brienne, mais ne peut cependant empêcher Blücher de continuer son mouvement et d'aller opérer sa jonction avec Schwartzenberg.

En effet, encouragés par l'avantage qu'ils viennent de remporter, ils projettent de marcher sur Paris en deux masses : l'une (Blücher) descendra la vallée de la Marne, l'autre (Schwartzenberg) descendra celle de la Seine. Ils pensent n'avoir plus rien à craindre de l'armée française, qu'ils supposent en partie désorganisée, et espèrent, en se séparant, vivre plus facilement. De plus, Blücher, en s'élevant vers le Nord, veut rallier sa droite attardée au blocus des places frontière et qu'il est dangereux de laisser isolée.

Enfin et surtout, Blücher estime qu'avec Schwartzenberg « il n'y a rien à faire », en raison du caractère irrésolu de ce dernier, et préfère chercher un théâtre d'opérations particulier où il sera libre de ses mouvements.

Ces considérations peuvent paraître motiver la faute commise par les alliés en se séparant, surtout si l'on tient compte de leur supériorité numérique et de leur richesse en cavalerie, qui semble devoir les mettre à l'abri de toute surprise.

Toutefois, leur marche sera dangereuse par la manière dont elle va être exécutée et aussi par la position de l'armée française entre les deux masses ennemies.

Projets de Napoléon.

En se retirant sur Troyes, Napoléon s'est proposé de se mettre *en garde* dans les environs de cette ville. Connaissant les dissentiments entre Blücher et Schwartzenberg, il a prévu la séparation de ses adversaires.

Il se propose de contenir la principale armée ennemie, qu'il suppose devoir marcher dans ses traces, et de manœuvrer contre les corps des ailes.

Mais les mouvements de l'ennemi vont l'amener à modifier cette intention.

Projets de Blücher.

En effet, Blücher a appris l'arrivée de Macdonald

sur le théâtre des opérations (1). Il s'est proposé de le détruire en s'attachant à ses pas avec une partie de son armée, tandis que d'autres fractions lui couperont la route pour l'envelopper.

Pour que cette opération puisse réussir, il faudrait que l'armée de Bohême immobilisât Napoléon.

Or, cette armée va mettre huit jours pour franchir les quarante-cinq kilomètres qui séparent la Rothière de Troyes.

Napoléon, averti de la situation critique de Macdonald, n'étant pas immobilisé par Schwartzenberg, se propose alors d'agir contre Blücher. Pour n'être pas gêné pendant ses opérations, *pour gagner le temps qui lui est nécessaire,* il mettra tout d'abord *l'espace* entre sa propre armée et l'armée de Bohême.

A cet effet, il se replie rapidement sur Nogent, où il organise sa manœuvre.

Macdonald, une fois arrivé à Châlons, a été accroché par une partie des forces de Blücher (aux ordres de York) et refoulé dans la vallée de la Marne, jusqu'à Château-Thierry. Pendant ce temps, le reste de l'armée de Silésie a coupé au court en forçant les étapes de manière à devancer Macdonald sur la route de Paris. Mais dans cette marche rapide les corps ennemis sont échelonnés (2) depuis le sud de Château-Thierry jusqu'aux environs de Châlons.

Situation le 8 février.

Blücher, disséminé, prête le flanc à Napoléon.

Laissant deux corps d'armée (Victor et Oudinot) (3)

(1) Le 4 février, Macdonald est à Châlons. On a vu plus haut l'origine et le but de son mouvement.

(2) Sur la route de la Ferté-sous-Jouarre à Châlons, par Montmirail.

(3) Le corps d'Oüdinot est de nouvelle formation.

et un détachement (1) pour garder les ponts de Nogent, Sens, Montereau et contenir Schwartzenberg en lui barrant la route de Paris, l'Empereur prend l'offensive avec trois corps d'armée (Marmont, Ney et Mortier).

Etant donnée la situation, Napoléon aurait le choix entre deux solutions : ou bien devancer Blücher dans la vallée de la Marne (2), rallier Macdonald, barrer la route à Blücher et lui livrer bataille; ou bien foncer au milieu des colonnes ennemies en tombant dans leur flanc gauche.

« A la place de Napoléon presque tous les généraux auraient pris le premier parti » (3), plus sûr, plus facilement réalisable, avec lequel la retraite ne serait pas compromise en cas d'insuccès.

Mais l'Empereur préfère risquer gros pour obtenir de gros résultats. La situation est critique. Les alliés croient la guerre terminée après leur victoire de la Rothière (4). L'armée française semble démoralisée, les populations perdent confiance.

Seul Napoléon ne désespère pas. Il *veut* une victoire. Il adopte donc le deuxième parti et, quittant Nogent, marche contre le flanc gauche de Blücher par la route d'Epernay.

L'armée de Silésie forme une interminable colonne sur la route de Meaux à Châlons.

Combat de Champaubert (10 février).

Par le combat de Champaubert, Napoléon la coupe en deux tronçons : d'un côté, à l'ouest, deux corps

(1) Sous Pajol.

(2) En allant directement de Nogent sur Meaux.

(3) Clausewitz.

(4) Les souverains ennemis se donnent même rendez-vous au Palais-Royal!

(Sacken et Yorck) (1); de l'autre également deux corps que Blücher a pu conserver avec lui.

Napoléon se propose maintenant de détruire successivement ces deux tronçons. Par lequel commencer? En attaquant d'abord celui de droite, Napoléon s'exposerait à ce que Blücher, qui le commande en personne, rétrogradât sur Châlons, appelant à lui ses lieutenants (Sacken et Yorck) par la rive droite de la Marne.

Au contraire, en contenant Blücher et en attaquant le tronçon de gauche qui lui-même forme deux groupes (l'un, Yorck, dans la vallée de la Marne, à la suite de Macdonald; l'autre, Sacken, dans la vallée du Petit-Morin), on peut détruire successivement ces deux groupes qui, de toute évidence, vont chercher à se rejoindre, en se portant rapidement à Montmirail (2), point où ils peuvent opérer leur jonction.

Combats de Montmirail (11 février).

En conséquence, Napoléon laisse Marmont avec son corps d'armée pour contenir Blücher et va à Montmirail où il écrase successivement Sacken et Yorck qui, n'ayant pas coordonné leurs mouvements, arrivent l'un après l'autre sur le champ de bataille.

Combat de Château-Thierry (12 février).

Napoléon les poursuit sur la route de Château-Thierry. C'est à grand peine que les deux corps battus peuvent repasser sur la rive droite de la Marne, grâce au dévouement de leur arrière-garde qui livre à Château-Thierry un combat désespéré, et détruit ensuite le pont

(1) Qui a poursuivi Macdonald.

(2) Montmirail est sur la route de Châlons à Meaux, route que suit Sacken, à la bifurcation de la route de Château-Thierry, où est York devant Macdonald. Napoléon va à Montmirail, non que cette localité possède des vertus particulières, non pour y rechercher une *position*, mais parce qu'un calcul de temps et de distances lui montre que c'est de là qu'il pourra le mieux régler ses mouvements pour imposer sa volonté à ses adversaires.

derrière elle, arrêtant ainsi momentanément la poursuite.

Celle-ci est continuée le lendemain, sur la rive droite de la Marne, par un corps d'armée (Mortier).

Pendant ce temps, Blücher, qui ignore les défaites de ses lieutenants, s'est mis en mouvement pour tâcher de les dégager en opérant une diversion sur nos derrières.

Combat de Vauchamps (14 février).

Prévenu par Marmont, Napoléon accourt, culbute Blücher à Vauchamps et le rejette sur Châlons où il retrouve les débris de ses autres corps désorganisés.

Ainsi, dans l'espace de cinq jours, Napoléon, grâce à la justesse de ses conceptions et à la rapidité de ses mouvements, vient de remporter quatre victoires et de désorganiser une armée triple de la sienne.

Opérations contre l'armée de Bohême.

Après la bataille de la Rothière, Schwartzenberg, même séparé de Blücher, avait sur Napoléon une très grande supériorité numérique.

Il aurait pu poursuivre l'armée française sur la route de Troyes et sans doute lui infliger une défaite définitive.

Au lieu de *poursuivre*, il se contente de *suivre* avec la plus extrême lenteur. Il laisse à Napoléon le loisir d'agir contre Blücher. Pendant ce temps, ses opérations semblent dirigées par le souci de s'assurer une « bonne position » pour le moment où Napoléon reviendra contre lui après avoir mis Blücher hors de cause (1).

(1) « Schwartzenberg ne cherchait donc ni à remporter la victoire, ni à bousculer l'ennemi qu'il avait devant lui ; tout ce qu'il voulait, c'était une position sûre dans l'angle de la Seine et de l'Yonne, position qu'il ne sut même pas occuper avec résolution, parce que, dans son commandement, il n'y avait ni clarté, ni unité, ni décision. » (Clausewitz, *1814*.)

Arrivé à Troyes, huit jours après la bataille de la Rothière, Schwartzenberg a connaissance des dispositions prises par l'Empereur pour la défense de la Seine et de l'Yonne (1).

Il charge sa droite de s'emparer du pont de Nogent, sa gauche de s'emparer du pont de Sens, et vient avec son centre sur la Seine à l'ouest de Nogent.

Devant ces mouvements, Victor et Oudinot ont dû se replier, non sans combat. Ils ont rétrogradé derrière l'Yères.

D'autre part, les lieutenants de Schwartzenberg chargés de commander respectivement la droite et la gauche voudraient marcher et s'avancent plus loin que ne le désirerait Schwartzenberg, l'un au delà de Provins, l'autre vers Fontainebleau.

Projets de Napoléon.

Après les succès remportés sur Blücher, Napoléon se propose de poursuivre l'armée de Silésie jusqu'à sa destruction complète et de se rabattre ensuite sur les derrières de l'armée de Bohême, contenue de front par les corps qu'il a laissés à cet effet sur la Seine et l'Yonne.

Mais la retraite de ces corps sur l'Yères lui fait craindre de n'avoir pas le temps nécessaire pour exécuter ce projet, puisqu'une offensive résolue de Schwartzenberg pourrait amener ce dernier jusqu'à Paris avant que Napoléon pût intervenir. Les mouvements de la droite et de la gauche de l'armée de Bohême semblent d'ailleurs dénoter l'intention de marcher sur Paris par les deux rives de la Seine.

Dans ces conditions, Napoléon se propose de contenir Blücher avec un fort détachement, tandis qu'avec le

(1) De Troyes, il y a deux routes pour aller à Paris : l'une qui passe par Nogent et Provins, l'autre qui passe par Sens (sur l'Yonne) et Fontainebleau.

gros de ses forces, il détruira successivement les corps disséminés de l'armée de Bohême.

Il laisse, en conséquence, un corps d'armée (Marmont) (1) devant Blücher et en toute hâte se porte sur l'Yères, où il va disposer, pour les opérations, de Victor, Oudinot, Macdonald, Ney, une division de la Garde et deux corps de cavalerie (2) (Milhaud et Kellermann).

Combats de Mormant et de Nangis (17 février).

Dès son arrivée sur l'Yères, Napoléon prend l'offensive. Il culbute la droite ennemie à Mormant et à Nangis, puis il entame immédiatement la poursuite en dirigeant des colonnes sur les trois ponts que l'ennemi peut utiliser pour repasser la Seine (Nogent, Bray et Montereau).

L'échec de sa droite et surtout la nouvelle de l'arrivée de Napoléon déterminent Schwartzenberg à ordonner immédiatement la retraite sur Troyes. Les troupes qui ont déjà franchi la Seine (celles que Napoléon poursuit) formeront arrière-garde, défendront les passages du fleuve et donneront ainsi à la retraite le temps de s'effectuer. En même temps, Schwartzenberg invite Blücher à se rapprocher de lui.

Combat de Montereau (18 février).

Dans l'exécution de la poursuite, Napoléon attache la plus grande importance à la prise du pont de Montereau, qui lui permettra de couper la retraite à la gauche ennemie, aventurée vers Fontainebleau. C'est donc là que se porte son principal effort. Un corps wurtembergeois qui cherche à défendre le passage est culbuté (3).

---

(1) On se rappelle que Mortier a déjà été chargé de poursuivre Sacken et York, sur la rive droite de la Marne.

(2) Nouvellement organisés.

(3) Ce corps défend le pont en se plaçant sur la rive droite, c'est-à-dire *en avant*. On procède ainsi pour défendre un défilé, lorsqu'on veut en conserver la possession pour les opérations ul-

L'Empereur, maître du pont, ne veut pas perdre de temps à enlever les autres passages de la Seine.

Il ramène toutes ses colonnes sur Montereau et leur fait franchir le fleuve.

Mais l'écoulement de toute l'armée sur le seul pont de Montereau demande du temps. Aussi, malgré toute l'activité de l'Empereur, Schwartzenberg parvient-il à se replier à nouveau derrière la Seine à Troyes.

Napoléon s'attend à ce que Schwartzenberg lui dispute le passage du fleuve. Renouvelant la manœuvre qui lui est familière en pareil cas, tandis qu'il marche sur Troyes avec le gros de ses forces, il envoie un fort détachement mettre la main sur le pont de Méry, qu'il supose en dehors des défenses de l'ennemi.

Combat de Méry (22 février).

Ce détachement trouve le pont occupé. Il l'enlève néanmoins après un violent combat, mais il ne peut en conserver la possession, car en face de lui *se trouve toute l'armée de Silésie*, que Blücher vient de ramener sur la Seine.

Les deux armées alliées se trouvent donc encore réunies. Le total de leurs forces est triple de celui des forces françaises. Elles sont en arrière de la Seine, dont elles possèdent les passages que Napoléon serait obligé de franchir et quelles pourraient utiliser pour leurs manœuvres.

---

térieures. Encore faut-il se placer assez en avant pour n'être pas rejeté sur le défilé au moindre mouvement de recul. Or, le corps wurtembergeois s'est placé sur les hauteurs qui bordent la Seine. Aussi l'offensive française le pousse-t-elle immédiatement sur le pont, qu'il a tout juste le temps de traverser en désordre, sans avoir le loisir de le faire sauter. Dans la situation où il se trouvait, le corps wurtembergeois aurait dû commencer par faire sauter le pont, puis défendre le passage en se plaçant *en arrière*, c'est-à-dire sur la rive gauche.

Mais la présence de Napoléon inspire à Schwartzenberg une crainte insurmontable.

Il fait décider par les souverains alliés la continuation de la retraite dans la direction de l'Aube.

Blücher ne veut pas consentir à partager ce mouvement de recul. Il obtient de se séparer une deuxième fois de l'armée principale, comptant bien, avec ses propres forces, amener un revirement de fortune en faveur des alliés.

Opérations contre les armées de Silésie et du Nord.

En formant le projet d'opérer pour son compte, Blücher a tenu compte d'événements éminemment favorables à ses intentions.

En effet, tandis que se déroulent les événements qui viennent d'être exposés, l'armée du Nord, laissant seulement en face des forces françaises de Belgique un détachement commandé par le duc de Saxe-Weimar (1), a pénétré en France par les Ardennes pour agir de concert avec les autres armées des coalisés.

L'armée du Nord est arrivée dans la région de Laon et de Reims. De plus, des renforts arrivent d'Allemagne pour l'armée de Silésie.

Projets de Blücher.

Les souverains coalisés ayant placé l'armée du Nord (Winzingerode) sous les ordres de Blücher, celui-ci se propose, en partant de Méry, de rallier le plus près possible de Paris l'armée du Nord et les renforts, puis, ayant ainsi réuni un effectif très supérieur à celui que

(1) Celui-ci n'obtient aucun succès sur les troupes du général Maison et, de ce côté, les opérations restent indécises jusqu'à la fin de la campagne, malgré quelques pages glorieuses pour les armes françaises.

Napoléon peut lui opposer, de profiter de sa supériorité numérique au mieux des circonstances.

Pendant sa marche, il se propose d'écraser tout d'abord les deux corps français de Marmont et de Mortier (1) qu'il pense ne pas pouvoir être soutenus en temps utile.

Projets de Napoléon.

Le mouvement de Blücher oblige Napoléon à abandonner la poursuite de l'armée de Bohême, qu'il comptait continuer énergiquement.

Laissant trois corps d'armée (Macdonald, Oudinot, Gérard) (2) sur l'Aube pour observer Schwartzenberg, Napoléon part à la suite de Blücher, avec les trois corps qui lui restent (2). Il compte que Mortier et Marmont retarderont suffisamment la marche de Blücher pour donner à l'armée française le temps d'assaillir en queue l'armée de Silésie avant qu'elle ait opéré sa jonction avec l'armée du Nord. Pris entre les deux maréchaux d'une part, le gros de l'armée d'autre part, Blücher n'échapperait pas à un désastre.

Il s'en faut de peu que cette manœuvre réussisse.

En effet, en partant de Méry, Blücher s'est dirigé

(1) Marmont a poursuivi Blücher après Vauchamps. Mais sa poursuite a été interrompue au moment où Blücher s'est dirigé sur Méry, Schwartzenberg, en rappelant à lui l'armée de Silésie, ayant dirigé un fort détachement contre Marmont pour dégager Blücher. Marmont a rétrogradé sur Sezanne, où il se trouve au moment où Blücher quitte Méry. Quant à Mortier, il était chargé de poursuivre Sacken et York sur la rive droite de la Marne. L'arrivée de l'armée du Nord et la prise de Soissons par un détachement ennemi l'obligent à s'arrêter. Il reçoit de Napoléon l'ordre de reprendre Soissons, réussit dans cette opération et occupe cette ville le 19 février.

(2) Gérard a pris le commandement du corps de Victor : ce dernier a été relevé de son commandement la veille du combat de Montereau, l'Empereur lui reprochant d'avoir manqué d'activité. Quelques jours après, Victor est replacé à la tête d'un corps de nouvelle formation.

tout d'abord sur Sézanne, où se trouve Marmont. Mais celui-ci se replie en combattant dans la direction de Paris par Meaux.

Mortier vient le rejoindre. Les deux maréchaux s'établissent derrière la ligne de défense formée par la Marne et l'Ourcq, aux environs de Meaux.

Blücher, qui vise *la destruction* de ces deux corps, s'acharne pendant deux jours à tenter en vain de forcer le passage. Il perd ainsi l'avance qu'il a sur Napoléon.

Apprenant l'arrivée prochaine de l'Empereur, Blücher prend le parti de rallier au plus tôt l'armée du Nord et se replie à cet effet vers l'Aisne.

Mais Napoléon approche. Il a franchi la Marne à Château-Thierry : sa marche d'une part, celle de Marmont et Mortier qui, d'autre part, lient leur mouvement au sien, ne laissent à l'armée de Silésie, isolée sur la rive gauche de l'Aisne, qu'une seule direction de retraite, celle de Soissons, place qui est en notre possession.

Blücher va donc être acculé à l'Aisne, la manœuvre de l'Empereur va réussir.

Malheureusement alors, la garnison de Soissons, intimidée par des démonstrations de l'armée du Nord, ouvre ses portes.

Cette capitulation sauve l'armée de Silésie.

Blücher occupe la ville, traverse l'Aisne et opère sa jonction avec l'armée du Nord.

Napoléon, voulant se débarrasser néanmoins de Blücher, veut l'atteindre sur la rive droite de la rivière. Il l'occupe devant Soissons par un fort détachement et file sur Béry-au-Bac, où il traverse l'Aisne à son tour.

Batailles de Craonne (7 mars) et de Laon (9 et 10 mars 1814).

Blücher, prévenu du mouvement de Napoléon, recherche lui aussi la rencontre. Il en résulte une bataille sanglante et indécise à Craonne, à la suite de laquelle

les alliés se replient sur Laon et s'établissent sur la défensive, en avant de la ville. Deux jours de suite l'Empereur les y attaque : ses assauts sont successivement repoussés.

Reconnaissant alors l'inanité de ses efforts dans cette lutte inégale, Napoléon bat en retraite, *sans être poursuivi*, sur Reims où il reste quelques jours afin de laisser reposer ses troupes et de bien juger les intentions des coalisés avant d'arrêter définitivement ses nouveaux projets (1).

Dernières opérations contre l'armée de Bohême

Napoléon, dans les opérations précédentes, n'a pas pu *détruire* l'armée de Blücher, mais il l'a éloignée de Paris. C'est maintenant d'un autre côté que la situation est plus difficile, aussi l'Empereur va-t-il faire face au danger le plus pressant.

En effet, au moment où Napoléon a entamé ses opérations contre Blücher, Schwartzenberg a repris l'offensive et refoulé jusque vers Provins les corps laissés devant lui.

---

(1) Depuis quelque temps, un congrès des souverains alliés s'est ouvert à Châtillon et a proposé la paix, à condition que la France rentre dans ses anciennes limites.

Napoléon considère ces propositions comme inacceptables.

Certains historiens ont attribué uniquement à un sentiment d'orgueil le rejet que Napoléon a fait des propositions successives des alliés. Il suffit de lire en détail le récit des atrocités commises en France par les coalisés pour se rendre compte du peu de sincérité de leurs souverains lorsqu'ils déclaraient faire la guerre à l'Empereur seul et non au peuple français, et pour rester convaincu que, sans la lutte à outrance livrée par Napoléon et sans le regain de vitalité que notre nation, tout épuisée qu'elle fût, a su fournir, nous n'aurions même pas eu, à la fin de 1814, nos limites d'avant 1789. La France aurait subi peut-être le sort de la Pologne. Elle aurait tout au moins dû céder une portion très notable de son territoire sur la frontière de l'Est.

Mais suivant son habitude, il a opéré avec lenteur et indécision : ses troupes sont échelonnées depuis Provins jusqu'à Chaumont.

La situation de l'Empereur est alors analogue à celle du début des opérations contre Blücher (milieu de février). Comme alors, il a le choix entre deux solutions : ou bien rallier ses lieutenants vers Provins et barrer la route à Schwartzenberg, ou bien attaquer en flanc l'armée de Bohême disséminée.

Pour les raisons qui ont déjà dicté sa détermination, il adopte le deuxième parti.

Combat d'Arcis-sur-Aube (20 mars).

Chargeant Mortier et Marmont de tenir tête à Blücher, il marche sur Arcis-sur-Aube, dans l'intention de couper en deux l'armée de Bohême.

En apprenant l'arrivée de l'Empereur, Schwartzenberg concentre ses forces et prend l'offensive. Ce mouvement donne lieu au combat indécis d'Arcis-sur-Aube.

Dénouement de la campagne.

Persuadé désormais que l'écrasante supériorité des alliés ne lui permet pas d'arrêter leur marche par une bataille, Napoléon espère obtenir ce résultat au moyen d'une manœuvre hardie.

Il conçoit le projet d'abandonner la route de Paris, qu'il laissera ouverte à ses adversaires, et de se jeter sur leurs communications.

A cet effet, refusant pour le moment une nouvelle bataille il se dirige vers l'est, rappelant à lui Mortier et Marmont.

Cependant Blücher a culbuté le rideau laissé devant lui et vient faire de nouveau sa jonction avec Schwartzenberg, se renfermant, pour ainsi dire, derrière l'armée française.

De plus, les coalisés ont des intelligences dans Paris : apprenant l'état moral de la capitale, ils décident de s'y porter, en négligeant Napoléon (1), devant lequel ils laissent simplement un fort détachement sous Winzingerode.

Marmont et Mortier cherchent vainement à rejoindre l'Empereur. Ils se heurtent aux masses ennemies et, désespérant de les percer, se décident à rétrograder pour couvrir Paris.

Combat de la Fère-Champenoise (25 mars 1814).

Ils livrent, au cours de leur retraite, un combat d'arrière-garde à la Fère-Champenoise.

Bataille de Paris (30 mars 1814).

Néanmoins, les alliés arrivent en même temps qu'eux aux abords de la capitale, où s'engage une violente bataille (2).

Nos troupes résistent avec énergie ; mais le roi Joseph, à qui Napoléon a, dès le début de la campagne, confié la lieutenance générale de l'Empire, quitte Paris, laissant à Marmont pleins pouvoirs pour capituler.

Celui-ci, débordé par les attaques des alliés, finit par demander une suspension d'armes et signe une capitulation par laquelle les troupes pourront se retirer librement sur la route d'Orléans.

De son côté, Napoléon n'a pas tardé à discerner les mouvements des coalisés. Il a culbuté Winzingerode à Saint-Dizier et, repassant la Marne, a marché sur Paris par Troyes où il est arrivé le jour même de la capitulation.

Il part alors en poste pour Fontainebleau et, en arrivant à Fromenteau, rencontre les premières troupes qui évacuent Paris.

Napoléon veut tenter un dernier effort. Il songe à se retirer au sud de la Loire avec toutes les forces disponi-

(1) Nos ennemis ont fait des progrès depuis Valmy.

(2) Paris, à cette époque, n'était pas fortifié.

bles et à rappeler à lui les armées du prince Eugène, de Soult et de Suchet.

Ces suprêmes espérances se trouvent ruinées par la défection de Marmont, qui signe avec les alliés une convention par laquelle ses troupes abandonnent la cause de l'Empereur.

De plus, le découragement est partout et les maréchaux eux-mêmes pressent Napoléon de renoncer au pouvoir.

Un gouvernement provisoire est installé à Paris; il proclame la déchéance de l'empire et rétablit les Bourbons sur le trône.

Napoléon signe son abdication à Fontainebleau et, quelques jours après, part pour l'île d'Elbe.

Le traité de Paris, conclu le 30 mai 1814, par Louis XVIII, fait reprendre à la France ses limites d'avant la Révolution.

Pour terminer ce rapide aperçu de la campagne de 1814, il nous reste à dire quelques mots des théâtres d'opérations secondaires.

Opérations de l'armée de Lyon.

Au moment où l'armée de Bohême pénètre en France, Schwartzenberg envoie sur sa gauche un détachement qui, sous les ordres de Bubna marche sur Genève, s'en empare et vient ensuite menacer Lyon et Grenoble.

De ce côté, nous n'avons que des troupes de dépôt avec lesquelles Augereau parvient à organiser l'armée de Lyon. Il la scinde en deux corps : l'un couvrira Lyon, l'autre Grenoble. Ayant ensuite reçu de l'Empereur l'ordre de venir menacer les derrières de l'armée de Bohême, Augereau se porte en avant et remonte la vallée de la Saône.

Mais l'ennemi réunit à la hâte des forces triples des

siennes et les dirige sur Lyon. Il en résulte une rencontre aux environs de Mâcon : c'est la bataille de Limonest, à la suite de laquelle Augereau bat en retraite et évacue Lyon.

Bataille de Limonest.

La capitulation de Paris survenant alors, Augereau conclut un armistice et lance une proclamation dans laquelle il annonce la déchéance de l'Empereur.

Opérations de l'armée des Pyrénées (1).

Sur le théâtre d'opérations des Pyrénées, nous avons, aux deux extrémités de la frontière : à l'ouest, le corps de Soult; à l'est, celui de Suchet (2).

Attaqué par les forces très supérieures de Wellington, Soult doit battre en retraite dans la direction d'Orthez, où il accepte une bataille défensive. Après une vigoureuse résistance, il se retire sur Toulouse, dans le but d'attirer les Anglais loin de la mer qui leur apporte des ressources de toute nature, dans le but également de se rapprocher de Suchet qui, de son côté, a dû évacuer l'Espagne.

Bataille d'Orthez.

Une nouvelle bataille s'engage près de Toulouse : Soult ne peut résister et bat en retraite sur Castelnaudary. Quelques jours après, une convention militaire met fin aux hostilités.

Bataille de Toulouse.

Opérations de l'armée d'Italie.

En Italie, le prince Eugène, après avoir culbuté Bellegarde sur le Mincio, est obligé, à la nouvelle des événements de Paris, de conclure un armistice et d'abandonner l'Italie.

---

(1) En fait, les hostilités n'ont jamais cessé en Espagne depuis la campagne de 1808 que nous avons traitée précédemment. Nous avons passé ces opérations sous silence parce qu'elles n'intéressaient pas les événements décisifs.

(2) Planche X.

Conséquences de la campagne.

En résumé, la campagne de 1814 nous ramène à nos limites de 1792 et nous enlève toutes les conquêtes faites depuis cette époque. Mais elle laisse intacte notre gloire militaire, et le génie de Napoléon éclate comme aux plus beaux jours de sa merveilleuse épopée, dans cette guerre où il lutte seul contre les armées de l'Europe entière.

CAMPAGNE DE 1815 [1]

Situation générale.

La cause de la guerre est le retour en France de Napoléon.

L'Empereur revient de l'île d'Elbe à la fin de mars 1815. En apprenant cette nouvelle, les souverains de l'Europe, réunis en congrès à Vienne (2) déclarent Napoléon hors des relations sociales, lancent contre lui un décret de proscription et s'engagent à n'écouter de sa part aucune proposition de paix.

La guerre est donc inévitable : on s'y prépare de part et d'autre.

Napoléon doit lutter non seulement contre la coalition, mais aussi contre les mécontents de l'intérieur, dont il a les tentatives à réprimer.

C'est ainsi qu'il envoie Grouchy arrêter la marche du duc d'Angoulême sur Lyon et le général Lamarque dans la Vendée, qui s'insurge à l'instigation de La Rochejaquelein.

Situation militaire.

L'Empereur s'attache activement à la mise sur pied de l'armée. Il réorganise la Garde impériale. Il rappelle les anciens soldats sous les drapeaux avec promesse de les renvoyer dès que la paix sera conclue. Il appelle la classe 1815 pour compléter les effectifs et renforce l'armée active avec les bataillons de garde nationale les plus solides.

---

(1) Planche XIV (croquis A).

(2) Où ils s'occupent de remanier la carte de l'Europe sans parvenir à s'entendre, car chacun prétend être favorisé. L'arrivée de Napoléon les met d'accord pour lutter contre leur ennemi commun.

En même temps, il constitue des *corps d'observation* qu'il répartit sur toutes les frontières, avec mission d'en surveiller les débouchés.

Paris et Lyon sont fortifiés.

Enfin, il réunit sur la frontière du Nord les forces avec lesquelles il va entreprendre les opérations.

Le choix de cette région est imposé par la répartition des forces dont les coalisés peuvent disposer.

Une fois complètement organisée, l'armée française comprendra la Garde, la réserve de cavalerie (Grouchy) et cinq corps d'armée aux ordres respectifs de :

1er, d'Erlon; 2e, Reille; 3e, Vandamme; 4e, Gérard; 6e Lobau (1).

Situation morale des troupes françaises.

Pour bien saisir les événements de la campagne de 1815, il est essentiel de se rendre compte de la situation morale de l'armée française.

Les titulaires des grands commandements se sont, pour la plupart, ralliés à la royauté pendant la Restauration. Ils se sont parfaitement accommodés de ce régime qui leur eût permis de jouir en paix d'une situation acquise sous l'Empire. Aussi, au retour de Napoléon, peu d'entre eux se sont-ils immédiatement déclarés pour lui. Certains lui ont été au début franchement hostiles. En général, en se ralliant à l'Empereur, ils ont simplement subi l'entraînement de leurs troupes, impuissants à l'enrayer.

Les officiers subalternes, au contraire, n'ont eu qu'à souffrir du retour de la monarchie. Un grand nombre d'entre eux ont été mis en demi-solde. Leurs droits

(1) Le corps qui porte le n° 5 s'organise dans l'intérieur. — Le chef d'état-major général de Napoléon est Soult. Berthier s'est rallié aux Bourbons et a émigré pendant les Cent jours. Soult se montrera, pendant la campagne, très inférieur à son prédécesseur.

acquis pendant les campagnes de l'Empire ont été méprisés, toutes les faveurs du nouveau régime s'exerçant au profit des émigrés.

Quant aux soldats, s'ils ont conservé à l'Empereur un dévouement sincère et exalté, ils se méfient de leurs chefs.

Un semblable état d'esprit ne peut constituer une armée homogène : l'armée française est capable d'un élan, mais le moindre revers doit l'impressionner; une défaite doit se changer en déroute.

Forces des coalisés.

Du côté ennemi, les armées alliées n'ont pas été mises sur le pied de paix ; car, en raison des discussions survenues au congrès de Vienne, chaque souverain a voulu être prêt à soutenir ses prétentions.

Cinq armées sont formées. Deux d'entre elles se rassemblent immédiatement en Belgique.

L'une, composée d'Anglais et de Hollandais sous Wellington, est cantonnée dans la région de Bruxelles; l'autre, formée de Prussiens, sous Blücher, est autour de Namur et Liège, couverte sur la Sambre, vers Charleroi, par un corps d'armée d'avant-garde qui doit lui permettre, en cas d'attaque, d'effectuer sa concentration.

De plus, une armée russe doit se concentrer ultérieurement sur le Rhin moyen, tandis qu'une armée autrichienne se réunira sur le haut Rhin et qu'enfin une armée austro-sarde se formera en Piémont.

Projets des belligérants.

Les projets des alliés sont les suivants : Wellington et Blücher, qui sont prêts, resteront sur la défensive, en attendant l'arrivée des autres armées; toutes les forces de la coalition marcheront alors concentriquement sur Paris.

De son côté, Napoléon projette de détruire les rassemblements ennemis effectués en Belgique avant qu'ils puissent être renforcés par les autres armées des alliés.

Dans ce but, il prendra l'offensive le 15 juin et pénétrera entre Blücher et Wellington, de manière à les séparer et à les battre ensuite successivement (1).

Avant de s'arrêter à ce plan, Napoléon en a examiné deux autres. D'après le premier, il aurait pris l'initiative des hostilités qu'il aurait commencées *dès le 1er avril*, c'est-à-dire quelques jours à peine après son retour de l'île d'Elbe.

Ce plan aurait eu l'avantage de permettre de détruire en détail les forces ennemies avant même qu'elles aient eu le temps de grouper leurs moyens d'action.

Toutefois, l'Empereur y a renoncé immédiatement, l'état des esprits en France ne lui permettant pas de déclarer la guerre, tant qu'il restera la moindre espérance de paix. Le deuxième plan, examiné concurremment à celui définitivement adopté, aurait consisté à garder la *défensive stratégique*, à laisser les alliés envahir la France, mais à rassembler deux armées : l'une principale, sous Paris, l'autre, secondaire, sous Lyon, et à recommencer la campagne de 1814 avec des moyens d'action qui devaient assurer le succès des opérations. Napoléon a renoncé à ce plan, en raison de l'impression que produirait l'invasion sur l'opinion publique. Dans le projet qu'il a définitivement adopté, s'il n'a pas l'initiative des *hostilités*, il cherche du moins à se donner celle des *opérations;* c'est pourquoi il entre en campagne le 15 juin, comptant que les alliés seront seulement prêts sensiblement plus tard à agir avec toutes leurs forces.

La campagne de 1815 dure quatre jours (2) :

1er jour (15 juin) : passage de la Sambre;

(1) Ce plan est analogue à celui de la campagne de 1796 en Italie.

(2) Planche XIV (croquis B).

2e jour (16 juin) : batailles de Ligny et des Quatre-Bras ;

3e jour (17 juin) : marche de Napoléon sur Mont-Saint-Jean et poursuite de Blücher ;

4e jour (18 juin) : bataille de Waterloo.

Premier jour.

Tandis que Napoléon a concentré son armée derrière la forêt de Beaumont (aujourd'hui disparue), il a fait faire des démonstrations par les garnisons des places du Nord, de manière à faire croire à Wellington qu'il va manœuvrer pour le couper de la mer (1).

Tous les mouvements nécessités par la concentration ont été, du reste, dérobés à la connaissance de l'ennemi ; celui-ci n'a rien vu, n'a rien su de la réunion de l'armée française, qui s'est exécutée cependant à proximité immédiate de ses avant-postes.

Passage de la Sambre.

Napoléon organise une offensive foudroyante, de manière à ne pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître.

Son armée, formée sur trois colonnes, aborde la Sambre, le 15 juin, aux environs de Charleroi, bouscule les détachements ennemis qui cherchent à s'opposer au passage et traverse la rivière.

La formation de l'armée sur trois colonnes contient en germe le dispositif que Napoléon va adopter ensuite pour sa manœuvre.

En effet, après le passage de la Sambre, l'armée forme deux *avant-gardes* et un *gros*.

La Sambre est franchie sur trois points : à Marchiennes, au Châtelet et à Charleroi.

(1) L'armée anglaise tire tous ses approvisionnements en vivres et en munitions de son territoire national, par la voie maritime.

Puis l'armée française est organisée en deux avant-gardes et un gros.

D'une part, Ney avec deux corps d'armée (Reille et d'Erlon); d'autre part, Grouchy, également avec deux corps d'armée (Vandamme et Gérard) constituent les deux avant-gardes.

Le gros comprend le corps d'armée de Lobau et la Garde, avec lesquels Napoléon se propose de se porter suivant les événements, soit à l'une, soit à l'autre des deux avant-gardes.

L'idée de l'Empereur est de marcher tout d'abord contre les Prussiens, qui sont les plus rapprochés et qui, en conséquence, menaceraient son flanc droit s'il commençait par opérer contre les Anglais.

Il faut pour cela deux choses :

1° Empêcher les Anglais de se porter au secours des Prussiens; 2° assurer la route du lendemain.

Pour obtenir le premier résultat, l'empereur charge Ney d'occuper les Quatre-Bras. Ney se met en route avec le seul corps de Reille, n'attendant pas que d'Erlon ait fini de traverser la Sambre et pousse jusqu'à Frasnes, où il s'arrête. Pour obtenir le deuxième résultat, Grouchy livre un combat heureux à l'avant-garde prussienne sur la route de Ligny et pousse jusqu'à Fleurus.

Napoléon rentre de sa personne à Charleroi.

En réalité, malgré le succès remporté, la journée est incomplète. Dans l'idée de l'Empereur, les avant-gardes devaient arriver respectivement aux Quatre-Bras et au nord-est de Ligny, de manière à couper la meilleure et la plus sûre des communications ennemies : la chaussée de Nivelles à Namur.

Dans la nuit du 15 au 16 juin, Blücher concentre ses

forces vers Ligny; Wellington groupe les siennes vers Nivelles.

Deuxième jour.

Grouchy prévient Napoléon que l'armée prussienne est devant lui vers Ligny. L'Empereur donne de nouveau à Ney l'ordre de s'emparer des Quatre-Bras et envoie la garde renforcer Grouchy.

Par suite de la disposition respective des deux adverversaires, il se produit en résumé deux actions n'ayant entre elles aucune corrélation : à Ligny, Napoléon bouscule l'armée prussienne ; mais, aux Quatre-Bras, Ney, hésitant, au lieu d'attaquer sans tergiverser les colonnes anglaises à mesure qu'elles arrivent, donne à celles-ci le temps de lui devenir supérieures en nombre et se trouve obligé de battre en retraite. Batailles de Ligny et des Quatre-Bras.

L'armée prussienne se replie sur Wawres.

Quant à Wellington, bien que maître du champ de bataille, il ne peut, par suite de la défaite de Blücher, profiter de son succès. Il ordonne un mouvement rétrograde sur Mont-Saint-Jean.

Il faut noter que, par suite d'ordres mal donnés par l'état-major français (1), le corps de d'Erlon fait, pendant toute la journée, la navette entre les deux champs de bataille : son arrivée à Ligny permettrait l'anéantissement de Blücher, son arrivée aux Quatre-Bras donnerait à Ney la certitude de remporter une victoire.

(1) L'organisation du service d'état-major a toujours été le point faible de l'armée française du Premier Empire. Cela tenait à la méthode de commandement très personnelle de l'Empereur, qui concentrait entre ses mains tout jusqu'au moindre détail. On ne saurait toutefois s'étonner que Napoléon, malgré tout son génie, n'ait pas prévu un principe alors inconnu et qui est devenu d'une application constante dans toutes les branches de l'activité humaine : la division du travail.

Troisième jour.

Napoléon se considère comme momentanément débarrassé des Prussiens. Il charge Grouchy de les poursuivre pendant qu'il marche avec le gros de ses forces contre les Anglais.

A l'approche de Napoléon, Wellington bat en retraite.

Grouchy, dont la marche est extrêmement ralentie par l'état affreux des chemins, peut seulement faire quelques kilomètres dans la direction suivie par l'ennemi et perd le contact (1).

Wellington s'arrête en avant de la forêt de Soignes, sur le plateau de Mont-Saint-Jean où il s'établit en position défensive.

Napoléon installe en face de lui son armée au bivouac et, pressentant pour le lendemain une bataille décisive, expédie à Grouchy l'ordre de revenir ou tout au moins d'envoyer des renforts (2).

Quatrième jour.

Bataille de Waterloo (18 juin 1815).

Le plateau de Mont-Saint-Jean considéré en lui-même est un terrain dont la défensive trouve facilement à utiliser la configuration.

S'étendant de l'ouest à l'est sur une longueur de 8 kilomètres environ, s'abaissant au sud par des pentes assez

(1) « En sept heures, les troupes n'avaient pu parcourir que quatorze kilomètres (de Saint-Amand à Gembloux). Il est certain, ajoute le colonel Charras, que la distance parcourue par les troupes était faible; mais il n'avait dépendu ni des soldats, ni des généraux, d'avancer davantage. Dès 2 heures, la pluie était tombée par torrents et avait rendu les chemins impraticables. Gérard affirme que les troupes marchèrent aussi vite qu'il était *humainement* possible. » (Général Maillard, *Eléments de la guerre.*)

(2) Ces ordres n'arrivèrent pas à destination.

douces au centre, plus abruptes vers les extrémités, pentes que limitent deux ruisseaux coulant en sens inverse, ce plateau présente sur toute sa crête une véritable ligne de fortification naturelle : le chemin creux d'Ohain (1).

Par contre, la position choisie présente un défaut capital : elle est adossée à la forêt de Soignes, que traversent seulement quelques mauvais chemins. Il en résulte qu'une retraite, en cas d'insuccès, se changerait inévitablement en déroute.

L'armée anglaise est disposée sur deux lignes, en arrière du chemin creux d'Ohain, la droite à Merbe-Braine, la gauche à Ohain, les réserves vers Mont-Saint-Jean.

Les avant-postes occupent les fermes d'Hogoumont, la Haie-Sainte, Papelotte et la Haie.

Wellington se propose de rester sur la défensive en attendant Blücher qui, pendant la nuit, l'a prévenu de son arrivée prochaine.

A cet effet, il renforce sa droite, tandis qu'il dégarnit sa gauche, puisqu'il attend les Prussiens de ce côté (2).

D'autre part, Napoléon arrête les dispositions suivantes :

1° Faire une fausse attaque contre la droite anglaise, pour attirer l'attention de Wellington de ce côté ;

2° Se porter ensuite avec l'aile droite, renforcée de toutes les réserves, contre l'aile gauche anglaise, la culbuter, la rejeter sur le centre et refouler Wellington sur la forêt de Soignes.

Napoléon veut attaquer à fond la gauche ennemie,

(1) Ce chemin creux d'Ohain n'existe plus aujourd'hui. Il a été comblé depuis longtemps.

(2) Ce dispositif présente quelque analogie avec celui de Napoléon à Austerlitz. On se rappelle que Napoléon, attendant Davout sur sa droite, n'y a placé que peu de monde, tandis qu'il a, au contraire, renforcé son centre et sa gauche.

parce que c'est la partie faible de son adversaire et que c'est par là que celui-ci attend ses renforts. Il veut refouler les Anglais sur la forêt de Soignes, parce que le manque de dégagements en arrière constitue le seul désavantage de leur position.

En conséquence, l'Empereur adopte le dispositif suivant :

En première ligne, deux corps d'armée : à droite d'Erlon, à gauche Reille ;

En deuxième ligne, un corps d'armée : Lobau.

Des masses de cavalerie encadrent les ailes de chacune des deux lignes.

Enfin la Garde est en réserve.

Napoléon attend jusque vers midi avant de commencer la bataille : il compte ainsi donner à Grouchy le temps d'arriver et lui réitère l'ordre de le rejoindre ; il veut aussi donner au terrain, détrempé pendant la nuit par un violent orage, le temps de se raffermir et de permettre la marche de ses troupes.

Pendant ce temps, Blücher détache sur la droite de Napoléon le corps de Bülow, qui n'a pas pris part à la bataille de Ligny, et le suit à quelque distance, laissant seulement à Wavres un corps d'armée devant Grouchy.

On peut distinguer dans la bataille de Waterloo trois moments :

Premier moment.

Conformément au plan exposé plus haut, Reille tente une fausse attaque (1) contre la droite anglaise. Il essaye, à cet effet, d'enlever le château d'Hogoumont : il ne peut y réussir. Néanmoins Napoléon va donner le signal

(1) Il ne faut pas attribuer à ce terme la signification d'une attaque menée d'une manière peu vigoureuse : « le commandant en chef a seul

de l'attaque contre la gauche ennemie lorsque Bülow débouche sur le champ de bataille. L'Empereur attribue au corps de Lobau, renforcé de deux divisions de cavalerie, la mission de contenir les Prussiens. Il espère, en effet, que Grouchy va bientôt arriver et lui envoie de nouveau l'ordre de hâter sa marche. Ces mesures prises, Napoléon lance Ney avec le corps de d'Erlon contre la gauche anglaise. Malgré un échec partiel devant la Haie-Sainte, cette attaque est sur le point de réussir lorsqu'une vigoureuse charge de la cavalerie anglaise la ramène à son point de départ.

Deuxième moment.

Napoléon apprend que Grouchy s'est mis en marche assez tard dans la matinée (1). Il ne compte plus, en conséquence, le voir arriver avant la fin de la journée. Il cherche, dès lors, à gagner du temps, charge Lobau, bientôt renforcé par une partie de l'infanterie de la Garde, de culbuter les Prussiens et ordonne sur toute la ligne une attaque des postes avancés des Anglais.

Cette attaque échoue, à gauche, devant Hogoumont; mais, à droite, Ney réussit à enlever la Haie-Sainte et demande à l'Empereur des renforts, de manière à poursuivre son succès.

Napoléon lui envoie deux divisions de cuirassiers, qui sont suivies sans ordre, en raison d'un malentendu, par la moitié de la cavalerie de la Garde.

---

qualité pour régler l'intensité de la lutte engagée sur les différentes parties du front, soit en les alimentant à son gré de renforts, soit en prévenant leurs chefs de n'avoir à compter que sur leurs propres moyens, soit enfin en précisant les objectifs successifs à atteindre et à ne pas dépasser; mais toute troupe engagée doit aller au feu avec la conviction qu'elle contribuera plus que toutes les autres à la décision de l'affaire. » (*Règlement sur le service des armées en campagne.*)

(1) Voir plus loin la marche de Grouchy.

Saisissant alors un faux mouvement de la première ligne anglaise, Ney entraîne à la charge toute la cavalerie dont il dispose.

Tout en considérant cette attaque comme prématurée, Napoléon accepte le fait accompli et envoie à Ney une nouvelle division de cuirassiers. Tout ce qui reste de la cavalerie de la Garde, que l'Empereur voudrait conserver en réserve, suit, sans en avoir reçu l'ordre, cette dernière division.

Il se produit à ce moment sur le plateau de Mont-Saint-Jean une charge, devenue légendaire, de la cavalerie française, qui traverse les lignes anglaises, atteint leurs réserves et va peut-être obtenir un avantage décisif, lorsque Blücher débouche à son tour sur le champ de bataille.

Troisième moment.

Napoléon renforce d'Erlon de quelques nouveaux bataillons de la garde et le charge de contenir les Prussiens. Puis il ébranle tout ce qui reste de l'infanterie de la Garde pour rejoindre Ney et se débarrasser définitivement des Anglais.

Tout à coup une masse de cavalerie anglaise et prussienne fait irruption dans la trouée qui existe entre Ney et Lobau. Toute notre cavalerie étant engagée, Napoléon n'a pas un escadron à opposer à cette charge.

Nos lignes d'infanterie, se voyant sur le point d'être prises à revers, entament un mouvement rétrograde dont l'ennemi profite pour prononcer une offensive générale.

Les troupes françaises, écrasées sous le nombre, se débandent et fuient dans un désordre inexprimable vers Charleroi.

Seule, la Garde, formée en carrés, essaie de protéger

la retraite : la plupart des carrés sont détruits jusqu'au dernier homme.

Les débris de l'armée repassent la Sambre. Laon leur est indiqué comme point de ralliement (1).

Marche de Grouchy.

Le 18, dans la matinée, Grouchy, ne recevant pas de nouveaux ordres (2), veut continuer à remplir la mission dont il a été chargé : poursuivre les Prussiens.

Par suite de l'état du terrain, il ne peut, d'ailleurs, se mettre en marche dès les premières heures du jour, de sorte que, prévenu assez tard dans l'après-midi d'avoir à rallier l'Empereur, il se trouve dans l'impossibilité d'arriver à temps sur le champ de bataille. Il passe, en définitive, sa journée à escarmoucher contre le corps prussien laissé par Blücher en face de lui. Le soir venu, apprenant le désastre de Waterloo, il bat rapidement en retraite sur Laon où ses deux corps d'armée arrivent en

---

(1) La perte de la bataille de Waterloo est due à deux causes :

1° L'orage de la nuit du 17 au 18, en raison duquel Napoléon n'a pu commencer son attaque que tard dans la matinée et n'a pas eu le temps de se débarrasser des Anglais avant l'arrivée des Prussiens;

2° L'armée anglaise, n'ayant pas de débouchés en arrière, n'a pas pu battre en retraite, ce qu'elle aurait fait sans attendre les Prussiens si elle n'avait pas été adossée à la forêt de Soignes. Ainsi une faute commise par son chef a, par suite d'un heureux concours de circonstances, assuré le salut de cette armée. Il n'en faut pas conclure qu'il est indifférent à la guerre de commettre des fautes et que tout est l'effet du hasard. Là, comme partout, il y a une part d'aléa dont il faut s'efforcer de tenir compte dans la mesure du possible, mais sans être jamais certain d'y réussir. En définitive, là comme partout, s'applique la devise : « Fais ce que dois, advienne que pourra ». Il faut bien retenir que le succès des coalisés à Waterloo fut absolument indépendant des talents militaires de leurs généraux.

(2) Nous avons déjà dit que les ordres envoyés à Grouchy par Napoléon pendant la nuit du 17 au 18 ne sont jamais arrivés à destination.

bon état et sont bientôt grossis d'un nombre considérable d'isolés, qui doublent à peu près leur effectif.

Laissant le commandement au major général, le maréchal Soult, Napoléon accourt à Paris pour y concentrer des moyens de défense : il s'y trouve en présence d'une révolution.

La Chambre des Représentants, à l'instigation de Fouché, s'empare du pouvoir exécutif, puis elle exige l'abdication de l'Empereur.

Cependant les alliés se sont encore séparés et descendent la vallée de la Marne : Blücher par la rive gauche, Wellington par la rive droite.

Frappé de cette faute, Napoléon demande à reprendre le commandement des troupes comme simple général. Mais le gouvernement provisoire refuse et signe, quelques jours après, une capitulation, aux termes de laquelle l'armée française, mise sous les ordres du maréchal Davout, se retire derrière la Loire.

Le second traité de Paris termine la campagne de 1815. La France est ramenée à ses limites de 1790 et paie une formidable indemnité de guerre. A l'intérieur, les Bourbons sont rétablis sur le trône.

CAMPAGNE D'ITALIE (1859) [1] [2]

Situation politique et causes de la guerre.

Depuis 1815, un courant d'opinion s'est très nettement dessiné dans les divers Etats de l'Italie, où les « patriotes » visent la constitution de l'unité italienne.

Le roi de Piémont, Victor-Emmanuel, s'est fait l'âme de ces revendications.

Habilement secondé par son premier ministre, M. de Cavour, et convaincu que ses propres ressources sont insuffisantes pour faire triompher sa cause, il a cherché à poser devant l'Europe la question italienne.

C'est pourquoi nous l'avons vu envoyer en Crimée un contingent piémontais et se faire ensuite représenter au congrès de Paris.

Nous savons que les plénipotentiaires des puissances européennes ont éludé les vœux de Victor-Emmanuel.

Celui-ci se tourne alors vers la France. Il parvient à intéresser à sa cause l'empereur Napoléon III, fervent adepte de la doctrine des nationalités. Indépendamment des sympathies personnelles de son souverain à l'égard des « patriotes » italiens, la France peut difficilement se désintéresser d'événements qui doivent se dérouler sur sa frontière des Alpes.

Aussi l'empereur promet-il l'appui de la France à Victor-Emmanuel au cas où celui-ci aurait à soutenir une guerre contre l'Autriche.

Bientôt le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde, fille de Victor-Emmanuel, consacre l'alliance des deux Etats.

---

(1) Planche XVII.

(2) Principale source bibliographique : *Le haut commandement français au début de la campagne de* 1859 (général Bonnal).

Dès lors on se prépare à la lutte (1).

Un projet défensif est élaboré de concert avec le Piémont pour parer à l'hypothèse d'une agression subite de l'Autriche. Il est admis que les forces piémontaises couvriront Turin en gardant la ligne de la Dora-Baltea. Les corps français arrivant à la fois par Suse et par Gênes viendront, à l'abri de cette couverture, faire leur jonction avec leurs alliés.

Ce projet ne sera pas suivi d'exécution, car on ne tardera pas à reconnaître que la rivière choisie est un obstacle trop insuffisant pour constituer efficacement une barrière défensive.

Dès le commencement de l'année 1859, le Piémont mobilise son armée.

Inquiète de ces préparatifs, l'Autriche adresse à Victor-Emmanuel un ultimatum, par lequel elle lui donne trois jours pour remettre son armée sur le pied de paix.

Le roi de Piémont oppose à cette démarche comminatoire une fin de non-recevoir : la guerre se trouve déclarée.

Dès la nouvelle de l'ultimatum autrichien, on active en France la formation de l'« armée d'Italie ».

Forces des belligérants.

Celle-ci comprendra cinq corps d'armée et la garde (2).

(1) Cette préparation se résume chez nous à l'exécution, au camp de Châlons, de manœuvres ayant un caractère tout conventionnel et à l'organisation de grands commandements territoriaux n'ayant aucun rapport avec l'organisation du temps de guerre. Au moment de l'ouverture des hostilités, il n'en faudra pas moins créer de toutes pièces les corps d armée qui entreront dans la composition de l'armée d'Italie.

(2) 1er corps : maréchal Baraguay d'Hilliers; 2e corps : général de Mac-Mahon; 3e corps : maréchal Canrobert; 4e corps : général Niel; 5e corps : prince Napoléon; Garde : général Regnaud de Saint-Jean d'Angély. Les corps d'armée sont à deux ou trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie. Le 5e corps reçoit la mission spéciale d'opérer en Toscane isolément « pour rallier à lui les populations hésitantes ». L'armée piémontaise est sous les ordres du général La Marmora.

L'armée piémontaise est forte de six divisions, dont une de cavalerie.

L'ensemble des forces alliées (200.000 hommes environ) est sous les ordres de l'empereur Napoléon III.

Quant aux Autrichiens, ils mettent en jeu, au commencement de la campagne, cinq corps d'armée et une division de cavalerie, réunis sous la dénomination de 2e armée, aux ordres du feldzeugmeister Gyulai (1).

Premiers mouvements des Français.

Les 3e et 4e corps français, sous le commandement du maréchal Canrobert, franchissent les Alpes et se dirigent par Suse sur Turin.

Les 1er et 2e corps, sous le maréchal Baraguay d'Hilliers, débarquent à Gênes pour être ensuite dirigés sur Alexandrie par chemin de fer.

Les 1er et 2e corps, ayant à parcourir un trajet plus long que les deux corps du maréchal Canrobert, ne doivent arriver qu'après ceux-ci sur le théâtre des opérations.

Aussi le maréchal Canrobert, craignant que la concentration des forces alliées, si elle s'effectue derrière la Dora-Baltea, soit surprise par une offensive ennemie possible sur Turin, obtient que les 3e et 4e corps, après être arrivés à Suse, soient transportés en chemin de fer jusqu'à Alexandrie.

Ainsi placés, ils peuvent tomber dans le flanc gauche des Autrichiens s'ils marchent sur Turin. Ils facilitent aussi le débouché des corps français venant de Gênes.

L'armée sarde se porte entre Casale et Alexandrie, laissant seulement de faibles détachements pour surveiller le cours de la Dora-Baltea.

(1) La 1re armée est en voie de formation. Nous la verrons intervenir par la suite des opérations.

En résumé, la concentration des forces alliées s'effectue sans être nullement gênée par l'armée autrichienne. Celle-ci perd d'ailleurs plusieurs fois l'occasion d'intervenir avec les plus grandes chances de succès.

Premiers mouvements des Autrichiens

Au début des hostilités, les Autrichiens, réunis dans la région de Pavie, pourraient profiter de leur supériorité numérique pour battre les Piémontais avant l'arrivée des Français. Mais des considérations de politique étrangère, et notamment l'intervention de l'Angleterre en faveur du maintien de la paix, font ajourner l'exécution d'un mouvement offensif, pourtant prévu par le cabinet de Vienne. Lorsque Gyulai reçoit (29 avril) l'autorisation de se porter en avant, les forces françaises ont déjà commencé à débarquer à Gênes et à Suse.

Néanmoins, la situation respective des belligérants permettrait encore au commandement autrichien d'exécuter facilement la manœuvre suivante : se couvrir par une *avant-garde* contre les corps français de Gênes et accabler les Piémontais avec le *gros*, puis faire poursuivre ces derniers par une faible partie de l'armée autrichienne victorieuse et se retourner contre les forces françaises de Gênes pour les combattre avec la supériorité du nombre et les écraser à leur tour.

Mais Gyulai, dont les dispositions paraissent empreintes du souci exagéré de la sûreté, se borne à s'avancer quelque peu vers l'ouest et à déployer son armée à *l'abri* de la Sesia inférieure et du Pô : quatre corps en première ligne, un corps en deuxième ligne, très rapproché d'ailleurs des premiers.

Des reconnaissances à courte portée envoyées dans la direction de Gênes n'ayant pas rencontré l'ennemi, Gyulai se persuade qu'il aura le temps de marcher *sur Turin* sans avoir à redouter d'autre adversaire que l'armée sarde. Des mouvements ordonnés dans cette in-

tention sont en pleine exécution lorsque la nouvelle de la marche des forces françaises de Turin sur Alexandrie détermine le commandement autrichien à les suspendre et à reprendre l'attitude défensive. L'armée autrichienne repasse donc la Sesia derrière laquelle elle se déploie *en cordon* : trois corps d'armée sont disséminés par brigades le long de la Sesia et du Pô, de Verceil à Pavie ; deux corps sont en deuxième ligne derrière l'Agogne.

Un dispositif linéaire de cette nature, en voulant être fort partout, ne l'est, en réalité, nulle part. En admettant qu'il fût nécessaire de défendre la ligne fluviale dont il s'agit, il eût fallu organiser, derrière cette barrière, une simple *couverture*, constituée faiblement, ayant pour but, non de *barrer la route* à l'ennemi, mais de *prendre contact* avec lui et de *retarder sa marche* pour permettre au gros, placé plus en arrière (en l'espèce, derrière le Tessin), d'arriver en temps utile pour livrer une *bataille décisive* avec toutes les forces disponibles.

Quoi qu'il en soit, la situation au milieu du mois de mai est la suivante : les Autrichiens sont ainsi qu'il vient d'être dit ; l'armée alliée est réunie dans la région Casale - Alexandrie.

Tergiversations du commandement.

L'empereur Napoléon III, dépourvu d'expérience personnelle dans la conduite des troupes, s'inspire, pour la direction des opérations, des conseils les plus divers. Il en résulte de nombreuses tergiversations. C'est ainsi que, tout d'abord, l'empereur se propose de déborder la gauche ennemie en portant toute l'armée alliée sur Plaisance par l'unique route de la Stradella (1).

(1) Il est inutile d'insister sur le danger d'une pareille marche de flanc, exécutée à proximité d'un ennemi doué de mobilité et pouvant manœuvrer.

Cette manœuvre est à peine amorcée par quelques mouvements préparatoires que Gyulai, inquiet, entame immédiatement un mouvement rétrograde dans la direction de Pavie, par où lui arrivent des renforts. Il se trouve de la sorte avoir (19 mai) le gros de ses forces (quatre corps) dans la région de l'Agogne inférieur. Il a un corps *de droite* dans la région à l'est de Verceil, pour surveiller la ligne de la Sesia, et un corps de gauche (nouvellement arrivé) à Pavie.

La nouvelle de ce mouvement et aussi l'impossibilité, reconnue, de traverser ultérieurement le Pô à Plaisance, faute de pouvoir faire arriver *en temps utile* les moyens *matériels* nécessaires, déterminent Napoléon III à renoncer à la manœuvre contre la gauche ennemie et à envisager la manœuvre inverse. Des ordres sont donnés dans ce sens, mais ils sont presque immédiatement rapportés.

En effet, Gyulai, redoutant toujours une manœuvre contre sa gauche, a envoyé un fort détachement sur la rive droite du Pô, avec mission d'y exécuter une « reconnaissance offensive » (1).

Combat de Montebello (20 mai 1859).

Ce détachement se heurte, à Montebello, à des avant-postes français. Il en résulte un vif combat, dont les conséquences sont les suivantes : Gyulai voit se confirmer ses craintes au sujet d'une offensive vers Plaisance; d'autre part, Napoléon III redoute de voir toute l'armée autrichienne traverser le Pô à la suite du détachement (supposé une avant-garde) qui a livré le combat de Montebello, d'où abandon du mouvement projeté par le nord.

(1) S'il s'agissait de savoir ce qui se passait sur la rive droite du Pô, il suffisait d'y envoyer de la cavalerie pour *voir*. S'il s'agissait d'attaquer l'armée française, ce n'était plus l'affaire d'un détachement.

Après plusieurs jours passés dans l'indécision la plus complète, l'empereur, voyant que les Autrichiens ne prononcent aucun nouveau mouvement offensif, songe à franchir le Pô et la Sesia pour *attaquer* Gyulai *de front* avec toute l'armée française, et, sur *sa droite*, avec l'armée sarde qui aura passé par Verceil et Novare (1). Mais les idées en cours ne sont pas, à cette époque, de rechercher la destruction, par la bataille, des forces organisées de l'adversaire. Napoléon III se berce de l'illusion de croire qu'il triomphera par la seule force de la manœuvre, presque sans effusion de sang.

Il adopte donc, en définitive, le projet suivant (2) :

Projet de manœuvre sur la droite autrichienne.

Profiter de l'immobilité des Autrichiens pour déborder leur extrême droite par le nord.

Pour que ce projet soit réalisable, il faut : 1° aller vite ; 2° opérer à l'insu de l'ennemi ; 3° se garder soi-même d'une attaque de flanc pendant l'exécution de la manœuvre.

Afin *d'aller vite*, on utilise non seulement les routes, mais aussi le *chemin de fer* (3) de la rive droite de la Sesia. Afin de laisser l'ennemi dans l'ignorance des mouvements entrepris, on maintient provisoirement quelques détachements dans la région où l'armée alliée s'est réunie, avec ordre de faire « du volume ». Afin de protéger le flanc exposé pendant la marche, l'armée pié-

(1) Il est regrettable que ce projet, entièrement approprié aux circonstances, n'ait pas été poursuivi. Il eût vraisemblablement conduit à une victoire *immédiate* et *décisive*, qui eût amené la fin des hostilités. Le projet adopté fera perdre du temps, que l'ennemi mettra à profit pour renforcer ses troupes d'opérations. Il n'empêchera d'ailleurs pas l'armée française d'avoir à livrer plusieurs batailles ou combats.

(2) Dû à l'historien militaire Jomini.

(3) Les chemins de fer ont déjà reçu une première utilisation au début de la campagne pour le transport des troupes françaises en Italie.

montaise forme dans la région de Verceil une flanc-garde derrière laquelle défile l'armée française.

Combats de Palestro (30 et 31 mai 1859).

Dans ces conditions, la marche de flanc s'exécute sans autre incident que les deux combats livrés à Palestro, entre l'armée piémontaise (1) et le corps autrichien laissé en face de Verceil au moment de la concentration sur le bas Agogne.

De sorte que, le 1er juin, les troupes alliées occupent les emplacements suivants : 2e, 4e corps et la garde aux environs de Novare ; 3e corps et armée piémontaise aux environs de Palestro ; 1er corps près de Verceil.

A partir de ce moment, l'intention de Napoléon III est de marcher sur Milan. Mais, faute d'avoir pris et conservé le *contact* de l'armée ennemie, il ignore où se trouve celle-ci (2) et, craignant toujours d'être attaqué sur son flanc droit, il se propose d'exécuter le mouvement sur Milan en trois bonds, suivis chacun de la prise d'une position défensive sur laquelle on serait en mesure de recevoir l'attaque de l'ennemi. Le premier bond conduit l'armée sur l'Agogne, le deuxième sur le Tessin. Afin de pouvoir répondre éventuellement à une attaque prononcée par l'une ou l'autre rive de ces deux cours d'eau, Napoléon III place chaque fois son armée « à cheval » sur la rivière (3).

De son côté, Gyulai n'a pas immédiatement vu clair dans les événements. Il a vu dans les combats de Palestro l'indice que l'armée alliée allait déborder sur le front Valence - Casale - Verceil. Il prend donc des dispo-

(1) Renforcée rapidement par quelques troupes françaises.
(2) Le commandement autrichien n'est d'ailleurs pas mieux renseigné sur nos mouvements.
(3) Une telle situation serait très dangereuse vis-à-vis d'un ennemi entreprenant, qui attaquerait avec toutes ses forces l'une ou l'autre des deux moitiés d'une armée ainsi coupée par une rivière difficilement franchissable.

sitions pour faire face à ce front et renforcer sa droite. Son armée, dans un dispositif linéaire, s'étend alors des environs de Palestro à Pavie.

C'est dans cette situation qu'il apprend l'entrée des Français à Novare. Au lieu de grouper rapidement ceux de ses corps à portée d'intervenir et de bousculer les alliés, dont les forces sont réparties d'une manière peu judicieuse (1), il craint de se voir tourner, devancer sur la ligne du Tessin et commence (2 juin) une retraite dans la direction de Milan, par plusieurs itinéraires convergents.

Au moment où ce mouvement s'exécute, un nouveau corps d'armée autrichien vient d'arriver à Milan pour renforcer Gyulai. Ce corps d'armée a été aussitôt dirigé sur Magenta, localité située sur la route de Novare et près du Tessin. L'intention de Gyulai aurait été de réunir toute son armée au sud de la route Magenta-Milan, de manière à menacer le flanc droit des alliés dans leur marche sur Milan et les obliger à venir l'attaquer.

Mais c'est par ordre venu de Vienne que le corps de renfort dont il vient d'être question a été envoyé sur Magenta. Gyulai n'ose pas transgresser cet ordre. Les corps autrichiens continuent donc simplement à franchir le Tessin. Certains d'entre eux se trouvent ainsi échelonnés sur la rive gauche jusqu'à Pavie. La seule mesure appropriée aux circonstances qui soit prescrite est l'envoi d'une partie des forces autrichiennes dans la direction de Magenta.

Or, Napoléon III a réglé la marche sur Milan de manière que l'armée soit placée, le 4 juin, à cheval sur

(1) Ce qu'un bon service d'exploration eût pu lui faire connaître.

le Tessin. Cela coïncide précisément avec l'exécution, par les Autrichiens, des mouvements indiqués ci-dessus. Il se produit donc une rencontre que, ni d'un côté, ni de l'autre, le commandement n'a prévue.

Bataille de Magenta (4 juin 1859).

C'est la bataille de Magenta (1). Les Autrichiens, attaqués de front par les forces alliées débouchant directement du Tessin par le pont de San-Martino, sont pris de flanc par le corps du maréchal de Mac-Mahon, qui a franchi la rivière plus au nord, à Turbigo.

Complètement battus, ils font leur retraite sur Verone et Mantoue.

Napoléon III entre à Milan et lance trois corps d'armée à la poursuite de l'arrière-garde autrichienne.

Combat de Melegnano (8 juin 1859).

Celle-ci est atteinte et défaite à Melegnano. Les Autrichiens reçoivent alors des renforts qui portent leur effectif à sept corps d'armée et deux divisions de cavalerie.

Ces forces, dont l'empereur François-Joseph prend le commandement, sont organisées en deux armées : la 1re armée, aux ordres du feldzeugmeister Wimpfen, comprend trois corps et une division de cavalerie ; la 2e armée, sous le général Schlick, comprend quatre corps et une division de cavalerie.

Au milieu de juin, ces forces occupent la rive gauche du Mincio de Peschiera à Mantoue et semblent se préparer à disputer le passage de cette rivière.

A la même époque, l'armée alliée est tout entière en marche sur Brescia. Quelques jours après, sa situation est la suivante : les Piémontais forment la gauche, vers Lonato ; les 1er et 2e corps sont au centre, vers Casti-

(1) Les corps les plus engagés à Magenta sont la Garde et le 2e corps. C'est ce dernier qui décide de la victoire en débordant et culbutant la droite autrichienne. Aussi les généraux de Mac-Mahon et Regnaud de Saint-Jean-d'Angély sont-ils faits maréchaux de France.

glione ; à droite, les 3e et 4e corps sont vers Mezzano. La garde impériale est en réserve à Montechiaro.

On acquiert bientôt la certitude que de grands mouvements de troupes ennemies s'effectuent sur le Mincio. On croit cependant qu'il s'agit seulement d'un déplacement des avant-postes, tant il semble inadmissible que l'ennemi se reporte en avant pour disputer un terrain qu'il a librement abandonné.

En réalité, l'offensive des armées autrichiennes vient d'être décidée.

Celles-ci franchissent à nouveau le Mincio et doivent, le 24 juin, occuper la ligne Lonato-Castiglione-Carpenedolo.

De son côté, l'empereur Napoléon III a donné pour ce même jour comme objectifs les points de Pozzolengo à l'armée piémontaise, Solferino au 1er corps, Cavriana au 2e corps, Medole au 3e, Guidizzolo au 4e, Castiglione à la garde.

Il suffit de rapprocher les ordres donnés de part et d'autre pour voir qu'une rencontre est inévitable : elle sera une surprise pour chacun des deux adversaires. Elle se produira même avant que les Autrichiens se mettent en marche en raison de l'heure très matinale à laquelle les alliés commencent leur mouvement.

Bataille de Solferino (24 juin 1859).

Le champ de bataille présente deux régions bien distinctes : au nord, une partie montagneuse où le terrain offre de grandes facilités pour le défenseur; au sud, une vaste plaine se prêtant parfaitement au mouvement des troupes.

Dans la partie méridionale, deux corps français (3e et 4e) s'engagent contre les quatre corps de l'armée autrichienne; ils parviennent néanmoins à les tenir en échec et à enlever le village de Guidizzolo.

Dans la partie septentrionale, les 1er et 2e corps fran-

çais ont à lutter contre deux corps de la 1re armée autrichienne, qui ont pour eux l'avantage du terrain.

Malgré cette circonstance favorable pour leurs adversaires, les corps français arrivent à occuper Cavriana.

Enfin, tout à fait en dehors du champ de bataille, l'armée piémontaise est tenue en échec devant San-Martino par un corps autrichien,

Un violent orage met fin à la lutte.

L'empereur François-Joseph, voyant ses principaux points d'appui en notre pouvoir, ordonne la retraite.

Les Autrichiens se retirent sur l'Adige sans être inquiétés.

Les alliés franchissent le Mincio et investissent Peschiera, dont ils comptent faire le point d'appui de leurs opérations ultérieures.

Cependant l'attitude suspecte de la Prusse incite Napoléon III à profiter de sa victoire pour faire des propositions de paix.

Un armistice est signé le 8 juillet.

Traité de Villafranca (12 juillet 1859).

Quatre jours après, le traité de Villafranca termine la guerre (1) : l'Autriche cède à la France, qui la remet au Piémont, la Lombardie, moins les places de Peschiera et de Mantoue.

L'Autriche conserve la Vénétie ; mais cette province doit faire partie d'une confédération italienne, que l'on s'engage à former sous la présidence honoraire du Pape.

Quelques mois après (24 mars 1860), le Piémont cède à la France la Savoie et le comté de Nice.

Caractères de la campagne de 1859.

La caractéristique de la campagne de 1859 est que,

(1) Les préliminaires, signés à Villafranca, sont rendus définitifs par les traités de Zurich (16 octobre-10 novembre 1859).

de part et d'autre, les principes de la stratégie napoléonienne ont été perdus de vue par le haut commandement. Il en résulte que les succès de la campagne sont dus, non pas à la *conception* des manœuvres, mais à l'énergie de leur *exécution*. Chacun, dans les troupes françaises, est animé de l'esprit offensif le plus absolu. Nos soldats, aguerris par les campagnes d'Afrique, font preuve du courage et de l'entrain le plus remarquables.

Malheureusement, ces brillantes qualités masquent des défauts qui n'échapperont pas aux yeux clairvoyants de la Prusse : insuffisance du haut commandement et des états-majors, insuffisance de la *préparation* de la guerre, oubli de l'exploration et de la sûreté, procédés tactiques défectueux (notamment dans l'emploi de l'artillerie rayée dont notre armée vient d'être pourvue). Remportés sur un adversaire ayant des défauts analogues sans posséder nos qualités pour les compenser, les succès de la campagne de 1859 ont donné aux errements suivis le « mensonge de leur sanction ».

Il est donc permis de croire que si cette campagne a « contenu en germe Sadowa », elle a été aussi, pour Napoléon III, le premier pas sur la route de Sedan ».

CAMPAGNE DE 1866 [1]

Causes de la guerre.

La campagne de 1866 est le dénouement du conflit qui, depuis 1815, règne, à l'état latent, entre la Prusse et l'Autriche au sujet de la prépondérance en Allemagne.

La Prusse a été l'âme des coalitions formées contre la France à partir de 1813.

Aux traités qui ont marqué la fin de l'ère napoléonienne, elle a seulement recueilli des agrandissements territoriaux qu'elle estime insuffisants eu égard à ses services et qu'elle juge dans une situation géographique défectueuse pour servir à ses rêves d'unité allemande.

Il en est résulté qu'à la Diète érigée, à Francfort, en organe directeur de la Confédération germanique, l'Autriche a, dès le début, exercé une influence prédominante à laquelle la Prusse s'est immédiatement efforcée de faire échec.

C'est dans ce but qu'elle a fondé le Zollverein d'où elle a réussi à exclure l'Autriche et par lequel elle a rallié à sa cause la majorité du peuple allemand.

Les événements de 1848 ont un instant semblé assurer la réussite des tendances prussiennes : la couronne d'Allemagne a été offerte à Frédéric-Guillaume IV, qui l'a refusée, ne s'étant pas senti en mesure de soutenir contre l'Autriche une guerre rendue inévitable par son acceptation.

On sait comment l'opposition de l'Autriche a fait ensuite échouer le projet d'une Confédération de l'Allemagne du Nord, sous l'hégémonie de la Prusse.

Cette dernière puissance, vaincue diplomatiquement

(1) Planche XVIII.

par le traité d'Olmütz, se prépare dès lors à prendre sa revanche les armes à la main.

Pendant de longues années, elle travaille en silence à constituer son armée sur les bases les plus solides (1).

La campagne de 1864 contre le Danemark lui fournit l'occasion de soumettre à la sanction de l'expérience les résultats obtenus et d'apprécier la valeur comparative des troupes prussiennes et autrichiennes.

Désormais certaine d'obtenir la supériorité dans une lutte contre sa rivale, la Prusse attend seulement, pour entamer les hostilités, un prétexte que sa diplomatie va s'efforcer de provoquer.

Aussi habile que peu scrupuleux, M. de Bismarck, qui préside alors aux destinées de l'Allemagne, fait adopter à la convention de Gastein, épilogue de la question des duchés, des clauses lui permettant d'amener à son gré une rupture.

C'est ainsi qu'en dépit des droits de la Confédération et du vote de la Diète, il est décidé que l'Autriche administrera le Holstein, la Prusse le Sleswig. Enfin, par la cession du Lauenbourg, la Prusse acquiert la domination de la mer du Nord et de la Baltique avec le port de Kiel.

Mais avant de provoquer des événements décisifs, M. de Bismarck s'assure la neutralité bienveillante de la France à laquelle il promet la cession de la Belgique, au cas de victoires prussiennes. Puis il entraîne l'Italie dans son alliance, par l'appât de l'annexion de la Vénétie. La neutralité de la Russie est certaine depuis que la Prusse lui a, en 1863, offert son concours pour réprimer l'insurrection polonaise.

---

(1) Nous reviendrons sur l'armée allemande à propos de la guerre de 1870-71.

Sûre de n'avoir à redouter aucune intervention des puissances européennes, la Prusse passe ensuite aux mesures agressives.

Au mois de janvier 1866, Bismarck adresse au cabinet autrichien une note comminatoire dans laquelle il se plaint que le gouvernement du Holstein, d'ailleurs trop libéral à son sens, manifeste en toute occasion des sentiments hostiles à la Prusse. Malgré la réponse très modérée faite à cette note, Bismarck réplique, quelques jours après, que les relations entre la Prusse et l'Autriche cessent d'être cordiales.

Enfin, au commencement de mars, le roi de Prusse édicte les peines les plus sévères contre toute personne coupable de porter atteinte par ses actes ou par ses paroles aux droits souverains de la Prusse et de l'Autriche, dans l'un ou l'autre des duchés.

La Prusse prétendant ainsi intervenir dans l'administration du Holstein, le cabinet autrichien demande à Bismarck s'il a l'intention de dénoncer la convention de Gastein. Sur une réponse quasi-affirmative de ce dernier, les armements commencent aussitôt de part et d'autre.

C'est en vain que diverses propositions de désarmement général sont faites par plusieurs Etats de la Confédération ainsi que par la France : la Prusse fait échouer les négociations.

Au mois de juin, l'Autriche soumet à la Diète de Francfort la question des duchés.

La Prusse déclare aussitôt la convention de Gastein violée et fait envahir par ses troupes le Holstein, d'où les garnisons autrichiennes sont obligées de se retirer. L'Autriche en appelle à la Diète de Francfort et demande l'exécution militaire de la Prusse par les troupes de la Confédération.

La Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, Bade et les deux Hesses prennent fait et cause pour l'Autriche : l'exécution de la Prusse est votée.

Bismarck réplique à cette motion par une circulaire dans laquelle il proclame la dissolution de la Confédération germanique et l'exclusion de l'Autriche de la Confédération future.

Les hostilités sont ouvertes.

Divisions de la campagne.

Parmi les adversaires de la Prusse, seules la Saxe et l'Autriche ont des armées réellement organisées. Pour se débarrasser des contingents des autres Etats, il suffit donc à la Prusse de faire envahir les territoires de ces derniers par des fractions peu importantes, tandis que la majeure partie de ses forces opérera contre la Saxe et l'Autriche.

Nous savons d'autre part que l'Italie, désireuse de continuer l'œuvre de son unité, a fait alliance avec la Prusse, dans le but de s'emparer de la Vénétie, province autrichienne.

La campagne peut donc se diviser en trois parties (1) :

1° Opérations contre les Etats secondaires de la Confédération ;

2° Opérations contre la Saxe et l'Autriche ;

3° Opérations en Italie.

Opérations contre les États secondaires de la Confédération.

Les forces en présence sont, du côté prussien, l'armée du Mein (50.000 hommes environ), sous Vogel de Falkenstein ; du côté de la Confédération, un corps d'ar-

(1) Ces trois parties ne sont pas successives. Les événements que nous groupons ainsi pour la facilité de l'exposition se déroulent simultanément sur les trois théâtres d'opérations.

mée bavarois, un corps d'armée formé des contingents badois, hessois et wurtembergeois, l'armée hanovrienne ayant à peine l'effectif d'un très faible corps d'armée (1).

Sur ce théâtre, la Prusse a une infériorité numérique très marquée sur ses adversaires.

Les hostilités commencent au milieu de juin.

Combats de Langensalza (27-28 juin 1866).

Partis de différents points du territoire prussien, les éléments de l'armée du Mein envahissent le Hanovre en se dirigeant concentriquement sur Langensalza, où se trouve réunie l'armée hanovrienne. Celle-ci inflige, le 27 juin, un échec à l'une des colonnes prussiennes, mais se trouve cependant, le lendemain, dans l'obligation de capituler.

Combats de Kissingen (10 juillet), d'Aschaffenbourg (14 juillet).

Poursuivant son succès, le général de Falkenstein se porte rapidement au-devant des deux corps d'armée fédéraux qui se sont formés sur le Mein, les sépare et les bat ensuite successivement : les Bavarois, à Kissingen ; les Badois, Hessois et Wurtembergeois, à Aschaffenbourg. Les Prussiens entrent à Francfort (2). Les débris des corps battus cherchent à se réunir par la rive gauche du Mein. Ils éprouvent de nouveaux échecs sur la Tauber (24 juillet), à Helmstadt et Gersheim (25 juillet), à Rossbrünn (26 juillet). Les Prussiens mettent le siège devant Wurzbourg.

Destruction des corps fédéraux.

Un armistice est alors signé.

Le 2 août, les hostilités cessent sur tous les théâtres d'opérations.

---

(1) Les autres principicules de la Confédération du Rhin ont pris parti soit pour la Prusse soit pour l'Autriche. Leurs effectifs, même réunis, sont tellement faibles qu'il est inutile d'en parler.

(2) Les Prussiens, maîtres de Francfort, s'y conduisent d'une manière tellement barbare que le général de Falkenstein est relevé de son commandement et remplacé par le général de Manteuffel.

Opérations contre la Saxe et l'Autriche.

C'est ici que vont se dérouler les événements décisifs. Les forces en présence sont les suivantes :

a) Côté autrichien :

1° L'armée autrichienne du Nord, composée de sept corps d'armée et de cinq divisions de cavalerie, sous les ordres du général Benedek (270.000 hommes environ). Elle se réunit dans la région d'Olmütz, à l'exception d'un corps d'armée (Clam-Gallas), qui occupe la Bohême ;

2° Un corps d'armée saxon réuni autour de Dresde.

b) Côté prussien :

La presque totalité des forces prussiennes, sous le commandement nominal du roi de Prusse, mais sous les ordres effectifs de son chef d'état-major général, le général de Moltke, constituent trois armées, qui, au commencement de juin 1866, occupent, en cordon (1), le long des frontières de la Saxe et de la Bohême, les emplacements suivants :

1° Armée de l'Elbe, autour de Torgau : elle comprend trois divisions et est commandée par le général Herwarth de Bittenfeld ;

2° Première armée, entre Görlitz et le cours moyen de la Schwarze-Elster : elle comprend trois corps d'ar-

(1) Ce dispositif essentiellement défectueux au point de vue stratégique a été imposé par ce fait que les Prussiens, bien qu'ils aient préparé de très longue date leur campagne contre l'Autriche, n'ont pris aucune mesure pour nourrir leurs troupes pendant la période de concentration. Il en résulte que celles-ci seront forcées de vivre sur le pays et par suite de s'étendre pour trouver les subsistances nécessaires. Cette faute commise par les Prussiens ne sera plus renouvelée par eux. Il était toutefois nécessaire de la signaler parce qu'il a été de mode en France, à une époque qui n'est pas très éloignée, de s'extasier sur tout ce qui venait d'outre-Rhin.

mée et deux divisions de cavalerie. Elle est sous les ordres du prince Frédéric-Charles ;

3° Deuxième armée, au nord-ouest de Glatz. Elle comprend trois corps d'armée et une division de cavalerie. Elle est commandée par le Prince Royal de Prusse.

L'effectif d'ensemble de ces trois armées est d'environ 250.000 hommes. La garde reste provisoirement à Berlin.

Ses forces ainsi disposées, le roi de Prusse attend, pour prendre un parti, que l'ennemi dessine ses mouvements. Suivant la tournure des événements, il prendra l'offensive ou restera, au contraire, sur la défensive.

Dans le premier cas, la réunion des armées prussiennes s'effectuera au moyen de marches concentriques.

Dans le deuxième cas, elle aura lieu à l'aide de « mouvements de tiroir » parallèlement aux frontières.

Le commandement prussien a connaissance, au commencement de juin, de la situation exacte des forces autrichiennes.

Il en conclut que Benedek, réuni autour d'Olmütz, va prendre l'offensive dans la direction de Breslau.

Pour y parer, il renforce d'un nouveau corps, la garde, la 2e armée, qui est envoyée déployer ses quatre corps le long de la Neisse de Glatz pour barrer la route à l'invasion présumée.

Cette disposition prise sans l'assentiment du général de Moltke, n'est pas heureuse. Elle offre l'inconvénient d'isoler la 2e armée et de la mettre dans une situation absolument critique si l'offensive ennemie se produit.

Le général de Moltke va saisir la première occasion de réparer l'erreur commise. Prêt avant les Autrichiens à entamer les opérations actives, il prescrit tout d'abord à l'armée de l'Elbe d'envahir la Saxe (1).

(1) L'invasion de la Saxe a lieu au même moment que l'invasion de la Hesse.

L'armée saxonne est réunie près de Pirna. Devant l'offensive prussienne, elle bat en retraite et se dirige vers la Bohême pour aller opérer sa jonction avec Clam-Gallas.

Après être entrée à Dresde, l'armée de l'Elbe passe sous les ordres du prince Frédéric-Charles et fait désormais partie intégrante de la 1re armée. Celle-ci, qui s'est, de son côté, portée en avant, a atteint Bautzen.

Sur ces entrefaites, le commandement prussien apprend que les Autrichiens, après s'être réunis autour d'Olmütz, commencent des mouvements vers la Bohême.

Le général de Moltke se propose de les prévenir dans cette région.

Il prescrit à cet effet à la 2e armée d'effectuer vers l'ouest une marche de flanc qui la rapprochera de la 1re armée. Toutes les forces prussiennes, traversant les montagnes, convergeront alors vers Gitchin.

Il est évident que, par suite de l'éloignement du Prince Royal, le prince Frédéric-Charles pénétrera en Bohême quelques jours avant lui. Néanmoins, le général de Moltke ne s'arrête pas à cette considération, espérant, par une action rapide, empêcher les Autrichiens de prendre à loisir leurs dispositions pour livrer bataille toutes forces réunies.

Benedek pourrait mettre à profit cette circonstance : charger Clam-Gallas et les Saxons de disputer le terrain à la 1re armée prussienne, de manière à ralentir sa marche pendant que, avec le gros de ses forces, il irait écraser le Prince Royal à la sortie des défilés.

Au lieu de cela, il donne à Clam-Gallas et aux Saxons une mission qu'ils sont incapables de remplir, en raison de leur faiblesse numérique : s'établir en position défensive pour barrer la route au prince Frédéric-Charles.

Puis il concentre la majeure partie de ses forces au-

tour de Josephstadt, d'où il enverra ses corps se faire battre l'un après l'autre sur la rive gauche de l'Elbe par les colonnes de la 2e armée prussienne, débouchant de l'Erlitz-Gebirge.

Marche de la 1re armée prussienne.

Le 23 juin, la 1re armée se met en marche à travers les défilés des monts de Lusace. Elle livre ensuite à Clam-Gallas et aux Saxons une série de combats heureux, dont les principaux sont ceux de Liebenau (25 juin), Turnau (26 juin), Podol (27 juin).

Enhardie par ces premiers succès, elle attaque en situation désavantageuse ses adversaires et subit un léger échec à Gitchin (29 juin).

Marche de la 2e armée prussienne.

Pendant ce temps, la 2e armée, arrivée au nord-ouest de Glatz, se met en marche en trois colonnes, à travers l'Erlitz-Gebirge, dans le but d'atteindre, le 27 juin, la ligne de l'Aupa et, le 28, celle de l'Elbe.

Benedek, arrivé vers Josephstadt, envoie des corps d'armée isolés aux débouchés des défilés.

Ces mouvements de part et d'autre donnent lieu, le 27 juin, au combat de Trautenau, où l'aile droite du Prince Royal est écrasée. Le même jour, l'aile gauche prussienne est victorieuse à Nachod.

Sans tenir compte du succès remporté, Benedek fait rétrograder les corps engagés et les fait relever le lendemain par d'autres éléments tirés du gros.

Le 28, la 2e armée prussienne s'ouvre définitivement la route par les combats de Soor, Skalitz et Schweinschaedel, à la suite desquels le généralissime autrichien expédie à Clam-Gallas et aux Saxons l'ordre de le rallier en évitant tout engagement sérieux, puis déploie sur la rive droite de l'Elbe, vers Josephstadt et face à l'est, les cinq corps d'armée qu'il a en ce moment sous la main.

C'est une disposition défectueuse, étant donné que

la 1re armée prussienne, n'ayant devant elle aucune troupe susceptible de retarder sa marche, peut arriver très rapidement à prendre à revers les forces autrichiennes.

Aussi le Prince Royal ne tente-t-il même pas de franchir l'Elbe, sachant que l'arrivée de la 1re armée lui ouvrira *ipso facto* les passages de ce fleuve.

Du reste, Benedek ne tarde pas à se rendre compte du danger qu'il court.

Dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, il bat en retraite vers Kœniggraetz, envoyant à son souverain une dépêche désespérée dans laquelle il le supplie de conclure la paix.

Recevant comme réponse l'ordre de tenter le sort des armes, il concentre son armée en avant de Kœniggraetz, entre l'Elbe et la Bistritz, face à l'ouest, où il s'établit en position défensive.

Le 1er juillet, le prince Frédéric-Charles est à Horitz, le Prince Royal est à Königinhof.

La retraite rapide de Benedek fait perdre aux Prussiens le contact de l'armée autrichienne.

Le général de Moltke suppose que son adversaire a l'intention de défendre la ligne de l'Elbe entre les places fortes de Josephstadt et de Kœniggraetz.

Il prescrit en conséquence aux commandants des deux armées prussiennes de faire reconnaître les positions ennemies dans l'intention de les attaquer de front avec la 1re armée, tandis que la 2e armée les abordera dans leur flanc droit; ou bien, si les reconnaissances révèlent la difficulté d'une semblable entreprise, de faire exécuter aux deux armées prussiennes une longue marche de flanc devant le front de la position ennemie pour aller

tourner celle-ci vers Pardubitz et déterminer ainsi la retraite des Autrichiens (1).

Or les reconnaissances de la 1re armée apprennent au prince Frédéric-Charles la présence de Benedek, non pas derrière l'Elbe, mais entre la Bistritz et l'Elbe.

Désireux de s'attribuer tout l'honneur de la victoire, le prince Frédéric-Charles forme le projet d'attaquer, avec la 1re armée seule, les positions ennemies, et, se substituant au généralissime, il demande au Prince Royal de venir, avec la 2e armée, se placer sur son flanc gauche pour le protéger contre une attaque éventuelle de ce côté.

Fort heureusement pour les Prussiens, le Prince Royal oppose à cette demande une fin de non-recevoir.

D'autre part, le général de Moltke, instruit de la situation exacte de son adversaire, prescrit au prince Frédéric-Charles d'attaquer, le 3 juillet au matin, le front de la position ennemie, et au Prince Royal de venir s'engager contre la droite autrichienne pour la prendre en flanc.

C'est la bataille de Sadowa.

Bataille de Sadowa (3 juillet 1866).

Pendant toute la matinée, les troupes de la 1re armée prussienne essayent vainement d'enlever les hauteurs de la rive gauche de la Bistritz, où les obstacles du terrain ont été renforcés par des ouvrages de fortification et que les Autrichiens défendent énergiquement.

Mais, dans l'après-midi, la 2e armée prussienne arrive sur le champ de bataille, s'engage contre la droite autrichienne et la déborde, menaçant ses communications.

(1) Il est regrettable pour les Autrichiens que les Prussiens n'aient pas donné suite à cette marche de flanc. Benedek, qu'on n'avait pas pris la peine d'immobiliser, aurait alors pu tomber avec toutes ses forces dans le flanc gauche des colonnes prussiennes. Le sort de la campagne eût été sans doute tout différent.

Une offensive générale, ordonnée alors par le roi de Prusse, triomphe des dernières résistances de Benedek. Son armée, complètement écrasée, se retire par Kœniggraetz sur Olmütz et de là sur Vienne.

Les armées prussiennes prennent la même direction, le prince Frédéric-Charles par Brünn, le Prince Royal par Olmütz. Elles parviennent à devancer Benedek et à lui couper la route de Vienne.

Celui-ci, laissant quelques troupes dans Olmütz, cherche à s'échapper par le bassin de la Morawa. Il franchit les petites Carpathes, dans l'intention de reprendre ensuite la route de Vienne par Presbourg.

Devancé encore près de cette dernière ville par un détachement de la 1re armée, il est arrêté au combat de Blumeneau (22 juillet).

Les négociations entamées entre les belligérants amènent alors la signature d'un armistice, suivi bientôt des traités de paix dont nous exposerons plus loin les clauses.

Opérations en Italie.

Les forces en présence sont les suivantes :

a) Côté autrichien :

1° L'armée autrichienne du Sud, composée de trois corps d'armée et d'une brigade de cavalerie, sous l'archiduc Albert. Elle est réunie, au milieu de juin, entre Verone et Legnago (90.000 hommes environ);

2° Une division chargée, sous les ordres du général Kuhn, de défendre le Tyrol.

b) Côté italien :

1° L'armée du Mincio, composée de trois corps d'armée et d'une division de cavalerie, sous les ordres directs du roi Victor-Emmanuel.

Elle se réunit sur la rive gauche du Mincio (120.000 hommes environ);

2° L'armée du Bas-Pô, formée de deux corps d'armée, sous Cialdini. Elle se réunit vers Ferrare (90.000 hommes environ). Une division de cavalerie, réunie vers Cremone, doit assurer la liaison entre les deux armées;

3° Un corps de volontaires, sous Garibaldi, destiné à opérer en Tyrol.

Plans des deux partis.

Les Italiens, confiants dans leur très grande supériorité numérique, forment le projet de prendre l'offensive pour repousser hors de la Vénétie l'armée de l'archiduc Albert.

Pour cela, il leur est nécessaire de faire tomber les défenses autrichiennes du *quadrilatère* (Peschiera, Mantoue, Vérone, Legnago), soit en les traversant, soit en les tournant.

A cet effet, deux plans sont en présence : l'un d'eux, dû au général Cialdini, consiste à faire des démonstrations sur le Mincio avec l'armée principale et à opérer avec l'armée du Bas-Pô pour tourner le quadrilatère par le Pô inférieur. L'autre, dû au général La Marmora, chef d'état-major général de Victor-Emmanuel, consiste, au contraire, à charger l'armée de Cialdini de faire des démonstrations sur le cours inférieur du Pô et d'attaquer sur le Mincio avec l'armée principale.

Le roi Victor-Emmanuel n'adopte ni l'un ni l'autre de ces projets. Il se propose de prendre l'offensive à la fois avec ses deux armées et de les réunir par des marches concentriques à proximité des Autrichiens pour leur livrer bataille. L'armée du Mincio commencera son mouvement la première, pour attirer sur elle l'attention de l'ennemi et permettre à Cialdini de franchir le Pô sans être inquiété.

Le plan de Victor-Emmanuel présente donc une

grande analogie avec celui que le général de Moltke met en œuvre dans sa campagne de Bohême.

Les résultats en seront tout différents, parce qu'au lieu d'avoir affaire à un Benedek, il a devant lui un général de la plus haute valeur : l'archiduc Albert, fils de l'archiduc Charles.

Celui-ci, s'inspirant des méthodes napoléoniennes, se propose de mettre à profit sa position centrale entre les deux armées italiennes pour les accabler séparément.

Sachant qu'une crue du Pô empêche Cialdini de franchir rapidement ce fleuve et qu'il n'a, pendant quelques jours, rien à craindre de ce côté, il s'attache tout d'abord à Victor-Emmanuel.

Les hostilités commencent le 23 juin.

Trompé par des rapports inexacts, Victor-Emmanuel croit l'armée autrichienne retirée derrière l'Adige. Laissant un corps d'armée en réserve à l'ouest de Mantoue, il emploie la journée du 23 à faire franchir le Mincio à ses deux autres corps.

Le même jour, l'armée autrichienne se porte de Verone dans la direction de Mantoue.

Instruit des mouvements de Victor-Emmanuel, tandis que celui-ci ignore absolument la marche de l'armée autrichienne, il s'arrête sur les hauteurs au nord-ouest de Villafranca, s'établit la gauche vers Custozza, la droite au sud de Castelnuovo, et se propose, lorsque les Italiens voudront reprendre leur marche, de les recevoir vigoureusement sur tout le front et d'agir offensivement avec sa droite pour les prendre en flanc et les couper du Mincio.

Bataille de Custozza (24 juin 1866).

Le 24 juin, les colonnes italiennes viennent se buter aux troupes autrichiennes dont elles ignorent la présence.

Leur aile gauche éprouve un échec complet devant les deux corps de la droite autrichienne. Quant à la

droite italienne, après une lutte très vive aux abords de Custozza, elle est à son tour mise en déroute par une offensive générale que l'archiduc Albert ordonne à la fin de la journée.

Les Italiens repassent le Mincio pendant la nuit.

L'archiduc se dispose à marcher contre Cialdini lorsqu'il apprend que la défaite de l'armée du Mincio a enrayé le mouvement de l'armée du Bas-Pô.

Il franchit alors le Mincio dans le but de poursuivre Victor-Emmannuel.

Sa marche est immédiatement arrêtée par la nouvelle du désastre de Sadowa et par l'ordre, venu de Vienne, d'évacuer la Vénétie en y laissant seulement un corps d'armée pour tenir tête aux troupes italiennes.

Celles-ci sont toujours partagées en deux masses. Tandis que l'armée de Victor-Emmanuel assiège les places fortes de la Vénétie, celle de Cialdini poursuit les Autrichiens en retraite jusque sur l'Isonzo et livre quelques combats à leur arrière-garde.

La conclusion de l'armistice arrête les opérations.

Pour terminer l'exposé de la campagne en Italie, il nous reste à dire quelques mots des événements qui se sont déroulés dans le Tyrol.

Le général autrichien Kuhn, chargé de défendre cette région, adopte des dispositions qui sont restées comme des modèles classiques de la guerre de montagnes.

Tandis qu'il place en avant de lui des détachements dans les vallées de la Brenta, de l'Adige, de la Chiese, de l'Oglio et de l'Adda, le gros de ses forces est réuni aux environs de Trente, dans une situation centrale. Il peut ainsi, chaque fois que Garibaldi attaque un de ses détachements, accourir avec un effectif suffisant pour obtenir constamment le succès.

Il remporte, en particulier, deux avantages marqués à Condino et à Bececa.

Opérations sur mer.

Au milieu de juillet, la flotte italienne, commandée par l'amiral Persano, tente un débarquement à Lissa, sur la côte de Dalmatie. La flotte autrichienne, commandée par le contre-amiral Tegethoff, s'oppose à cette entreprise et remporte une victoire complète.

Bataille navale de Lissa (20 juillet 1866).

Traités de paix

Le 2 août, l'armistice, signé à Nikolsbourg, met fin aux hostilités.

Les négociations pour la paix sont entamées aussitôt : elles donnent lieu aux traités de Prague, de Berlin et de Vienne.

Le traité de Prague est signé le 23 août entre l'Autriche et la Prusse.

L'Autriche reconnaît la dissolution de la Confédération germanique et donne son assentiment à une nouvelle organisation de l'Allemagne, dans laquelle elle n'entrera pas. Elle cède à la Prusse tous ses droits sur le Sleswig-Holstein et paye une forte contribution de guerre.

Les traités de Berlin (13 août et 21 octobre) sont conclus entre la Prusse et les Etats allemands alliés de l'Autriche. Ceux-ci payent tous une indemnité de guerre. De plus, les territoires du Hanovre, de la Hesse électorale, de Nassau, de Sleswig-Hostein et la ville de Francfort-sur-le-Mein sont annexés à la Prusse. La Saxe entre dans la nouvelle Confédération et reçoit des garnisons prussiennes ; son armée passe sous les ordres du roi de Prusse.

Le traité de Vienne (3 octobre) est signé entre l'Autriche et l'Italie.

Cette dernière puissance reçoit la Vénétie et l'empereur François-Joseph reconnaît le royaume d'Italie.

En résumé, on peut dire que le résultat de la guerre de 1866 est la constitution de la nationalité allemande au profit de la Prusse et la fondation de l'unité italienne.

Il faut remarquer que l'Autriche, battue en Bohême, ne perd en Allemagne aucun territoire (1), tandis qu'elle abandonne une magnifique province précisément sur la frontière où elle a remporté des succès.

Les causes les plus diverses ont été mises en avant pour expliquer les succès des Prussiens. On a invoqué la supériorité de l'armement de l'infanterie prussienne (2). Il est vrai que l'artillerie des Autrichiens valait mieux que celle de leurs adversaires. On a même, à une certaine époque, émis en France l'aphorisme étrange que c'était l'instituteur prussien qui avait vaincu à Sadowa.

On a également argué de l'excellence intrinsèque des combinaisons stratégiques du général de Moltke : nous avons vu qu'elles ne sont pas exemptes de points faibles et qu'en présence d'un autre adversaire, elles eussent pu influer d'une manière bien différente sur le sort de la campagne.

Pour nous, les victoires prussiennes ont une origine plus profonde.

Elles sont dues uniquement à la *supériorité* de l'organisation militaire et surtout du commandement.

---

(1) M. de Bismarck s'est bien gardé de s'exposer au ressentiment de l'Autriche en lui enlevant une partie de son territoire. Il a, dès 1866, prévu que la *triple alliance* actuelle serait un jour pour la politique allemande une nécessité inéluctable.

(2) Une situation analogue existera en 1870 entre les belligérants. L'infanterie française a une très grande supériorité quant à l'armement. Par contre l'artillerie prussienne sera supérieure à la nôtre. Nous n'en avons pas moins été battus.

CAMPAGNE DE 1870-71 [1] et [2]

Causes de la guerre.

Après les événements de 1866, qui ont eu pour conséquence la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Prusse ne rencontre pas dans les Etats du Sud l'entière soumission qu'elle a espéré en obtenir.

Pour faire trêve à ces divisions intestines, M. de Bismarck médite dès lors une guerre contre la France, sachant bien que la haine de l'ennemi héréditaire fera taire toutes les rancunes et groupera toutes les forces allemandes sous les drapeaux de la Prusse.

Déjà, au lendemain de Sadowa, les relations diplomatiques se sont tendues à propos de la Belgique, que la France a compté recevoir comme prix de sa neutralité et à laquelle elle a dû renoncer devant l'attitude presque hostile de la Prusse.

L'année suivante (1867), les rapports s'aigrissent de nouveau au sujet de la question du Luxembourg.

Tandis que la Prusse émet la prétention d'y entretenir des garnisons, de son côté la France entame, avec le roi de Hollande, des négociations pour l'annexion de ce territoire.

Le traité de Londres (31 mai 1867), en proclamant la neutralité du Luxembourg et en spécifiant le retrait des garnisons prussiennes, semble devoir ramener le calme lorsque, à la suite de la révolution espagnole de

---

(1) Planches XIX à XXI. (Ces trois planches sont à la même échelle.)

(2) Principales sources bibliographiques : *La Manœuvre de Saint-Privat* (général Bonnal) ; *La Conduite de la guerre* (général Foch) ; *La Stratégie de Moltke* (général Palat).

1868, la couronne d'Espagne est offerte à un prince allemand de la maison de Hohenzollern.

Son acceptation, qui peut faire craindre, dans un délai plus ou moins éloigné, une véritable restauration de l'empire de Charles-Quint, provoque en France une émotion générale.

Les déclarations belliqueuses faites à la Chambre des députés par M. de Gramont, notre ministre des affaires étrangères, trouvent un écho dans le pays tout entier.

Cependant, devant les représentations du gouvernement impérial, le prince de Hohenzollern renonce au trône d'Espagne.

Au lieu de se contenter de ce résultat, notre diplomatie veut obtenir du roi de Prusse la garantie qu'il n'autorisera pas à l'avenir une semblable candidature. Le roi n'y consent pas, déclare l'incident clos et en fait informer M. de Bismarck par une dépêche datée d'Ems.

La dépêche d'Ems.

Le chancelier de la Confédération du Nord voit encore une fois lui échapper le *casus belli* qu'il cherche depuis si longtemps.

Sur l'assurance formelle du général de Moltke que les troupes prussiennes sont prêtes à faire la guerre, il supprime une partie de la dépêche et en divulgue un texte tronqué dont les termes relatent une insulte contre notre ambassadeur.

Cette fausse nouvelle, colportée à Paris, y détermine une vive effervescence.

Placé dans la nécessité ou de reculer devant la Prusse et de se démettre ou de déclarer la guerre, le cabinet français, présidé par M. Emile Olivier, préfère cette dernière alternative.

L'empereur Napoléon III cède à l'entraînement de ses ministres et, le 15 juillet, la guerre est déclarée à la Prusse.

Caractère des armées belligérantes.

Les forces des deux belligérants présentent des caractères très dissemblables qu'il est essentiel de mettre en lumière.

Depuis près d'un demi-siècle, les troupes françaises n'ont cessé de combattre sur tous les points du globe.

En Algérie, en Chine, en Crimée, en Italie, au Mexique, une suite de victoires les a entourées d'une auréole de gloire qui, à juste titre, a valu au soldat français la réputation de « premier soldat du monde ».

Toutefois, l'armée française ne comprend qu'une infime partie des forces valides de la nation.

Le service dans l'armée active dure sept années, mais nous n'avons pour ainsi dire aucune réserve composée d'hommes libérés et rappelés sous les drapeaux le jour de la mobilisation pour grossir les effectifs.

Malgré les instances d'un homme clairvoyant (le maréchal Niel, ministre de la guerre), la Chambre des députés s'est toujours refusée à une organisation militaire plus en rapport avec notre situation en Europe (1).

Il en résultera que les troupes françaises, trop inférieures en nombre, seront submergées par le flot toujours croissant des masses prussiennes.

Elles sauront cependant jeter un peu de gloire sur nos immenses désastres, grâce à deux qualités qu'elles pos-

(1) La loi du 1er février 1868 fixe le contingent annuel à 100.000 hommes servant 5 ans dans l'armée active et 4 ans dans la réserve. Elle institue avec les hommes ne faisant pas partie de l'armée active une *garde nationale mobile*.

En réalité, pour des raisons budgétaires, cette loi n'est que très partiellement appliquée. Le contingent annuel est réduit et la garde nationale est organisée seulement sur le papier.

Du reste, entre le moment de sa promulgation et la déclaration de guerre, il s'est écoulé trop peu de temps pour que, même appliquée dans son intégralité, cette loi ait pu produire des effets. C'est donc à la législation antérieure qu'il faut se reporter si l'on veut saisir le véritable état de l'armée française.

sèdent au degré suprême : le courage et le dévouement.

Ces qualités du soldat éclatent surtout chez les titulaires des grands commandements.

Ce sont des vaillants qui, sur le champ de bataille, sauront payer de leur personne, être partout les premiers au danger. Mais, dans les guerres précédentes, leur science militaire s'est résumée, en général, à foncer sur l'ennemi tête baissée.

Cette manière de faire leur a réussi dans les campagnes coloniales, dans une entreprise d'un caractère tout particulier, comme l'expédition de Crimée ou contre un adversaire d'une valeur intellectuelle aussi contestable que le commandement autrichien de 1859.

Il est cependant permis de croire que, si l'armée française avait encore été animée, en 1870, de l'esprit *d'offensive à outrance* qui l'avait caractérisée pendant la campagne d'Italie, *l'énergie* dans l'exécution eût pu racheter, dans une certaine mesure, la faiblesse du haut commandement, et nous procurer, à différentes reprises, le succès.

Mais l'adoption, en 1866, d'un fusil à tir rapide (1) a déterminé un courant d'idées qu'il est essentiel de constater.

Ainsi qu'il se produit chaque fois qu'un perfectionnement notable est apporté dans l'armement, on vit alors apparaître, en France, des théories sur la toute-puissance des *facteurs matériels*. Ces théories conduisent tout droit à préconiser la *défensive*, comme permettant de tirer un meilleur parti de l'armement. C'est pourquoi, pendant la campagne de 1870, les troupes françaises se borneront à *défendre leurs positions*. Pendant ce temps, l'ennemi les occupera de front et tournera

(1) Fusil Chassepot.

leurs ailes, ce qui arrive toutes les fois qu'une troupe reste sur la défensive passive.

Dans un ordre d'idées plus élevé, les guerres auxquelles l'armée française a pris part depuis 1815 n'ont jamais été que des incidents n'interrompant pas la vie normale de la nation. Pour des conflits de cette nature, les armées d'opérations, d'effectif relativement restreint, sont constituées avec les seules ressources du temps de paix. On peut aussi, sans trop d'inconvénients, attendre l'ouverture des hostilités pour constituer, de toutes pièces, les grandes unités subordonnées.

Il en est tout autrement s'il s'agit d'une guerre nationale, pour laquelle *toutes les forces vives du pays* doivent être mises en jeu.

On a donc oublié, *chez nous*, les procédés *napoléoniens* pour mouvoir des masses, pour les entretenir et les ravitailler ; on a désappris l'art d'organiser et de préparer une campagne.

C'est en vain que les rapports de notre attaché militaire à Berlin (1) ont essayé d'appeler l'attention sur la puissante organisation militaire de la Prusse.

Réduite, après Iéna, à n'entretenir en temps de paix sous les drapeaux qu'un effectif très restreint, cette puissance a imaginé le service militaire à court terme.

En retournant dans leurs foyers après trois années passées dans l'armée active, instruits mais non dégagés d'obligations ultérieures, les hommes libérés ont bientôt constitué une inépuisable réserve.

Dès lors il est devenu loisible de mettre sur pied au moment d'une guerre une armée possédant l'avantage du nombre à défaut de la valeur intrinsèque extrême

(1) Le colonel Stoffel.

de l'individu (1) : la Prusse est devenue « la nation armée ».

D'autre part, instruits par leurs défaites, les généraux prussiens ont cherché dans l'étude des campagnes de Napoléon les secrets de la conduite des troupes.

Un homme d'une haute intelligence, Clausewitz, a su prendre la tête de ce mouvement, accommoder au génie particulier de sa race les conceptions du « Maître » et élaborer dans le silence du cabinet toute une théorie de la guerre moderne.

Mises en œuvre par le général de Moltke, ses idées ont peu à peu pénétré dans la chair et dans le sang de l'armée prussienne dont les cadres ont ainsi reçu une forte éducation militaire, bien appropriée au but poursuivi.

Nous avons vu comment, l'instrument forgé, on a su, par des guerres provoquées au moment voulu, lui donner le baptême de l'expérience.

Les enseignements de la campagne contre l'Autriche ont d'ailleurs porté leurs fruits.

Les hostilités étaient à peine terminées que l'état-major allemand, sous la direction du général de Moltke, étudiait l'éventualité d'une guerre contre la France.

La doctrine qui a présidé à l'élaboration des projets d'opérations peut se synthétiser ainsi qu'il suit :

Rechercher la décision par une grande bataille initiale, à laquelle concourront toutes les forces disponibles de la nation armée.

L'effectif de ces forces est trop élevé pour qu'elles

(1) Il faut noter que l'Allemand est naturellement enclin à la discipline par suite de son tempérament et de l'organisation sociale de son pays. Il est donc facile de faire son éducation militaire dans un temps relativement court.

puissent ne former qu'un seul bloc, impossible à mouvoir ou à commander.

La stratégie du général de Moltke continue donc l'évolution dont Napoléon a caractérisé l'une des phases lorsque, en 1805, il a créé le *corps d'armée*.

On se rappelle (1) que l'Empereur a dû, en raison de l'augmentation des effectifs, subir, en 1812, la suite de cette évolution.

Le général de Moltke, ayant à sa disposition des *moyens matériels nouveaux*, s'est trouvé, par l'adaptation de ces *moyens* au *but*, en mesure de *diriger* ce que Napoléon n'a pu que *subir*. Ces moyens sont : le *télégraphe*, permettant de coordonner les mouvements des armées, devenues de grandes unités subordonnées, et les *chemins de fer*, grâce auxquels il est loisible de réunir rapidement les armées dans un dispositif visant la manœuvre préparatoire à la bataille *initiale* et *décisive* (2).

Avec des effectifs comme ceux qui seront mis en jeu, on ne peut, en cours d'opérations, modifier que dans des

(1) Voir plus haut, page 225.

(2) A vrai dire, dans les conflits entre deux « nations armées », la décision ne peut pas sortir d'une seule et unique bataille, parce qu'il restera toujours au vaincu des ressources en hommes suffisantes pour continuer à lutter, comme nous l'avons fait en 1870. Ceci ne doit pas être perdu de vue. Certains voient, en particulier, une antinomie entre les prescriptions de notre règlement sur le service des armées en campagne et l'éventualité d'une guerre contre l'Allemagne. Le règlement prévoit, en effet, des services d'exploration et de sûreté éloignée fonctionnant *très en avant* des armées d'opérations, ce qui ne serait pas possible dans l'éventualité ci-dessus, puisque, dès les premières heures de la mobilisation, les avant-postes des deux adversaires seraient au contact. Mais le règlement ne traite pas un *cas concret*, il pose des principes généraux. Pendant la période de couverture, l'exploration affectera une forme spéciale : elle n'en existera pas moins. Du reste, le *rendement* des voies ferrées, l'existence des *quais de débarquement* et les considérations géographiques limitent, pour chacun des belligérants, l'indétermination possible au sujet des zones de réunion des forces de son

limites assez étroites la répartition des armées. Il en résulte : 1° que la manière dont les forces sont réunies possède une influence capitale sur la suite des événements ; 2° que le dispositif de réunion doit contenir en germe la manœuvre que l'on compte exécuter en vue de la bataille.

Toutefois, ce dispositif ne saurait être l'expression immuable d'une idée préconçue. Il doit se prêter à des modifications résultant de différentes éventualités *étudiées*. Il doit permettre de tenir compte de l'intervention de l'adversaire, surtout si celui-ci prend l'initiative des opérations.

D'autre part, les forces ne doivent être ni éparpillées ni agglomérées ; car, dans l'un ou l'autre cas, elles ne pourraient pas concourir *toutes à la même bataille*.

Il doit donc exister entre les zones de réunion des différentes armées des relations de *temps* ou d'*espace*. La doctrine napoléonienne eût peut-être demandé à la *capacité de résistance* d'une ou plusieurs *avant-gardes générales* le temps nécessaire à la convergence des efforts. La stratégie allemande de 1870 n'a pas admis l'*avant-garde générale*. Elle a seulement demandé à l'espace le moyen d'obtenir le résultat cherché.

Ainsi, dès 1868, l'état-major allemand a prévu, pour le cas d'une guerre contre la France, la formation de quatre armées et leur réunion *dans le Palatinat :* la I^re^, vers Trèves ; la II^e^, vers Deux-Ponts ; la III^e^, vers Landau ; la IV^e^, dite « de réserve » (1), vers Mayence.

---

adversaire. D'autre part, chaque puissance européenne possède aujourd'hui des renseignements *très positifs* sur les effectifs que les autres puissances pourraient mobiliser. Quoi qu'il en soit, après la première grande bataille, la situation changera tout à fait d'aspect et l'on rentrera dans les *conditions générales* exposées par le *texte* du règlement précité.

(1) Il ne faut pas attribuer à cette armée la destination d'une *réserve* au sens tactique du mot, c'est-à-dire « renforcer des

En procédant ainsi, de Moltke ne se préoccupe nullement d'assurer « la garde » de *toute* la frontière. L'articulation de ses forces et leur zone de réunion sont telles que, dans l'éventualité d'une offensive française, les quatre armées allemandes puissent se grouper pour l'arrêter, soit *de front* si l'ennemi suit les itinéraires menant directement au centre de l'Allemagne, soit *de flanc* s'il se dirige par la Belgique vers le Rhin inférieur ou par Strasbourg vers l'Allemagne du Sud.

Mais, tout en envisageant cette éventualité, le général de Moltke s'est préoccupé surtout, dans ce dispositif de réunion (1), de la manœuvre pour la bataille. Ses intentions sont si nettement offensives qu'il prévoit la réunion de chacune des trois premières armées à proximité immédiate de la frontière. Or, une irruption brusque d'une *partie* des forces françaises, survenant avant que l'armée allemande ait terminé sa mobilisation méthodique, jetterait la perturbation la plus profonde dans les transports par chemin de fer. Dans ce cas, également prévu, les débarquement se feraient plus en arrière, sur le Rhin (2).....

En un mot, l'état-major allemand avait tout fait pour être en mesure de commander aux événements.

---

troupes au combat ou procurer la décision ». Un tel rôle ne saurait être envisagé en *stratégie* où, contrairement à la *tactique*, l'emploi des forces est *simultané* et où l'on place l'effort principal au commencement et non à la fin. Suivant les événements, cette armée est destinée soit à venir se fondre dans les autres, soit à permettre à tout le dispositif de faire face à droite ou à gauche.

(1) Qui sera presque intégralement appliqué. La manœuvre projetée est indiquée plus loin.

(2) Le général de Moltke sait que rien n'a été prévu en France pour préparer une mobilisation analogue à celle de l'armée allemande. A la déclaration de guerre, on dut, chez nous, organiser *de toutes pièces* les grandes unités et leurs états-majors. De plus les régiments partirent aussitôt pour la frontière avec leurs

Et c'est ainsi qu'en 1870 nous trouvons en présence : d'un côté des troupes nombreuses, suffisamment instruites, prêtes à exécuter un plan de mobilisation élaboré de longue main jusque dans ses moindres détails ; de l'autre, une petite armée composée de soldats incomparables, mais dont les chefs, insuffisamment préparés à la guerre de masses et surpris par des hostilités dont on n'a pas su prévoir l'échéance, vont chercher leur salut dans des improvisations de la dernière heure qui n'engendreront que l'affolement et le désarroi.

Composition de l'armée française; sa concentration.

La guerre, avons-nous dit, est déclarée le 15 juillet 1870.

Dès ce jour commencent, vers la frontière, des transports de troupes que le manque d'organisation du service militaire des chemins de fer rend fort difficiles.

L'effectif total de l'armée française s'élève à 400.000 hommes environ, répartis en 7 corps d'armée auxquels il faut ajouter la garde impériale.

Ces corps reçoivent les points de concentration suivants (1) :

1er corps (maréchal de Mac-Mahon) : Strasbourg ;
2e corps (général Frossard) : Saint-Avold ;
3e corps (maréchal Bazaine) : Metz ;
4e corps (général de Ladmirault) : Thionville ;
5e corps (général de Failly) : Bitche ;
6e corps (maréchal Canrobert) : camp de Châlons ;
7e corps (général Félix Douay) : Belfort.
La garde impériale est dirigée sur Nancy.

---

effectifs de paix, les réservistes devant rejoindre ultérieurement. En Allemagne, au contraire, le passage du pied de paix au pied de guerre se fit avant tout transport. L'afflux rapide de forces françaises vers la frontière fit craindre à de Moltke une offensive immédiate de notre part. Nous n'étions malheureusement pas en état de la prendre.

(1) Planche XIX (croquis A).

Ce dispositif de réunion place en Lorraine trois corps d'armée (3e, 4e, garde), couverts par le 2e; en Alsace deux corps (1er et 7e).

Ces deux groupes, séparés par les Vosges, sont reliés par le 5e, à Bitche, tandis que le 6e corps forme une réserve au camp de Châlons.

L'idée qui a inspiré ce dispositif est un plan de campagne élaboré par le maréchal Niel pendant son passage au ministère de la guerre.

Ce plan consiste à grouper nos troupes en trois armées réunies : la première à Strasbourg, la deuxième à Metz, la troisième en réserve à Châlons.

La première armée doit prendre l'offensive, remonter la vallée du Mein pour séparer de la Prusse les Etats du Sud et déterminer l'Autriche et l'Italie dans notre alliance.

La deuxième armée doit suivre la première et être remplacée à Metz par la réserve. Un corps de débarquement doit en même temps opérer sur les bords de la Baltique.

Ce plan a donc pour base l'alliance ou tout au moins la neutralité des Etats du Sud. Il tombe dès l'instant que ces Etats deviennent hostiles. On renonce de même au fractionnement des forces et c'est ainsi que nos corps d'armée sont groupés en une armée unique, dénommée armée du Rhin et dont l'empereur Napoléon III exerce le commandement.

L'empereur semble avoir un instant songé à pénétrer en Allemagne avec toute l'armée française réunie pour « agir comme un coin et disloquer d'un coup les deux tronçons de l'unité germanique encore indécise (1) ».

(1) Commandant Rousset : *Histoire de la guerre franco-allemande.*

Mais nos troupes sont dépourvues des moyens matériels indispensables aux opérations.

Un pareil dénuement s'oppose à toute idée d'offensive (1) ; la présence connue de grandes masses de troupes prussiennes du côté de Mayence fait naître des craintes pour la sécurité de la frontière du côté de la Sarre. Il en résulte que le commandement français se borne à prendre des dispositions défensives et que, à peine arrivés aux points indiqués ci-dessus, les corps français de Lorraine reçoivent l'ordre de se déployer par divisions sur une ligne allant de Bitche à la Moselle, un peu en deçà de la frontière (2).

Le 1er corps, réuni à Strasbourg, reçoit pour mission de tenir les « positions » de la rive droite de la Lauter et de reconnaître le pays au nord de cette rivière.

Il sera désormais trop tard pour réparer le mal causé par le mauvais dispositif initial (3).

Composition de l'armée allemande; sa mobilisation. Plan de campagne.

Du côté allemand, l'ordre de mobilisation est lancé le 16 juillet.

Le lendemain, les Etats du Sud se mobilisent et se mettent à la disposition de la Prusse : ils forment trois corps d'armée.

Les États du Nord en constituent onze. La Saxe

(1) Général Bonnal : *La Manœuvre de Saint-Privat.*

(2) On se demande vainement à quel but peut répondre ce dispositif de forces éparpillées en cordon sur plus de 70 lieues de développement le long de la frontière comme pour en garder les moindres passages.

Les emplacements des divisions eussent été en eux-mêmes judicieusement choisis si l'on se fût borné à y placer des *troupes de couverture* et à réunir en arrière le gros de l'armée française. Chaque corps d'armée comprend trois ou quatre divisions d'infanterie, une division de cavalerie et une réserve d'artillerie.

(3) Se reporter à ce que nous avons déjà dit au sujet des dispositifs *en cordon* en se rendant compte que la proximité des forces allemandes interdit absolument une marche concentrique en avant des corps d'armée français.

forme le 12e corps. Soit en tout quinze corps d'armée, auxquels il faut ajouter la garde prussienne.

L'effectif total dépasse un million d'hommes.

Les forces allemandes sont réparties en trois armées :

Ire armée (deux corps d'armée et une division de cavalerie sous le général Steinmetz) se concentre aux environs de Trèves (1).

IIe armée (trois corps d'armée et trois divisions de cavalerie plus la garde prussienne, sous le prince Frédéric-Charles) se réunit vers Mayence ;

IIIe armée (cinq corps d'armée et une division de cavalerie sous le prince royal de Prusse) se concentre sur les deux rives du Rhin entre Spire, Landau et Carlsruhe.

De plus, deux corps d'armée sont placés en réserve générale à Worms et à Mayence.

Les trois autres restent provisoirement en Allemagne pour faire face à l'éventualité d'une attaque française par la Baltique et tenir en respect l'Autriche au cas où elle prendrait les armes (2).

Ce dispositif de réunion répond aux idées exposées plus haut.

Le général de Moltke paraît s'être inspiré de la manœuvre initiale de Napoléon Ier en Russie lorsqu'il a établi le plan d'opérations à suivre en cas de guerre contre la France.

« Comme Napoléon, il a envisagé l'hypothèse d'une

(1) Ayant sur la Sarre de *faibles détachements de couverture*.

(2) L'Autriche serait probablement entrée en jeu si la France avait eu l'avantage dans les premières rencontres. Les succès de la Prusse la décident à garder une prudente neutralité. D'autre part, l'Italie refuse d'entrer dans l'alliance française. Les corps non utilisés au début de la campagne viendront par la suite renforcer les troupes en opérations.

offensive immédiate des Français (sur Mayence) et celle où ils resteraient en position sur la frontière.

« Mais à l'inverse de Napoléon, il a confié à la plus grosse partie de ses forces le rôle d'immobiliser l'ennemi, attribuant celui de masse de manœuvre à la plus faible.

« C'est ainsi que, dans le cas d'une offensive française immédiate dirigée de Metz sur Mayence, les IIe et IIIe armées doivent se concentrer au débouché oriental de la Hardt, vers Marnheim, pendant que la Ire armée manœuvrera contre l'aile gauche de l'adversaire.

« Dans le cas contraire, en supposant les Allemands maîtres de prendre l'offensive, les Ire et IIe armées ont pour mission d'immobiliser l'ennemi sur la Sarre moyenne tandis que la IIIe armée viendra par Sarreguemines dans le flanc de l'armée française de Lorraine après avoir refoulé les quelques troupes que l'on admet devoir se réunir dans la basse Alsace (1). »

Les mouvements exécutés par les troupes françaises de Lorraine dans les derniers jours de juillet font supposer au commandement allemand que nous avons l'intention de nous grouper derrière la Sarre pour y accepter une bataille générale et défensive. Le général de Moltke se propose donc d'exécuter la partie offensive de son plan, et donne, en conséquence, ses ordres aux trois armées.

La partie la plus délicate de l'opération consiste à faire arriver la IIe armée en temps voulu sur la Sarre, dans la région de Sarreguemines, où l'on compte la faire agir. Cette armée doit traverser sur plusieurs colonnes les défilés de la Hardt, dont ses corps ne déboucheront que successivement. Une fois les colonnes en-

(1) Général Bonnal.

gagées dans les défilés, elles se trouveraient, en cas d'offensive française, dans une situation très critique, puisqu'il n'y a pas d'avant-garde générale pour couvrir leur débouché et assurer la réunion des forces en vue de la bataille. Aussi le commandement allemand envoie-t-il immédiatement deux divisions de cavalerie de la IIe armée sur la Sarre avec mission de « surveiller incessamment la frontière et de maintenir le contact avec l'adversaire ». Mais il faut à tout prix que la Ire armée ne s'engage trop tôt, qu'elle ne fasse pas sortir les Français de la « position » sur laquelle on désire les combattre, qu'une intervention intempestive ne les mette pas dans l'obligation de prendre l'offensive.

Aussi, la Ire armée, quittant les environs de Trèves, reçoit-elle l'ordre d'aller, dans la région au nord-est de Sarrelouis, occuper, à deux jours de marche environ de la frontière, une position *d'attente*, sur le flanc droit des routes de marche de la IIe armée. Elle aura sur la Sarre de simples postes de surveillance.

Combat de Sarrebrück (2 août).

Or, ces mouvements sont connus du commandement français.

Bien que l'on ait renoncé à une offensive générale, reconnue impossible faute d'organisation, le désir de *faire quelque chose*, pour donner satisfaction à l'opinion publique, fait adopter une « solution bâtarde » consistant à faire exécuter par une partie des forces de Lorraine une « reconnaissance offensive » sur la Sarre.

On espère obliger ainsi l'ennemi à montrer ses forces et ses dispositions.

Le 2e corps d'armée est donc dirigé, le 2 août, sur Sarrebrück. Il s'empare de la ville, défendue seulement par un faible détachement prussien ; puis, se trouvant

en pointe trop avancée, revient en arrière, sans faire sauter les ponts de la Sarre, et s'établit en position défensive à Spicheren, dans le but de couvrir les approvisionnements réunis à Forbach et à Sarreguemines.

Bien que de peu d'importance en lui-même, le combat de Sarrebrück va causer néanmoins l'avortement de la manœuvre projetée par le commandement allemand.

En effet, le général de Moltke voit dans l'affaire du 2 août l'indice que l'armée française *prend l'offensive*. Son désir étant de livrer une bataille générale sur la Sarre (1), il est nécessaire d'enrayer cette offensive. Il hâte donc la marche de la III^e^ armée. Celle-ci reçoit l'ordre de franchir, le 4 août, la Lauter sur les différents ponts existant depuis Wissembourg jusqu'à l'embouchure de la rivière. Peut-être le simple mouvement de la III^e^ armée procurera-t-il le résultat cherché. Dans le cas contraire, la II^e^ armée aurait évidemment à supporter une attaque de front. Or, de Moltke ne veut combattre qu'avec toutes ses forces, et au moins avec les deux premières armées, si la III^e^ ne peut pas arriver en temps utile. Il n'admet donc pas (de peur d'un échec partiel) que la I^re^ armée puisse ralentir l'offensive française en la harcelant de flanc *pendant sa marche*.

Il ordonne à cette armée de reculer dans la direction du nord-est et de se concentrer autour de Tholey, comptant que, *le jour de la bataille*, la majeure partie de la II^e^ armée aura débouché de la Hardt et sera en mesure de recevoir de front l'attaque de l'ennemi, tandis que la I^re^ armée, ayant un rôle de *manœuvre*, contre-attaquera la gauche de l'armée française.

(1) Il compte que la bataille aura lieu le 9 août.

Ces dispositions ne satisfont pas Steinmetz, qui leur reproche de ne pas lui donner un rôle assez brillant. Il se conforme donc à *la lettre* des ordres qu'il a reçus, mais non à leur esprit.

C'est ainsi qu'il occupe bien Tholey avec quelques éléments de son armée, mais se place, en fait, dans la zone de marche de la II^e^ armée, comme s'il était une *avant-garde générale*. Nous en verrons plus loin les conséquences.

Du côté français, le combat de Sarrebrück, s'il ne produit aucun résultat, ne donne lieu, non plus, à aucune détermination. Le lendemain, 3 août, la situation des forces françaises est la suivante : quatre corps d'armée (2^e^, 3^e^, 4^e^, garde) plus ou moins groupés entre la Sarre et la Nied, dans la région à l'ouest de Sarreguemines ; 5^e^ corps à Bitche. Quant au 1^er^ corps, ses divisions sont échelonnées entre Strasbourg et Wissembourg. Sa division de tête (Abel Douay), bivouaquée près de Wissembourg, envoie, le 4 au matin, sur la rive gauche de la Lauter, une reconnaissance qui rentre sans avoir rien vu : derrière elle, s'avance toute la III^e^ armée allemande, qui, d'après les ordres du général de Moltke, doit franchir la Lauter ce même jour.

Combat de Wissembourg (4 août).

Le corps dirigé sur Wissembourg se heurte à la division Douay qui, malgré son infériorité numérique, résiste néanmoins jusqu'au moment où l'arrivée sur sa droite des autres colonnes allemandes, qui ont effectué leur passage en aval, la détermine à la retraite. Elle se replie sur Wœrth et rejoint pendant la nuit le gros du 1^er^ corps.

L'ennemi, étonné de la résistance acharnée qu'il a trouvée, croit avoir eu affaire à tout un corps d'armée. Il ne poursuit pas et s'arrête devant les dispositions

défensives prises au col du Pigeonnier pour en interdire le passage (1).

Nouvelle répartition des corps français.

Grâce au télégraphe, la nouvelle du combat de Wissembourg est immédiatement connue au quartier général français. L'empereur groupe alors toutes les forces de l'Alsace sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon et celles de Lorraine sous celui du maréchal Bazaine, se réservant la disposition de la garde et du 6e corps.

Les deux maréchaux restent néanmoins à la tête de leurs corps respectifs et n'exercent leurs attributions de commandants en chef que « pour les opérations militaires seulement ». La mesure prise est donc en somme tardive et incomplète. Quoi qu'il en soit, le maréchal de Mac-Mahon expédie aussitôt au général de Failly (5e corps) et au général Félix Douay (7e corps) l'ordre de venir le rejoindre. Il leur indique comme point de concentration Wœrth, voulant ainsi couvrir les deux routes de Bitche et de Haguenau par où doivent arriver ses renforts et menacer le flanc droit de la IIIe armée allemande si elle poursuit sa marche vers Strasbourg. Il s'y établira sur la défensive, dans une « position très forte (2) » sur laquelle il espère pouvoir, le cas

(1) Tout en admirant l'héroïsme dont la division Douay a fait preuve à Wissembourg, on ne peut s'empêcher de penser qu'une avant-garde napoléonienne, placée dans la même situation, eût « manœuvré » au lieu de se borner à résister sur une « position ». Méditer à ce sujet la phrase suivante de Napoléon : « *L'art* d'un général d'avant-garde ou d'arrière-garde est, *sans se compromettre*, de poursuivre l'ennemi ou de l'éloigner, de le contenir, de le retarder, de l'obliger à mettre trois ou quatre heures pour faire une lieue. »

(2) La force d'une position ne réside pas dans les difficultés du terrain, mais dans la manière dont elle est défendue. Toute troupe qui adopte la défensive passive se condamne à un échec certain, si elle est attaquée par un adversaire résolu et manœuvrier : celui-ci occupera le défenseur sur son front et fera porter

échéant, résister aux attaques d'un ennemi très supérieur.

Le maréchal ne pense pas que ces attaques puissent se produire avant le 7 août, date pour laquelle il se considère comme certain d'avoir été rallié par le 5e corps et la majeure partie du 7e.

D'autre part, en Lorraine, les 3e et 4e corps et la garde sont répartis sur une ligne concave allant de Sarreguemines à la Nied, à quelque distance en arrière du 2e corps. Celui-ci, qui occupe, en fait, une situation d'avant-garde, est néanmoins étroitement *concentré* autour de Spicheren, tandis que les autres corps sont largement étalés (1).

Du côté allemand, la IIe armée continue, le 5 août, le mouvement qu'elle a commencé. Ce même jour, les ordres pour la marche de la IIe armée doivent précisément amener celle-ci dans la zone où se trouvent déjà des éléments de la Ire armée. Steinmetz, mis en demeure de faire de la place à la IIe armée, persévère dans son état d esprit antérieur ; il prend uniquement *la lettre* de l'ordre reçu et l'exécute « par une marche d'approche en gagnant du terrain vers l'ennemi ».

Il prescrit donc de commencer le mouvement vers la Sarre, que deux de ses divisions devront atteindre le

---

le principal effort sur une aile de la position. Cette vérité, aujourd'hui bien établie dans notre armée, n'était pas soupçonnée par le commandement français de 1870 qui, s'étant adonné à de remarquables études *topographiques*, au détriment des études *militaires*, avait fini par attribuer au terrain des vertus propres et particulières.

« Il n'y a pas de *positions*, disait, il y a quelques années, M. le général de Négrier : dans la défensive comme dans l'offensive, on « manœuvre ».

(1) Ces dispositions sont donc exactement l'inverse de ce qui serait fait d'après la doctrine napoléonienne et nos règlements actuels (avant-garde *étalée*, gros *rassemblés* de manière à être *disponibles pour la manœuvre*).

6 août par leurs avant-gardes, à Sarrebrück et Volkingen.

Il va donc se produire, le 6 août, une double bataille : à Wœrth, où le maréchal de Mac-Mahon reçoit, avec un seul corps d'armée, le choc de toute la III[e] armée allemande, et à Spicheren, où nous devrions combattre avec une supériorité incontestable et où néanmoins le commandement allemand « ramasse la victoire » que le commandement français « a laissé tomber » (1).

Batailles du 6 août.

Bataille de Wœrth (6 août).

Apprenant la présence de forces françaises nombreuses sur la rive droite de la Sauer, le Prince Royal a arrêté son mouvement, et s'est proposé d'employer la journée du 6 à prendre des dispositions pour une grande bataille qu'il livrera le 7 août.

Dans l'esprit du commandant de la III[e] armée, comme dans celui du maréchal de Mac-Mahon, cette date doit donc être celle de la rencontre.

Or, le 6 août au matin, une forte reconnaissance allemande dirigée sur Wœrth engage contre nos avant-postes un combat bientôt trop vif pour qu'il soit possible de le suspendre : c'est le commencement de la bataille.

Le Prince Royal prend le parti de faire entrer en ligne les divers éléments de la III[e] armée.

Ecrasé par les feux d'une artillerie supérieure, en butte à une attaque de front et à une attaque de flanc que leur supériorité numérique permet aux Allemands d'exécuter sur sa droite, le 1[er] corps français, n'ayant reçu qu'une très faible partie des renforts qu'il attend,

(1) Général d'Alvensleben.

doit se borner à tenir héroïquement sur ses positions (1) tant que la résistance est possible. C'est en vain qu'à deux reprises, notre cavalerie essaye, par des charges devenues légendaires (2) d'enrayer la marche de l'ennemi. Il faut battre en retraite au moment où la cavalerie allemande, arrivant sur nos derrières, menace de couper nos communications.

La retraite s'effectue partie sur Bitche, partie sur Saverne (3).

Bataille de Spicheren (ou de Forbach) (6 août).

Tandis que ces événements se déroulent en Lorraine, le même jour, deux divisions de la Ire armée atteignent la Sarre par leurs avant-gardes à Sarrebrück et à Volklingen.

Les commandants de ces avant-gardes, trouvant les ponts intacts, s'en emparent et, faisant acte de la plus

(1) L'infanterie française à Wœrth a perdu 63 p. 100 de son effectif. Des troupes d'une solidité incomparable peuvent seules supporter de pareilles pertes sans se rompre. Le service à long terme est seul susceptible de produire de semblables soldats.

(2) On a donné à l'une des charges exécutées par les 8e et 9e cuirassiers le nom de charge de *Reischoffen*. Cette appellation est impropre. La charge a eu lieu à Morsbronn. Elle a été suivie plus tard d'un engagement de la brigade de cuirassiers Michel. L'insuccès de ces deux actions de cavalerie ne tient nullement à la puissance des armes modernes, mais bien à ce que le commandement a engagé sa cavalerie à un moment défavorable et sur un terrain qui ne se prêtait nullement à une semblable tentative; l'infanterie prussienne eût été armée de fusils à pierre que le résultat des deux charges du 6 août eût été le même, à peu de chose près.

(3) Ces directions divergentes font perdre nos traces à la cavalerie ennemie. La cavalerie allemande de 1870, dont on a si volontiers fait le panégyrique, est loin cependant d'être à l'abri de toute critique. Après Wœrth, elle perd le contact que rien, malheureusement, ne l'empêchait de conserver. Ce qui a fait la force de la cavalerie allemande, c'est le mauvais emploi que le commandement français a fait de la sienne. « Du côté français, les opérations suivaient le vent du hasard, sans idée et sans plan. Du côté allemand, au contraire, où l'idée existe, sinon l'art, la cavalerie ne reste pas sans emploi et rend des services dont notre inertie devait grandir encore la valeur *relative*. » (Colonel Cherfils.)

remarquable initiative, poussent sur la rive gauche de la rivière, de manière à permettre le débouché ultérieur des colonnes qu'elles précèdent. L'avant-garde, dirigée sur Sarrebrück, vient se heurter aux positions du 2e corps français qui la repousse. Mais au lieu de profiter de sa supériorité numérique momentanée pour rejeter cette division sur la Sarre, le général Frossard se borne à rester sur la défensive. Il donne ainsi à l'ennemi le temps de recevoir des renforts importants, non seulement de la Ire armée, mais aussi de la IIe armée, et de posséder bientôt l'avantage du nombre.

Les corps français voisins du champ de bataille n'apportent, cela est triste à dire, presque aucun secours au 2e corps (1). Le maréchal Bazaine se fait, en particulier, remarquer par sa coupable inaction. L'arrivée par le ravin de la Rosselle de la division allemande qui a passé la Sarre à Volklingen détermine le général Frossard à battre en retraite sur Sarreguemines.

L'armée de Lorraine.

Tergiversations du commandement français.

A la nouvelle de la double bataille du 6 août, l'empereur Napoléon III (qui est encore à Metz) paraît avoir tout d'abord l'intention de prendre l'offensive dans la direction de Sarrebrück avec les forces françaises de Lorraine. Il y renonce immédiatement et prend la résolution de grouper ces forces près de Metz. Mais presque aussitôt l'empereur se propose de concentrer au camp de Châlons les corps de Lorraine et d'Al-

(1) On voit ici encore que le 2e corps se contente de défendre ses « positions ». Ce corps eût dû logiquement recevoir une mission *d'avant-garde*, c'est-à-dire que le commandement eût dû exploiter sa *capacité de résistance* pour se donner le temps et les moyens d'organiser une *manœuvre* avec les autres corps, qui sont à portée d'intervenir.

sace pour les réorganiser. Ce projet est lui-même abandonné à la suite d'un télégramme de Paris exposant les inconvénients qu'il présenterait au point de vue *politique*. En sorte que l'empereur décide qu'il limitera la retraite au camp retranché de Metz. Les tergiversations ne sont pourtant pas terminées. Les corps en retraite marquent un temps d'arrêt sur la Nied française, où l'idée d'une bataille est encore envisagée. Après réflexion, la « position » n'est pas trouvée assez forte et finalement l'armée française « prend position » à l'est de Metz, sur le plateau de Borny (1), où elle séjourne du 11 au 13 août.

Marche des armées allemandes de la Sarre à la Nied.

Du côté allemand, le général de Moltke est encore à Mayence lorsqu'il apprend les événements du 6 août. La cavalerie allemande ayant perdu le contact, le commandement ne peut orienter ses décisions que sur des hypothèses. On suppose d'abord que les forces françaises *battues* à Wœrth vont se replier par Bitche sur les forces de Lorraine, qui, elles, n'ont subi qu'un simple *échec* à Spicheren. Dans cet ordre d'idées, tandis que la III[e] armée reçoit pour rôle de marcher dans les traces de l'armée du maréchal de Mac-Mahon, la II[e] armée appuie dans la direction du sud, vers Rohrbach, pour couper la route à l'armée française d'Alsace au moment où elle débouchera des Vosges. En réalité, par suite de la manière et de la rapidité dont les corps français d'Alsace opèrent leur retraite, ces mouvements donnent dans le vide. Ils n'ont d'autre effet que d'isoler la II[e] armée de la I[re] et de placer celle-ci dans une situation telle qu'elle eût fatalement encouru un échec si nos corps de Lorraine avaient pris l'offensive contre elle.

(1) Ces tergiversations se traduisent par l'aphorisme militaire : « *ordre, contre-ordre, désordre.* »

Quoi qu'il en soit, une fois le contact repris, les mouvements des corps français sur Metz font supposer au général de Moltke que nous avons l'intention d'accepter une bataille défensive derrière la Moselle, la droite à Metz, la gauche à Thionville. Poursuivant à nouveau son idée de manœuvre débordante par le sud (1), il se propose de faire attaquer directement la ligne de la Moselle par la I^re^ armée, tandis que la II^e^, surprenant le passage de la rivière vers Pont-à-Mousson, se rabattra ensuite vers le nord.

C'est dans cet ordre d'idées qu'est organisé le mouvement des armées allemandes vers la Moselle. Mais, par suite du faux mouvement de la II^e^ armée vers Rohrbach, au lieu que celle-ci présente pendant sa marche un dispositif articulé dans le sens du front et de la profondeur, c'est-à-dire prêt à toutes les éventualités, elle forme une ligne immense de corps déployés (2) exécutant une conversion à droite de la I^re^ armée, comme pivot. Pendant ce temps, la III^e^ armée reçoit comme instructions de se diriger vers Nancy « en attendant des ordres ultérieurs ».

Les mouvements des deux premières armées allemandes sont, tels qu'ils sont conçus, lents à s'effectuer. Pendant ce temps, les corps français de Lorraine auraient eu *tout le loisir* soit d'attaquer, soit de battre en retraite sur Châlons.

---

(1) La recherche et la destruction du gros des forces ennemies est un *premier objectif*, au delà duquel de Moltke prévoit qu'il coupera les forces françaises vaincues, de Paris, où est le cœur du pays, et de la Loire, où de nouvelles forces peuvent s'organiser. D'où son idée constante de manœuvre débordante par le sud, idée *préconçue*, contenue en germe dans le rassemblement initial des forces allemandes, dès le début de la guerre.

(2) Comparer avec le dispositif de marche employé par Napoléon en 1806 pour la traversée du Frankenwald, dispositif que Napoléon a appelé marche en « bataillon carré », expression imagée très caractéristique.

En s'attardant sur la rive droite de la Moselle, ils font le jeu des Allemands, car ils facilitent le mouvement de la IIe armée. La connaissance de notre arrêt sur la Nied, puis de notre mouvement sur le plateau de Borny, ne change donc rien aux projets du général de Moltke, en cours d'exécution.

C'est ainsi que le 13 août, la Ire armée est arrivée sur la Nied française, tandis que le corps du centre le plus avancé de la IIe armée commence à aborder la Moselle dans la région de Pont-à-Mousson. Dans cette situation, de Moltke *redoute encore une manœuvre offensive française*. Celle-ci pourrait se produire en jouant de Metz comme d'une double tête de pont, pour tomber successivement sur les deux groupes allemands qui vont se trouver séparés par la Moselle. Elle pourrait tout d'abord se produire par la rive droite de la Moselle, soit contre la Ire armée, soit contre le flanc droit de la IIe. Pour y parer et disposer d'une masse à faire agir, le cas échéant, soit directement, soit dans le flanc gauche de l'offensive française, de Moltke fait appuyer temporairement vers la droite les corps de droite de la IIe armée. Pendant que ce mouvement s'effectuera, le 14, et que le reste de la IIe armée continuera sa marche, la Ire armée devra rester sur place, « poussant en avant des avant-gardes pour *reconnaître* si l'ennemi se retire ou s'il s'apprête à prendre l'offensive ».

Or, le 12 août, sous la pression de l'opinion publique, l'empereur a remis au maréchal Bazaine le commandement effectif et complet de toutes les forces françaises et, revenant à une de ses idées antérieures, lui a prescrit de ramener les corps de Lorraine au camp de Châlons. Mais le maréchal Bazaine ne tient nullement à s'éloigner de Metz. De plus, les idées de l'état-major

français en matière de tactique de marche ne correspondent pas à la réalité des faits (1). Il en résulte que le premier acte de la retraite sur Châlons, le passage de la Moselle, n'est entrepris que le 14 août.

Bataille de Borny (14 août).

Le mouvement est en pleine exécution lorsqu'on entend le canon devant le corps français qui couvre la retraite en avant de Borny. C'est l'avant-garde d'un corps allemand de la Ire armée qui, conformément aux ordres indiqués plus haut, effectuait une reconnaissance. Le commandant de cette avant-garde, *au courant de la situation générale*, voyant les Français se replier vers l'ouest, estime qu'en les attaquant il facilitera le mouvement de la IIe armée. Cette initiative se transmet de proche en proche et le combat se trouve ainsi engagé sans intervention du commandement supérieur.

Une partie de nos troupes repasse sur la rive droite de la Moselle et soutient jusqu'à la nuit le combat avec avantage (2).

---

(1) Le commandement français de 1870 ignorait ou avait oublié la méthode napoléonienne de l'échelonnement des bivouacs et cantonnements. (Voir à ce sujet la note de la page 167.) Aussi la préparation du passage de la Moselle est-elle faite comme s'il s'agissait de transporter d'une rive à l'autre non pas une *armée de plusieurs corps*, mais une *foule*. Les ordres donnés à ce sujet dénotent l'ignorance la plus complète du temps nécessaire à l'écoulement d'une colonne. Dans ces conditions, il est permis de se demander si, en admettant même que Bazaine ait cherché à quitter Metz et à ramener son armée vers l'ouest, il aurait été capable *d'organiser ce mouvement*. Peut-être le sentiment de son impuissance n'a-t-il pas été étranger à son inaction.

(2) Certains écrivains militaires estiment que la bataille de Borny, en *retardant* la retraite de l'armée française, a permis aux armées allemandes de nous « accrocher » et de développer la manœuvre qui aura pour conclusion la bataille de Saint-Privat. D'autres écrivains, non moins autorisés, estiment au contraire que cette bataille n'a ralenti en rien le mouvement des troupes françaises et qu'elle a simplement permis aux corps non engagés de s'écouler avec plus de facilité sur leur route de marche, moins encombrée du fait du combat.

Mouvements des armées allemandes le 15 août.

Tandis que la bataille de Borny se livre, la IIe armée (1), ignorant les événements, continue sa marche pour franchir la Moselle.

A la suite de la rencontre du 14 août, le général de Moltke a une véritable illusion d'optique. Il voit l'armée française *complètement battue et rejetée sous Metz*. En conséquence, tandis que la Ire armée reçoit comme instructions de prendre position entre la Seille et la Moselle et d'y rester « aussi longtemps qu'on ne sera pas fixé », la IIe armée est chargée de se jeter sur les communications des Français pour leur couper la route. Le prince Frédéric-Charles prend donc comme direction Verdun, en vue d'obliger les corps français à remonter vers le nord, les séparant ainsi des autres corps qui se sont retirés vers l'ouest. Par suite, la IIe armée va se mouvoir vers la Meuse, dans une direction parallèle à celle que suit l'armée française. Les corps allemands sont d'ailleurs dispersés dans le sens du front comme dans celui de la profondeur, ce qui constituerait encore une situation dangereuse si l'armée française prenait l'offensive (2).

Mais, à la IIe armée, le commandement croit tellement *poursuivre* une armée « complètement battue » que les renseignements *exacts* fournis par la cavalerie allemande sont *inexactement interprétés*. De sorte que, le 16 août à midi, tandis que le prince Frédéric-Charles donne de son quartier général de Pont-à-Mousson les ordres pour la marche du lendemain, une partie de son

(1) Sauf les corps de droite, ainsi qu'il a été dit plus haut.

(2) Remarquer qu'à ce moment-là les trois armées allemandes formées au début de la campagne opèrent chacune pour son compte. Remarquer aussi combien la manœuvre en cours d'exécution est conçue « dans le vide ». Elle n'eût certainement pas réussi sans la coupable inertie de Bazaine.

armée est déjà, sans qu'il s'en doute, engagée dans une bataille sur le plateau de Mars-la-Tour.

Bataille de Rezonville (16 août).

En effet, la retraite de l'armée française au delà de Metz s'est effectuée avec la plus extrême lenteur, en raison de la mauvaise organisation des colonnes. La marche devait s'effectuer sur Verdun en deux colonnes, à partir de Gravelotte (1).

Le 15 août au soir, la colonne de gauche a ses camps échelonnés de Gravelotte à Vionville. Quant à la colonne de droite, les corps qui doivent la composer sont très en retard. Ils se trouvent encore à quelques kilomètres au nord-ouest de Metz.

Dans l'esprit du commandant de la IIe armée allemande, tandis que les corps de gauche de cette armée devaient gagner l'adversaire au passage de la Meuse, les corps de droite avaient pour rôle de pousser devant eux les arrière-gardes ennemies. Il résulte de la situation de l'armée française qu'un de ces corps de droite allemands, au lieu de refouler des arrière-gardes hypothétiques, vient buter, aux environs de Rezonville, contre les camps de notre colonne de gauche. Et la bataille s'engage.

Mis au courant de la situation, le prince Frédéric-Charles accourt sur le terrain de l'action. Il ne peut guère, en raison de l'état de dispersion de son armée, compter sur plus de deux corps d'armée en mesure d'intervenir dans la journée ; l'un d'eux est même engagé déjà depuis le matin ; il a devant lui toute l'armée du maréchal Bazaine. Néanmoins, le prince Frédéric-Charles *décide d'attaquer à fond pour empêcher l'adversaire de reconnaître sa faiblesse.* Or, la disproportion

(1) Bifurcation des deux routes qui vont de Metz à Verdun, l'une par Conflans et Etain, l'autre par Rezonville, Vionville et Mars-la-Tour.

entre les forces opposées était telle qu'une offensive française, prononcée à n'importe quel moment de la bataille, eût décidé de la victoire en notre faveur. Mais Bazaine est préoccupé de garder ses communications avec Metz, dont moins que jamais il tient à s'éloigner (1). Il condamne donc ses corps à la défensive passive sur la « position » de Rezonville - Mars-la-Tour et, encore une fois, la bataille est indécise.

Les deux partis s'attribuent la victoire.

En effet, nous conservons une des routes qui nous permettraient d'effectuer notre retraite ; d'autre part, les Allemands estiment qu'ils ont réussi à nous arrêter.

Quoi qu'il en soit, la bataille du 16 août est le prélude de l'internement de l'armée française dans Metz (2).

Le maréchal Bazaine, abandonnant à l'ennemi le terrain que celui-ci n'a pu conquérir, avertit l'empereur qu'il ramène son armée sous Metz pour la ravitailler. Il ajoute, bien que ce ne soit nullement dans ses intentions, qu'il se propose ensuite d'infliger un échec aux Allemands et reprendre enfin la marche vers l'ouest.

L'armée française rétrograde donc, le 17 août, pour « prendre position » sur un mouvement de terrain de forme elliptique, situé entre la Moselle et l'Orne et que jalonnent les villages de Saint-Privat et d'Amanvillers.

Bataille du Saint-Privat (18 août).

Le commandement allemand ne pouvait évidemment supposer, même dans ses prévisions les plus optimistes,

(1) Pour les raisons politiques qui ont été mises en lumière par le procès de Versailles.

(2) Remarquer que, si le général de Moltke a poursuivi *l'idée* de rechercher la principale armée ennemie et de la détruire dans une bataille décisive, les *moyens* employés ne l'ont pas conduit à être le plus fort (numériquement) au point voulu, comme le recherchait Napoléon. L'armée française de Lorraine n'a été détruite ni à Spicheren, ni à Borny. Or, le 16 août, les Allemands ont deux corps d'armée en face des cinq du maréchal Bazaine.

que Bazaine prendrait une semblable détermination. Aussi les mouvements de l'armée française, dès le matin du 17 avril, sont-ils *interprétés* d'une manière très différente de la réalité. Les dispositions prises sont le reflet des *hypothèses* successivement envisagées. Après s'être tout d'abord assuré de l'arrivée en temps opportun, sur le terrain où l'on s'est battu la veille, de renforts suffisants (1) pour s'opposer à une offensive d'autant plus redoutée que l'on n'est pas en état de la recevoir, le commandement allemand, une fois ses craintes dissipées, *suppose* que l'armée française est en retraite vers le nord, couverte par de fortes arrière-gardes du côté de Gravelotte. Il se propose donc de refouler ces arrière-gardes et de manœuvrer de manière à couper le gros des forces françaises de l'intérieur du pays et à le rejeter vers le Luxembourg. A cet effet, la I^re^ armée franchit la Moselle dans la journée du 17 août. Quant à la II^e^, elle se dispose pour entreprendre la poursuite dans la direction voulue par la manœuvre ci-dessus.

Des éléments de la I^re^ armée, après avoir franchi la Moselle, ont, contre des fractions de la gauche française, des engagements, aussitôt rompus pour ne pas compromettre l'organisation de la manœuvre projetée.

Toutefois, ces engagements font envisager l'*éventualité* de la retraite de l'armée française sous Metz. Le commandement allemand prévoit alors deux hypothèses : si l'armée française a battu en retraite vers le nord, on opérera comme il vient d'être dit ; si elle est restée sous Metz, la II^e^ armée fera une conversion vers l'est pour aborder la « position », tandis que la droite allemande livrera un combat démonstratif en attendant l'entrée en ligne de la II^e^ armée.

(1) De la II^e^ armée.

C'est dans cet ordre d'idées que sont ordonnés les mouvements des corps allemands pour le 18 août. La situation se précisant peu à peu dès les premières heures de la journée, il en résulte que, dans la matinée du 18 août, un mouvement de conversion porte les armées allemandes sur un front parallèle au nôtre. Après quoi, tandis que la Ire armée et la droite de la IIe abordent de front notre « position », la gauche de IIe armée l'attaque en flanc et à revers.

Cette fois notre défaite est complète. Le manque de direction, l'absence même sur le champ de bataille du maréchal Bazaine rendent inutiles les efforts de nos commandants de corps d'armée qui, ne recevant aucun ordre et aucun renfort des réserves, doivent se borner à résister sur leurs positions.

A la suite de cette bataille, l'armée française rétrograde jusque sous les murs de Metz.

Les Allemands prennent aussitôt leurs mesures pour la cerner et l'enlever à la défense active du pays.

Cet investissement est assuré par les corps de la Ire armée et d'une partie de la IIe, réunis sous le nom « d'armée d'investissement » aux ordres du prince Frédéric-Charles (1).

Le reste de la IIe armée constitue, sous le prince royal de Saxe, la IVe armée avec laquelle marcheront le roi de Prusse et le grand état-major pour aller prendre part aux opérations contre le maréchal de Mac-Mahon.

Enserrée par l'armée d'investissement, l'armée française de Metz ne rendra désormais plus de services et l'on ne saurait trop flétrir l'inaction de son chef.

Le maréchal Bazaine n'entreprend, en effet, qu'une

(1) La Ire armée disparaît, dans cette répartition, comme organe indépendant, ce qui supprime, en fait, le commandement de Steinmetz.

Combat de Noisseville (31 août 1870).

seule sortie sérieuse. Elle donne lieu au combat de Noisseville qui reste indécis, bien que nous combattions avec l'avantage du nombre, le manque de direction empêchant le résultat de répondre aux efforts des corps français.

Le 12 septembre, l'armée apprend la capitulation de Sedan et les événements de Paris (1).

Des considérations politiques guident dès lors le maréchal Bazaine qui entre en pourparlers avec le prince Frédéric-Charles et annonce à l'armée qu'il n'entreprendra plus rien pour s'éloigner de la place où il attendra les ordres du gouvernement.

Cependant les approvisionnements de Metz ne permettent pas une résistance indéfinie. Ils commencent à diminuer d'une manière inquiétante. Dans le but de se ravitailler, l'armée livre aux avant-postes ennemis quelques combats au cours desquels elle parvient seulement à réunir des vivres en très faible quantité.

La famine, le mauvais temps et les maladies rendent, dès le mois d'octobre, la situation intenable.

Le 27 octobre, la capitulation est signée au château de Frescaty et l'armée prisonnière est dirigée sur l'Allemagne.

L'armée de Châlons.

Au lendemain de Wœrth (2), le 1er corps français a opéré sa retraite en majeure partie sur Saverne. Il a gagné de là Neufchâteau, d'où il a été transporté en chemin de fer au camp de Châlons. Il y a été rejoint par les 5e et 7e corps, qui ont opéré leur retraite de leur côté.

(1) Voir plus loin les opérations de l'armée de Châlons.

(2) La perte de la bataille de Wœrth a pour conséquence le siège de Strasbourg, qui succombera seulement le 27 septembre, après cinquante jours de bombardement.

Ces trois corps, joints au 12e, de nouvelle formation (sous le général Lebrun), constituent l'*armée de Châlons*, sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon.

Projets du maréchal de Mac-Mahon.

Le général Cousin-Montauban (1), ministre de la guerre, presse le maréchal de Mac-Mahon de marcher sur Metz pour se joindre aux troupes du maréchal Bazaine et reprendre l'offensive. Le maréchal de Mac-Mahon, estimant que ce mouvement exige à la fois la rapidité et le secret, prévoit de grandes difficultés pour une marche vers l'est. Il préfère se porter sur Paris, s'y renforcer de deux corps d'armée en voie de formation et, ainsi reconstitué, infliger aux Allemands une défaite que leur retraite à travers la Champagne rendra désastreuse.

Tiraillé dans les deux sens, le maréchal de Mac-Mahon va tout d'abord prendre à Reims une position intermédiaire d'où il pourra, suivant les événements, continuer la marche sur Paris ou se diriger sur Metz. Il adopte enfin ce dernier parti en recevant une dépêche du maréchal Bazaine annonçant une sortie de l'armée de Metz et donnant à l'armée de Châlons rendez-vous vers Montmédy.

Pendant ce temps, ont eu lieu en Lorraine les événements exposés plus haut. Les IIIe et IVe armées allemandes (2) ont reçu la mission d'opérer contre l'armée de Châlons.

Le 20 août, leur situation est la suivante : la IVe armée a ses éléments dans le voisinage des champs de bataille des 16 et 18 août; la IIIe armée a déjà atteint, par

(1) Comte de Palikao.

(2) La IIIe armée comprend cinq corps d'armée et deux divisions de cavalerie. La IVe comprend trois corps d'armée et deux divisions de cavalerie.

ses corps de tête, l'Ornain, dans la région de Bar-le-Duc, tandis que les corps de queue sont sur la Meuse, dans la région au sud de Commercy.

Il est alors prescrit à la III^e^ armée de s'arrêter pour attendre la IV^e^ armée.

L'intention du général de Moltke est, en effet, de poursuivre la marche sur Paris. Mais il faut prévoir l'intervention des forces françaises que l'on sait en voie de réunion au camp de Châlons. A cet effet, les deux armées doivent continuer leur mouvement vers l'ouest, de manière que la III^e^, marchant en échelon en avant et à gauche de la IV^e^, la précède constamment d'une journée de marche. De la sorte, les forces françaises pourront, le cas échéant, être attaquées de front et de flanc ; il sera possible de les couper de Paris et de les rejeter vers le nord.

Ici encore le commandement allemand raisonne uniquement sur des hypothèses.

La cavalerie a perdu le contact et ne le reprendra que plus tard. La réalité va bouleverser les combinaisons du général de Moltke, « *tant il est vrai que toute initiative, même essentiellement défectueuse, contrecarre les projets de l'adversaire* (1) ».

Le mouvement des armées allemandes, entamé comme il vient d'être dit, les conduit à occuper, le 25 août, par leurs têtes de colonnes : à droite, la région de Clermont-en-Argonne ; à gauche, celle de Vitry-le-François. « *Ce jour-là, les deux armées allemandes ont, dans leur flanc droit, à deux jours de marche seulement, une armée française de plus de* 100.000 *hommes, marchant dans une direction opposée à la leur, sans que jusqu'ici elles en aient le moindre soupçon* (1). » En effet, parti de

(1) Général Palat, *La Stratégie de Moltke en 1870.*

Marche de l'armée de Châlons et des III^e^ et IV^e^ armées allemandes.

Reims le 23 août, le maréchal de Mac-Mahon se dirige vers Stenay où il compte franchir la Meuse. Dès le lendemain, des difficultés de ravitaillement le forcent à remonter vers le nord pour se rapprocher de la voie ferrée.

En définitive, à la fin de l'étape du 25, l'armée de Châlons occupe d'une manière générale la ligne de l'Aisne de Rethel à Vouziers.

A ce moment-là, c'est à peine si le commandement allemand sait, par des renseignements de sources diverses, que le maréchal de Mac-Mahon a évacué le camp de Châlons. Il *suppose* que l'armée française va prendre une *position de flanc* pour couvrir Paris.

La situation réelle échappe tellement à l'état-major prussien, que les ordres donnés pour les jours suivants visent une répartition des colonnes qui permettrait, d'après les circonstances, ou bien de faire converser à droite une partie des forces sur Reims, comme nouvel objectif, ou bien de continuer, avec la totalité, la marche sur Paris.

Mais, à partir du 25 août au soir, les renseignements se précisent.

Une indiscrétion du journal le *Temps* (1) et un télégramme adressé de Londres à l'état-major allemand apprennent à celui-ci le mouvement de l'armée de Châlons dans la direction de Metz.

Un calcul de temps et de distances montre au général de Moltke que ce mouvement peut être assez avancé pour qu'il ne soit pas possible de nous atteindre sur la rive gauche de la Meuse avec la supériorité du nombre. Il se propose donc de réunir sur la rive droite de

(1) Ce qui prouve combien la presse nationale doit être prudente pendant les hostilités.

la Meuse, autour du nœud de routes de Damvillers (1), la IV[e] armée, deux corps de droite de la III[e] et une partie des troupes du blocus de Metz. Ces mouvements pourront être terminés le 28 août (2). Si, d'ailleurs, l'armée française effectuait lentement son mouvement, les dispositions prises permettraient d'intervenir sur la rive gauche de la Meuse avec l'appoint de la gauche de la III[e] armée, qui aurait alors le temps d'arriver elle aussi.

En ordonnant la réunion de ses forces dans la région de Damvillers, le général de Moltke prescrit de tenir les passages de la Meuse à Dun et à Stenay.

La nouvelle orientation des colonnes allemandes a pour première conséquence que leur cavalerie reprend, le 26 août, le contact avec la droite française.

Celle-ci est, ce jour-là, restée à peu près immobile autour de Vouziers, servant de pivot à une conversion à droite exécutée par le reste de l'armée.

Il résulte de tout cela que, le 27, il y a des troupes allemandes à Stenay ; il y en a encore dans la région de Vitry. Les colonnes ennemies s'échelonnent donc sur près de 100 kilomètres, tandis que notre armée se trouve réunie dans la région de Vouziers.

Une fois de plus, une offensive vigoureuse de notre part nous eût permis d'obtenir la supériorité du nombre sur un champ de bataille.

Mais une semblable détermination n'est même pas

(1) Rapprocher ce mouvement sur Damvillers de la détermination prise en 1814, par Napoléon, de marcher sur Montmirail (note 2 de la page 297). Les deux mouvements procèdent du même ordre d'idées. Il y a loin de cette doctrine de guerre à celle qui fait occuper un point donné parce qu'il constitue une « bonne position ».

(2) Par suite des circonstances ils ne recevront qu'un commencement d'exécution.

envisagée par le commandement français. Par contre, le maréchal de Mac-Mahon, apprenant l'inaction de Bazaine, considère comme inutile la marche sur Stenay et prescrit de rétrograder vers Mézières.

Ces ordres reçoivent à peine un commencement d'exécution que le conseil des ministres, auquel le maréchal de Mac-Mahon a fait part de ses nouvelles intentions, enjoint par télégramme à l'armée de Châlons de continuer son mouvement vers l'est, qui est, en définitive, la direction de marche du 28 août. Ces ordres contradictoires et ces marches en tous sens ont pour résultat d'ébranler le moral des troupes françaises et d'immobiliser notre armée, permettant aux Allemands de la manœuvrer.

L'occupation de Stenay, privant le maréchal de Mac-Mahon de ce point de passage, l'oblige à faire obliquer ses corps à gauche, dans le but de franchir la Meuse à Mouzon et à Remilly.

Du côté allemand, le général de Moltke, devant la lenteur et l'indécision qui président à nos mouvements, estime qu'il aura le temps de nous joindre sur la rive gauche de la Meuse avec les III^e^ et IV^e^ armées. Il renonce donc à la concentration à Damvillers, et prescrit, le 28, à la IV^e^ armée, dont les têtes de colonne sont arrivées sur la ligne Buzancy - Stenay, de s'arrêter jusqu'à ce que la III^e^ armée, qui est encore à une forte étape en arrière et à gauche, soit arrivée à sa hauteur.

Toutefois, les ordres donnés laissent au commandant de la IV^e^ armée la latitude d'occuper la route de Buzancy à Stenay si nous ne l'occupons pas en forces.

A ce moment encore, le commandement allemand *est préoccupé par la crainte d'une offensive de notre part.*

A ce moment aussi, le maréchal de Mac-Mahon aurait

toujours entière liberté, soit pour agir offensivement contre les avant-gardes allemandes, soit pour effectuer sa retraite *dans la direction du nord*. Nous avons vu qu'il ne prend ni l'un ni l'autre de ces deux partis.

Il en résulte que, le 29 août, des éléments de la IV^e^ armée, poussés sur la route de Buzancy à Stenay, ont un engagement contre le 5^e^ corps français. En effet, tandis que l'armée, dans son ensemble, oblique vers le nord-est, le 5^e^ corps, qui est à la droite, ne reçoit pas en temps utile l'ordre qui le concerne et continue à marcher sur Stenay.

Combat de Nouart (28 août).

Il se produit ainsi à Nouart une rencontre à la suite de laquelle le 5^e^ corps, bousculé, se replie sur Beaumont.

Par cet engagement, et par les renseignements reçus pendant la journée, le commandement allemand est exactement éclairé sur la direction de notre marche. Il prescrit donc pour le 30 août un mouvement en avant des III^e^ et IV^e^ armées, en vue de nous attaquer avant que nous ayons atteint la Meuse. Ce mouvement commence dès le matin pour la III^e^ armée (encore en retrait), quelques heures plus tard pour la IV^e^.

Bataille de Beaumont (30 août).

La droite de celle-ci surprend à Beaumont le 5^e^ corps, qui, en raison de la fatigue résultant du combat de la veille, s'est arrêté, au lieu de se replier rapidement, et se garde insuffisamment.

Ce corps d'armée éprouve une défaite complète et se replie sur la rive droite de la Meuse.

Ce même jour, le gros de l'armée française finit de franchir ce cours d'eau plus au nord, à Mouzon et Remilly.

Mais alors, en raison de la situation des forces allemandes, la continuation du mouvement sur Metz par

Montmédy devient, de toute évidence, impossible. Le seul parti acceptable serait la retraite sur Mézières. Si le maréchal de Mac-Mahon ne s'y décide pas, « il semble qu'il faille l'attribuer à l'état de lassitude extrême et à la démoralisation des troupes ».

L'armée française est, à ce moment, « incapable de faire une marche de guerre régulière, elle peut simplement se battre là où elle est postée » (1).

C'est ainsi que l'armée de Châlons passe la journée du 31 août à se concentrer autour de Sedan (2), dans une position défensive déplorable vis-à-vis de la supériorité numérique des Allemands, qui vont avoir toute facilité pour nous dominer et nous envelopper dans un cercle de feux : cette position est un mouvement de terrain de forme triangulaire, dont le sommet est au calvaire d'Illy.

D'autre part, l'état-major allemand, nous croyant en retraite sur Mézières après la bataille de Beaumont, a ordonné une offensive générale en vue de nous acculer à la frontière belge. A cet effet, la IV^e^ armée franchit la Meuse pour nous couper la retraite vers l'est, tandis que la III^e^ armée, par la rive gauche de la rivière, nous interdira les routes de l'ouest et nous tournera par le nord.

Dans ces conditions, une rencontre est fatale.

Bataille de Sedan (1^er^ septembre 1870).

Le 1^er^ septembre au matin, les Allemands prononcent une attaque du côté de Bazeilles.

Le maréchal de Mac-Mahon, blessé dès les premiers engagements, remet le commandement au général Ducrot qui fait immédiatement entamer la retraite sur Mézières. Les ordres donnés à cet effet sont en pleine

(1) Moltke, *La Guerre de* 1870.
(2) Planche XIX (croquis B).

exécution lorsqu'arrive sur le champ de bataille le général de Wimpfen, porteur d'une lettre de service le nommant au commandement de l'armée de Châlons en cas d'indisponibilité du maréchal (1).

Le général de Wimpfen débarque d'Algérie, il ne possède sur la situation que des données vagues : il prescrit de reprendre le mouvement sur Metz.

La marche en avant nous procure quelques succès partiels.

Pendant ce temps les armées ennemies exécutent tout à loisir leurs mouvements enveloppants : à deux heures de l'après-midi notre investissement est complet.

C'est en vain que la cavalerie française, commandée d'abord par le général Margueritte puis par le général de Galliffet (2), essaye de rompre le cercle de feux qui nous entoure. Malgré ces charges « exécutées avec une remarquable vigueur et un complet dévouement » (3) l'investissement se resserre toujours et bientôt les débris des corps français vont s'entasser pêle-mêle dans la place de Sedan sur laquelle l'artillerie allemande tire à outrance.

Pour faire cesser ce massacre, l'empereur Napoléon III (4) ordonne de suspendre le combat.

Malgré cet ordre, le général de Wimpfen réunit quelques troupes encore susceptibles d'un effort et tente de faire une trouée du côté de Carignan. Il ne peut dépasser Balan et se voit dans l'obligation de rentrer à Sedan.

---

(1) Cette lettre est signée du Ministre de la guerre : l'empereur est pourtant présent sur le champ de bataille.

(2) Le général Margueritte a été tué dès le début des charges.

(3) Historique officiel allemand.

(4) Qui marche avec le maréchal de Mac-Mahon.

Convaincu de l'inutilité de ses efforts, il se décide alors à capituler : près de 100.000 hommes et un immense matériel tombent entre les mains de l'ennemi.

2e PARTIE DE LA GUERRE

CONTINUATION DE LA LUTTE AVEC DES ARMÉES IMPROVISÉES

A la nouvelle du désastre de Sedan, une révolution éclate à Paris. Le trône impérial est renversé et le « gouvernement de la Défense nationale » prend le pouvoir. Après avoir tenté, en vue de conclure la paix, des démarches que les exigences de nos vainqueurs rendent infructueuses, le nouveau gouvernement décide de continuer la lutte.

Se trouvant, dès les premiers jours de son existence, bloqué dans Paris, le gouvernement confie à une « délégation » de quatre de ses membres le soin d'organiser la défense du territoire. La « délégation » s'établit à Tours.

Cette circonstance aura sa répercussion sur la conduite de la guerre.

Caractéristique de la 2e partie de la campagne.

En effet, les opérations militaires qui vont désormais se dérouler jusqu'à la conclusion de la paix ont comme caractéristique *l'attraction qu'exerce Paris sur l'un comme sur l'autre des deux adversaires*, attraction qui s'est, du reste, manifestée déjà depuis le début de la campagne.

Du côté français, elle a eu comme conséquence la retraite sur Châlons (1), ainsi que la constitution de l'armée du maréchal de Mac-Mahon. Au lendemain de Sedan, le

(1) L'état-major français, troublé par nos premiers revers, s'imagina qu'il n'y avait rien autre chose à faire que reculer vers l'Ouest, de manière à couvrir Paris *directement*. En admettant qu'il ne fût pas possible de compenser notre infériorité par des manœuvres

gouvernement français ne discerne pas que le véritable centre de puissance de la France n'est pas forcément sa capitale (1) et que « là est possible la résistance où l'on dispose de la mer, qui fournit les armes et les grains, du sol qui fournit les hommes, les ressources de toute nature, comme aussi de l'espace pour se battre, pour manœuvrer quand même » (2).

Au lieu donc d'obliger les armées allemandes à entreprendre, avec des troupes déjà éprouvées, « la conquête méthodique des 600 kilomètres qui séparent la Loire de notre frontière méridionale » (3), le gouvernement français va lier le sort du pays à celui de Paris.

Du côté allemand, avant même que les hostilités soient ouvertes, la *politique* a assigné comme but final à la guerre la reconstitution de l'empire d'Allemagne sous l'hégémonie prussienne. A cet effet, la diplomatie prussienne, exactement informée de l'état des esprits en France, pense « ne pouvoir nous imposer ses conditions qu'une fois maîtresse de Paris ».

Si la *stratégie* a visé le renversement des forces militaires de la France, c'est parce que ces forces s'opposent précisément à la marche sur Paris, *objectif final*.

---

habiles, nous aurions dû reculer lentement vers le sud-ouest, dans la direction de la Loire moyenne, défendant successivement la Meuse, la Marne, la Seine et ses affluents de gauche, refusant systématiquement la bataille et nous efforçant uniquement de *gagner du temps*. Nous avions dans nos dépôts assez de soldats réservistes, d'armes et de matériel de toute sorte pour pouvoir en quelques semaines doubler l'effectif de nos armées de campagne et nous trouver ainsi à même de nous mesurer avec avantage contre les Allemands. Il n'y avait aucun inconvénient à découvrir la capitale, qui était solidement fortifiée et dont il était facile de constituer la garnison avec quelques troupes de ligne de nouvelle formation, des gardes mobiles et des marins. (Général Bonnal.)

(1) Le fait d'entrer à Moscou en 1812 n'a pas suffi à Napoléon pour pouvoir terminer la campagne.

(2) Général Foch.

(3) Col. Stoffel.

Aussi, immédiatement après Saint-Privat, le général de Moltke a-t-il constitué l'armée de la Meuse, dirigée, de concert avec la III[e] armée, vers Paris.

Les événements ont conduit ces armées à Sedan : au lendemain de la bataille, elles reprennent le chemin de la capitale.

Une fois Paris investi, les opérations entreprises par les Allemands n'auront plus qu'un objet : couvrir l'armée assiégeante ou assurer sa subsistance (1).

Ces opérations se dérouleront sur différents théâtres. Elles ont entre elles des relations plus ou moins immédiates, qu'il est essentiel de mettre en lumière, si l'on veut bien faire comprendre la physionomie de la deuxième partie de la campagne.

Nous exposerons donc d'abord une synthèse d'ensemble, avant d'examiner, en particulier, chacun des théâtres d'opérations.

SYNTHÈSE DE LA 2[e] PARTIE DE LA GUERRE

Situation des forces françaises au lendemain de Sedan.

Au lendemain de Sedan, nous n'avons plus d'armée (2). Les ressources dont nous disposons se composent d'éléments fort disparates : débris des corps échappés de Se-

(1) Après l'investissement de Paris, le gros des forces allemandes se trouve à l'extrémité d'une *ligne de communication* de plus de trois cents kilomètres. Il est essentiel de conserver la communication par *chemins de fer* avec l'Allemagne pour assurer l'arrivée des ravitaillements de toute nature, ce qui obligera à entreprendre le siège d'un certain nombre de places fortes dont la seule importance, à cette période des opérations, est de commander des voies ferrées.

(2) Le seul corps d'armée restant constitué est le 13[e] (général Vinoy), formé avec des régiments de marche et deux régiments d'infanterie rappelés de Rome (brigade d'occupation). Le 13[e] corps venait d'être organisé au moment de la bataille de Sedan. Il ne prit pas part à la bataille et put opérer sa retraite en bon ordre jusqu'à Paris.

dan, anciens soldats, engagés volontaires, gardes nationaux.

Néanmoins, le gouvernement ne veut pas désespérer de la patrie. En particulier, Gambetta (1), qui en est l'âme, « fait appel à tous les concours et est écouté par tous sur le terrain du patriotisme ».

De sorte qu'en quatre mois, le gouvernement pourra mettre sous les armes plus d'un demi-million d'hommes.

Marche des armées allemandes sur Paris.

Du côté allemand, les III[e] et IV[e] armées sont dirigées sur Paris (2).

On se rappelle la disposition respective de ces deux armées dans la marche sur Paris, interrompue le 25 août par la présence de l'armée de Châlons sur leur flanc droit. Le changement de direction, qui s'est terminé à Sedan, aurait pour effet d'intervertir les places respectives de ces deux armées si, pour les diriger à nouveau sur Paris, on se contentait de leur faire faire demi-tour sur place.

Aussi, dès le 3 septembre, commencent des mouvements dont le but est de dégager les corps d'armée de l'enchevêtrement résultant de la bataille et de les placer sur leurs axes de marche, la IV[e] armée à droite, la III[e] à gauche (3).

L'état-major allemand ne pense pas rencontrer de ré-

---

(1) Investi de la direction des affaires militaires et du portefeuille de l'intérieur. Il est secondé dans sa tâche de réorganisation par M. de Freycinet.

(2) A l'exception de deux corps d'armée laissés à la garde des prisonniers.

(3) La IV[e] armée est renforcée en cavalerie aux dépens de la III[e]. Cette mesure est de nature à étonner, car la III[e] armée devant opérer au *sud* de Paris, il eût été plus naturel de la doter largement en cavalerie, qui trouverait à s'employer utilement en Beauce.

sistance sérieuse jusqu'à Paris (1). L'organisation du mouvement, tout au moins pendant la première partie, repose sur des facilités de marche ou d'alimentation. On parcourt de faibles étapes, on utilise tout le réseau routier (2).

Pendant la dernière partie de la marche, les considérations militaires reprennent le dessus. Les dispositions prises par le général de Moltke ont pour but d'amener les armées allemandes simultanément sous Paris, de manière à produire un effet moral qui, dès le premier jour, serait absolu.

Malgré deux combats livrés à Montmesly (17 septembre) et à Châtillon (19 septembre) pour retarder l'investissement, les deux armées allemandes entourent la capitale : III[e] armée au sud et au sud-ouest, IV[e] armée au nord et au nord-est. Les deux armées sont elles-mêmes entourées par leur cavalerie.

Le général de Moltke doit tout d'abord se préoccuper d'assurer leurs communications. A cet effet, il s'efforce de hâter la prise des places fortes (3) laissées sur leurs derrières, ce qui aura, en outre, l'avantage de rendre disponible un matériel de siège qui sera immédiatement utilisé sous Paris.

---

(1) Certains critiques militaires estiment avec raison que le commandement allemand aurait pu, au lendemain de Sedan, envoyer immédiatement sur Paris toute la cavalerie disponible, dans le sillage de laquelle les III[e] et IV[e] armées seraient venues. Il y avait là une belle occasion d'opération de cavalerie à grande envergure.

(2) Le 10 septembre, le front de marche va de Laon à Sezanne, soit 100 kilomètres environ. Le mouvement sur Paris s'effectue avec une extrême lenteur. La moyenne des étapes journalières (repos compris) est de *quinze* kilomètres environ, pour la cavalerie comme pour l'infanterie.

(3) Particulièrement Toul, qui se trouve sur la *voie ferrée* de Paris à Strasbourg.

Dans le même ordre d'idées, il fait mettre le siège devant Soissons (1).

Le commandement allemand ne paraît pas s'être immédiatement rendu un compte exact des ressources dont nous pouvons encore disposer pour continuer la guerre. Aussi, tout d'abord, ne se préoccupe-t-il pas de *couvrir* les armées d'investissement. Il semble penser qu'il sera facile de *disperser* les rassemblements de nouvelles levées là où ils se produiront. Il en résultera un certain nombre d'opérations entreprises simultanément, « *sans utilité immédiate* (2) » pour l'opération *principale*, celle à laquelle toutes les autres devraient concourir : le siège de Paris. Les événements obligeront plus tard le général de Moltke à se préoccuper des relations entre l'opération principale et ces opérations secondaires. Mais celles-ci auront acquis déjà une envergure imprévue au début.

C'est ainsi qu'après la capitulation de Strasbourg (27 septembre), tandis qu'une partie du corps de siège est dirigée sur Paris, le reste (3), sous le général de Werder, reçoit pour mission de détruire des rassemblements français qui se forment sur la haute Meurthe.

En même temps, l'attention du commandement allemand est attirée vers la région au sud de Paris, où des forces françaises de nouvelle formation, réunies à Orléans (4), prennent l'offensive. Il en résulte la nécessité de couvrir

(1) On assiège Soissons parce que cette ville se trouve sur la ligne Paris, Soissons, Reims, Châlons. De même le siège de La Fère sera nécessité par le désir de posséder l'embranchement Paris, La Fère, Laon, Reims et Châlons. De Châlons, trois lignes iront de la sorte vers les troupes qui assiègent Paris. Mais, entre Châlons et l'Allemagne, il n'y a plus qu'une seule ligne. Aussi, pour se procurer une deuxième ligne continue de communications, met-on le siège devant Thionville, Montmédy et Mézières, afin d'arriver à exploiter la ligne Reims, Mézières, Thionville, Sarrebrück.

(2) Général Palat.

(3) XIV[e] corps d'armée.

(4) 15[e] corps d'armée.

contre ces forces les troupes d'investissement au moyen d'un fort détachement (1). Celui-ci, après plusieurs combats, occupe Orléans (2).

Enfin, en même temps aussi, le général de Moltke apprend que la résistance s'organise à Amiens et à Rouen. Mais toutes les forces allemandes sont utilisées. C'est seulement après la chute de Metz (27 octobre) que l'on peut envoyer la Ire armée (général de Manteuffel) opérer en Normandie et dans le Nord, tandis que la IIe armée (prince Frédéric-Charles) se dirige sur Paris, protégée sur son flanc gauche, contre des rassemblements français signalés dans la région de Lyon, par le corps du général de Werder, engagé d'ores et déjà dans une suite d'opérations qui l'ont conduit vers Dijon.

Tandis que ces événements se déroulent en province, sous Paris la situation reste stationnaire : « Les Prussiens ne peuvent pas entrer dans la ville et nous ne pouvons pas rompre le cercle d'investissement (3). » Il faudra quelque temps encore pour que les moyens, devenus disponibles, arrivent à pied d'œuvre. D'ailleurs, à la fin d'octobre, des négociations, entamées en vue d'un armistice, échouent.

D'autre part, les troupes françaises de la Loire, réorganisées en Sologne, reprennent l'offensive au commencement de novembre et remportent un succès à Coulmiers (9 novembre).

Le général de Moltke redoute que ce succès soit suivi d'un mouvement sur Paris. Aussi constitue-t-il d'une manière plus sérieuse la *couverture* du corps de siège dans la direction du sud. Cette couverture sera désormais assurée par la « subdivision d'armée » du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin.

(1) Aux ordres du général von der Tann.
(2) 11 octobre.
(3) Général Palat, *La Stratégie de de Moltke en 1870.*

Malheureusement, le commandement français n'a pas l'intention, pour le moment, de dépasser Orléans.

Moltke en conclut que c'est pour ne pas se heurter de front aux troupes qu'il est en mesure de nous opposer et prévoit que l'armée française de la Loire va appuyer vers le nord-ouest, pour se rapprocher de forces nouvelles qu'il sait en voie d'organisation vers Nogent-le-Rotrou (1).

Il prescrit donc à la IIe armée de hâter son mouvement (2) vers la Loire et lui donne comme mission d'assurer, une fois arrivée, la couverture du corps de siège, entre Paris et Orléans, tandis que la subdivision d'armée du grand-duc va opérer dans la région de Chartres (3).

En effet, le grand-duc se heurte à des forces françaises qu'il ne peut disperser; il est néanmoins rappelé bientôt sur la Loire où la situation se précise d'une manière différant totalement des hypothèses faites par l'état-major allemand : l'armée française de la Loire n'a pas quitté Orléans; de plus, de nouvelles forces sont en voie de réunion dans la région de Gien - Montargis.

Devant cette situation nouvelle, l'intention du général de Moltke est de diriger contre l'armée de la Loire une attaque concentrique : IIe armée en amont, subdivision d'armée en aval. Mais il est prévenu par une reprise générale de l'offensive française qui aboutit à un échec (Beaune-la-Rolande, 28 novembre).

La direction de cette offensive (4) fait prévoir au com-

(1) Eléments du futur 21e corps d'armée.

(2) Le rôle du corps de Werder, pendant ce mouvement, est de couvrir la ligne d'étapes de la IIe armée par une suite d'opérations *actives*.

(3) On remarquera que la cavalerie allemande n'a nullement renseigné le commandement sur les mouvements des troupes françaises, ce qui eût été cependant facile dans la situation dont il s'agit.

(4) A cette époque, le général de Moltke envisage même la possibilité d'abandonner *momentanément* le siège de Paris. Il admet

mandement allemand la possibilité d'une tentative prochaine de la garnison de Paris pour se faire jour vers le sud-est.

Mais il n'a pas les moyens de renforcer d'une manière très sérieuse les troupes d'investissement qui sont appelées à recevoir le choc. La sortie, prévue, se produit. Elle aboutit à la bataille de Champigny (2 décembre), où malheureusement le commandement français manque de persévérance et laisse peut-être échapper une occasion unique de percer les lignes allemandes.

En même temps, d'ailleurs, une reprise nouvelle de l'offensive française sur la Loire, décidée en vue de coïncider avec la sortie des troupes assiégées, échoue à Loigny (2 décembre).

Après un nouveau combat, la IIe armée occupe Orléans (4 décembre), coupant nos forces en deux tronçons qui se replient l'un (général Chanzy), vers l'ouest, en arrière de la forêt de Marchenoir, l'autre (général Bourbaki), vers l'est, dans la région de Bourges, et que l'état-major allemand se propose de poursuivre.

Mais, au lieu de chercher à écraser ces deux groupes en les accablant successivement avec la totalité des forces disponibles, Moltke fait entamer une poursuite divergente, d'un côté contre Chanzy par le grand-duc de Mecklembourg, de l'autre contre Bourbaki, par le prince Frédéric-Charles. Il en résulte que le grand-duc ne peut surmonter la résistance que lui oppose son adversaire (bataille de Beaugency, 7, 8, 9, 10 décembre) et ne peut même obtenir

---

que cette opération serait sans inconvénient puisque, les lignes ferrées étant coupées, on ne pourrait pas procéder au ravitaillement de Paris. Alors les IIe et IIIe armées agiraient contre les forces françaises de la Loire, tandis que les Ire et IVe agiraient dans le Nord et en Normandie. Une fois la situation éclaircie sur ces deux théâtres, on reprendrait le siège de Paris.

aucun résultat décisif après avoir reçu des renforts que lui envoie le prince Frédéric-Charles.

Le commandement allemand se rend compte alors qu'il a trop étendu le champ de ses opérations et cherche à le restreindre.

A cet effet, les instructions données au grand-duc l'obligent à limiter sa poursuite, puis à venir se mettre en situation d'expectative dans la région de Nogent-le-Rotrou. D'autre part, Moltke se propose de grouper le gros de la IIe armée autour d'Orléans, prêtant une attention particulière aux forces du général Bourbaki qu'il considère, à tort, comme constituant le danger le plus immédiat. Il assigne en même temps un rôle analogue à la Ire armée. Celle-ci vient de bousculer les forces françaises du nord à Villers-Bretonneux (27 novembre), est entrée à Amiens et a marché ensuite sur Rouen. Précisant son rôle, qui est de s'opposer à toute tentative française, soit pour secourir Paris assiégé, soit contre les communications allemandes, Moltke se propose de faire rétrograder cette armée sur un point central d'où l'on pourra, le cas échéant, secourir les détachements qu'on aura laissés vers Amiens et vers Rouen.

En résumé, le commandement allemand voudrait maintenant protéger l'investissement de Paris par trois masses de couverture, placées respectivement en face des zones où les forces françaises se réorganisent. C'est la solution qu'il eût été logique d'adopter au début du siège. La situation actuelle et aussi le cours des événements ne permettent pas de s'y tenir.

En effet, Moltke, sans nouvelles du général Bourbaki (1), lui prête l'intention ou bien de marcher sur Paris ou bien de venir donner la main au général Chanzy pour opérer

(1) Ici non plus la cavalerie allemande n'a pas renseigné le commandement.

de concert avec lui (1). Mais la situation se précise d'un autre côté.

Des indices certains permettent de croire à une offensive immédiate et sérieuse du général Chanzy.

Le commandement allemand se propose alors de laisser dans la région d'Orléans l'effectif strictement nécessaire pour surveiller Bourbaki et de porter toutes les forces disponibles de la IIe armée et du grand-duc contre l'armée de Chanzy. Ce mouvement aboutira à la bataille du Mans (11 et 12 janvier) et aura comme résultat d'empêcher définitivement Chanzy de secourir Paris. D'autre part, en dépit de la surveillance exercée, l'armée de Bourbaki, d'après un nouveau plan du gouvernement français, a été transportée en chemin de fer dans la vallée de la Saône, sans que le commandement allemand ait soupçonné son départ.

Le général de Moltke fait immédiatement face à cette situation imprévue, en renforçant par deux corps d'armée les troupes du général de Werder. *L'armée du Sud*, ainsi constituée, est mise sous le commandement du général de Manteuffel. Elle va effectuer une série d'opérations qui sont la suite de celles entreprises précédemment par le général de Werder, et qui, après la bataille d'Héricourt (15, 16, 17 janvier), se termineront par la retraite de notre armée de l'Est et son passage en Suisse. Ces opérations sont sans rapport immédiat avec le siège de Paris.

Il en est de même de celles qui se déroulent à la même

(1) Pour parer à la première éventualité, de Moltke a poussé sur Auxerre un corps d'armée de deuxième ligne, le VIIe, qui, après avoir opéré sous Metz, a été chargé de continuer la mission donnée au corps Werder sous le rapport de la protection des communications de la IIe armée. Ce corps se joindrait à la IIe armée si Bourbaki marchait sur Paris. S'il cherchait, au contraire, à donner la main à Chanzy, la IIe armée et le grand-duc se réuniraient pour opérer contre eux.

époque dans le Nord, où les événements ne permettent pas aux troupes allemandes de conserver l'attitude d'expectative que le général de Moltke désirerait leur assigner. Ces dernières opérations, marquées par les batailles de Pont-Noyelle (23 décembre), de Bapaume (3 janvier) et de Saint-Quentin (19 janvier), ne sont d'ailleurs décisives ni de part ni d'autre et c'est en réalité l'armistice qui met fin aux hostilités sur ce théâtre.

Pendant ce temps, le siège de Paris continue jusqu'à ce que les assiégés, ayant atteint la limite de leur résistance, la chute de Paris amène la conclusion d'un armistice, puis celle du traité de paix. Cette dernière période de siège est marquée par le bombardement de Paris et par la bataille de Buzenval.

Nous allons maintenant examiner successivement la suite des opérations sur chacun des théâtres de : la Loire, l'Est, la Normandie et le Nord, Paris.

Opérations sur la Loire.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, les III^{e} et IV^{e} armées allemandes investissent Paris vers le milieu de septembre. Ces deux armées sont couvertes vers l'extérieur par quatre divisions de cavalerie. De plus, un corps d'armée est destiné à coopérer éventuellement à cette mission tout en assumant, d'une manière générale, le rôle de réserve de la III^{e} armée. Ce corps d'armée (I^{er} bavarois), va donc intervenir dans les opérations qui se dérouleront sur la Loire.

Du côté français, à la même époque, des éléments fort disparates, débris des corps échappés de Sedan, anciens soldats, engagés volontaires, ressources des dépôts, gardes nationaux, se réunissent dans la région d'Orléans et au sud, sous la protection très précaire de quelques ba-

taillons de mobiles, qui tiennent la rive droite de la Loire.

Ces éléments constitueront bientôt le 15e corps d'armée. L'organisation de ce corps d'armée se poursuit tout d'abord très lentement car les intentions *primitives* du gouvernement lui attribuent un rôle plutôt moral « au cas où les événements nous forceraient de conclure la paix. Quant à la délivrance de Paris, on l'attendait beaucoup plus des efforts de l'armée réunie dans ses murs que de ceux de la province (1) ».

Lorsque le 15e corps sera constitué, il aura comme premier commandant le général de La Motterouge.

Les Allemands ne possèdent aucun renseignement précis sur la réunion de troupes françaises dans la région d'Orléans. Aussi la fin du mois de septembre n'est-elle marquée que par de simples escarmouches entre nos premiers éléments organisés et des détachements de cavalerie allemande. Malheureusement, dès que certaines fractions du 15e corps ont acquis un peu de consistance, le gouvernement (délégation de Tours) se propose de « faire quelque chose » (1) afin de donner satisfaction à l'opinion publique.

Un projet consistant à agir vers l'Est, contre les communications des Allemands, projet qu'on adoptera ultérieurement, mais trop tard, est seulement envisagé, et l'on décide de « se borner pour le moment à une grande reconnaissance dans la Beauce (1) ». C'est prendre l'offensive avant d'avoir les moyens voulus pour la poursuivre.

Néanmoins, le début de l'opération est marqué par un succès.

Offensive du 15e corps français.

Partant d'Orléans le 5 octobre, une partie du 15e corps,

(1) Général Palat.

sous les ordres du général Reyau (1), chasse de Toury une division de cavalerie allemande. Les Allemands voient dans l'affaire de Toury le début d'une entreprise contre l'armée d'investissement. Ils y parent en renforçant le I[er] corps bavarois (2) dont le chef, le général von der Tann reçoit toute initiative pour agir.

Sans renseignements précis sur les forces françaises, le général von der Tann se contente d'abord de prendre position près d'Arpajon (3). Pendant ce temps, le général Reyau a poussé jusqu'à Pithiviers, où il est arrivé sans résistance (7 octobre).

Ne voyant personne devant lui, le général von der Tann se porte en avant, directement sur Orléans. Devant cette offensive, le général Reyau se replie, tandis que le général de La Motterouge (4) organise la défense d'Orléans avec les troupes (5) qui s'y concentrent d'après ses ordres.

Combat d'Artenay (10 octobre).

Malgré un échec à Artenay, le général Reyau défend pied à pied la route d'Orléans. Le 11 octobre on se bat dans les faubourgs de la ville et, la nuit venue, le 15[e] corps doit se retirer sur la rive gauche de la Loire.

Première occupation d'Orléans par les Allemands.

Les Allemands entrent à Orléans.

L'état-major allemand songe alors à exploiter ce succès en faisant entreprendre par le général von der Tann une poursuite qui, entre autres résultats, visera l'occupa-

---

(1) Le général de La Motterouge n'a pas encore pris son commandement.

(2) D'une division d'infanterie et de deux divisions de cavalerie.

(3) Son détachement d'extrême droite est surpris à Ablis par les francs-tireurs. A titre de représailles, les Allemands brûlent la localité.

(4) Il arrive prendre son commandement.

(5) Autres éléments du 15[e] corps, venus de Vierzon et de Bourges.

tion de Bourges (1). Mais ce projet est abandonné et l'on se contente de faire occuper Orléans par le Ier corps bavarois (2).

Ces événements coïncident avec l'arrivée à Tours de Gambetta, qui a pu quitter Paris en ballon. Notre situation est grave sur tous les points du territoire. Gambetta va, néanmoins, employer toute son énergie à la continuation de la lutte (3).

Il commence par relever de ses fonctions le général de La Motterouge, qu'il remplace par le général d'Aurelles de Paladines, auquel il désire confier une véritable dictature militaire. Mais le général d'Aurelles décline une aussi lourde responsabilité et n'accepte que le commandement des 15e et 16e corps (ce dernier est en formation à Blois).

L'intention de Gambetta serait de reprendre immédiatement l'offensive, mais le général d'Aurelles la considère comme prématurée. Dans ces conditions, « la délégation prend le parti d'étudier un projet d'opérations, puisque le général en chef n'en propose aucun (4) », et elle décide que tout d'abord les troupes couvriront Vierzon et Bourges dont la conservation sera, pour le moment, « l'objectif principal et définitif (4) » du général d'Aurelle.

---

(1) Où se réunissent de nouvelles levées et où nous avons d'importants établissements d'artillerie.

(2) Auquel est adjointe une division de cavalerie. L'autre division de cavalerie et la division d'infanterie placées précédemment sous les ordres du général von der Tann sont ramenées vers Paris. Ce détachement reçoit pour mission de disperser chemin faisant des rassemblements de francs-tireurs. Ce détachement s'empare de Châteaudun, malgré une très belle résistance de la ville, contre laquelle les Allemands exercent ensuite des représailles sauvages.

(3) « La vigoureuse impulsion communiquée à notre machine militaire ne devait pas tarder à s'affirmer par des faits. Quelques jours à peine s'étaient écoulés et déjà toute la France comprenait que des hommes jeunes, énergiques, brûlant de patriotisme, venaient de se substituer à ceux qui, trop longtemps, avaient exercé la direction de nos affaires militaires. » (Général Palat.)

(4) Général Palat.

Celui-ci fait choix, à cet effet, du camp de Salbris, où il ramène le 15e corps et le reconstitue en lui donnant à la fois l'instruction militaire et la discipline (1) qui lui manquent. Dès qu'il juge cette réorganisation suffisante, le général d'Aurelle est d'avis de passer à l'offensive, afin de ne pas laisser les troupes dans une inaction dangereuse.

La délégation de Tours étudie donc plusieurs projets d'opérations. Certes, il serait désirable qu'une direction unique puisse coordonner les efforts entrepris, d'un côté par Paris et de l'autre par les armées de province. Mais les communications sont difficiles avec Paris; de plus, les intentions du gouverneur, le général Trochu, manquent de précision. Toutefois, la délégation se rend compte de la limite des approvisionnements de Paris. Aussi décide-t-elle qu'il faudra tenter un effort dans le courant du mois de novembre.

Mais dans quelle direction ? Le projet d'agir vers l'est, contre les communications des Allemands, encore repris, est une fois de plus abandonné, dans la crainte de découvrir Bourges et Tours (siège de la délégation).

On envisage aussi, sans s'y arrêter, la possibilité de transporter en chemin de fer (2) nos troupes de la Loire en Normandie, où elles auraient rejoint celles en formation dans le nord et celles qui auraient pu sortir de Paris : on lutterait ensuite toutes forces réunies et l'on essayerait de couper les communications des Allemands vers Reims.

En définitive, on adopte (3) l'idée de marcher directement sur Paris. La première phase de l'opération sera la

(1) En employant au besoin les moyens énergiques, tels que les cours martiales.

(2) En passant par Le Mans.

(3) Après de nombreuses tergiversations.

reprise d'Orléans. Dans ce but, on projette de réunir à Blois les 15e (1) et 16e corps. Ils remonteront la Loire et attaqueront Orléans par l'ouest. Le même jour, une division du 15e corps, laissée en Sologne sous les ordres du général des Pallières, assaillira Orléans par l'est.

Ce projet est dangereux car, partageant nos forces en deux groupements, il donne à l'ennemi la possibilité de les attaquer successivement. En fait, cette attaque se produira contre notre groupement de l'ouest, celui qui possède l'effectif le plus fort, et, cette fois, nous aurons un succès.

La concentration des forces du général d'Aurelle s'exécute aux environs de Blois dans des conditions assez difficiles, car nous n'avions pas encore, en 1870, une expérience suffisante des transports de troupes par les voies ferrées pour les effectuer d'une manière techniquement satisfaisante. Néanmoins, ces mouvements de réunion échappent aux Allemands (2) et le général d'Aurelle, entamant la manœuvre projetée, peut, sans rencontrer de difficultés, porter ses deux corps d'armée en avant, dans la direction d'Orléans, jusqu'à la hauteur de la forêt de Marchenoir. Son front de marche s'étend, à l'ouest de cette forêt, jusqu'à la Loire.

C'est alors seulement que le général von der Tann, vaguement instruit des événements, songe à se procurer des renseignements précis. Il envoie, à cet effet, vers la forêt de Marchenoir une forte « reconnaissance offensive ». La rencontre de cette reconnaissance avec nos troupes donne lieu au combat de Vallières (7 novembre), à la suite duquel le général von der Tann, éclairé sur la situa-

(1) Deux divisions. On utilise à cet effet la voie ferrée.
(2) Opinion soutenue avec preuves à l'appui par le général Palat.

tion, prend le parti d'évacuer Orléans et de se porter au devant du général d'Aurelle pour lui barrer la route.

Bataille de Coulmiers (9 novembre 1870).

Le 9 au matin, il a « pris position » vers Coulmiers. Il y est attaqué sur tout son front par les 15e et 16e corps. Notre supériorité numérique nous assure la victoire. Notre succès eût été encore beaucoup plus complet si notre cavalerie, placée sur notre gauche, avait agi énergiquement. Son inaction et les renseignements inexacts qu'elle fournit ont pour effet que le général d'Aurelle n'ose pas poursuivre et se borne à occuper le terrain conquis (1).

Il est permis de regretter que le commandement français ne songe pas, après Coulmiers, à exploiter son succès et à marcher contre les troupes d'investissement de Paris (2).

Au lieu de cela, le général d'Aurelle, d'accord avec la délégation de Tours, se propose seulement d'établir, au nord d'Orléans, un vaste camp retranché dans lequel il continuera l'organisation de ses troupes avant d'entreprendre de nouvelles opérations (3).

Ce temps d'arrêt est inopportun, car chaque journée diminue nos chances de succès. En effet, d'une part, le général de Moltke organise (4), sous les ordres du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, un groupe autonome (5) composé de quatre divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie. Ce groupe, appelé « subdivision d'armée », reçoit pour mission de couvrir du côté d'Orléans

(1) C'étaient bien les idées de l'époque, d'après lesquelles la victoire consistait beaucoup moins à détruire l'ennemi qu'à conquérir ou conserver des *positions*.

(2) En allant d'abord, par exemple, dans la région de Chartres, de manière à s'éloigner des renforts allemands rendus disponibles par la capitulation de Metz.

(3) La division des Pallières, qui n'est pas arrivée à temps pour prendre part à la bataille de Coulmiers, y rejoindra le 15e corps.

(4) Voir page 391, la raison de cette disposition.

(5) Dans la composition duquel entre le 1er corps bavarois.

les troupes allemandes qui assiègent Paris. D'autre part, depuis le 27 octobre, la capitulation de Metz a rendu disponible l'armée du prince Frédéric-Charles. Celle-ci s'est mise immédiatement en marche vers la région Orléans-Paris. De sorte que, au commencement de la deuxième quinzaine de novembre, les premiers éléments de l'armée du prince Frédéric-Charles (1), atteignent la région de Pithiviers. Mais, pendant ce temps, l'état-major allemand, trompé par de faux renseignements, a jeté vers Chartres et Dreux la *subdivision d'armée* du grand-duc de Mecklembourg. Le général de Moltke nous prête le projet de réunir dans cette région la plus grande partie de l'armée de la Loire, en vue d'une opération ultérieure sur Paris par Versailles. En réalité, nous n'y avons que des groupes de mobiles et de franc-tireurs agissant indépendamment les uns des autres, sans direction d'ensemble. Il ne se produira donc, de ce côté, que des engagements de détail et sans importance. Par suite du mouvement excentrique entrepris par le grand-duc de Mecklembourg, le général d'Aurelle se trouve, pendant quelque temps, n'avoir devant lui qu'un simple rideau de cavalerie. Il pourrait donc le percer et agir offensivement contre les colonnes du prince Frédéric-Charles à mesure qu'elles arrivent sur le théâtre d'opérations de la Loire. Mais, malgré les sollicitations du gouvernement, le général d'Aurelle n'ose assumer la responsabilité d'une action offensive et s'en tient à l'expectative à l'abri du camp retranché d'Orléans.

Pendant ce temps, la situation de nos forces sur la Loire se modifie à notre avantage. Deux nouveaux corps d'armée viennent d'être organisés, le 17e (général de Sonis), à Blois; le 18e (général Billot), à Nevers puis à Gien. De

(1) Trois corps d'armée et deux divisions de cavalerie.

plus, une partie de nos forces de l'Est vient d'être transportée en chemin de fer à Gien, où elles constituent le 20e corps (général Crouzat).

Situation des armées allemande et française le 20 novembre.

Vers le 20 novembre, l'armée du prince Frédéric-Charles commence à déboucher sur la ligne générale Montargis - Pithiviers.

La subdivision d'armée du grand-duc de Mecklembourg continue ses faux mouvements dans la région de Chartres et de Dreux, où l'état-major allemand s'attend toujours à une offensive française. Cette subdivision d'armée n'opérera sa jonction avec la IIe armée que le 29 novembre, à Toury.

Sur les cinq corps d'armée français qui constituent l'armée de la Loire, le général d'Aurelle n'a sous ses ordres que les 15e et 16e corps; il conserve le commandement direct du 15e corps.

Gambetta et son adjoint, M. de Freycinet, se réservent de donner directement leurs ordres aux 17e, 18e et 20e corps, ainsi qu'au 21e corps, en formation au Mans.

L'éparpillement de nos forces, la dualité dans le commandement vont augmenter les difficultés de la situation.

Offensive du 17e corps sur Châteaudun. Offensive des 18e et 20e corps sur Pithiviers.

Le gouvernement de la Défense nationale se propose, tout d'abord, de tenter un nouvel effort pour débloquer Paris.

M. de Freycinet prescrit en conséquence, au 17e corps, de faire une démonstration dans la région de Châteaudun.

Cette opération est marquée par le combat heureux de Brou-sur-l'Ozanne, à la suite duquel le 17e corps, sur l'ordre venu de Tours, effectue une retraite pénible et désordonnée sur la forêt de Marchenoir.

A notre droite, M. de Freycinet prescrit de porter les 18e et 20e corps sur Pithiviers, le 15e corps appuyant le mouvement par la forêt d'Orléans. Il s'agit, dans la pensée du

« délégué à la guerre » (1), de préparer l'offensive générale sur Fontainebleau, d'où l'on marchera ensuite sur Paris.

Le général d'Aurelle désapprouve ce mouvement, qui ne fait agir qu'une partie de nos forces et qui attire l'attention de l'ennemi sur la région où l'armée portera ultérieurement son effort principal.

Mais le général d'Aurelle ne présente que des objections; il agit comme s'il n'avait ni projets personnels, ni confiance en lui-même ou en ses troupes.

L'offensive des 18e et 20e corps aboutit à l'échec de Beaune-la-Rolande (28 novembre), à la suite duquel ces corps d'armée se replient sur Bellegarde.

Offensive des 15e et 16e corps. Combat de Villepion. Bataille de Loigny-Poupry.

Une dépêche, reçue de Paris le 30 novembre, annonce que la capitale tentera une sortie vers le sud le 29. Le gouvernement de la Défense nationale estime qu'il faut soutenir cette sortie. Il prescrit la marche en avant des 15e et 16e corps, soutenus en arrière par le 17e.

Les 18e et 20e corps, sérieusement éprouvés à Beaune-la-Rolande, resteront prêts à agir de nouveau dans la direction de Pithiviers.

Le 1er décembre, le 16e corps remporte un succès à Villepion. Le lendemain, à Loigny, il lutte contre les forces réunies du grand-duc de Mecklembourg et doit reculer. Les premiers éléments du 17e corps, arrivés dans la soirée, ne peuvent rétablir le combat.

Pendant ce temps, le 15e corps est tenu en échec par une division allemande (2), à Poupry.

En résumé, pendant la période du 14 novembre au 2 décembre, l'armée de la Loire n'a pas su profiter, au début, de la division des forces allemandes; elle a laissé s'effec-

(1) Titre officiel de M. de Freycinet.
(2) La XXIIe.

tuer, sans l'inquiéter, la marche de flanc de la IIe armée. Conservant l'unique préoccupation de débloquer Paris, elle a agi successivement par ses deux ailes, puis par son centre, sans plan d'ensemble et sans concentration préalable. Le commandement n'a même pas réussi à obtenir, sur les champs de bataille partiels, la concentration des forces à proximité.

Après les combats du 2 décembre, le prince Frédéric-Charles est définitivement renseigné; ses troupes sont rassemblées et il va, maintenant, ordonner une marche concentrique de toutes ses forces avec Orléans comme objectif.

Marche concentrique de l'armée allemande sur Orléans.

La marche générale de l'armée allemande sur Orléans commence le 3 décembre au matin. Le grand-duc de Mecklembourg doit s'efforcer de séparer la gauche française du reste de l'armée.

Le 15e corps supporte presque tout le poids de l'offensive allemande; les 16e et 17e corps battent en retraite sur Beaugency sans avoir eu d'engagement sérieux. A notre droite, les 18e et 20e corps, qui n'ont pas été utilisés, passent sur la rive gauche de la Loire où ils rejoignent, dans la région de Bourges, les débris du 15e corps.

Dans la nuit du 4 décembre, les Allemands réoccupent Orléans, ayant coupé l'armée française en deux tronçons qui ne se réuniront plus.

« Ainsi, deux causes contribuèrent surtout à rendre infructueux les efforts de l'armée de la Loire : la dualité du commandement en chef, réparti entre le Ministre de la guerre et le général d'Aurelle; le manque d'initiative et d'audace de celui-ci.

» ... Les journées des 2, 3 et 4 décembre 1870 ont été décisives pour la guerre de la Défense nationale; désormais, nous ne pouvons plus espérer que des succès partiels, de nature à prolonger la lutte, mais non à la ter-

miner heureusement. Après le désastre d'Orléans, le principal des buts assignés à nos armées de province, la levée du siège de Paris, ne pouvait plus être atteint (1). »

Opérations de la 2e armée de la Loire.

Nouvelle répartition des forces françaises après la prise d'Orléans.

Après la reprise d'Orléans par les Allemands, le général d'Aurelle est relevé de son commandement.

Les trois corps d'armée, passés sur la rive gauche de la Loire, sont placés sous les ordres du général Bourbaki (ils constituent l'armée de l'Est dont nous étudierons ultérieurement les opérations).

Les 16e et 17e corps, restés sur la rive droite, et le 21e corps organisé au Mans, forment la 2e armée de la Loire, placée sous les ordres du général Chanzy.

Caractère des opérations.

Commandant à des troupes de nouvelle formation et incomplètement organisées, le général Chanzy décide de s'en tenir d'abord à une défensive agressive qu'il entreprend à courte distance d'Orléans. Cette attitude lui permettra d'aguerrir ses jeunes troupes et de compléter leur organisation en attendant de passer à l'offensive. Elle lui permettra, en outre, de couvrir Tours, siège du gouvernement et de ne pas trop s'éloigner de Paris qui reste l'objectif final.

La première position défensive choisie par Chanzy est la trouée qui s'étend entre la Loire et la forêt de Marchenoir, au nord-ouest de Beaugency; la 2e armée de la Loire s'y établit, face à Orléans, à partir du 6 décembre.

(1) Général Palat.

Dispositions prises par les Allemands pour la poursuite de l'armée française.

Le prince Frédéric-Charles, dès la prise d'Orléans, partage ses forces en trois fractions qu'il lance dans les trois directions prises par l'armée française en retraite :

Un corps d'armée et une division de cavalerie sont dirigés vers Gien sur les traces des 18e et 20e corps;

Une division d'infanterie et une division de cavalerie sont envoyées vers Salbris et Bourges, à la poursuite du 15e corps;

La subdivision d'armée du grand-duc de Mecklembourg, flanquée sur la rive gauche de la Loire par une division d'infanterie, est dirigée contre l'armée de Chanzy.

Le 1er bavarois, dont les effectifs sont très diminués, reste en réserve à Orléans.

Combat de Meung (6 décembre) Bataille de Beaugency-Cravant (7, 8, 9, 10 décembre).

Dès le 6 décembre, les avant-gardes du grand-duc de Mecklembourg se heurtent à nos avant-postes et s'emparent de Meung.

Pendant les journées des 7, 8, 9 et 10 décembre ont lieu, dans la région Beaugency-Cravant une série de combats au cours desquels nos jeunes troupes font preuve d'une ténacité remarquable et ne reculent qu'en défendant le terrain pied à pied.

Eclairé par la violence des engagements qui se produisent de ce côté, le prince Frédéric-Charles y a fait affluer, dès le 8 décembre, tous les renforts disponibles, renonçant à poursuivre vers Bourges les troupes de Bourbaki.

Malheureusement, le 9 décembre, une division du 16e corps qui, sur la rive droite de la Loire, doit s'opposer à tout mouvement tournant des Allemands, a battu en retraite sur Blois, où elle renonce à résister.

Le général Bourbaki, d'autre part, se déclare hors d'état de venir en aide à Chanzy qui réclame une action de la 1re armée dans la direction de Blois.

Le général Chanzy, craignant d'être tourné, ordonne la retraite sur le Loir, entre Vendôme et Morée.

Retraite de la 2e armée sur le Loir.

Du 11 au 13 décembre, le mouvement de retraite s'exécute en pivotant sur la gauche.

Les intempéries, les privations, les nuits passées au bivouac ont fort affaibli nos jeunes troupes; le mauvais état des routes; des pluies torrentielles succédant à un froid très vif, rendent la retraite très pénible. De nombreux traînards tombent entre les mains de l'ennemi.

Les Allemands eux-mêmes sont très fatigués, bien que mieux habillés, mieux nourris et bien qu'utilisant le cantonnement toutes les fois que la situation militaire le leur permet.

Combat de Vendôme (15 décembre).

Les 14 et 15 décembre, la gauche française contient l'effort des Allemands sur Fretéval. Par contre, la droite française doit reculer à Vendôme.

Dans la nuit du 15 au 16 décembre, le général Chanzy, craignant d'être débordé par sa droite, fait passer toutes ses troupes sur la rive droite du Loir et ordonne la retraite sur Le Mans.

Retraite de l'armée sur Le Mans.

Cette retraite s'effectue par un temps affreux, et les souffrances qu'endurent nos troupes ébranlent fortement leur moral.

Heureusement, la poursuite des Allemands n'est pas active. Elle s'arrête, du reste, à peu de distance de Vendôme.

Du 19 au 21 décembre, la 2e armée de la Loire prend position autour du Mans.

Dès le 15 décembre, l'attention du prince Frédéric-Charles a été attirée sur les mouvements de la 1re armée française.

Gien et Vierzon viennent d'être réoccupés par nous.

Estimant que le 1er bavarois, fort affaibli, ne pourra contenir l'offensive française, le prince Frédéric-Charles laisse, devant l'armée de Chanzy en retraite, un simple

rideau et porte rapidement sur Orléans deux corps d'armée et une division de cavalerie.

Nouveau plan du gouvernement de la Défense nationale.

De son côté, le gouvernement de la Défense nationale vient d'adopter un nouveau plan offensif consistant à porter dans l'Est, par chemin de fer, l'armée de Bourbaki pour débloquer Belfort et couper les communications de l'armée allemande.

Le prince Frédéric-Charles, délivré désormais du souci que lui a causé la présence, au sud d'Orléans, de la 1re armée, va pouvoir agir, toutes forces réunies, contre la 2e armée.

Le 31 décembre, une des colonnes mobiles envoyées par Chanzy en avant du front de la 2e armée a un petit engagement à Vendôme.

Le 1er janvier 1871, à l'autre extrémité de leurs lignes, les Allemands sont obligés d'évacuer Briare.

« Les combats de Vendôme et de Briare, survenus simultanément aux deux ailes de la IIe armée, semblaient indiquer que Chanzy et Bourbaki allaient prendre l'offensive contre elles. Le général de Moltke en conclut, tout naturellement, qu'il fallait mettre à profit la situation centrale de Frédéric-Charles pour écraser successivement nos deux armées (1). »

Réunissant toutes ses forces, le prince Frédéric-Charles les porte d'abord contre Chanzy.

Nos colonnes mobiles sont successivement refoulées sur le gros de l'armée et, vers le 10 janvier, les armées française et allemande sont en présence au Mans.

Bataille du Mans (11 et 12 janvier). Retraite de la 2e armée de la Loire sur la Mayenne.

L'importance de la ville du Mans et des voies de communication qui s'y croisent décident Chanzy à y prendre une position défensive sur la rive gauche de la Sarthe.

(1) Général Palat.

Cette position, très étendue, en terrain couvert et coupé, est difficile à défendre.

Pendant la journée du 11 janvier, le centre et la gauche de l'armée française réussirent à arrêter l'offensive allemande. Le 11 au soir, la panique des mobilisés bretons, à notre droite, oblige Chanzy à ordonner la retraite.

L'intention du général Chanzy serait de se replier sur Alençon. Mais il est contraint de renoncer à ce projet, car le gouvernement, craignant qu'il perde ses communications avec le midi de la France, lui donne télégraphiquement l'ordre de se replier derrière la Mayenne. Il est entre Mayenne et Laval lorsqu'il reçoit notification de l'armistice du 28 janvier 1871.

Situation de l'armée de Chanzy à la fin de la guerre.

Pendant les jours qui suivent, Chanzy porte ses troupes sur la rive gauche de la Loire, entre Saumur et Bourges, afin de couvrir le centre et le midi de la France.

La signature des préliminaires du traité de paix (26 février 1871) arrête définitivement les hostilités au moment même où Chanzy va ordonner la reprise de l'offensive.

« Au cours de cette dure campagne d'hiver, dans les combats autour du Mans, sur le Loir et surtout à Villorceau, pendant une bataille de cinq jours (1), la 2e armée de la Loire avait, malgré des défaillances trop explicables, bien mérité de la patrie.

» Quant à son digne chef, son immortel honneur sera de n'avoir point désespéré, comme tant d'autres, après la défaite d'Orléans. Au lieu de déserter la lutte, ainsi que le fit la 1re armée, il défendit le terrain pied à pied jusqu'au delà du Loir. Cette retraite d'Orléans au Mans, si magistrale dans sa conception, d'une exécution si difficile dans les conditions où elle fut entreprise, restera parmi les

(1) Bataille de Beaugency-Cravant.

faits les plus marquants, non seulement de la guerre de 1870-1871, mais aussi de notre histoire militaire tout entière (1). »

Opérations dans l'Est.

a) *Campagne des Vosges.*

Nous avons vu qu'à la suite de la bataille de Wœrth, tandis que la IIIe armée allemande est dirigée contre le maréchal de Mac-Mahon, une partie des forces ennemies, sous le général de Werder, met le siège devant Strasbourg.

Pendant la durée de ce siège, des franc-tireurs et des gardes mobiles, qui se sont rassemblés dans les Vosges en vue d'y organiser la défense locale, inquiètent à plusieurs reprises les communications des Allemands. C'est pourquoi, aussitôt après la capitulation de la place, le général de Werder envoie un détachement dans les Vosges avec mission de disperser les partisans qui s'y trouvent.

Ce détachement (2) arrive à Raon-l'Etape sans rencontrer de difficulté sérieuse, mais reçoit presque aussitôt l'ordre de se rendre à Saint-Dié pour y constituer l'avant-garde des forces allemandes, qui vont traverser les Vosges. En effet, l'état-major allemand vient d'organiser avec la majeure partie des troupes du général de Werder un nouveau corps d'armée (3), dont la mission est de couvrir les communications des masses investissant Paris (4).

---

(1) Général Palat.

(2) Une brigade mixte aux ordres du général de Degenfeld.

(3) Portant le numéro XIV. En même temps, deux divisions de landwehr, sous les ordres du général de Treskow, reçoivent la mission de réduire les forteresses de la Haute-Alsace.

(4) En détruisant d'abord les rassemblements français qui se sont formés dans les Vosges et en se rendant ensuite sur la haute Seine, vers Troyes.

Pendant ce temps, du côté français, le général Cambriels, chargé d'exercer le commandement des troupes qui opèrent dans la région des Vosges, a demandé au gouvernement de lui envoyer des renforts.

Une brigade de nouvelle formation (1) a été ainsi dirigée sur Epinal. Dès son arrivée, le général Cambriels lui donne comme mission d'aller opérer une destruction sur la voie ferrée de Saverne (2).

Combat de la Bourgonce (6 octobre).

Dans ce mouvement, la brigade (3) se heurte au détachement allemand qui se rend à Saint-Dié. C'est le combat de la Bourgonce (6 octobre), dans lequel nos jeunes troupes tiennent très honorablement tête pendant toute la journée aux troupes allemandes, mais sont néanmoins obligées de céder le terrain.

Combat sur la Vologne.

Elles se replient derrière la Vologne, à l'abri de laquelle le général Cambriels se propose de réunir ses forces disponibles et de les réorganiser.

Mais, pendant ce temps, le général de Werder a débouché des Vosges. Déployant une division devant le général Cambriels, pour le fixer sur la Vologne, ce qui donne lieu aux combats de Brouvelieures, Bruyères et Anoud, il jette en même temps une partie de ses forces sur Rambervillers et Epinal pour envelopper l'aile gauche française, tandis qu'une division est prête à tourner notre droite par le col de Bussang.

Retraite sur Besançon.

C'est la préparation d'un « petit Sedan ». Se rendant compte de la situation, le général Cambriels se résigne à battre en retraite. Il choisit, à cet effet, la direction de

(1) Brigade Dupré, organisée à Vierzon en majeure partie avec des mobiles et des conscrits.

(2) Il s'agit de faire sauter le tunnel de Lutzelbourg.

(3) Renforcé par différents corps qui se trouvaient déjà dans la région.

Besançon (1). Se rendre à Belfort serait s'exposer à être bientôt investi, ce serait la répétition à échelle réduite de ce qui se passe à Metz, tandis que Besançon offre un point d'appui solide, dont les communications avec le centre et le midi de la France sont faciles à protéger. Dans cette dernière place, le général Cambriels va pouvoir s'occuper d'organiser « la cohue d'hommes portée prématurément en avant sous la pression de l'opinion, souvent mauvaise conseillère en matière stratégique (2) ».

b) *La première armée de l'Est.*

Les événements qui précèdent coïncident avec des succès remportés par les Allemands sur la Loire (3). Aussi, le général de Moltke n'a-t-il aucune hâte à voir arriver Werder sur la haute Seine. Il lui prescrit donc de *poursuivre* l'armée du général Cambriels. Mais Werder a perdu le contact. De plus, en raison de l'état des troupes françaises et de la direction de leur retraite, il prévoit qu'elles se retireront jusqu'à Besançon. Reculant devant l'éventualité du siège de cette place, Werder se propose de *suivre* au lieu de *poursuivre*, et se dirige, à cet effet, sur Dijon par Vesoul.

En cours de route, une escarmouche entre deux détachements (4) lui persuade — à tort — que l'armée du général Cambriels se reporte en avant. Espérant le joindre hors de la protection de la place, il change de direction et marche sur Besançon.

---

(1) Les troupes françaises arrivent à Besançon le 15 octobre.
(2) Commandant Euvrard, *La Première armée de l'Est.*
(3) Première occupation d'Orléans.
(4) Affaire de Rioz (18 octobre) entre une reconnaissance allemande et des gendarmes français.

Ce mouvement est connu du général Cambriels, qui, tout à l'idée de *gagner du temps* pour réorganiser ses forces, se propose de ralentir la marche des colonnes allemandes et envoie, à cet effet, sur l'Ognon un fort détachement de couverture (1). Le général de Werder, après une attaque infructueuse contre ce détachement (combats d'Auxon-Châtillon), n'insiste pas et se dispose à reprendre la route de Dijon. Cette détermination concorde avec des instructions qu'il reçoit alors du grand état-major et qui lui assignent comme mission d'occuper fortement Dijon, pour flanquer à gauche le mouvement que le prince Frédéric-Charles compte faire à bref délai, lorsqu'il conduira sur la Loire son armée, que la chute de Metz, attendue d'un jour à l'autre, aura rendue disponible.

Combats d'Auxon-Châtillon (22 octobre).

Tandis que Werder va à Dijon le général Cambriels groupe à nouveau ses forces à Besançon. Mais bientôt le gouvernement français, désireux de réunir toutes les forces disponibles pour frapper un grand coup sur la Loire, prescrit au général Crouzat, successeur du général Cambriels (2), de ne laisser dans l'Est que les garnisons des places fortes et de se diriger sur Chagny avec le reste de ses troupes. Celles-ci sont alors embarquées en chemin de fer (milieu de novembre), à destination de Gien pour concourir à la formation du 20e corps d'armée (armée de la Loire).

c) *L'armée dite des Vosges.*

Pendant que se déroulent les événements exposés ci-dessus, un corps franc, composé en majeure partie de vo-

(1) Commandé par le colonel Perrin.

(2) Le général Cambriels, blessé grièvement à la tête pendant la bataille de Sedan, n'est plus en état de continuer à diriger les opérations. Il a demandé à être relevé de son commandement.

lontaires italiens, s'est organisé à Dôle sous le commandement du général Garibaldi (1), et a pris la dénomination *d'armée des Vosges*.

Sur l'invitation du gouvernement, Garibaldi a suivi le mouvement du général Crouzat et s'est rendu à Autun, de manière à pouvoir, suivant les événements, intervenir soit sur la Loire, soit dans le bassin de la Saône.

A ce moment, en dehors de l'armée dite *des Vosges*, il ne reste plus guère, dans la région qui nous occupe, d'autres forces mobiles que quelques milliers de gardes nationaux, réunis à Beaune, sous les ordres du général Crémer (2).

Dès son arrivée à Autun, Garibaldi conçoit le projet d'enlever par surprise la ville de Dijon qu'occupent les troupes du général de Werder. Malgré quelques coups de main heureux, dont le but est de retenir l'attention des Allemands, l'offensive sur Dijon, entreprise avec des moyens hors de proportion avec les difficultés à surmonter, échoue complètement et Garibaldi revient à Autun (premiers jours de décembre).

D'autre part, le général Cremer s'est proposé de faciliter le mouvement de Garibaldi sur Dijon en prenant l'offensive de son côté et s'est porté sur Nuits qu'il a occupé à la suite de plusieurs combats heureux.

---

(1) Ce corps laisse beaucoup à désirer comme recrutement, comme cadres, et, par suite, comme discipline. De plus, les situations respectives du général Garibaldi et des généraux français appelés à coopérer avec lui ne sont jamais très nettement établies. Pour ces différentes raisons, le corps de Garibaldi ne rend pas les services qu'on pouvait attendre de l'effectif qu'il représentait (une quinzaine de mille hommes).

(2) Capitaine d'état-major. Vient d'être nommé général à titre provisoire. L'organisation de son commandement donne lieu à des difficultés (conflits d'attributions) dans le détail desquelles il n'est pas possible d'entrer ici et qui ne seront pas sans avoir leur répercussion sur les opérations.

Une accalmie de quelques jours succède à ces événements : si, du côté français, les troupes, improvisées, ont un impérieux besoin de s'organiser, du côté allemand, la situation matérielle du corps Werder est loin d'être brillante.

Jusqu'au milieu de décembre, tout se borne donc à des escarmouches entre des détachements allemands et les garnisons des différentes places françaises de la région.

Mais il rentre dans la mission du XIV[e] corps allemand de dissiper les rassemblements français en faisant, le cas échéant, rayonner des colonnes dans les directions dangereuses. C'est pourquoi Werder doit se préoccuper de la présence, à Nuits, des troupes du général Cremer : il envoie dans cette direction une division. De cette détermination résulte, le 18 décembre, le combat de Nuits, fort honorable pour nos jeunes troupes, bien que les Allemands y remportent l'avantage, combat à la suite duquel Cremer se replie vers Beaune, tandis que Werder concentre à nouveau ses forces autour de Dijon.

Pendant le cours de ces différentes opérations, des divisions de réserve prussiennes, sous les ordres du général de Treskow, se sont emparées de Schelestadt (1), Neuf-Brisach (2) et ont mis le siège devant Belfort.

d) *Diversion de la 1re armée de la Loire dans l'Est.*

Mais, sur ce théâtre, les opérations vont prendre une nouvelle tournure. Depuis quelque temps, en effet, le gouvernement de la Défense nationale a formé le projet d'une diversion dans l'Est, exécutée par une partie de l'armée de la Loire. On a vu précédemment (caractéristique de la

(1) 14 octobre.
(2) 11 novembre.

deuxième partie de la campagne) l'attraction qu'exerce Paris sur l'un comme sur l'autre des deux adversaires. Puisque la capitale n'a pu être, jusqu'ici, secourue directement, le gouvernement français veut la dégager par une entreprise sur les communications des Allemands. L'idée de cette opération est très juste en soi. Mais elle péchera *dans la conception* parce que, au but principal, débloquer Paris, se joint un deuxième but, débloquer Belfort. Et alors, au lieu de réunir les forces françaises dans le bassin de la Saône pour marcher *dans la direction du Nord*, de manière à couper les communications, *très précaires*, des Allemands, on marchera presque *de l'ouest à l'est*, de Dijon sur Belfort, prêtant le flanc à l'adversaire.

L'idée de l'opération sur les communications ennemies péchera également *dans l'exécution*, sous le rapport de l'organisation du commandement, de l'organisation des transports et aussi sous le rapport de la *sûreté stratégique*.

Le commandement français omet totalement de faire surveiller et tenir les directions par lesquelles les Allemands peuvent envoyer des renforts au général de Werder.

Quoi qu'il en soit, *l'armée de l'Est*, à la tête de laquelle est placé le général Bourbaki, comprend, indépendamment des troupes qui se trouvent déjà dans le bassin de la Saône (1), quatre corps d'armée dont un (2) de nouvelle formation et trois (3) amenés du théâtre des opérations sur la Loire par chemin de fer.

Malheureusement, le manque d'habitude et d'organisation de ce mode de transport, appliqué à des troupes nombreuses, occasionne des encombrements et des lenteurs,

(1) Division Cremer.
(2) Se forme à Lyon et se dirige sur Besançon, porte le n° 24.
(3) 18e, dirigé de Bourges sur Chagny; 20e, dirigé de Saincaise sur Chalon-sur-Saône; puis 15e, qui viendra de Bourges sur Besançon.

tandis qu'il faudrait opérer avec la plus extrême rapidité.

Néanmoins, malgré ces lenteurs et malgré l'exactitude de certains renseignements, le grand état-major allemand reste pendant plusieurs jours dans l'incertitude la plus absolue sur les mouvements de Bourbaki.

Aussi les opérations commencent-elles avant que Werder puisse recevoir des renforts.

Les premiers mouvements ordonnés par le général Bourbaki ont pour but de réunir les éléments, assez dispersés, dont il dispose (1). Cette réunion se fait en avançant dans la direction générale de Belfort (2).

Les mouvements des troupes françaises, diversement interprétés, donnent lieu à des mouvements de détachements allemands, suivis d'une concentration, aux environs de Vesoul, des forces du général de Werder. Il en résulte des rencontres partielles dans la région de Vesoul (5 janvier), rencontres dont le résultat est de renseigner le général de Werder sur l'armée du général Bourbaki et de lui permettre, en conséquence, d'éclairer le grand état-major allemand qui se décide alors à lui envoyer des renforts. Mais, avant l'arrivée de ceux-ci, des rencontres décisives auront eu lieu.

En effet, Bourbaki forme alors le projet de déborder Werder par l'est, de le séparer de Belfort, de l'attaquer isolément, puis de se rabattre sur le corps de siège qui investit cette place.

Mais ce mouvement, pendant lequel nous défilons à peu près parallèlement au front de l'ennemi, s'exécute avec une extrême lenteur. Averti à temps de la direction que

(1) Voir les notes 1, 2 et 3 de la page précédente.

(2) Le 1er janvier, le front de marche de l'armée française s'étend de Besançon à Auxonne, la gauche à Dijon. Le 15e corps ne commencera à arriver que quelques jours plus tard.

nous suivons, Werder se propose de s'opposer au mouvement de Bourbaki et, à cet effet, de commencer par ralentir sa marche. Il dirige, dans ce but, une division sur Villersexel.

Combat de Villersexel (9 janvier 1871).

Il en résulte une rencontre, le combat de Villersexel, dans lequel, malgré notre grande supériorité numérique, dans une lutte acharnée, nous ne réussissons qu'à conserver le terrain du combat, mais non à écraser l'ennemi. Celui-ci atteint donc son *but*, nous *retarder*.

D'autres retards se produisent du fait que des questions d'approvisionnements obligent l'armée de l'Est à suspendre son mouvement pendant deux jours.

Werder dispose donc du temps suffisant pour nous barrer la route de Belfort en s'établissant solidement sur la ligne de la Lisaine.

Aussi l'armée de l'Est reprend-elle à peine sa marche qu'elle se heurte aux postes avancés des Allemands.

Le général Bourbaki arrête aussitôt ses dispositions pour livrer une bataille décisive.

Bataille d'Héricourt (15, 16, 17 janvier 1871).

C'est la bataille d'Héricourt. Elle dure trois jours, et bien que nous ayons une supériorité numérique considérable, la fatigue des troupes oblige, le soir du 3e jour, le général Bourbaki à ordonner la retraite. Il faut d'ailleurs ajouter que, pendant ces journées de combat, aucune sortie importante de la garnison de Belfort ne vient seconder les efforts de l'armée de l'Est.

e) *L'armée allemande du Sud.*

Les projets du général Bourbaki ont donc échoué. Néanmoins, l'armée de l'Est ne serait pas encore compromise si un nouveau danger ne venait alors la menacer.

En effet, le général de Manteuffel, commandant la

Ire armée allemande (1), reçoit, au commencement de janvier, le commandement d'une nouvelle armée, dite du Sud, formée des troupes du général de Werder et de deux corps d'armée qui viennent les renforcer.

L'armée du Sud a pour mission d'arrêter Bourbaki, d'empêcher le déblocus de Belfort et surtout de conserver à tout prix les communications entre Paris et le Rhin.

Le général de Manteuffel se propose en conséquence de marcher droit sur le général Bourbaki, de le suivre s'il débloque Belfort, d'agir au contraire dans son flanc s'il ne parvient pas à bousculer Werder. Ce plan n'est pas sans présenter des difficultés d'exécution, à cause de l'état des chemins dans le bassin supérieur de la Saône et aussi de l'obligation pour les Allemands de se couvrir du côté de Langres et de Dijon, où nous avons d'importantes garnisons.

Les deux corps de renfort (2) traversent les Faucilles entre Langres et Dijon, par quatre chemins étroits sans communication entre eux. Leur marche s'exécute sans autre difficulté que la rencontre indécise avec le corps de Garibaldi et d'une brigade chargée de masquer Dijon. La garnison de Langres ne bouge pas (3).

---

(1) Cette armée opère en ce moment dans le Nord. Nous en exposons plus loin les opérations. Le général de Manteuffel a remplacé Steinmetz que des dissentiments personnels avec le général de Moltke ont fait tomber en disgrâce et qui a été relevé de son commandement.

(2) Ces deux corps ont pris part aux opérations sous Metz et ont ensuite été l'un concourir au siege de Paris, l'autre à Auxerre pour relier le corps de Werder à l'armée du prince Frédéric-Charles.

(3) C'est ici que se manifeste toute particulièrement l'erreur commise dans le projet d'opérations de l'armée de l'Est, erreur qui a consisté à confier à la seule brigade Garibaldi le soin de surveiller les directions par lesquelles les Allemands pouvaient envoyer des renforts au général de Werder. Un corps d'armée n'eût pas été de trop. Cette mission eût pu être dévolue au 15e corps.

Bientôt le général de Manteuffel apprend le résultat de la bataille d'Héricourt et la retraite de l'armée française.

N'ayant plus désormais d'autre objet que de garantir les communications entre Paris et l'Allemagne, il se propose de s'attacher à Bourbaki, que Werder suit déjà dans sa retraite, et de l'obliger à une bataille dans laquelle les Allemands ont toutes les chances d'obtenir le succès.

L'armée de l'Est exécute sa retraite très lentement : elle met cinq jours pour atteindre Besançon, où les troupes se reposent pendant quatre jours. Ce temps d'arrêt cause leur ruine : lorsque le général Bourbaki veut reprendre sa marche, il trouve coupées toutes les routes du nord, de l'ouest et du sud-ouest.

Les troupes françaises sont trop démoralisées pour que l'on puisse songer à combattre. Le général Clinchant, qui remplace le général Bourbaki devenu indisponible, s'arrête au parti de se jeter dans les montagnes pour gagner Lyon par Pontarlier.

Trois jours après nos avant-gardes, au sud-ouest de Pontarlier, nos arrière-gardes au nord et à l'ouest de cette ville, s'engagent avec les avant-gardes allemandes, lorsque le général Clinchant reçoit la nouvelle de la conclusion d'un armistice. Le feu cesse des deux côtés, mais le lendemain l'armée de l'Est apprend avec découragement qu'elle n'a pas été comprise dans l'armistice.

Le général de Manteuffel, qui, dès la veille a été au courant de cette clause, a continué à s'avancer et nous ferme notre dernière ligne de retraite.

Le général Clinchant prend la détermination de franchir la frontière et, le 1er février, il passe en Suisse à la suite d'une convention avec les autorités helvétiques.

Opérations dans le Nord et en Normandie (1).

Pendant la marche des III[e] et IV[e] armées allemandes de Sedan sur Paris, le grand état-major allemand s'est borné, dans la région nord de la capitale, à faire occuper Laon et assiéger Soissons.

Ces opérations, comme nous l'avons vu, avaient pour but d'assurer les communications de l'armée d'investissement.

Faute de troupes disponibles, le grand état-major allemand fait surveiller, tout d'abord, par deux divisions de cavalerie et quelques fractions d'infanterie (2), les rassemblements français signalés, dès les premiers jours d'octobre, dans les régions de Lille et de Rouen.

Organisation des armées françaises du Nord et de Normandie.

Dans la région de Lille, le général Bourbaki, chargé d'organiser la défense, a rassemblé quelques troupes de nouvelle formation et des dépôts tirés des places fortes.

Dans la région de Rouen, le général Briand a réuni sous ses ordres environ 20.000 hommes, en grande majorité des gardes mobiles.

Ces deux groupements français, bien qu'opérant à peu de distance l'un de l'autre, ne seront jamais réunis sous un même commandement. Il en résultera fatalement une absence de coordination dans leurs efforts.

Marche de la 1re armée allemande de Metz sur la Somme.

La capitulation de Metz (28 octobre) permet au général de Moltke d'envoyer vers la Somme la I[re] armée (deux corps d'armée et une division de cavalerie) sous les ordres du général de Manteuffel. Pendant ce temps, la II[e] armée est dirigée vers la Loire.

Le général de Manteuffel se propose de pénétrer entre

(1) Planche XX.
(2) Etablies à Beauvais et à Gisors.

les forces françaises du Nord et celles de Normandie pour empêcher leur jonction et de les battre ensuite séparément.

Le 25 novembre, la Ire armée atteint la ligne Roye-Montdidier, au contact avec l'armée du Nord qui, sous le commandement provisoire du général Farre, s'est portée sur la rive gauche de la Somme pour couvrir Amiens.

Bataille d'Amiens ou de Villers-Bretonneux (27 novembre).

L'armée française, à cheval sur l'Arve occupe, de Villers-Bretonneux aux lignes de Dury, un front de 20 kilomètres, beaucoup trop étendu pour son effectif (environ 17.000 hommes).

Le général de Manteuffel prononce son attaque sur tout notre front; son corps de gauche échoue devant les lignes de Dury, son corps de droite refoule les troupes françaises qui occupent Boves et Villers-Bretonneux.

Pendant la nuit, le général Farre fait passer son armée sur la rive droite de la Somme dont il détruit les ponts : « Son front démesuré l'exposait à un désastre et il fallut qu'il se trouvât en face de dispositions encore plus vicieuses que les siennes, pour qu'il sauvât son armée sans trop de pertes (1). »

Marche de la 1re armée sur Rouen.

Cependant, le grand état-major allemand suppose, à tort d'ailleurs, que les forces françaises les plus importantes se trouvent dans la région de Rouen.

Laissant une brigade à Amiens (2), le général de Manteuffel se porte sur Rouen.

Les troupes du général Briand n'opposent à la marche des Allemands qu'une très faible résistance (combat de Buchy, 4 déecembre). Le 5 décembre, la Ire armée occupe Rouen.

Des colonnes mobiles rayonnent ensuite dans les dépar-

(1) Général Palat.
(2) La citadelle d'Amiens a capitulé dès le 29 novembre.

tements de l'Eure et de la Seine-Inférieure pour désarmer les gardes nationales et rançonner les villages.

Le général de Manteuffel se propose alors de pousser ses opérations jusqu'au Havre, le deuxième port de France, par où l'Amérique et l'Angleterre nous ravitaillent en vivres, armes et munitions. Il en est empêché par l'annonce de l'offensive de l'armée du Nord.

Offensive de l'armée du Nord vers La Fère. Combat de Pont-Noyelle (22 décembre).

En effet, dans les premiers jours de décembre, le général Faidherbe a pris le commandement de l'armée du Nord (1). Il se propose de réoccuper Amiens, en profitant de l'éloignement de la I^re^ armée allemande. Il prend, en conséquence, l'offensive dès le 8 décembre. Dans sa pensée, son mouvement en avant doit avoir au moins pour résultat d'arrêter les progrès des Allemands en Normandie.

La surprise de Ham (2) (9 décembre) et la démonstration de l'armée de Faidherbe sur La Fère (12 décembre) inquiètent le grand état-major allemand qui, craignant pour les communications de l'armée d'investissement, prescrit au général de Manteuffel de concentrer ses troupes dans une position centrale, à Beauvais, pendant que des renforts lui sont envoyés d'urgence de Paris et de Mézières.

Bataille de Pont-Noyelle (23 décembre).

Renonçant à reprendre Amiens (que le commandant de la garnison allemande menaçait d'un bombardement au cas d'une offensive française sur la place), le général Faidherbe établit son armée, dès le 15 décembre, sur la rive gauche de l'Hallue.

Nos troupes occupent, en arrière du village de Pont-Noyelle, une ligne de hauteurs s'étendant de Vadencourt

(1) Le général Bourbaki, successeur du général Farre, avait accepté le commandement du 18^e^ corps à l'armée de la Loire. L'armée du Nord compte environ 30.000 hommes.

(2) Le général Lecointe enleva, par surprise, la garnison prussienne (plus de 200 hommes).

à la Somme. Faidherbe fait renforcer la position par des fortifications passagères.

En avant du front, la rivière de l'Hallue forme un obstacle sérieux.

Plusieurs villages de la vallée sont occupés comme postes avancés; malheureusement, faute d'instructions précises, les troupes se croiront « autorisées à les évacuer dès les premiers coups de fusil (1) ».

Le 23 décembre, le général de Manteuffel lance contre l'armée du Nord une attaque de front combinée avec un mouvement tournant sur notre droite. Grâce aux points d'appui organisés défensivement, nos jeunes troupes soutiennent le choc des Allemands qu'elles empêchent de déboucher de la vallée de l'Hallue. Dans la soirée même, plusieurs retours offensifs nous rendent la possession de certains postes avancés, trop vite abandonnés le matin.

Du côté des Allemands, le mouvement tournant, trop excentrique, se produit trop tard et ne donne aucun résultat sérieux.

L'armée française couche sur le champ de bataille. Mais elle est très éprouvée par les fatigues et par une température extrêmement rigoureuse; de plus, les munitions et les vivres commencent à manquer. Dans ces conditions, le général Faidherbe ordonne (2) la retraite dans la direction d'Arras et de Douai. Il renonce donc à entreprendre, de l'Hallue à la Scarpe, « la retraite par échelons qui vient de si bien réussir à Chanzy, d'Orléans au Mans (1) ».

Voulant se rendre maître de toute la ligne de la Somme, Manteuffel fait alors entreprendre le siège de Péronne.

Un corps d'armée s'établit à Bapaume pour couvrir cette opération.

(1) Général Palat.
(2) 24 décembre.

Dès les premiers jours de janvier, le général Faidherbe se reporte en avant pour débloquer Péronne. Il remporte à Bapaume, sur le corps d'armée chargé de protéger le siège, un succès que la nuit et l'arrivée de renforts allemands empêchent de rendre décisif. De plus, la fatigue des troupes, très éprouvées par le froid, oblige le général Faidherbe à rétrograder encore : il ramène son armée près d'Arras. Bataille de Bapaume (3 janvier).

Quelques jours après, Péronne capitule. Les Allemands, maîtres de la ligne de la Somme, barrent à l'armée du Nord la route de Paris.

Par suite du départ du général de Manteuffel pour l'armée du Sud, le général de Gœben vient de prendre le commandement de la I^re^ armée.

D'autre part, informé que l'armée de Paris va tenter un suprême effort pour rompre l'investissement, le général Faidherbe veut la seconder en attirant sur lui-même une partie des troupes de blocus. Il compte donner le change au général de Gœben en exécutant une démonstration sur Amiens et se porter rapidement dans la vallée de l'Oise tandis que les Prussiens masseront leurs forces vers l'ouest.

Mais le mauvais temps retarde la marche de nos troupes et une attaque intempestive sur Saint-Quentin attire dès le premier jour l'attention du général de Gœben qui ne tarde pas à être fixé sur les intentions de son adversaire et manœuvre en conséquence : l'aile gauche allemande, partie d'Amiens, se rabat sur les derrières de l'armée du Nord; le centre traverse la Somme à Péronne pour venir prendre cette même armée de flanc; enfin l'aile droite se prolonge jusqu'à l'Oise pour couper la route et le chemin de fer de Saint-Quentin à Paris.

Bataille de Saint-Quentin (19 janvier 1871).

Toutes ces forces, convergeant vers Saint-Quentin, amènent après quelques engagements partiels la bataille de Saint-Quentin, « victoire péniblement acquise » (1) pour les Allemands, à la suite de laquelle l'armée du Nord rétrograde dans la direction de Cambrai.

Après d'inutiles tentatives sur cette place et sur celle de Landrecies, le général de Gœben reprend ses positions sur la Somme.

Le général Faidherbe s'apprête à recommencer les opérations actives lorsque l'armistice du 28 janvier met fin aux hostilités.

Opérations sous Paris (2).

Après la bataille de Sedan, les III^{e} et IV^{e} armées allemandes se sont dirigées sur Paris.

Les forces françaises chargées de défendre la capitale comprennent à peine 60.000 hommes de troupes régulières (deux corps d'armée (3) et 15.000 marins) auxquelles il faut ajouter 100.000 mobiles et quelques groupes de francs-tireurs.

Le général Trochu est gouverneur de Paris; le général Ducrot, évadé de captivité, est investi du commandement des 13^{e} et 14^{e} corps d'armée.

Malgré deux combats livrés à Montmesly (17 septembre) et à Châtillon (19 septembre) pour retarder l'investissement, les deux armées allemandes entourent la capitale dès le commencement d'octobre : III^{e} armée,

(1) Historique officiel allemand.
(2) Planche XXI (croquis B).
(3) 13^{e} et 14^{e} corps, de nouvelle formation.

au sud et au sud-ouest; IV^e^ armée, au nord et au nord-est.

Le siège proprement dit comprend deux phases : 1° reconnaissances offensives; 2° grandes sorties pour percer.

1° Reconnaissances offensives.

Elles commencent par le sud et vont dans le sens des aiguilles d'une montre.

Leur but est de reconnaître les positions ennemies et d'élargir le cercle d'investissement. A cet effet sont livrés successivement les combats de Villejuif (23 septembre), Chevilly (30 septembre), Châtillon (13 octobre) et la Malmaison (21 octobre).

Enfin, le 28 octobre, un coup de main des francs-tireurs nous rend maîtres du Bourget qui, malheureusement, retombe deux jours plus tard aux mains des Allemands.

La perte du Bourget, coïncidant avec la capitulation de Metz et avec des bruits d'armistice qui déplaisent à l'opinion publique, amène dans Paris l'émeute difficilement réprimée du 31 octobre : les troupes assiégées auront désormais à compter avec les ennemis du dedans.

Cependant les négociations pour l'armistice ont échoué.

D'autre part, les bataillons de mobiles présentent maintenant assez de consistance pour être portés en première ligne; aussi, le commandement va-t-il essayer de percer la ligne d'investissement.

2° Grandes sorties pour percer.

A l'annonce de la bataille de Coulmiers, l'opinion

publique réclame une sortie pour tendre la main à l'armée de la Loire. Celle-ci en est prévenue (1).

Les premières opérations ont donné la certitude qu'il ne faut pas espérer percer les lignes d'investissement par le sud ou le sud-ouest. On s'arrête donc au projet d'effectuer une sortie par le secteur entre Marne et Seine où l'ennemi paraît moins nombreux.

Cette région présente, par contre, le désavantage de n'être pas protégée par le canon des forts. De plus, il nous faudra tout d'abord exécuter le passage de la Marne.

Bataille de Champigny (2 décembre)

L'exécution de ce projet donne lieu à la bataille de Champigny : nos troupes sont refoulées sur Paris.

Quelques jours après, une communication du grand état-major allemand ayant appris la défaite et la retraite de l'armée de la Loire, les espérances se tournent vers l'armée du Nord et l'on tente une nouvelle sortie pour donner la main à cette armée.

Il en résulte une série de combats autour du Bourget que les Allemands ont transformé en une véritable forteresse, nécessitant un siège en règle. Le froid excessif fait renoncer à cette entreprise et nos troupes sont ramenées dans leurs cantonnements.

A la fin de décembre, les Allemands commencent le bombardement de Paris dans le but d'accélérer la reddition de la place où la famine suffit déjà à rendre intenable la situation des assiégés. Sous l'influence des souffrances endurées, l'opinion publique s'exalte. Ignorante des choses militaires, elle réclame une « sortie torrentielle » dont elle attend le salut.

Bataille de Buzenval (19 janvier)

Pour lui donner satisfaction, il est décidé qu'une grande sortie aura lieu vers Montretout sous la protec-

(1) Nous avons vu comment son offensive prématurée vient échouer à Loigny.

tion des canons du Mont-Valérien : le 19 janvier, les attaques françaises viennent se buter contre une zone où les Allemands ont accumulé des moyens de défense. C'est la bataille de Buzenval, que l'on a qualifiée de « folie héroïque » et qui n'aboutit à aucun résultat.

Cependant, le terme de la résistance est arrivé : le 23 janvier s'ouvrent à Versailles des négociations qui aboutissent à un armistice, signé le 28.

Il ne comprend ni Belfort ni l'armée de l'Est et nous avons vu plus haut les conséquences de cette omission.

Les termes stipulent le désarmement de l'armée régulière de Paris, déclarée prisonnière de guerre, et par contre accordent le maintien de ses armes à la garde nationale, ce qui va rendre possible l'insurrection de la Commune (1).

En définitive, Paris succombe après quatre mois et demi d'investissement, vaincu par la famine, après une résistance qui peut être mise en parallèle avec les défenses les plus mémorables dont l'histoire fasse mention, ayant improvisé des hommes et du matériel, ayant enduré les plus pénibles souffrances, ayant surtout produit d'héroïques efforts que seule peut-être la capitulation de Metz a rendus stériles (2).

Les préliminaires de la paix sont signés à Versailles le 1er mars et transformés en paix définitive par le traité de Francfort (10 mai 1871).

La France paye une indemnité de guerre de cinq milliards. Elle abandonne aux Allemands l'Alsace et une partie de la Lorraine.

---

(1) La responsabilité des conséquences de l'armistice incombe à un membre du gouvernement, M. Jules Favre.

(2) En rendant disponible l'armée du prince Frédéric-Charles.

Nous conservons le territoire de Belfort (1) dans le Haut-Rhin (2), mais nous cédons le reste de ce département, celui du Bas-Rhin, les arrondissements de Metz et de Thionville dans la Moselle, ceux de Château-Salins et de Sarrebourg dans la Meurthe, le canton de Schirmeck dans les Vosges.

Nos défaites ont encore un autre résultat : elles sanctionnent l'unité allemande.

Le 18 janvier, le roi de Prusse a été couronné empereur d'Allemagne au château de Versailles : le but de M. de Bismarck est atteint.

Depuis la guerre, on a beaucoup disserté en France sur les causes de nos désastres.

On les attribue généralement à notre faiblesse numérique et à l'infériorité de notre matériel d'artillerie.

L'histoire militaire est riche en exemples de petites armées mettant en déroute des adversaires beaucoup plus nombreux.

Il s'est même rencontré, au cours de la guerre franco-allemande, maintes circonstances où le commandement français s'est trouvé en mesure d'obtenir sur un champ de bataille l'avantage du nombre : il n'a pas su les mettre à profit.

Quant à l'infériorité de notre matériel d'artillerie, il semble qu'il eût été possible de la compenser dans une large mesure par un judicieux emploi de l'arme perfectionnée dont notre infanterie venait d'être pourvue : celle-ci laissait bien loin en arrière le fusil assez médiocre des troupes prussiennes.

Nous avons déjà dit qu'en 1866 la situation des Prussiens vis-à-vis des Autrichiens était, au point de vue de

(1) La place de Belfort a résisté jusqu'à la fin de la guerre.
(2) Planche XIX (croquis A).

l'armement, analogue à celle des Français de 1870 vis-à-vis des vainqueurs de Sadowa.

Pour nous, la vérité réside dans ce fait que les troupes allemandes étaient mieux organisées que les nôtres ; elles ont été surtout mieux commandées. Encore une fois, l'histoire a infirmé ces théories spécieuses qui font dépendre exclusivement le succès de la valeur individuelle du soldat : une troupe vaut ce que valent ses chefs, ceux qui la préparent pendant la paix comme ceux qui la dirigent pendant la guerre.

Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée.

Si le commandement français de 1870 s'est montré inférieur à sa tâche, les chefs qui l'ont exercé n'en sauraient supporter qu'une part très restreinte de responsabilité. Ils ont été de leur temps, ils ont pris au milieu dans lequel ils se sont développés ses qualités brillantes, — hélas ! aussi ses erreurs.

Au cours même de la campagne, ils ont su, en regard de leurs fautes techniques, faire preuve d'un héroïsme auquel nos vainqueurs eux-mêmes se sont plu à rendre hommage. — Au lendemain de la guerre, ils ont su se dégager de traditions décevantes et prendre la tête du mouvement fiévreux dirigé vers cette réparation future à laquelle on doit penser toujours sans en parler jamais.

Méditons l'exemple de ces sénateurs romains qui, se portant au-devant d'un consul vaincu sur le champ de bataille, lui exprimèrent leurs remerciements pour n'avoir pas douté de la Patrie.

Et nous, non plus, ne doutons pas...

GUERRE TURCO-RUSSE [1]

Causes de la guerre.

La guerre entre la Russie et la Turquie (2) a, comme tous les conflits entre ces deux puissances, une cause avouée : le désir de la Russie de protéger les chrétiens d'Orient.

La cause réelle est la nécessité pour cette puissance d'assurer le débouché des Dardanelles et du Bosphore à sa marine militaire, qui ne dispose encore d'autres ports *libres de glace* l'hiver que ceux de la mer Noire.

On se rappelle que le traité de Paris, qui a terminé l'expédition de Crimée, a neutralisé la mer Noire.

En 1870, la Russie profite des embarras suscités aux puissances occidentales par la guerre franco-allemande pour obtenir l'abrogation de cette clause. Cette première satisfaction obtenue, la Russie recherche l'occasion d'un conflit avec la Turquie.

A l'instigation de la Russie, l'Herzégovine, la Bosnie et la Bulgarie se soulèvent en 1875 contre la domination turque : les puissances européennes interviennent diplomatiquement pour faire suspendre les hostilités et demandent à la Porte de consentir à des *réformes administratives* propres à amener la pacification des provinces insurgées. Le gouvernement turc, tout en répondant qu'il se conformera au désir des puissances européennes, cherche à réprimer l'insurrection par la force.

---

(1) Planche XXII.

(2) Principales sources bibliographiques : général Bonneau, *La Guerre russo-turque;* général Izzet-Fuad-Pacha, *Les Occasions perdues.*

Les exactions commises par les troupes turques ont pour résultats que la Serbie, le Montenegro et la Bulgarie s'insurgent à leur tour.

Quelques succès remportés par l'armée turque décident la Russie à intervenir : elle adresse à la Turquie un *ultimatum*, l'invitant à cesser les hostilités et à entrer en négociations, en vue de la paix, avec les provinces insurgées.

La Turquie consent à un armistice. Une conférence *internationale* se réunit alors à Constantinople, pour régler pacifiquement les différends entre le sultan et ses vassaux chrétiens.

Le sultan promet des réformes, mais il tient si peu ses promesses qu'au printemps de 1877, une nouvelle conférence internationale se réunit à Londres et déclare que si la Porte ne se décide pas à améliorer la condition de ses sujets chrétiens, les grandes puissances européennes aviseront *en commun* aux moyens d'obtenir ce résultat.

Toutefois l'Angleterre, dont les intérêts sont opposés à ceux de la Russie, cherche à éviter le conflit en demandant, avant toute action des puissances européennes, le désarmement de la Russie et de la Turquie.

La Russie n'y veut consentir que moyennant des *garanties*. La Turquie refusant de les accorder, la Russie se décide à entreprendre seule l'action militaire et déclare la guerre (24 avril 1877).

Elle aura comme alliée la Roumanie, qui espère s'affranchir de la suzeraineté ottomane.

Caractères des armées belligérantes.

Au moment de la déclaration de guerre, la Russie est en plein travail de réorganisation de son système militaire sur des bases analogues à celui des Etats européens occidentaux.

Son armée est cependant, sous le rapport de l'orga-

nisation et du commandement, très supérieure à l'armée turque.

Quant à celle-ci, elle se compose de soldats solides et pourvus d'un armement très suffisant, mais elle n'a qu'une organisation embryonnaire.

Les corps ne sont groupés ni en corps d'armée ni même, souvent, en divisions. Le commandement n'est pas à hauteur de sa tâche et n'a nullement été préparé à son rôle (1).

Il en résultera que les Turcs ne sauront pas tirer parti des moyens dont ils disposent.

L'*éparpillement* de leurs forces sera la caractéristique de la campagne. Leur armée sera « comme un gros cuirassé d'escadre, incapable de se mouvoir par gros temps et lançant des détachements comme des torpilles qui iraient se perdre, les unes après les autres, dans l'océan des armées impériales russes, en y faisant des trous aussitôt refermés » (2).

Forces des belligérants, leur répartition.

La Russie forme deux armées, l'une destinée à opérer en Europe (armée du Sud), l'autre qui doit agir en Asie (armée du Caucase) (3).

L'*armée du Sud* se réunit en Bessarabie, sous les ordres du grand-duc Nicolas. Elle comprendra six corps d'armée et un corps d'éclaireurs (Skobeleff) (4).

---

(1) « De tous les officiers qui étaient là, une infime minorité avait acquis ses grades régulièrement; la majorité était composée par les « protégés »! Le favoritisme, le caprice tenaient lieu de *choix* et *d'ancienneté*. » (Fuad-pacha.)

(2) Fuad-pacha.

(3) Nous n'étudierons que les opérations en Europe.

(4) Chaque corps d'armée comprend deux divisions d'infanterie, une division (4 régiments) de cavalerie et 12 batteries d'artillerie réparties en deux brigades, à raison d'une brigade par division.

De plus, deux corps d'armée constituent une *armée d'observation* sur les côtes de la mer Noire.

Enfin, des corps de réserve se mobilisent à l'intérieur.

La Turquie dispose d'une armée dite *du Danube*, destinée à opérer contre les forces russes d'Europe.

De plus, il y a un corps en Asie et des détachements nombreux pour occuper les pays révoltés.

L'armée du Danube (1) est sous les ordres du muchir Abdul-Kérim, vieillard infirme qui sera, d'ailleurs, relevé de son commandement dès le début des opérations.

Cette armée est réunie en plusieurs groupes :

1° Groupe de l'Est, aux ordres directs d'Abdul-Kérim : un corps dans la Dobrutscha, un corps autour de chacune des places fortes du « quadrilatère » Silistrie, Routschouk, Varna, Schoumla ;

2° Groupe de l'Ouest, aux ordres d'Osman pacha : un corps dans la région du Timok et à Widdin ;

3° Plus en arrière, des réserves vers Sophia et les Balkans.

Les Turcs ont, d'autre part, sur le Danube, une flottille cuirassée qui sera bientôt réduite à l'impuissance par les Russes.

Projet d'opérations.

Le but poursuivi par la Russie en déclarant la guerre indique que le *principal théâtre des hostilités* doit être la Turquie d'Europe.

En remportant, sur ce théâtre, une victoire décisive sur le gros des forces turques, l'armée russe obtiendrait la fin des hostilités.

La diplomatie russe pourrait ensuite traiter de la paix sur les bases voulues par le tsar.

Il faudrait, à cet effet, réunir tout d'abord en Tur-

(1) Planche XXIII.

quie d'Europe des forces suffisantes pour venir à bout de l'armée turque.

Mais l'état-major russe n'attribue à l'ennemi qu'une force de résistance très minime.

De plus, il estime qu'il ne faut pas donner à l'armée turque le temps d'entrer en Roumanie et de défendre, derrière la ligne du Sereth, le défilé formé par les Carpathes, d'une part, et le cours du Danube, d'autre part, défilé qu'il serait très difficile de franchir s'il était sérieusement défendu.

Enfin la diplomatie russe désire que les hostilités commencent le plus tôt possible, en raison des circonstances qui ont amené la déclaration de guerre.

Pour ces différents motifs, la Russie va entamer immédiatement les hostilités (1), sans se donner l'appoint des forces qu'une entrée en campagne plus tardive aurait permis de mettre en jeu.

L'état-major russe se propose, en conséquence :

1° De franchir le Sereth;

2° De pénétrer en Roumanie (2) et de franchir le Danube, dans la région de Nicopolis-Sistova, c'est-à-dire en dehors des régions où de gros rassemblements de forces turques ont été effectués.

Le projet d'opérations ne prévoit rien après le passage du Danube, car on pense qu'une rencontre décisive se produira dans la Bulgarie, au sud du Danube.

Du côté turc, le projet d'Abdul-Kérim est le suivant : « Etant donné que les armées russes devront tôt ou tard trouver un point de passage et qu'elles passeront

(1) L'armée russe a été réunie en Bessarabie, pendant la période de tension politique.

(2) Cette puissance, vassale de la Turquie, accorde à l'armée russe le libre passage sur son territoire.

coûte que coûte, il vaut mieux les laisser passer, les attirer dans le quadrilatère Silistrie - Routschouck - Varna - Schoumla et, une fois qu'elles seront dans cette zone, les épuiser et les battre en détail (1). »

Un projet de ce genre échappe à la critique.

L'inertie d'Abdul-Kérim amènera sa destitution lorsque les Russes auront franchi le Danube. Le sultan essaiera alors d'organiser un semblant de manœuvre : il n'y pourra pas réussir en raison de la mauvaise organisation de son armée.

Premières opérations.

Le 24 avril 1877, jour fixé pour le commencement des hostilités, un fort détachement russe occupe le pont de Barboche sur le Sereth (2).

La flottille turque du Danube, bien qu'elle ait reçu l'ordre de détruire ce pont, dès la déclaration de guerre, arrive trop tard pour effectuer cette destruction.

L'armée russe, maîtresse du passage du Sereth, entre en Roumanie et se dirige vers la région de Bucharest.

Le gros de cette armée se groupe autour de Bucharest, tandis qu'une « couverture » constituée par plusieurs divisions d'infanterie et de cavalerie borde le Danube, depuis le confluent de l'Olto jusqu'en aval de Silistrie. De plus, un fort détachement occupe le bas Danube et garde les communications de l'armée avec la Russie.

Les dispositions qui précèdent ont pour but de garder le cours du Danube contre les entreprises des Turcs et

(1) Fuad-pacha.

(2) Près de son confluent avec le Danube.

de préparer le passage du fleuve en un point sur lequel l'ennemi est laissé dans la plus complète incertitude (1).

Il est d'autant plus nécessaire de réaliser cette dernière condition que des inondations exceptionnelles rendent le fleuve plus difficilement franchissable, d'où *retard* apporté à l'opération et, par suite, difficulté d'agir *par surprise*.

La nécessité d'éviter les régions avoisinant celles où les forces turques se sont réunies, jointe à celle non moins impérieuse de jeter un pont qui fasse communiquer des routes existant de part et d'autre du fleuve, limite le choix du point de passage aux abords de Nicopolis, ville forte occupée par les Turcs, et à ceux de Sistova, ville ouverte.

L'état-major russe opte d'abord pour les abords de Nicopolis, malgré les difficultés tactiques qui peuvent en résulter, en raison des facilités que donne le cours de l'Olto pour réunir des moyens de passage, en raison également de la largeur du Danube à Sistova, largeur encore augmentée par l'inondation.

Les corps russes se mettent, en conséquence, en mouvement pour se rapprocher de Nicopolis ; mais une baisse sensible des eaux du Danube s'étant produite, on décide, en définitive, d'effectuer le passage à Sistova. Ces tergiversations déterminent un nouveau retard.

Pour attirer l'attention des Turcs en dehors du point choisi pour l'opération, des démonstrations sont faites en divers endroits du cours du Danube, particulièrement dans la Dobrutscha.

---

(1) Ces dispositions répondent à leur but. Le gros de l'armée russe est dans une situation centrale par rapport à la « couverture ». Il peut se porter rapidement à l'endroit que les Turcs menaceraient.

Il est à remarquer que ces démonstrations ne trompent nullement l'état-major turc, lequel est exactement renseigné sur les mouvements du gros des forces russes. Il n'y a donc, en réalité, aucun effet de surprise et si les Russes peuvent effectuer leur passage sans difficulté, ils le doivent seulement à l'inertie d'Abdul-Kérim, qui ne veut rien faire pour s'opposer à leur entreprise.

Passage du Danube (27 juin 1877).

Le 26 juin au soir, une division russe d'avant-garde (1) passe le Danube sur des pontons, bouscule la faible garnison turque de Sistova, et occupe cette ville. Elle est ensuite rejointe par deux autres divisions qui s'établissent sur la rive droite du fleuve pour protéger la construction du pont.

Celui-ci est terminé dans les premiers jours de juillet : le gros de l'armée russe traverse alors le Danube et pénètre en Bulgarie.

Offensive russe en Bulgarie.

Il résulte de ce qui a été dit précédemment au sujet de la répartition des forces turques, que l'armée russe, après avoir pénétré en Bulgarie, a : 1° sur sa gauche l'armée d'Abdul-Kérim; 2° sur sa droite celle d'Osman pacha; 3° devant elle des détachements dans les Balkans.

Le grand-duc Nicolas aurait dû se proposer tout d'abord de détruire successivement les divers groupes turcs, en les accablant l'un après l'autre avec la totalité de ses forces.

Au lieu de cela, considérant que ces groupes ne sont

(1) Commandée par le général Dragomiroff.

pas susceptibles d'une résistance sérieuse, il se propose d'immobiliser par des détachements l'armée d'Abdul-Kérim et celle d'Osman pacha, tandis qu'avec le reste de ses forces, il prendra un *objectif géographique*, Constantinople, où il espère arriver sans difficulté et dicter la paix.

En conséquence, un corps d'armée (1) est dirigé vers Nicopolis contre l'armée d'Osman pacha; deux corps d'armée (2) sont envoyés pour masquer l'armée d'Abdul-Kérim; deux corps d'armée restent en réserve et gardent les communications.

Il ne reste plus de la sorte au grand-duc Nicolas, pour effectuer l'opération qu'il considère comme la principale, celle qu'il va diriger en personne, *qu'un seul corps d'armée*. Celui-ci sera précédé d'un détachement, dit d'avant-garde, aux ordres du général Gourko, et composé principalement de cavalerie.

Du côté turc, après le passage du Danube par les Russes, le sultan reproche à Abdul-Kérim son inaction et lui ordonne de prendre ses dispositions pour couvrir Sophia et Andrinople (3).

De plus, le sultan décide que les corps turcs précédemment envoyés en Serbie et en Herzégovine pour y réprimer l'insurrection, seront rappelés pour opérer dans les Balkans et en défendre les passages.

Raid de Gourko.

Le détachement d'avant-garde du général Gourko a pour mission de s'emparer d'un des passages des Balkans en vue des opérations ultérieures et d'envoyer des

(1) Aux ordres du général Krudener.

(2) Aux ordres du tsaréwitch.

(3) Seule l'armée d'Osman pacha va prendre l'offensive pour couvrir Sophia. Quant à Abdul-Kérim, il reste inactif, ce qui ne tardera pas à amener sa destitution.

partis de cavalerie au sud des montagnes pour favoriser l'insurrection des populations chrétiennes.

Le général Gourko entre à Tirnovo, point de jonction des routes qui conduisent aux passages principaux des Balkans (7 juillet).

Il se propose ensuite d'occuper le *col de Chipka*. A cet effet, une partie du détachement Gourko attaquera de front le détachement turc chargé de la garde du col, tandis que Gourko, avec le reste de ses forces, viendra l'attaquer à revers après avoir traversé les Balkans au col du Traître, qui se trouve à l'est de celui de Chipka.

Ces deux attaques doivent être simultanées. En réalité, il est impossible de les coordonner. Elles se produisent donc l'une après l'autre et échouent successivement.

Néanmoins, le détachement turc, craignant d'être cerné, demande à capituler et profite des pourparlers entamés pour s'échapper de nuit vers le sud.

Gourko, après avoir alors opéré la jonction de ses deux colonnes, envahit la région au sud des Balkans. Il coupe quelques lignes télégraphiques, quelques voies ferrées, inflige quelques échecs partiels à des détachements turcs de faible effectif; mais, en dépit de l'insurrection, escomptée, des populations chrétiennes, il est bientôt obligé de se replier devant l'arrivée du corps turc rappelé de l'Herzégovine, aux ordres de Suleiman pacha.

Quant au grand-duc Nicolas, il a occupé le col de Chipka, ainsi que les passes avoisinantes avec le corps d'armée dont il dispose, mais son attention va être maintenant attirée d'un autre côté.

Opérations contre Osman pacha.

En effet, vers l'ouest, le corps d'armée russe du général Krüdener, chargé d'opérer contre Osman pacha, s'est emparé de la place forte de Nicopolis (1).

A cette nouvelle, Osman pacha, qui a pris l'offensive, s'est porté sur Plewna, carrefour de routes nombreuses entre la Roumanie et les principales localités de la Bulgarie. Il y a également appelé des troupes de réserve, disponibles à Sophia.

Première bataille de Plewna (20 juillet).

Aussitôt après la prise de Nicopolis, le général Krüdener a reçu l'ordre d'occuper Plewna (2). Mais, mal renseigné, il a vu ce point occupé par un simple détachement et l'a fait attaquer par *un détachement*. Celui-ci a subi un échec complet.

A la suite de cette première bataille, Osman pacha a fait construire autour de Plewna une série d'ouvrages de fortification qui vont transformer la ville en un camp retranché.

Le grand-duc Nicolas reconnaît alors qu'il faut se débarrasser de l'armée d'Osman pacha, avant de songer à poursuivre la marche entamée vers le sud des Balkans.

En conséquence, il envoie au général Krüdener des renforts importants, tirés des deux corps d'armée de réserve. Cet appoint donne au général Krüdener un effectif sensiblement égal aux forces d'Osman pacha contre lesquelles il prononce une nouvelle attaque. Malgré des assauts réitérés, les Russes échouent dans leurs tentatives contre les ouvrages turcs parce que leurs attaques sont décousues et surtout parce que, à l'en-

Deuxième bataille de Plewna (30 juillet).

(1) Dont la possession donne aux Russes la facilité d'avoir un nouveau pont sur le Danube.

(2) Encore un objectif géographique.

contre de leurs adversaires, ils ne savent pas *utiliser le terrain* (1).

Heureusement pour les Russes, le défaut d'organisation de l'armée turque ne permet pas à Osman pacha de mettre à profit son succès pour effectuer aussitôt une *poursuite* vigoureuse.

Défensive russe en Bulgarie.

Nouveaux projets d'opérations : 1° russe.

Le deuxième échec de Plewna, coïncidant avec la retraite du général Gourko, montre à l'état-major russe que l'armée turque n'est pas un facteur négligeable.

Par suite des dispositions défectueuses prises au début des opérations, les Russes n'ont encore infligé aucun échec sérieux à leurs adversaires; de plus, ayant disséminé leurs forces, ils sont faibles partout.

Les événements les obligent maintenant à renoncer à leurs premiers projets et à opter entre les deux déterminations suivantes : ou bien abandonner le terrain gagné et grouper toutes leurs forces en vue d'une action décisive, ou bien conserver le terrain acquis et y rester sur la défensive en attendant des renforts, appelés de Russie, qui permettront de reprendre les opérations actives.

La première détermination conduirait à des résultats plus certains, mais elle aurait des inconvénients politiques et moraux. Aussi adopte-t-on la deuxième, bien qu'elle retarde la solution du conflit, parce que les immenses ressources de la Russie permettent de compter néanmoins sur le succès final.

(1) L'art d'utiliser le terrain est devenu, par suite des perfectionnements de l'armement, une condition essentielle de la réussite de toute attaque.

En conséquence, en attendant l'arrivée des renforts, l'armée russe, sur la défensive, va former trois groupes : 1° au centre, un corps d'armée, au col de Chipka (1); 2° à l'est, devant le « quadrilatère », le groupe commandé par le tsaréwitch, deux corps d'armée renforcés d'une division; 3° à l'ouest, devant Plewna, deux corps d'armée.

Les forces non employées dans cette répartition restent en réserve et gardent le pont sur le Danube.

L'état-major russe compte du reste reprendre au bout de peu de temps une offensive partielle.

En effet, l'armée roumaine (2), qui, jusqu'à présent, est restée sur la rive gauche du Danube, est invitée à venir se joindre aux deux corps russes qui sont devant Plewna. Ces deux corps passeront alors sous le commandement du prince de Roumanie, qui aura pour mission de détruire l'armée d'Osman pacha avec toutes les forces dont il dispose (3).

2° turc. Du côté turc, Abdul-Kérim, destitué, est remplacé par Méhémet-Ali.

Celui-ci va essayer de donner aux opérations une impulsion active. Mais il sera gêné par le défaut d'organisation de l'armée turque, qu'il va cependant former en corps d'armée, et surtout par le mauvais vouloir de ses sous-ordres.

C'est ainsi qu'ayant projeté de faire occuper les Russes sur leur front par Suleiman pacha et d'agir offensi-

(1) Le détachement Gourko a été dissous. Depuis quelque temps, le détachement Skobeleff a été réparti entre les différents corps.

(2) La Roumanie a mis son armée à la disposition de la Russie dès l'entrée des Russes en territoire roumain.

(3) Le temps d'arrêt dans les opérations devant Plewna est d'un mois environ, temps nécessaire à l'armée roumaine pour arriver sur le théâtre des opérations.

vement sur leurs flancs et leurs derrières avec toutes les autres forces turques disponibles, il est invité par le sultan à adopter un autre projet d'opérations, imaginé par Suleiman, d'après lequel ce dernier sera chargé de l'opération *principale, attaquer* les Russes de front, tandis que les deux armées turques de Bulgarie feront seulement des *démonstrations* sur leurs flancs.

En réalité, Méhémet-Ali attaquera de son côté, Suleiman pacha attaquera du sien sans que leurs opérations soient combinées entre elles.

Vers la fin d'août, ce dernier prend l'offensive et livre au corps russe, qui occupe le col de Chipka, une série de combats acharnés, mais infructeux. Il renouvelle sans plus de succès sa tentative vers le milieu du mois suivant.

Offensive des Turcs. Combats de Chipka (août-septembre 1877).

D'autre part, Méhémet-Ali a pris, au milieu d'août, l'offensive contre le groupe commandé par le tsaréwitch (1). Les deux adversaires, déployés sur un immense front (des abords de Routschouk à ceux de Choumla), se livrent une succession de combats avec des alternatives de succès et de revers, dont la conséquence est que, à la fin de septembre, les deux partis restent en présence sur le Lom sans avoir ni l'un ni l'autre obtenu de résultat décisif.

Méhémet-Ali est alors relevé de son commandement et remplacé par Suleiman pacha.

Jusqu'à la fin de novembre, celui-ci reste dans l'inaction et ne fait rien pour détourner de son côté une partie des renforts que les Russes accumulent devant Plewna.

Au commencement de décembre, il prend l'offensive contre l'aile droite du tsaréwitch, qu'il bat à Stalaritza

Combats de Stalaritza et d'Elena.

(1) Ce groupe n'a guère fait, jusqu'à présent, *qu'observer* les forces turques du quadrilatère.

et à Elena. Au lieu d'exploiter ce premier avantage, en poursuivant son succès, il abandonne la droite russe et concentre ses forces vers Routschouk pour opérer contre l'aile gauche du tsaréwitch, comptant ensuite menacer les communications des Russes avec le Danube.

Combat de Matchka.

Mais, battu à Matchka, il apprend aussitôt après la capitulation de Plewna.

Cet événement important a pour contre-coup d'arrêter l'offensive de Suleiman.

Quelque temps après, toutes les forces turques du quadrilatère sont ramenées en Roumélie pour couvrir Andrinople.

Le groupe du tsaréwitch entreprend alors le siège de Routschouk.

Opérations autour de Plewna.

Après la deuxième bataille de Plewna, Osman pacha augmente encore les défenses accumulées autour de la ville. A aucun moment, il n'essaye soit de poursuivre, soit de manœuvrer. Cette tactique passive ne peut lui procurer qu'une « résistance mémorable »; étant donnée la situation, « ses chances de succès diminuent par la durée même de la résistance ».

Quant à l'armée russe de l'Ouest, elle établit autour de Plewna une ligne de circonvallation en face des fortifications turques.

Le gros de l'armée est à l'est de la ville; les deux ailes s'étendent jusque vers le Vid, cours d'eau qui coule à l'ouest de Plewna.

A la fin d'août, ayant reçu de Méhémet-Ali l'ordre d'agir offensivement dans le flanc des Russes, Osman pacha veut tout d'abord pousser une *reconnaissance*

offensive sur le centre des forces établies en face de Plewna.

Combat de Pélichat (31 août).

L'exécution de cette reconnaissance donne lieu au combat de Pélichat. Osman pacha est repoussé. Il ne quittera plus désormais l'attitude défensive.

Il est à remarquer que les Russes n'ont pas profité de leur succès pour attaquer à fond la colonne turque, lui infliger un échec sérieux et l'empêcher de rentrer à Plewna.

Cependant l'armée roumaine a rejoint le « groupe de l'Ouest ». Le grand-duc Nicolas se propose de faire attaquer à nouveau Plewna. Cette attaque aura lieu sur le front sud de la place. Aussi l'état-major russe veut-il se débarrasser au préalable du souci d'être menacé à revers par la garnison turque de Lovtcha, petite place forte située à une quarantaine de kilomètres au sud de Plewna, sur la route de Philippopoli.

Cette petite place qui, par sa situation, se trouve interposée entre les deux groupes russes de l'Ouest et du Centre, a donné lieu, depuis le mois de juillet, à des mouvements de détachements de ces deux groupes, qui ont livré quelques combats à la garnison.

Un détachement, formé d'éléments des deux groupes, est réuni sous les ordres du prince Imérétinski, et reçoit pour mission d'enlever Lovtcha, puis de venir coopérer à l'attaque de Plewna.

Bataille de Lovtcha (3 septembre).

Ce détachement attaque la ville le 3 septembre, et inflige une défaite complète à la garnison, qui échappe à grand'peine à une destruction totale et s'enfuit vers les montagnes *vivement poursuivies* par la cavalerie russe.

Le prince Imérétinski est alors chargé d'amener devant Plewna tout ce qui peut être distrait sans inconvénient du groupe russe du Centre.

Cette détermination montre que l'état-major russe a renoncé aux objectifs géographiques et que son objectif est maintenant la destruction de l'armée d'Osman pacha, dans une bataille que l'on veut rendre décisive.

3e bataille de Plewna (7-12 septembre 1877).

Cette bataille, la troisième livrée devant Plewna, dure cinq jours. Après quatre jours de bombardement, les positions turques sont attaquées mais encore sans succès.

A la suite de ce nouvel échec, le groupe russe de l'Ouest se concentre sur son centre, à l'est de Plewna, s'attendant à ce qu'Osman pacha prenne l'offensive. Mais le général turc ne cherche pas plus que précédemment à profiter de son succès.

Les deux adversaires vont donc s'observer mutuellement, les Russes ne voulant reprendre l'offensive qu'après l'arrivée des renforts attendus de Russie.

L'autre part, le tsar adjoint au prince de Roumanie le général Totleben, le défenseur de Sébastopol. Celui-ci va, en fait, exercer le commandement du groupe de l'Ouest.

Renonçant aux attaques de vive force, il se propose d'investir complètement Plewna et de prendre ses défenseurs par la famine.

Toutefois, le général Totleben ne compte rendre le blocus effectif qu'après l'arrivée des renforts.

Jusque-là, c'est la cavalerie seule qui est chargée de couper les routes autour de Plewna.

Il semble cependant que la grande supériorité numérique des Russes sur leurs adversaires leur eût permis d'établir immédiatement un blocus (1) que les Turcs ne songeaient d'ailleurs pas à forcer.

(1) Les Russes auraient pu établir ce blocus du jour même où Osman pacha s'est établi à Plewna. « Si les Russes n'avaient pas

C'est donc seulement dans le courant d'octobre (1) que le blocus devient complet.

Un corps turc s'organise dans la région de Sophia et cherche à secourir Plewna. Ce corps est refoulé par un détachement composé d'une masse de cavalerie et de la garde, aux ordres du général Gourko. Toutefois, Gourko ne peut dépasser les Balkans : il est arrêté par les Turcs au col d'Arab-Konak, sur la route de Plewna à Sophia.

Par suite de l'établissement du blocus, la chute de Plewna ne dépend plus que de la quantité d'approvisionnements qui s'y trouvent.

Le 10 décembre, Osman pacha, à bout de ressources, tente une sortie après avoir détruit tout le matériel qu'il ne peut emmener. Reddition de Plewna (10 décembre 1877).

Sa tentative échoue; il est cerné de tous côtés et obligé de mettre bas les armes.

Pour triompher de sa résistance à Plewna, les Russes avaient dû mettre en jeu des forces triples des siennes.

Passage des Balkans et opérations en Roumélie.

Après la chute de Plewna, l'état-major russe se propose de marcher immédiatement sur Constantinople.

La situation générale est alors la suivante :

A l'ouest, Gourko, avec sa cavalerie et la garde, est arrêté devant le col d'Arab-Konak. Le corps turc qui

provoqué ce dernier avec insistance et s'étaient contentés d'occuper des positions défensives en face de lui, *Plewna n'eût pas existé.* » (Fuad-pacha.)

(1) A la suite de l'arrivée de la garde impériale russe et de divisions de grenadiers.

lui est opposé est commandé par Méhémet-Ali, l'ancien généralissime; au centre, devant Chipka, un corps d'armée russe est opposé à un corps turc sous Réouf pacha (successeur de Suleiman pacha, à la tête de l'ancienne armée d'Herzégovine); à l'est, le tsaréwitch met, avec deux corps d'armée, le siège devant Routchouk; l'armée de Suleiman pacha se replie vers la vallée de la Maritza.

L'état-major russe adopte les dispositions suivantes : l'armée roumaine remonte le Danube et va assiéger la place forte de Viddin, que tient une nombreuse garnison turque.

Quant à l'armée russe, tous ses éléments disponibles vont envahir la Roumélie. Le passage des Balkans sera forcé sur trois points : à l'ouest par Gourko, auquel un deuxième corps d'armée est envoyé; au centre à Chipka, par le corps d'armée qui s'y trouve; à l'est, par un corps d'armée partant d'Elena pour descendre dans la vallée de la Toundja.

Un corps d'armée est dissocié pour renforcer ceux de Chipka et d'Elena.

Enfin, une partie des renforts arrivés récemment de Russie (divisions de grenadiers) constituent une réserve en arrière du centre.

On voit que, de part et d'autre, les forces sont éparpillées sur un immense front. Il eût suffi pour arrêter l'invasion russe que l'armée turque eût *un chef* et *une organisation militaire*. N'ayant ni l'un ni l'autre, ses fractions éparses vont succomber malgré l'excellente qualité des troupes, dont les événements précédents n'ont nullement abattu le moral.

A l'aile droite russe, Gourko force le passage des Balkans après une série de combats acharnés, puis entre à Sophia (2 janvier 1878).

Au centre, le corps turc de Chipka, attaqué de front, tourné, d'autre part, sur ses deux ailes par des détachements russes est cerné et obligé de mettre bas les armes (9 janvier).

A gauche, le corps parti d'Elena pénètre sans difficulté dans la vallée de la Toundja.

Aussitôt les Balkans franchis, les troupes de réserve sont dirigées vers Chipka et différentes colonnes sont formées pour marcher concentriquement sur Andrinople : à droite, Gourko descend la vallée de la Maritza; au centre, deux colonnes sont formées l'une sur la route directe de Chipka à Andrinople, l'autre sur la route qui suit la vallée de la Toundja. A gauche, le corps venu d'Elena doit occuper le pays jusqu'à la mer Noire.

En réunissant, vers Andrinople, toutes les forces turques disponibles, Suleiman pacha pourrait profiter de la dispersion des colonnes russes pour les empêcher d'opérer leur jonction.

Au lieu de cela, il remonte la vallée de la Maritza et va s'établir à l'ouest de Philippopoli, *sans prendre l'offensive*, attendant les événements. Cette détermination fait le jeu des Russes puisqu'elle place dans une véritable « souricière », les seules forces turques susceptibles de leur disputer la route de Constantinople, par Andrinople.

Attaqué devant Philippopoli par Gourko, Suleiman pacha se défend pendant trois jours, mais est en définitive battu : les débris de son armée s'enfuient vers le sud.

Les colonnes russes entrent ensuite à Andrinople sans coup férir.

La Turquie sollicite alors un armistice, qui livre aux Russes les défenses avancées de Constantinople. A ce

moment, l'Angleterre fait entrer une escadre dans la mer de Marmara.

Le grand-duc Nicolas répond à cette intervention par une nouvelle marche en avant. Il s'arrête seulement à quelques kilomètres de la capitale, à San-Stefano, où sont signés les préliminaires du traité de ce nom.

Traité de San-Stefano (3 mars 1878).

Ce traité, qui est un véritable démembrement de la Turquie, inquiète au plus haut point l'Angleterre, qui se prépare sérieusement à la guerre.

Mais la Russie, épuisée par les efforts qu'elle vient de fournir, ne veut pas compromettre le résultat de ses victoires. Elle modère ses prétentions et consent à soumettre le traité de San-Stefano, à un congrès de puissances européennes réuni à Berlin.

Traité de Berlin (13 juillet 1878).

Le traité de Berlin est élaboré par ce congrès. Les principales clauses sont les suivantes : *la Bulgarie* est constituée en principauté autonome et tributaire du sultan, avec un gouverneur chrétien et une milice nationale.

Une nouvelle province, *la Roumélie orientale*, est formée au sud des Balkans, sous l'autorité directe du sultan, mais avec l'autonomie administrative et un gouverneur chrétien.

Le Monténégro, la Serbie et *la Roumanie* deviennent indépendants. L'Autriche est autorisée à occuper *la Bosnie* et *l'Herzégovine*.

Le principe de la *libre navigation du Danube* est de nouveau consacré.

La Grèce obtient une rectification de frontière lui attribuant une notable augmentation de territoire.

Enfin la Turquie cède à la Russie d'importants territoires en Asie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Préface. . . .	5
Campagne de 1792. . .	7
— 1793. . . .	24
— 1794. . . .	39
— 1795. . . .	52
— 1796-1797. . . .	61
— 1799. . . .	84
— 1800. . . .	103
— 1805. . . .	124
— 1806. . . .	149
— 1807. . . .	165
— 1808. . . .	179
— 1809. . . .	198
— 1812. . . .	217
— 1813. . . .	239
— 1814. . . .	275
— 1815. . . .	301
— 1859. . . .	315
— 1866. . . .	328
— 1870-1871. . . .	345
Guerre turco-russe. . . .	434

Paris et Limoges. — Imp. et libr. milit. Henri Charles-Lavauzelle.

LIBRARY
THE GENERAL SERVICE SCHOOLS
FORT LEAVENWORTH, KANSAS

COMBINED ARMS RESEARCH LIBRARY
FORT LEAVENWORTH, KS
3 1695 00170 6365

WITHDRAWN

DATE DUE

GAYLORD PRINTED IN U.S.A.

while

75